

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°222

SEPTEMBRE 2003

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

Ce bulletin paraît en français et anglais

Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €

Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel

Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.

ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS

Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org

E-mail: bulletin@fikp.org

- LE PREMIER GOUVERNEMENT IRAKIEN DE L'APRÈS-SADDAM RESPECTE LA COMPOSITION CONFESSIONNELLE ET ETHNIQUE DE L'IRAK : CINQ MINISTÈRES DONT LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES REVIENNENT AUX KURDES.
- ANKARA : LA TURQUIE EN NÉGOCIATION POUR LE DÉPLOIEMENT DE SON ARMÉE EN IRAK ALORS QUE LA MAJORITÉ DE LA POPULATION TURQUE ET IRAKIENNE S'Y OPPOSE FERMEMENT.
- COLIN POWELL À HALABJA : « JE NE VAIS PAS VOUS DIRE QUE LE MONDE AURAIT DÛ AGIR PLUS TÔT, VOUS LE SAVEZ DÉJÀ ».
- SEPTIÈME AUDIENCE DU PROCÈS DES DEPUTÉS KURDES : MOLESTÉS LORS DE LEUR TRANSPORT À LA COUR ALORS QUE LE PARLEMENT EUROPÉEN S'INDIGNE DU DÉROULEMENT DU PROCÈS.
- CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE SUR L'AUTORISATION DES PRÉNOMS KURDES ET INTERDICTION DES LETTRES « X, W, Q ».
- LA COUR DE CASSATION TURQUE CONFIRME LA CONDAMNATION DES DIRIGEANTS DU PARTI PRO-KURDE DÉHAP PLONGEANT LE PAYS DANS UNE CRISE POLITIQUE.
- IRAK : VAGUE D'ATTENTATS CONTRE LES PERSONNALITÉS CHIITES.
- AINSI QUE...
- LU DANS LA PRESSE TURQUE : « ATTACHONS LE HAUT CONSEIL DE L'ENSEIGNEMENT (YOK) À L'ARMÉE DE TERRE. »

**LE PREMIER GOUVERNEMENT IRAKIEN
DE L'APRÈS-SADDAM RESPECTE LA COMPOSITION
CONFESSIONNELLE ET ETHNIQUE DE L'IRAK :
CINQ MINISTÈRES DONT LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
REVIENNENT AUX KURDES**

Les membres du premier gouvernement irakien de l'après-Saddam Hussein ont prêté serment le 3 septembre, alors que les Etats-Unis ont annoncé leur intention de soumettre au Conseil de sécurité une nouvelle résolution qui élargirait le mandat de l'Onu en Irak. Les ministres ont prêté serment lors d'une cérémonie au siège de la coalition dirigée par

les Etats-Unis à Bagdad. La cérémonie s'est déroulée en présence notamment de l'administrateur civil américain en Irak, Paul Bremer. Vingt-trois ministres, dont une femme - une Kurde, Mme Nesrine Moustapha al-Barwari, chargée des travaux publics - ont prêté serment sur le Coran, répétant la même phrase : « *Au nom de Dieu le miséricordieux, je jure par Dieu tout-puissant de faire tout mon*

possible pour servir et protéger l'Irak, son peuple, son territoire et sa souveraineté, et que Dieu en soit témoin ». L'unique ministre chrétien, Bahnam Zaya Boulos, en charge des Transports, a prêté serment sur la Bible. Les ministres du Pétrole Ibrahim Mohammad Bahr al-Ouloum, et du Commerce Ali Allaoui, n'étaient pas présents à la cérémonie.

Le Conseil de gouvernement transitoire irakien, désigné en juillet par les Etats-Unis, a nommé le 1^{er} septembre ce cabinet chargé de conduire le pays jusqu'aux élections en 2004. Le gouvernement, qui ne compte pas

de Premier ministre est formé de 13 Arabes chiïtes, cinq Arabes sunnites, cinq Kurdes, un chrétien et un Turcman, soit exactement la même composition confessionnelle et ethnique que le Conseil. Le Conseil, dont le chiïte Ahmad Chalabi a pris la présidence tournante pour un mois, demeure la plus haute autorité irakienne, et les ministres doivent lui rendre compte. Les Affaires étrangères ont été confiées au Kurde Hoshyar Zebari, jusque-là porte-parole du Conseil de gouvernement transitoire et haut responsable du Parti démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani), les Finances au sunnite Kamal al-Gailani, le Pétrole au chiïte Ibrahim Mohammad Bahr al-Ouloum et l'Intérieur au chiïte Nouri Badrane. Un chrétien, Bahnam Zaya Boulos, a été nommé ministre des Transports et un Turcman, Bayane Baqer Soulagh, à la Reconstruction et au Logement.

Il n'existe plus de ministère des Affaires religieuses, ni de la

Défense, ni de l'Industrialisation militaire, considéré par les Etats-Unis comme le maître d'œuvre des programmes présumés d'armes de destruction massive du régime, ni de l'Information. Ce dernier devrait être remplacé par un Conseil de l'Information.

Le gouvernement comporte plusieurs ministères qui n'existaient pas sous l'ancien régime : les droits de l'Homme, dont le titulaire est Abdel Bassat Turki, l'Environnement, confié à Abderrahmane Sadik Karim, l'Emigration à Mohammad Jassem Khodayyir, la Technologie, à Rachad Mandane Omar, ainsi que les Travaux publics et la Jeunesse et les Sports, à Ali Faëk al-Ghabbane. Auparavant, les responsabilités de ce dernier ministère incombaient au Comité olympique, dirigé par le fils aîné de Saddam Hussein, Oudaï. Par ailleurs, l'Electricité et le Plan accèdent au rang de ministères, respectivement confiés à Ayham al-Samarraï et Mahdi al-Hafez.

Ils devront rendre compte au Conseil de gouvernement et seront assistés de conseillers choisis par la coalition militaire dirigée par les Etats-Unis. Cela a suscité des doutes sur leur marge de manœuvre même si l'administrateur civil américain Paul Bremer, qui garde la haute main sur l'Irak, a déclaré que les Américains leur transféreraient progressivement l'autorité.

Dans un esprit de compromis, les Kurdes se sont contentés de cinq portefeuilles ministériels alors que représentant plus de 25 % de la population, ils auraient eu droit à six postes. Outre Hoshyar Zebari, les autres ministres kurdes sont : Mme Nesrine Moustapha al-Barwari, chargée des travaux publics, Abderrahmane Sadik Karim, chargé de l'environnement, Mohammed Tawfik Raheem, chargé de l'industrie et des ressources minières et Abdul-Latif Rasheed, chargé des ressources d'eau ■

ANKARA : LA TURQUIE EN NÉGOCIATION POUR LE DÉPLOIEMENT DE SON ARMÉE EN IRAK ALORS QUE LA MAJORITÉ DE LA POPULATION TURQUE ET IRAKIENNE S'Y OPPOSE FERMEMENT

Les dirigeants civils et militaires turcs se sont réunis le 19 septembre pour discuter du possible envoi d'une force de maintien de la paix en Irak, une idée avancée avec insistance par le gouvernement, mais qui est loin de faire l'unanimité. Selon le gouvernement, il s'agissait juste d'entendre le point de vue des militaires au sein du Conseil national de sécurité (MGK) avant une réunion du cabinet sur la question. Le gouvernement turc, bien que ne

liant pas sa décision à un feu vert des Nations unies, souhaite que les Américains convainquent le Conseil de sécurité de l'ONU de soutenir la force internationale de maintien de la paix en Irak, ce qui renforcerait la légitimité d'un déploiement turc, notamment aux yeux du Parlement qui devra au final approuver ou non une telle opération. Le gouvernement, qui veut relancer la coopération avec les Etats-Unis après le coup de froid provoqué par le refus des parlementaires d'appuyer les efforts de guerre américains, a du

mal à convaincre le pays du bien-fondé de cette opération. Les députés de l'opposition sont contre, ceux de la majorité ne sont guère convaincus et 6 Turcs sur 10 y sont opposés, selon un récent sondage. Officiellement, le MGK devait étudier les rapports de missions qui se sont récemment rendues en Irak pour y évaluer la situation et entendre le point de vue des populations locales.

La majorité des interlocuteurs irakiens - à commencer par les membres du Conseil de gouvernement transitoire - se sont publiquement prononcés contre un déploiement de soldats turcs, craignant de réveiller les

convoitises d'une ancienne puissance coloniale qui a occupé pendant des siècles la région. Les Kurdes irakiens sont particulièrement mécontents. La chaîne d'information turque, CNN-Turk, rapportait le 26 septembre, que la Turquie a demandé aux Américains de contrôler, au sein de la force de stabilisation de l'Irak, une portion du territoire irakien couvrant 30.000 kilomètres carrés entre Mossoul, Souleimanieh et Bagdad. Cette zone commencerait à la jonction des fleuves le Tigre et Grand Zap, au sud de Mossoul, rejoint le nœud de Altoun Kopri sur le petit Zab, entre Erbil et Kirkouk, contourne cette ville par le sud pour presque rejoindre Souleimanieh avant de descendre jusqu'à la capitale Bagdad.

Le nouveau ministre irakien des Affaires étrangères, le Kurde Hoshiyar Zebari, avait estimé le 5 septembre qu'un déploiement de troupes turques ou d'autres pays voisins ne ferait qu'ajouter aux problèmes de sécurité de son pays et souhaité des troupes françaises, russes et allemandes. " Nous ne voulons aucune implication d'aucun des voisins de l'Irak dans les opérations de maintien de la paix car chacun y a ses propres objectifs politiques ", a déclaré le ministre. M. Zebari avait par ailleurs appelé trois pays qui se sont opposés à la guerre américaine en Irak à envoyer des troupes pour aider à stabiliser son pays. " Je pense que l'on a besoin que des pays européens favorables à un Proche-Orient stable participent à l'internationalisation de la force " de la coalition américano-britannique en Irak, avait-il ajouté, en soulignant que ce serait bien " si les Français, les Russes et les Allemands par exemple y participent ". M. Zebari affirme que son gouvernement était opposé à une

présence militaire turque. " En se déployant, les Turcs auront le moyen de poursuivre leurs objectifs politiques ce qui pourrait conduire à une déstabilisation de l'Irak... L'objectif du processus d'internationalisation est de stabiliser la situation sur le terrain mais si au bout il y a déstabilisation, il y a donc un problème ", a souligné le ministre. Selon lui, " le corridor pose problème ", se référant au fait que les troupes turques auraient à traverser la zone kurde.

" L'idée d'envoyer des soldats turcs en Irak ne bénéficie de la sympathie d'aucun groupe irakien ", soulignait le 19 septembre le président de la confédération patronale turque (TUSIAD), Tuncay Ozilhan. " Il semble donc peu raisonnable de penser que la présence de soldats turcs contribue à rétablir la stabilité " dans ce pays, a-t-il ajouté.

Le gouvernement turc envisage un déploiement de 10.000 soldats, ce qui constituerait la troisième plus importante force étrangère après celle des Américains et des Britanniques. " Bien sûr, personne ne souhaite voir des troupes étrangères dans son pays (...), mais si des troupes étrangères devaient être déployées, le peuple irakien préférerait encore que ce soient des soldats turcs plutôt que des soldats britanniques, russes, américains ou polonais ", affirmait récemment le ministre turc des Affaires étrangères Abdullah Gul pour qui des militaires musulmans seraient mieux accueillis par la population.

Interrogé sur la question, Colin Powell, le chef de la diplomatie américaine, reconnaît qu'« il y a de sérieuses sensibilités (en Irak) sur la question de l'envoi de troupes turques ».

Les Etats-Unis, qui doivent prochainement débloquent le premier volet d'un prêt financier

de 8,5 milliards de dollars pour la Turquie, ont également été invités par Ankara à prendre des mesures contre les combattants du PKK, réfugiés à la frontière irano-irakienne. Washington a promis son soutien, mais pourrait refuser d'agir militairement avant février, date de l'expiration d'une offre d'amnistie faite par Ankara aux membres du PKK. Cemil Cicek, le ministre turc de la justice, a laissé entendre le 25 septembre, que ce serait le prix de la participation turque à la force internationale de maintien de la paix en Irak : " Nous souhaitons aller (en Irak) en tenant compte de nos propres intérêts, mais en échange il est clair que nous avons une attente particulière de la part des gens avec qui nous allons coopérer ", a affirmé le ministre, qui est également porte-parole du gouvernement, à la télévision turque NTV.

M. Cicek a affirmé que la lutte contre le PKK était une priorité pour son gouvernement et que des discussions à ce sujet avaient eu lieu avec les Américains dans le cadre des négociations sur une participation turque à la force de maintien de la paix en Irak. Toutefois " à mon avis, certaines de ces questions n'ont pas encore été réglées de manière satisfaisante ", a ajouté M. Cicek. " Nous avons des difficultés à expliquer (à l'opinion publique turque) qu'on ne nous ait même pas remis deux ou trois individus dans cette région ", a souligné M. Cicek.

Des responsables turcs et américains doivent se rencontrer les 1er et 2 octobre pour discuter des mesures à prendre. La délégation américaine à ces pourparlers, qui se tiendront dans la capitale turque, sera dirigée par Joseph Cofer Black, coordinateur pour le contre-terrorisme au département d'Etat■

COLIN POWELL À HALABJA :

« JE NE VAIS PAS VOUS DIRE QUE LE MONDE AURAIT DÛ AGIR PLUS TÔT, VOUS LE SAVEZ DÉJÀ »

Le secrétaire d'Etat américain Colin Powell s'est rendu le 15 septembre à Halabja pour un hommage aux habitants de cette localité du Kurdistan d'Irak gazée par Saddam Hussein. Après avoir fait escale dans la ville pétrolière de Kirkouk (environ 250 km au nord de Bagdad), M. Powell s'est rendu en hélicoptère à Halabja, à environ 130 km plus à l'ouest, près de la frontière iranienne, où quelque 5.000 personnes ont été tuées en 1988 lors d'un bombardement chimique perpétré par l'armée irakien, pendant la guerre Iran-Irak (1980-1988).

M. Powell a été accueilli en héros par la population, qui s'est massée

dans les rues, brandissant des messages de sympathie à l'égard des Américains. Puis, dans une ambiance recueillie, il a participé avec les deux leaders kurdes, Massoud Barzani et Jalal Talabani à une cérémonie à la mémoire du massacre de 1988. « *Je ne vais pas vous dire que le monde aurait dû agir plus tôt, vous le savez* », « *ce qui s'est passé à Halabja ne doit plus jamais arriver* », a dit M. Powell en présence de plusieurs centaines de représentants des familles des victimes, « *Cette ville est entrée dans l'histoire pour toujours (...) Je me souviendrai toujours de Halabja* », a conclu le secrétaire d'Etat américain qui est le premier dirigeant occidental à se rendre sur le site de la ville-martyre kurde. ■

7ème AUDIENCE DU PROCÈS DES DEPUTÉS KURDES : MOLESTÉS LORS DE LEUR TRANSPORT À LA COUR ALORS QUE LE PARLEMENT EUROPÉEN S'INDIGNE DU DÉROULEMENT DU PROCÈS

Les anciens députés kurdes du parti de la Démocratie (DEP), Leyla Zana, Orhan Dogan, Hatip Dicle et Selim Sadak, emprisonnés en Turquie depuis plus de 9 ans, se sont présentés, le 15 septembre, devant la Cour de sûreté de l'Etat (DGM) d'Ankara pour la 7ème audience du procès, réouvert depuis le 28 mars 2003, après plusieurs condamnations unanimes de la Turquie par la Cour européenne des droits de l'homme. À l'issue de l'audience, présidée par Mme Süreyya Gönül, la cour a ajourné le procès au 17 octobre tout en refusant la libération conditionnelle de Leyla Zana, lauréate du Prix Sakharov 1995 et de ses collègues.

Le Parlement européen a vivement réagi à la position de la justice turque. Jooste Lagendijk, coprésident de la Délégation à la commission parlementaire mixte UE-Turquie, a déclaré que la question des députés kurdes était devenue une plaie saignante entre l'Union européenne et Ankara, que de nombreuses lois en Turquie restaient sur le papier et que ce procès exposait ouvertement cet état de fait. « *Malheureusement, avec ce procès, la Turquie ne fait que procurer des arguments aux nombreux Européens ayant des préjugés sur la Turquie et détruit les arguments des défenseurs de la Turquie* » ajoute J. Lagendijk. Un autre député européen, Richard Balfe, a indiqué pour sa part que cette affaire prouvait non pas le vide des

réformes mais un vide juridique en Turquie et qu'aucun principe juridique en vigueur en Turquie n'avait été appliqué dans cette affaire.

La presse turque relate également que le président du Parlement européen, Pat Cox, a appelé le ministre turc des affaires étrangères, Abdullah Gul, quelques jours avant l'audience pour indiquer que « *le développement du procès affectera la vision du Parlement européen sur les réformes engagées en Turquie* ». Le quotidien turc Milliyet daté du 16 septembre, titre « *Nous préférons la libération des députés kurdes* », reprenant les propos d'A. Gul, tout en ajoutant qu'il fallait être respectueux des décisions de justice indépendante.

Leyla Zana, a, quant à elle, déclaré que les réformes d'harmonisation à l'UE n'étaient pas appliquées et que « *seules certaines choses ont changé sur le papier* ». Elle a également indiqué qu'au cours de leur jugement, ils n'avaient exprimé que des messages de paix, de fraternité et d'amitié et que cela n'avait pas été pris en considération, mais qu'ils avaient été « *innocentés dans le cœur de la société* ». Leyla Zana a également accusé la Cour de sûreté de l'Etat de représenter le statu quo sans tenir compte des changements. « *Nous ne pouvons pas être une plante de décoration, un maquillage ou encore le carbone du passé dans les relations entre la Turquie et l'UE* » a déclaré Leyla Zana en qualifiant le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan et son parti de la Justice et du développement (AKP) de « *faux et rentiers* ». Elle a vivement critiqué le Premier ministre turc qui avait récemment déclaré « *si vous n'y pensez pas, il n'y a pas de question kurde* ».

Dans son intervention, Orhan Dogan, a déclaré à la Cour qu'ils avaient été " victimes de violations des droits de l'homme " le jour même du procès en dénonçant les mauvais traitements qu'ils avaient reçus lors de leur transport. En fait, des membres des forces spéciales, de la gendarmerie (JITEM) ont bousculé, molesté, fouillé, d'une façon humiliante Dogan et ses collègues lors de leur transport.

Hormis les déclarations des députés, la Cour a procédé à l'audition de trois témoins à la demande du représentant de la défense, Me Yusuf Alatas. Ces derniers ont infirmé les allégations de l'accusation en déclarant que les députés avaient œuvré dans la région pour pacifier les esprits et rassembler les tribus ennemies.

Invité par la Commission des affaires étrangères et des droits de l'homme du Parlement européen, Me Alatas, a estimé le 23 septembre que le nouveau procès

des députés, ouvert en mars 2003, n'était pas équitable. " Nous avons un vrai espoir au début que ce procès soit équitable. Mais au bout de huit audiences, aucune de nos attentes ne s'est réalisée ", a déclaré Yusuf Alatas. " Nous ne sommes pas du tout optimistes. Il s'agit d'un procès uniquement formel, la Turquie fait semblant d'appliquer la décision de la Cour européenne des droits de l'homme ", a poursuivi l'avocat, également entendu par la délégation à la commission parlementaire mixte UE-Turquie. M. Alatas a notamment dénoncé les difficultés rencontrées pour permettre l'audition des témoins de la défense et le fait que le refus de libérer les anciens députés, après 9 ans d'emprisonnement, n'avait même pas été justifié.

L'Union européenne devra se prononcer fin 2004 sur l'ouverture ou non de négociations d'adhésion avec Ankara ■

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE SUR L'AUTORISATION DES PRÉNOMS KURDES ET INTERDICTION DES LETTRES " X, W, Q "

Ankara a ordonné le 24 septembre aux autorités locales turques d'autoriser les familles kurdes à donner des prénoms kurdes à leurs enfants, un nouveau pas formel des autorités d'Ankara pour améliorer ses chances d'adhésion à l'Union européenne. Cette dernière exige de la Turquie qu'elle accorde de plus larges droits culturels à l'importante minorité kurde.

Cependant, le ministère turc de l'Intérieur précise dans sa circulaire que les noms comprenant des lettres inexistantes dans l'alphabet turc, comme les « x, w et q », très largement utilisées en kurde, ne pouvaient être choisies. « Les prénoms donnés par nos

concitoyens, selon leurs traditions, qui sont formés à partir de l'alphabet turc, dans la lignée des valeurs morales (...) et qui ne sont pas offensants, ne violent pas la loi de l'état civil », indique la circulaire du ministère de l'Intérieur adressée aux autorités locales de tout le pays.

Répondant aux exigences européennes, le Parlement turc a adopté l'année dernière une série de lois permettant de donner un nom kurde aux enfants et le droit de diffuser et d'enseigner la langue kurde. Mais il n'y avait pas eu d'application de ses réformes sur le terrain. Des familles kurdes avaient déploré que certaines autorités locales refusent d'enregistrer les prénoms kurdes et elles avaient porté l'affaire devant la Cour européenne des droits de l'homme ■

LA COUR DE CASSATION TURQUE CONFIRME LA CONDAMNATION DES DIRIGEANTS DU PARTI PRO-KURDE DEHAP PLONGEANT LE PAYS DANS UNE CRISE POLITIQUE

La Cour de cassation turque a confirmé, le 29 septembre, la condamnation de l'ex-président du parti du peuple démocratique (DEHAP-pro-kurde), Mehmet Abbasoglu, et de trois autres anciens dirigeants à 23 mois de prison pour " avoir falsifié des documents ayant trait à l'ouverture de représentations dans le pays afin de pouvoir présenter des candidats au scrutin de novembre 2002 ". Les dirigeants du DEHAP ont été reconnus coupables de fraude pour avoir prétendu être organisés dans 63 des 81 provinces du pays alors qu'ils ne le seraient que dans six selon la justice turque. La législation turque prévoit qu'un parti politique doit être implanté dans plus de la moitié des provinces du pays six mois avant un scrutin national pour pouvoir y prendre part. Plus concrètement l'acte d'accusation reprochait au DEHAP soit de ne pas avoir de contrat immobilier du parti, ou encore dans certains districts l'absence d'extraits de casier judiciaires d'au moins sept personnes nécessaires pour la reconnaissance d'implantation du parti, ou encore l'absence de pièces d'identité. La Cour de cassation qui a l'habitude d'instruire entre 6 mois et un an pour les procès avec arrestation et jusqu'à 2 ans pour les procès sans arrestation, surprend par sa célérité en mettant à son ordre du jour ce procès, 4 mois seulement après le pourvoi.

Le DEHAP est depuis longtemps sur la sellette en Turquie où la justice envisage de l'interdire pour " liens présumés avec les rebelles kurdes ". Le DEHAP, implanté surtout dans les provinces kurdes, a été fondé en 1997 par d'anciens partisans d'un autre parti pro-kurde, le HADEP, qui craignaient à l'époque de voir leur parti interdit par la Cour constitutionnelle pour " liens organiques " avec le PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan). Le HADEP, qui n'a pas pris part aux élections de novembre, de peur d'être interdit au cours de la période électorale, mais qui avait appelé ses adhérents à voter DEHAP, a effectivement été interdit en mars 2003. Le DEHAP quant à lui a obtenu près de deux millions de voix aux élections, soit 6,2 % des suffrages, moins que les 10 % nécessaires pour prétendre à une représentation au parlement. Depuis lors, les pressions sur le DEHAP se sont multipliées.

Pour parer à une éventuelle interdiction de leur parti, plusieurs partisans du DEHAP viennent d'ailleurs de fonder un nouveau parti, le parti de la Libre société (Ozgur Toplum Partisi).

La Commission européenne s'est inquiétée des conséquences du verdict de la Cour de cassation turque. " Nous allons analyser cet arrêt de très près, car il pourrait avoir des conséquences non négligeables pour le système politique en Turquie, qui iraient au-delà du cas en question ", a déclaré, le 29 septembre, à la presse Jean-Christophe Filori, le porte-parole du commissaire européen à l'élargissement Guenter Verheugen. " La Commission espère vivement que cet arrêt ne compromettra pas le processus de réforme engagé en Turquie, poursuivi avec vigueur par le présent

gouvernement ", a ajouté M. Filori. " *La Commission rappelle que tout doit être mis en œuvre pour que les réformes engagées soient traduites en actes "*, a-t-il également indiqué.

L'arrêt de la Cour de cassation turque risque par ailleurs de provoquer une crise politique ouverte en Turquie selon les observateurs. Il pourrait par ricochet entraîner de nouvelles élections législatives, ou modifier la répartition des sièges au sein du Parlement au détriment de l'AKP (actuellement 367 sur 550 sièges), le parti porté au pouvoir en novembre 2002 après une nette victoire électorale.

Le parti de la Juste Voie (DYP) s'est basé sur ce verdict pour saisir le Haut conseil électoral (YSK) et demander une révision de la répartition des sièges à l'Assemblée nationale. Le DYP avait en effet obtenu 9,5 % des suffrages, soit à peine moins que les 10 % nécessaires pour obtenir des sièges au parlement. Il demande l'invalidation des quelque deux millions de voix étant allées au DEHAP et un nouveau calcul de la participation électorale ce qui lui permettrait alors, selon les spécialistes, de prétendre à 66 sièges au parlement.

Tarham Erdem, un analyste politique, comme beaucoup d'autres journalistes, affirme que " l'ombre de la fraude plane désormais sur le parlement ", et appelle les députés à convoquer de nouvelles élections. Le président du parlement Bulent Arinc, un membre du parti de la Justice et du Développement (AKP), au pouvoir, a pour sa part exclu toute remise en question du résultat des législatives, estimant qu'il serait impossible de redistribuer les sièges.

Au YSK, une commission de sept juges, pourrait soit invalider les élections, soit invalider uniquement les près de deux millions de voix obtenus par le DEHAP, soit maintenir le résultat des élections ou encore demander au parlement de statuer sur la question, selon les experts. Selon un ancien vice-président du l'YSK, Sabri Coskun, la décision de justice ne saurait remettre en cause le résultat des élections, la condamnation étant prononcée à l'encontre d'anciens dirigeants du DEHAP plutôt qu'à l'encontre du parti lui-même.

En cas de redistribution des sièges parlementaires, l'AKP qui dispose actuellement de 367 sièges (sur 550) pourrait en perdre 44 et le principal parti d'opposition, le parti républicain du peuple (CHP, 175 sièges) en perdre 22 au profit du DYP. Mais, l'AKP a déjà fait savoir qu'il convoquerait de nouvelles élections en cas de redistribution de sièges au profit du parti de la Juste Voie (DYP).

Par ailleurs, la Cour constitutionnelle turque devrait se prononcer sur l'affaire du parti pro-kurde HADEP, dissout par la justice turque sur la base de l'article 8/1 de la loi anti-terreur turque, aujourd'hui abrogé dans le cadre des efforts d'harmonisation pour l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne. Sept de ses dirigeants ayant été condamnés sur la base de cet article, le HADEP avait été par voie de conséquence interdit et 46 membres du parti avaient été interdits de la vie politique. Ces derniers ont donc saisi la Cour constitutionnelle en évoquant l'abrogation de l'article 8/1■

IRAK : VAGUE D'ATTENTATS CONTRE LES PERSONNALITÉS CHIITES

Pleurs et cris de vengeance se sont mêlés le 2 septembre à Najaf, où plus de 100.000 personnes ont assisté aux obsèques du chef religieux chiite Mohamed Bakr al Hakim, victime d'un attentat à la voiture piégée aux portes de la mosquée de la ville sainte. La foule bouleversée se frappait la poitrine en signe de deuil derrière le cercueil d'Hakim, conduit sous un soleil de plomb vers le tombeau de l'imam Ali, là où l'attentat, juste après la grande prière du vendredi, a tué l'ayatollah et au moins 82 autres personnes.

L'attentat du 29 août a profondément choqué la communauté chiite, qui représente 60 % de la population irakienne et fut persécutée par le parti Baas sous le règne du président Saddam Hussein, chassé du pouvoir au printemps dernier. Il s'agit du deuxième attentat perpétré en une semaine contre un haut représentant du Conseil suprême de la révolution islamique en Irak (CSRII), une instance qui est soutenue par les religieux chiites iraniens et a choisi de coopérer avec les forces américaines en Irak.

Le Conseil suprême de la révolution islamique en Irak (CSRII) a élu à sa tête le numéro deux du mouvement, Abdel Aziz Hakim, qui succède à son frère, l'ayatollah Mohammad Baqer Hakim, a indiqué le CSRII le 3 septembre. Abdel Aziz Hakim représente le CSRII au sein du Conseil de gouvernement transitoire irakien.

Quelques semaines plus tard, le 25 septembre, une autre personnalité chiite de premier plan, Mme Akila al-Hachimi, l'une des trois femmes siégeant au Conseil du

gouvernement transitoire, est décédée après avoir été grièvement blessée par balles le 20 septembre par des inconnus près de son domicile à Bagdad. Une centaine de fidèles se sont rassemblés le 26 septembre pour une cérémonie religieuse au siège du Conseil. Des personnes en pleurs accompagnaient le cercueil enveloppé d'un drapeau irakien et des prières ont été récitées. Les mesures de sécurité autour du siège du Conseil ont été renforcées, et des soldats américains, britanniques, australiens et népalais surveillaient les alentours.

Le Conseil a, le 26 septembre, rendu un dernier hommage à Akila al-Hachimi, en la saluant comme *"un martyr sur la voie de la lutte pour la liberté et la démocratie"*. *"Nous réaffirmons notre engagement à continuer sur la même voie et nous avancerons avec détermination et nous emploierons à remplir les objectifs de notre nation"*, a indiqué le Conseil dans un communiqué.

Par ailleurs, le conseil de gouvernement transitoire irakien a, le 23 septembre, annoncé *« des mesures sévères et dissuasives »* à l'encontre des chaînes satellitaires arabes Al-Jazira et Al-Arabiya. Le chef de la commission de sécurité, Iyad Allaoui, avait accusé ces chaînes satellitaires d'inciter à la liquidation de membres du conseil, dans un communiqué publié après l'attentat contre Mme Akila Al-Hachimi. *« Les chaînes satellitaires arabes, notamment Al-Jazira et Al-Arabiya, diffusent des images de criminels cagoulés qui incitent à liquider des membres du conseil, ce qui constitue un encouragement aux actes terroristes dont le dernier (...) contre Akila al-Hachimi »*, avait-il affirmé.

Les responsables américains avaient été également très critiques à

l'encontre des chaînes satellitaires arabes qui donnent une grande place aux attaques anti-américaines, servent de tribune aux anciens dirigeants irakiens et diffusent des enregistrements attribués à Saddam Hussein.

La vague d'attentats attribués aux réseaux baasistes et islamistes tente de s'étendre au Kurdistan où pourtant la police est connue pour son efficacité et sa vigilance. Ainsi, le 10 septembre à Erbil, un enfant de quatre ans a été tué et une cinquantaine de personnes blessées, dont six Américains, dans un attentat suicide à la voiture piégée. Selon un responsable de la sécurité kurde, l'explosion s'est produite devant un ensemble de villas louées par les Américains pour leur personnel. Parmi les blessés figurent surtout des femmes et des enfants, dont une dizaine grièvement, selon des sources hospitalières.

Une semaine plus tôt, le 3 septembre, trois islamistes présumés avaient été arrêtés dans la métropole pétrolière kurde de Kirkouk (250 km au nord de Bagdad) par l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) en possession d'explosifs. Ils ont avoué préparer des attentats et révélé l'emplacement de 1.200 kg d'explosifs dans des conteneurs d'ordures, a indiqué un responsable de l'enquête. L'un des conteneurs avait déjà été placé sous un pont de Kirkouk et les deux autres étaient encore à bord de camions-poubelles en vue d'un attentat dans un endroit passant à Kirkouk et d'une tentative d'assassinat contre le chef de l'UPK Jalal Talabani à Souleimaniyeh. Les détenus sont soupçonnés d'appartenir *"à un très vaste réseau terroriste"*, qui serait impliqué dans les attentats qui ont visé le siège des Nations unies à Bagdad le 19 août et Najaf le 29 août. Un des suspects a avoué appartenir au groupe

islamiste radical Ansar al-Islam, selon les enquêteurs.

Pendant ce temps, la mise en place des forces de sécurité irakiennes

progresses. Un nouveau contingent de 250 policiers irakiens a achevé le 4 septembre une formation accélérée. La coalition américano-

britannique veut porter les effectifs de la police à 65.000 et 70.000 membres, contre 40.000 actuellement ■

AINSI QUE...

• **LE « DINAR SUISSE » EN COUR AU KURDISTAN REMPLACERA LE DINAR À L'EFFIGIE DE SADDAM HUSSEIN.** Le « *dinar suisse* », en circulation dans le Kurdistan irakien, aura cours dans l'ensemble de l'Irak à la mi-octobre, remplaçant celui portant l'effigie de Saddam Hussein, a annoncé le 12 septembre le ministre de la Planification Mahdi al-Hafez. " A partir du 15 octobre, le « *dinar suisse* » remplacera celui portant l'effigie de Saddam Hussein ", a indiqué le ministre irakien, sans préciser son taux.

Contrairement à son nom et à la croyance des Irakiens, le « *dinar suisse* » n'est pas imprimé en Suisse mais en Grande-Bretagne et en Russie. Il est entré en circulation en 1941 et ses coupures portent des monuments historiques et des sites géographiques.

Le régime de Saddam Hussein avait commencé à imprimer, voire photocopier, des dinars localement en raison des sanctions internationales imposées au pays après son invasion au Koweït en 1990. Il faut actuellement quelque 1.500 de ces dinars pour acheter un dollar.

• **VISITE DU PREMIER MINISTRE TURC EN ALLEMAGNE.** Le chancelier allemand Gerhard Schroeder a expressément appuyé, le 2 septembre, la candidature controversée de la Turquie à l'Union européenne, félicitant Ankara pour ses " progrès " dans les réformes, à l'issue du premier déplacement à Berlin du Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan. Ce nom " est associé à des progrès, pour lesquels

j'exprime mon grand respect ", a dit le chancelier, à l'issue de sa première rencontre à Berlin avec M. Erdogan en tant que Premier ministre. " *Je suis assez convaincu que le processus engagé va grandement aider la Turquie à réaliser son vœu, à savoir devenir un jour un membre à part entière de l'UE "*, a ajouté M. Schroeder. " *Les attentes (des Turcs) ne peuvent pas et ne doivent pas être déçues "*, a assuré Gerhard Schroeder.

" *L'Union européenne n'est pas une communauté culturelle, religieuse ou géographique "*, a dit pour sa part le Premier ministre turc. " *C'est une communauté de valeurs "*, a-t-il plaidé, mettant en avant " *les nombreux ensembles de réformes importants "* adoptés par Ankara.

Les Quinze, très divisés sur une adhésion de la Turquie à l'UE, avaient annoncé lors du sommet de Copenhague en décembre 2002 qu'ils décideraient fin 2004 de l'opportunité d'entamer des négociations avec Ankara en fonction de l'avancée démocratique de ce pays. L'intégration de la Turquie divisé toutefois l'UE, notamment à cause de la situation des droits de l'Homme dans ce pays, objet de critiques régulières. Signe de cette méfiance : la justice allemande a rejeté la semaine dernière l'expulsion du Turc Metin Kaplan, chef de l'organisation islamiste interdite Hilafet Devleti, craignant que la procédure judiciaire en Turquie ne soit pas conforme aux principes de l'État de droit. Les deux hommes ont par ailleurs vivement critiqué le parti conservateur allemand bavarois CSU, qui veut faire campagne sur le refus de voir la Turquie rejoindre l'UE lors des élections européennes de 2004. " *C'est une polémique de niveau "*, a jugé le chancelier. Mais,

le Premier ministre turc a, lui-même, lancé une polémique, lorsqu'il a affirmé à une question posée par l'ambassadeur allemand à Ankara, qu'un homme avait le droit d'avoir jusqu'à quatre épouses si celles-ci étaient malades ou handicapées.

Sur le plan bilatéral, le Premier ministre turc a réitéré son intérêt pour les chars allemands Leopard-2. Berlin avait adopté une réglementation sur les armes introduisant pour le pays acquéreur le respect des droits de l'Homme comme l'un des critères à respecter. " *Nous ne pouvons pas accepter qu'un pays qui va être membre de l'UE et se prépare à des négociations se voie ainsi imposer des restrictions pour les exportations d'armes "*, a déclaré M. Erdogan au journal économique allemand *Handelsblatt*.

• **ECHEC DE L'AMNISTIE PARTIELLE À LA TURQUE ET ANNONCE PAR LE PKK DE FIN DE CESSEZ-LE-FEU UNILATÉRAL.** Osman Ocalan, membre du Conseil du commandement du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), rebaptisé Congrès de la démocratie et de la liberté pour le Kurdistan (Kadek), a, le 4 septembre, menacé, de renouer avec la guérilla après une trêve de quatre ans, si la Turquie ne convenait pas d'une " *feuille de route* " pour résoudre le problème kurde. " *La guerre, cette fois, ne sera pas traditionnelle et c'est la Turquie qui assumera la responsabilité de pertes civiles éventuelles "*, a affirmé au journal arabe *Al-Hayat* Osman Ocalan. " *Notre parti est tout à fait prêt à mener de grandes attaques dans les différentes villes et gouvernorats et ne se contentera pas de lutter dans les montagnes et les villages comme il le faisait au début des années 1990 "*, a-t-il

ajouté au lendemain de l'annonce de la fin du cessez-le-feu unilatéral décidé en 1999 par le PKK.

M. Ocalan, interviewé dans son fief dans les montagnes Qandil du Kurdistan irakien, à la frontière entre l'Irak et l'Iran, a estimé que le seul choix de la Turquie pour éviter la guerre était de convenir d'une "feuille de route" pour résoudre pacifiquement le problème kurde. Ce plan de paix stipulerait un cessez-le-feu bilatéral, le transfert de son frère, Abdallah Ocalan, condamné à perpétuité et détenu dans l'île d'Imrali, "où l'humidité nuit à sa santé", et la dissolution des "forces de protection des villages", mises sur pied par le gouvernement turc. M. Ocalan a par ailleurs reconnu avoir à deux reprises eu des contacts non officiels avec des responsables américains, qu'il n'a pas identifiés, dans le but de "faire connaissance".

Il a affirmé que les Américains n'avaient pas demandé à son parti d'abandonner les armes. "Les Américains autorisent tout le monde à travailler (NDLR : politiquement) en Irak tant qu'ils restent loin de la violence".

En annonçant le 1er septembre la fin de cette trêve unilatérale, le PKK n'avait pas pour autant appelé ses militants à renouer avec la guérilla qui a fait plus de 36.000 morts depuis 1984.

Par ailleurs, depuis le 29 juillet, date d'entrée en vigueur de la loi d'amnistie partielle, huitième du genre depuis le début du conflit en 1984, offerte aux repentis d'organisations clandestines armées, y compris ceux du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK-rebaptisé KADEK), huit militants kurdes seulement sont arrivés d'Irak au poste frontière voisin, témoignant du peu de succès de l'opération.

Trois "centres de réhabilitation" mis en place en août dernier dans le pays pour les repentis restent

désespérément vides. La loi d'amnistie, appelée "loi de repentis", propose aux militants de groupes armés, dans le meilleur des cas un pardon, mais le plus souvent de simples remises de peine et seulement au cas où ils fourniraient aux autorités des informations sur leurs activités. Selon les derniers chiffres officiels, un total de 2.138 personnes - en majorité des membres du PKK, mais aussi des militants de groupes armés de gauche - ont demandé à bénéficier de la loi d'amnistie. Mais 1.927 d'entre eux sont déjà en prison, et espèrent seulement obtenir ainsi une réduction de peine. Selon les autorités, un total de 211 militants du PKK se sont rendus - dont huit venant des maquis irakiens et qui se sont présentés au poste frontière d'Habur.

Les dirigeants de l'organisation sont exclus de l'offre d'amnistie et les "repentis" de base risquent de passer aux yeux de la population comme des "collaborateurs" puisqu'ils leur faut fournir des renseignements aux autorités. Pour le parti pro-kurde de la démocratie (Dehap), principale formation pro-kurde du pays, la loi est un "fiasco total". "Au lieu de proclamer des lois de remise de peine, l'Etat devrait plutôt travailler à une amnistie générale qui concernerait tous les membres du PKK", y compris leur chef Abdullah Ocalan qui purge depuis 1999 une peine de prison à vie, selon Tunçer Bakirhan, le président du Dehap. Pour le chef de ce parti, menacé d'interdiction par la justice turque en raison de liens présumés avec le PKK: "Pas un seul rebelle n'est descendu de sa montagne jusqu'à présent".

Pour le président de l'Association turque des droits de l'Homme (IHD), Husnu Ondul, seule une amnistie qui comprendrait les cadres du PKK est susceptible de mettre fin à la lutte armée.

• **BILAN DU MOIS D'AOÛT DES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME : LE SEUL MOIS D'AOÛT A ÉTÉ PLUS MEURTRIER QUE TOUTE L'ANNÉE 2002.** La section de l'Association turque des droits de l'homme à Diyarbakir (IHD), a, le 11 septembre, rendu public le bilan du mois d'août des violations des droits de l'homme dans la province de Diyarbakir. L'association a affirmé que les violations des droits de l'homme enregistrées pour le seul mois d'août dépassaient le bilan de toute l'année 2002. L'année 2002 enregistrait 14 morts alors qu'il y a eu 17 morts en août 2003. Ce bilan s'établit comme suit :

- Nombre de victimes lors des combats : 17 morts et 4 blessés
- Nombre de victimes de meurtres non élucidés et d'exécutions extrajudiciaires : 9 morts et 7 blessés
- Nombre de victimes de mines et d'explosifs : 2 blessés
- Nombre de personnes placées en garde-à-vue : 58
- Nombre de personnes torturées et maltraitées : 9
- Nombre de publications interdites ou saisies : 1
- Nombre de manifestations culturelles interdites : 1

• **L'ANCIEN MINISTRE IRAKIEN DE LA DÉFENSE S'EST RENDU AUX AMÉRICAINS APRÈS DES NÉGOCIATIONS.** Sultan Hachim Ahmed, l'ancien ministre irakien de la Défense, numéro 27 sur la liste des 55 Irakiens les plus recherchés par les Américains, s'est rendu le 19 septembre dans la ville de Mossoul après plusieurs semaines de négociations avec des responsables kurdes qui l'ont remis aux Américains en lui garantissant la vie sauve.

Les Etats-Unis ont bon espoir que

Sultan Hachim Ahmed leur fournisse des informations de taille sur les programmes d'armement du président irakien déchu Saddam Hussein.

• **DES RESPONSABLES POLITIQUES PRO-KURDES ET DES MUSICIENS PLACÉS EN GARDE-À-VUE POUR AVOIR PARTICIPÉ À UN FESTIVAL KURDE EN ALLEMAGNE.** Les présidents de deux partis pro-kurdes, présentés le 23 septembre à une cour de sûreté de l'Etat à Ankara, seront jugés, avec trois musiciens, pour " aide à une organisation illégale armée " en raison de leur participation à un festival kurde en Allemagne. Les présidents du Dehap (parti du peuple démocratique), Tuncer Bakirhan, et du parti Ozgur Toplum (parti de la libre société), Ahmet Turan Demir, ont été entendus pendant six heures, après avoir passé plus de 36 heures en garde-à-vue. Le procureur avait demandé qu'ils soient incarcérés jusqu'au procès, mais le tribunal les a libérés dans l'après-midi. " C'est un événement malheureux ", a déclaré M. Demir à sa sortie du tribunal, dénonçant " un pays où d'un côté on promulgue des lois d'harmonisation (avec les critères démocratiques européens) et de l'autre ce genre d'incidents perdurent ".

Ils sont accusés d'avoir aidé les combattants kurdes de Turquie en participant à un concert donné en Allemagne il y a 10 jours par une association culturelle kurde soupçonnée de soutenir le parti des travailleurs du Kurdistan (rebaptisé Kadek).

Un chanteur de rock célèbre, Haluk Levent, et ses deux musiciens, seront également jugés pour s'être produits lors de cette manifestation où des spectateurs avaient brandi des pancartes favorables au PKK et à son chef emprisonné, Abdullah Ocalan. Le chanteur Haluk Levent a déploré que " dans ce pays, ce soit la police qui vienne chercher chez eux les gens invités à déposer devant la justice ", ajoutant qu'il n'avait " aucune arrière-pensée

séparatiste " en participant au concert. Par ailleurs, dans la matinée, quinze membres du parti pro-kurde Dehap, parmi lesquels le président de la branche régionale, ont été interpellés le 23 septembre à Urfa. Les membres du Dehap (parti du Peuple démocratique) tenaient une conférence de presse devant les locaux du parti dans le centre ville, en présence de 150 personnes, mais la police a jugé ce rassemblement contraire à la législation sur les manifestations.

• **TROIS COMBATTANTS DU PKK TUÉS LORS D'UNE OPÉRATION À TOKAT.** L'armée turque a le 23 septembre annoncé que trois combattants du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, rebaptisé Kadek) avaient été tués au cours d'une opération de l'armée turque dans la région de Tokat, centre du pays, qui ne connaît habituellement pas ce genre d'opération. Selon les officiels, les trois hommes n'ont pas obtempéré à l'ordre des gendarmes de se rendre et ont été abattus. Aucune précision n'a été donnée sur la date de cet incident.

Les responsables du PKK avaient annoncé le 1er septembre qu'ils entendaient mettre terme à quatre années de trêve unilatérale en raison du refus d'Ankara d'engager avec eux un dialogue politique.

• **ABDULLAH OCALAN PROTESTE CONTRE SES CONDITIONS DE DÉTENTION EN REFUSANT SES PROMENADES QUOTIDIENNES ALORS QUE LA COMMISSION PARLEMENTAIRE DES DROITS DE L'HOMME SE PRONONCE POUR SON TRANSFERT.** Abdullah Ocalan a décidé de refuser les promenades quotidiennes pour protester contre ses conditions de détention et exiger un contact plus régulier avec ses avocats, ont indiqué ses défenseurs le 30 septembre. Il renoncera à ses deux heures de sortie (dans une enceinte murée de quatre mètres carrés avec grillage en guise

de plafond) et ses avocats n'essaieront pas de se rendre à l'ile-prison d'Imrali (sud d'Istanbul), ont-ils déclaré lors d'une conférence de presse. Maîtres Hatice Korkut et Behiç Asçi ont rappelé que l'isolement complet du chef du PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan, rebaptisé Kadek), arrêté au Kenya et incarcéré durait depuis près de cinq ans et nuisait à sa santé.

Selon eux, l'autorisation de le rencontrer une fois par semaine pendant une heure est réduite dans les faits à une heure par mois en raison de prétextes " difficiles à croire ", tels météorologie peu clémente ou pannes de bateau. Ils ont également dénoncé le fait que le ministère de la Justice ait refusé de leur communiquer le rapport médical rédigé à la suite de la visite de six experts, et de préciser si un traitement avait été recommandé.

Toutefois, la requête des avocats du détenu demandant le transfert dans un établissement pénitentiaire de haute sécurité de la capitale a reçu un accueil favorable de la Commission parlementaire des droits de l'Homme, écrit, le 13 septembre le journal turc *Cumhuriyet* (République).

" Notre commission a inspecté récemment la prison de Sincan (banlieue d'Ankara) et l'a trouvée convenable, sinon le transfert pourrait aussi se faire vers un autre établissement ", explique dans le journal le vice-président de cette commission, Cavit Torun. " Il est question de trouver une solution autre que l'isolement (d'Abdullah Ocalan) ", a indiqué M. Torun, " car la prolongation de l'état d'isolement peut s'avérer contre-productive ". Selon ses avocats, le leader du PKK souffre de difficultés respiratoires et de sinusite, de malaises cardiaques et de problèmes rénaux, et ils réclament un contrôle médical " indépendant ".

Par ailleurs, six membres du parti pro-kurde DEHAP, dont le dirigeant de la branche régionale du parti, ont été arrêtés le 19 septembre à Gaziantep pour avoir protesté contre les conditions de détention d'Abdullah Ocalan. Les personnes

arrêtées sont accusées " d'assistance à une organisation illégale ". Quatre autres personnes ont été interpellées le même jour à Tunceli pour avoir organisé une grève de la faim au siège du parti pour protester contre les conditions de détention d'Ocalan.

• **SEIZE OPPOSANTS KURDES IRANIENS, SOUS LA PROTECTION DU HCR EN TURQUIE, ONT ÉTÉ REMIS À TÉHÉRAN PAR LES AUTORITÉS TURQUES.** Un parti d'opposition kurde iranien a accusé le 8 septembre la Turquie d'avoir remis 16 opposants Kurdes iraniens au gouvernement de Téhéran et de mettre ainsi leur vie en péril. " *Les Turcs ont remis au* (gouvernement)

iranien 16 Kurdes iraniens qui étaient actifs dans le passé au sein de l'Union des révolutionnaires du Kurdistan (URK) et du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI), en vertu d'un accord entre les services de renseignements des deux pays ", a déclaré à Erbil, au Kurdistan irakien, le porte-parole de l'URK, Hussein Yazdanpana. " Cela met leur vie en péril ", a-t-il déclaré, affirmant que deux dissidents remis par la Turquie à la République islamique d'Iran avaient été exécutés en janvier et novembre 2002.

M. Yazdanpana s'exprimait au lendemain de la publication par son organisation d'un communiqué dans la ville kurde d'Erbil, accusant les

autorités turques d'avoir transféré un nombre de Kurdes iraniens d'un camp de réfugiés à Van vers une zone frontalière de l'Iran en prévision de leur expulsion en République islamique. Selon le communiqué, les Kurdes iraniens étaient enregistrés auprès du Haut commissariat des Nations unies aux réfugiés (HCR) et vivaient à Van d'où ils avaient l'intention de partir vers un pays tiers. M. Yazdanpana a accusé le HCR de n'avoir pas empêché cette expulsion et exhorté les organisations de défense des droits de l'Homme à intervenir pour protéger les quelques 1.500 Kurdes iraniens réfugiés dans le camp.

LU DANS LA PRESSE TURQUE :

" ATTACHONS LE HAUT CONSEIL DE L'ENSEIGNEMENT (YOK) À L'ARMÉE DE TERRE. "

À l'occasion du 23^{ème} anniversaire du coup d'Etat militaire du 12 septembre 1980, Mehmet Altan, universitaire et journaliste au quotidien turc *Sabah*, se remémore le bilan et les conséquences de cette intervention militaire qui perdure en Turquie avec la Constitution de 1982, héritière du coup et aujourd'hui principal obstacle aux libertés fondamentales. Dans son article daté du 13 septembre, le journaliste dénonce l'ingérence de l'armée dans la vie académique sous le titre de " *Attachons le Haut conseil de l'enseignement (YOK) à l'armée de terre...* ".

Voici de larges extraits de cet article :

" *Hier, c'était le 23^{ème} anniversaire du coup d'Etat*

militaire du 12 septembre. Le bilan de ce coup d'Etat nous est revenu en mémoire. " 650 000 personnes ont été placées en garde-à-vue et torturées. 2 000 000 de personnes ont été fichées et torturées. 230 000 autres ont été jugées par les tribunaux d'exception d'état de siège. 98 000 personnes ont été poursuivies pour appartenance à une organisation et la peine de mort a été requise contre 7 000 personnes. Les journalistes ont été condamnés à 3 315 ans de prison au total. 14 personnes sont mortes à la suite de la grève de la faim et 171 autres à la suite des tortures subies. 144 autres ont perdu la vie dans des conditions douteuses. Et 50 personnes ont été condamnées à la pendaison et exécutées ". Parmi ces derniers, il y avait Erdal Eren, âgé de 17 ans, vieillissant délibérément. Kenan Eren, pour cette décision problématique avait déclaré " Vous voulez ne

pas les pendre mais les nourrir ? " ...

Le coup d'Etat du 12 septembre a redoré le blason du régime de parti unique en Turquie... Le 12 septembre a mis la camisole au pluralisme, à la démocratie et aux droits individuels. Grâce à l'Union européenne, on n'aperçoit qu'aujourd'hui cette camisole.

Le secrétariat général du Conseil de sécurité nationale (MGK) recommande à l'Etat de faire une opération psychologique contre son peuple... Et cette circulaire est en vigueur depuis 20 ans... malgré les nombreux gouvernements qui se sont suivis et une grande société...

Lors de son allocution pour la rentrée judiciaire, le président de la Cour de cassation, Eraslan Ozkaya, faisait cette constatation sur la Constitution de 1982 produit de ce coup d'Etat. " La Constitution de 1982 a fait objet de nombreux changements positifs jusqu'aujourd'hui, plus de 30 articles de son préambule

ont été révisés. Cependant, ces révisions demeurent non seulement insuffisantes mais ont également provoqué des incompatibilités avec les articles restants. C'est pour ces raisons que les problèmes constitutionnels de la Turquie demeurent. Conçue par une conception autoritaire de l'Etat, cette Constitution ne peut subir que des améliorations limitées. C'est pourquoi, cette Constitution de 1982, source de nombreux problèmes, devrait être complètement révisée".

Une des institutions de cette Constitution de 1982, élaborée par une " conception autoritaire de l'Etat ", selon les remarques du président de la Cour de cassation, Ozkaya, est le controversé Haut conseil de l'enseignement (YOK)...

Quelques jours avant le 20ème anniversaire du coup d'Etat

militaire du 12 septembre, nous avons été informés que le commandant en chef de l'armée de terre, Aytac Yalman a invité le président du YOK et quelques autres recteurs pour discuter des esquisses du projet de loi relatif au YOK. Le commandant en chef de l'armée de terre, après avoir précisé qu'il allait porter la question à l'ordre du jour du Conseil de sécurité nationale (MGK), a suggéré aux recteurs de " mettre en valeur les cérémonies d'ouverture " et de " donner des messages "...

Dans un des journaux d'hier, il y a donc eu des détails de cette rencontre... Et on a écrit à quel point les parties étaient d'accord...

En 2003, il n'y a que le YOK qui ne trouve aucun inconvénient au fait que le commandant en chef de l'armée de terre intervienne

dans la discussion de la nouvelle organisation du Haut conseil de l'enseignement.

(...)

Dans les pays membres de l'Union européenne, peut-on voir l'intervention d'un commandant en chef de l'armée de terre dans les discussions académiques entre le gouvernement et l'Université? Est-ce conforme aux lois universelles, à la liberté de pensée ou encore à l'autonomie académique?

À la question posée les universités se taisent.

(...)

Si on doit rester sur ce point, je suggère que l'on attache le YOK à l'armée de terre. Au moins ce serait plus clair... ■

Les Irakiens ont un nouveau gouvernement

Le Conseil de gouvernement transitoire, la plus haute autorité provisoire reconnue par l'ONU, annonce un gouvernement qui fait la part belle aux partis laïques

BAGDAD

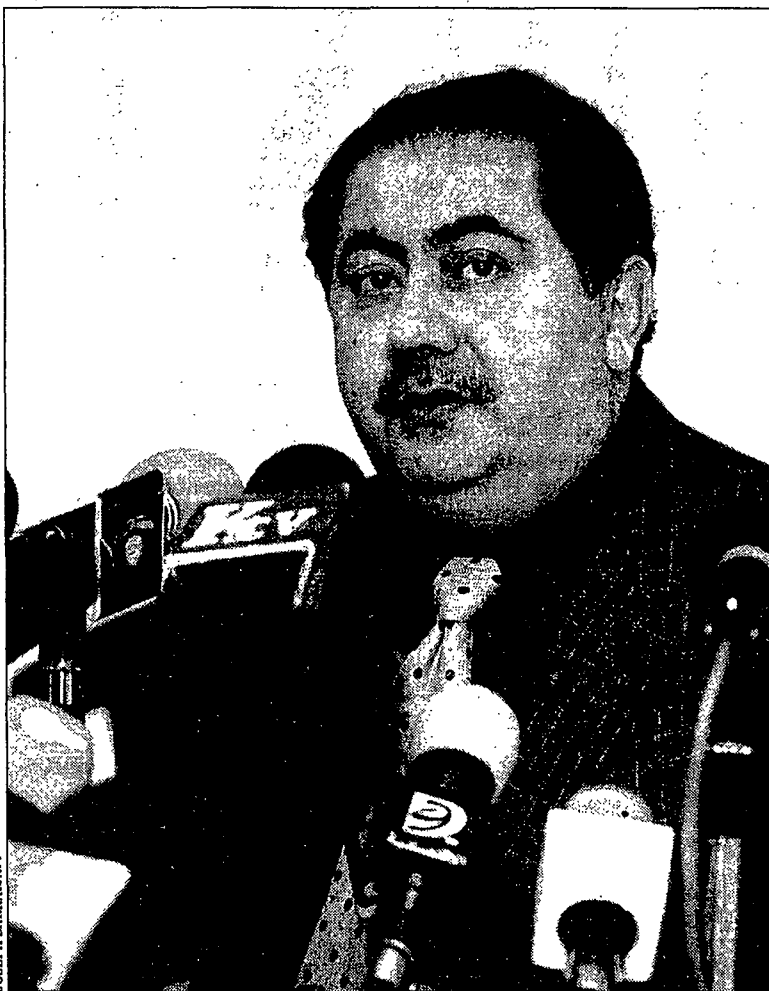
De notre correspondant

Le premier gouvernement irakien de l'après-Saddam Hussein compte 25 ministres, dont treize chiites, cinq Arabes sunnites, cinq Kurdes, un chrétien et un Turcoman, a annoncé hier le Conseil de gouvernement transitoire irakien dans un communiqué. Le gouvernement, qui doit rester en fonction jusqu'aux premières élections prévues en 2004, ne comporte pas de premier ministre. Il sera essentiellement masculin, puisqu'il ne comptera qu'une seule femme ministre, la Kurde Nesrine Moustapha Al Barwari, en charge des travaux publics. Le ministre chrétien, membre du Mouvement démocratique assyrien, détiendra le portefeuille des transports.

Les tractations ont été menées avec une lenteur attribuée surtout à la déliquescence des institutions après la chute du régime. « Jamais depuis les invasions mongoles (1), l'Irak n'avait connu une situation aussi critique, explique Adel Nouri Mohamed, responsable à Bagdad de l'Union islamique du Kurdistan. On est reparti de zéro, en dessous de zéro même. Dès notre nomination, nous avions un nombre considérable de problèmes à résoudre. Établir les principes de notre gouvernement, s'atteler à la restructuration de la police et de l'armée. »

Au Mouvement de l'entente nationale dirigé par Iyad Alaoui, Ibrahim Janabi, évoque aussi la difficulté de choisir « la bonne personne à la bonne place ». « Nous avons plus de 150 candidats possibles pour ces 25 postes, explique-t-il. Le choix n'était pas évident, nous avons dû passer en revue les compétences de chacun avant de prendre une décision. »

Les négociations ont été après en particulier pour les ministères clés, à savoir l'intérieur, les finances, les affaires étrangères et le pétrole. « Rapidement, nous avons convenu que deux de ces ministères iraient aux partis chiites, poursuit



Le Kurde Hoshyar Zebari, représentant du Parti démocratique du Kurdistan, devient le ministre des affaires étrangères de l'Irak.

Ibrahim Janabi, membre du bureau politique du Mouvement de l'entente nationale. Il a été vite acquis que les affaires étrangères iraient aux Kurdes, à charge pour eux de choisir lequel de leurs trois partis, PDK, UPK ou l'Union islamique l'obtiendrait. Entre chiites et sunnites, il a fallu trouver un terrain d'entente pour les trois autres postes. Les premiers auront finalement le pétrole et l'intérieur.

La diplomatie sera donc, ainsi que le portefeuille de l'administration publique, sous la coupe du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani. L'Union patriotique du Kurdistan disposera de l'industrie et de l'irrigation. Le ministère de l'intérieur revient à Iyad Alaoui. Ibrahim

Bar Al Ouloum, fils du religieux chiite indépendant Mohamed Bar Al Ouloum, obtient le portefeuille du pétrole. Il sera cependant chapeauté par un Conseil d'administration qui sera composé de représentants des partis du Conseil de gouvernement et, probablement, d'après Ibrahim Janabi, d'officiels américains.

Le choix du ministre des finances risque de susciter bien des commentaires acerbes. De la part de la communauté sunnite d'abord. Kamel Al Gaylani, qui en hérite, est bien de confession sunnite mais il appartient au Congrès national irakien (CNI), un regroupement étiqueté chiite en dépit de son caractère laïque. Surtout, le CNI est contrôlé par Ahmad Chalabi, une person-

nalité chiite très controversée et très proche du ministère de la défense américain. Pour l'homme de la rue, cet ancien banquier n'est rien moins qu'un voleur, après notamment ses déboires judiciaires en Jordanie pour la faillite de la Petra Bank au début des années 1990.

Les grands perdants de la distribution des portefeuilles sont les partis religieux, favorables à long terme à l'établissement d'un État théocratique. Les chiites de l'Assemblée suprême de la révolution islamique en Irak (Asrii) et du parti Al-Daawa doivent se contenter chacun de deux ministères dits mineurs : les travaux publics et la jeunesse et les sports pour les uns, la communication et la santé pour l'autre. Du côté sunnite, le Parti islamique s'occupera des droits de l'homme!

Trois ministères ont été supprimés : ceux de la défense, de l'information et des cultes. « C'était trop compliqué, avait Ibrahim Janabi. Qui aurait-on mis, un chiite, un sunnite? Cela aurait créé des tensions. On a préféré créer deux comités pour chacune des deux confessions tandis que les minorités religieuses comme les chrétiens seront représentés par leurs hiérarchies ecclésiastiques qui négocieront directement avec le Conseil de gouvernement. »

Jean-Philippe HAMON

(1) Au XIII^e siècle

BAGHDAD GOVERNMENT

First post-Saddam Iraq cabinet appointed

By Nicolas Pelham in Baghdad

Iraq's Governing Council yesterday named the first post-Saddam Hussein cabinet, dividing 25 ministries among the country's ethnic and religious groups and giving the Shia majority the largest share of ministerial posts.

The move, which had been delayed by mourning for Mohammad Baqir al-Hakim, the Shia cleric killed in a bomb explosion in Najaf, was made in co-ordination with the US occupying authorities in Baghdad.

Hoshiyar Zebari, a prominent Kurdish leader and senior official of the Kurdistan Democratic party, became Iraq's foreign minister. Nori al-Badran, a Shia and member of the CIA-backed Iraqi National Accord, is the new interior minister, responsible for the 30,000-strong police force.

In a surprise appointment, the oil ministry falls to Ibrahim Mohamed Bahr al-Uloum. The clear front-runner for the post had been Thamiir Ghadhban, the head of Iraq's national oil company, who is to retain a senior technical position but not take on the policy side.

Mr Bahr al-Uloum's father, Mohammed Bahr al-Uloum, is a respected Shia cleric, who froze his membership of the Governing Council in protest at the US failure to prevent Friday's Najaf bombing.

Mr Bahr al-Uloum has spent significant time in the US, having received a doctorate in petroleum engineering from the University of New Mexico. He is, however, little known in Iraq, where his appointment, rather than that of Mr Ghadhban, was interpreted as part of the continuing purge of technocrats on suspicion of their Ba'athist past.

"There's no way Iraqis were going to accept an oil minister from the old

regime," said an adviser to Ahmad Chalabi, the chairman of the Iraqi National Congress, who yesterday took over the interim presidency of the Governing Council. Presidency of the council is shared between nine of its 25 members, and rotates every month.

Mr Bahr al-Uloum's appointment has also left some Iraqi oil insiders worried that he may disagree with maintaining an Iraqi national oil company that would invite international oil companies to bid for work in the country, a widely held hope within the ministry.

Many of the ministries appear to have been allocated to members of the formerly exiled opposition, now back in Iraq. Among the few ministers appointed from Iraqis who remained in Iraq under Saddam Hussein is the minister of finance, Kamil Mubdhir al-Gailani. Mr Gailani, who was widely

tipped for the post, hails from one of Iraq's leading Sunni families.

Other appointments reflect the country's sectarian and political make-up. Behn Zayya Polis, the transport minister, is an Assyrian Christian and Mofeed al-Jazaeri, culture minister, a communist.

Charles Heatley, a spokesman for the Coalition Provisional Authority (CPA), said the ministries would have day-to-day responsibility for their budgets, though many Iraqis questioned the extent of their powers.

US sources in Iraq said that budgets had yet to be finalised, and ministers would be expected to submit proposals for funding. They said Paul Bremer, the CPA chief who returned from holiday on Sunday, had given final approval for the ministerial appointments.

Plans for an inauguration ceremony were shelved out of respect for the assassi-

Cabinet list

| | | |
|--------------------------|-----------------------------------|-----------|
| Oil | Ibrahim Mohamed Bahr al-Uloum | Shia |
| Finance | Kamil Mubdhir al-Gailani | Sunni |
| Interior | Nori al-Badran | Shia |
| Foreign Affairs | Hoshiyar Zebari | Kurd |
| Trade | Ali Abdul-Amir Allawi | Shia |
| Communications | Haider al-Ebadi | Shia |
| Public Works | Nesreen Mustafa Sidiq Berwari | Kurd |
| Construction and housing | Bayan Baqir Solagh | Shia |
| Environment | Abdul-Rahman Sidiq Kareem | Kurd |
| Planning | Mahdi al-Hafidh | Shia |
| Education | Alaudin Abdul-Shaheeb al-Alwan | Shia |
| Higher education | Zeyad Abdul-Razzaq Mohammed Aswad | Sunni |
| Culture | Mofeed Mohammed Jawad al-Jazaeri | Shia |
| Human rights | Abdul-Basit Turki | Sunni |
| Agriculture | Abdul-Ameer Rahima al-Abboud | Shia |
| Sport and youth | Ali Faik al-Ghaban | Shia |
| Health | Khudayer Abbas | Shia |
| Industry and minerals | Mohammed Tawfik Raheem | Kurd |
| Justice | Hashim Abdul-Rahman al-Shibli | Sunni |
| Science and Technology | Rashad Mandan Omar | Turkoman |
| Work and social affairs | Sami Izara al-Majoun | Shia |
| Electricity | Ayham al-Samarai | Sunni |
| Immigration and refugees | Mohammed Jassem Khudair | Shia |
| Water resources | Abdul-Latif Rasheed | Kurd |
| Transport | Rehnam Zayya Polis | Christian |

Source: Associated Press

nated Ayatollah Hakim. However, Mr Chalabi delivered a speech to mark the beginning of his presidency, broadcast live on Iraq television, reiterating the demand that security be handed over to Iraqis.

Speaking from Baghdad, Mr Chalabi contrasted his presidency with that of his predecessor, Ibrahim Jaafari, who had toured the Arab world in search of a seat at the Arab League. "We will tour Iraq's cities," Mr Chalabi said.

Observers said criticism of the council by Arab leaders and of Mr Chalabi specifically had undermined its credibility at home. In an interview broadcast on Arabic satellite TV station Al-Jazeera last week, Jordanian prime minister Ali Abu Ragheb repeated that the interim president was wanted in Jordan on embezzlement charges.

FINANCIAL TIMES TUESDAY SEPTEMBER 2 2003

Turkey looks to U.S. as Kurds make threats

By Selcan Hacaoglu
ASSOCIATED PRESS

DIYARBAKIR, Turkey — Turkey's war with Kurdish rebels threatens to become a whole new headache for the U.S. military in Iraq.

The rebels are fighting for autonomy in southeastern Turkey and have in the past fought for a Kurdish homeland straddling the Turkish-Iraqi border. Now they have spurned Turkey's offer of amnesty and are threatening to end their four-year unilateral cease-fire today unless Turkish soldiers stop attacking them.

That may spell instability not only in southeastern Turkey but also in northern Iraq, where an estimated 5,000 rebels who fled a Turkish onslaught in the 1990s are hiding out in mountain villages and caves.

Having supported the U.S. war on terrorism, led the peace-keeping mission in Afghanistan,

and cooperated in the hunt for al-Qaeda operatives, Turkey feels entitled to U.S. support in fighting the rebels.

But the thinly stretched U.S. military would have a hard time against experienced fighters in remote mountain hideouts.

Prime Minister Recep Tayyip Erdogan, in a television interview Friday, said the United States owed Turkey help.

"After Sept. 11, Turkey fulfilled its responsibilities in combating international terrorism. ... Now it is time for you to fulfill your responsibility," he said.

Erdogan said U.S. officials were responding with some measures, but he declined to elaborate.

Turkey is planning to raise the issue when Gen. James L. Jones, head of U.S. forces in Europe, visits Wednesday.

The United States may feel less obligated to Turkey because Ankara refused to let U.S.

invasion forces pass through en route to Iraq. But it also has a new reason to court Ankara: Turkey is one of the countries being asked to send peacekeeping troops to Iraq.

Turkey will insist that in return, the United States close down rebel bases in Iraq, said Soner Cagaptay, an analyst at the Washington Institute for Near East Policy.

Turkey has several thousand soldiers backed by tanks in northern Iraq who could be used to fight the rebels.

"If it is going to happen, it would be a joint U.S.-Turkish operation," Cagaptay said. "The U.S. could contribute air power and intelligence while the Turkish troops fight on the ground."

But Kurdish rebel leader Abdullah Ocalan, captured in 1999, already is warning from his prison cell in Turkey that any fight would be brutal.

"If the way to peace is not cleared, then the legitimate defense war will take place, maybe 100 people a day will die," Ocalan said in a statement that appeared in the German-based Kurdish paper Ozgur Politika.

Kurdish fighters "would defend themselves against whoever attacks them, including ... the United States," he said.

A senior Turkish intelligence official, speaking on condition of anonymity, said Turkey would be satisfied if the Americans forced the rebels to lay down their weapons and melt into the Iraqi Kurdish population.

The cease-fire is already tattered. Hundreds of rebels reportedly have filtered back into Turkey, and there has been a recent upsurge in attacks. On Thursday night, six policemen were wounded in two separate shootings.

Turkey, encouraged by the United States, passed a law in early August granting amnesty to rebels who didn't engage in violence, and offers reduced prison sentences to those who surrender and give information. The rebel leadership is excluded.

The rebel group rejected the law, saying it fell short of their expectations of an unconditional general amnesty.

The Philadelphia Inquirer

Monday, September 1, 2003

15,000 rally for peace with outlawed Kurds

ASSOCIATED PRESS

DIYARBAKIR, Turkey — Waving banners and chanting "Peace," 15,000 people rallied yesterday in the largest city in southeastern Turkey, boldly calling on the government to make peace with the Kurdish rebels it regards as terrorists.

The demonstration, one of the largest in recent years, comes amid rising tensions in southeastern Turkey, which borders Iraq.

In recent days, there have been several incidents in which gunmen believed to be rebels opened fire on police. The latest was late Sunday, when gunmen

killed a police officer and wounded two others in an attack in Diyarbakir province. One gunman was killed.

The outlawed Kurdistan Workers Party (PKK) called an end to its four-year unilateral truce yesterday but was quoted as saying it will pursue peace if the government responds to calls for a cease-fire.

"It will be up to the Turkish government to make the decision for peace or war," the Germany-based Mesopotamian news agency quoted the PKK, which now goes by the name KADEK, as saying yesterday.

Les chiïtes en deuil crient leur colère

LE FIGARO LUNDI 1^{er} SEPTEMBRE 2003

Des dizaines de milliers de chiïtes, rassemblés hier à Bagdad, ont rendu un dernier hommage à l'ayatollah Mohamed Bakr al-Hakim, tué dans un attentat dans la ville sainte de Nadjaf, où la police a annoncé l'arrestation de dix-neuf suspects et la recherche de trois voitures piégées. La Hawza, la plus haute autorité religieuse chiïte du pays, a lancé une mise en garde aux musulmans sunnites radicaux après l'arrestation de deux wahhabites qui, selon la police irakienne, ont avoué avoir commis l'attentat.

Nadjaf :
de notre envoyée spéciale
Delphine Minoui

Nadjaf est en deuil. A travers la ville sainte, des petites tentes ont été dressées à la va vite. C'est là qu'on vient s'asseoir pour pleurer les nombreux morts, qui ont succombé au terrible attentat de vendredi. Au cœur de la vieille cité, les portes de la somptueuse mosquée au dôme doré de l'imam Ali sont closes. L'accès au grand mausolée du gendre du prophète Mahomet est fermé pour trois jours. A tous les carrefours, des policiers en uniforme bleu empêchent les voitures de pénétrer dans les ruelles environnantes.

Sous le soleil, des femmes recouvertes de leur traditionnelle abaya noire et des hommes en djellaba continuent pourtant à se presser autour du lieu du crime. Ils veulent voir. Ils veulent comprendre. « Dieu est grand. Il vengera les victimes », hurle un petit

homme en se frottant la tête contre le mur externe, légèrement effrité par la déflagration. A ses côtés, sa femme se frappe la poitrine, choquée par l'ampleur des dégâts : un grand trou au sol, provoqué par l'explosion d'un des deux véhicules remplis de TNT, et deux boutiques complètement affaissées de l'autre côté du trottoir. Un peu plus loin, un cheik ère sur la grande place comme une âme en peine, la photo de l'ayatollah Hakim dans sa main gauche. « L'explosion nous a volé un des plus grands ayatollahs d'Irak. Il voulait la paix et la compréhension des cultures. Ses assassins ont déclaré la guerre », dit-il.

« Mohamed Bakr al-Hakim était pour tous les Irakiens, chiïtes, sunnites, kurdes, turkmènes. Sa mort est une perte pour nous tous », a déclaré hier matin Abdol Aziz Hakim, frère du défunt, devant des dizaines de milliers de personnes, rassemblées autour de la dépouille, devant la mosquée d'al-Khadhemiyah, une ban-

lieue chiïte de Bagdad. Le cercueil contenant les restes du dignitaire est transporté aujourd'hui à Kerbalah, à 80 kilomètres au sud de Bagdad. Il sera ensuite transféré demain à Nadjaf, où il sera enterré.

Dans les centres médicaux de la ville sainte, la panique du premier jour a laissé la place à des scènes de douleur. Les blessés graves ont été acheminés jusqu'à la capitale. Mais le grand hôpital continue à héberger de nombreux patients. « On a utilisé deux mois de bandages en une seule journée », confie le docteur Hamid Dakhel Hossein, les yeux cernés par le manque de sommeil. Etessar Mati Hatleq, une jolie jeune fille de 25 ans, originaire de Kout, gémit de ses blessures. Son visage est complètement brûlé et ses jambes sont incrustées de petites particules d'explosifs. « J'étais en train de faire des courses en face de la mosquée quand c'est arrivé. »

Les habitants de Nadjaf sont inquiets. Ils vivent dans la hantise de nouveaux incidents. L'attentat contre la mosquée de l'imam Ali suit de quelques jours la tentative d'assassinat contre un autre membre du clan Hakim, Mohamed Saeed al-Hakim, un des grands marjaas d'Irak. A l'entrée de la ville, la police locale fouille systématiquement toutes les voitures. Hier, elle continuait à re-

chercher trois véhicules piégés qui seraient rentrés en douce. Dans cette confusion provo-

quée par l'insécurité, chacun est prêt à prendre les armes pour se protéger. Les dérapages n'ont pas pu être évités. Hier, deux personnes ont été tuées par mégarde par des gardes du corps de Moqtada al-Sadr, jeune clerc influent de Nadjaf, qui ont tiré sur une voiture qui avait refusé de s'arrêter à un barrage.

Dans l'enquête sur l'origine de l'attentat, la piste des anciens baasistes. Le FBI vient d'être dépêché pour essayer de débroussailler la situation.

D'après une source de la police de Nadjaf, citée par Associated Press, 19 personnes suspectes auraient déjà été arrêtées, parmi lesquelles deux Koweïtiens, six Palestiniens munis de passeports jordaniens, ainsi que des Irakiens et des Saoudiens. Un nouveau suspect aurait également été interpellé à la frontière jordanienne. La police avait déjà annoncé samedi l'arrestation de deux Irakiens et de deux Arabes d'origine wahhabite qui, selon elle, auraient avoué être les auteurs

de l'attentat. Planté devant la mosquée, Heydar Khalala, un jeune ouvrier de 21 ans, ne peut retenir sa rage. « Il faut se venger des baasistes et des wahhabites. Les Irakiens demandent la revanche, dit-il. Je suis prêt à prendre les armes et à tuer les assassins. Je suis prêt à mourir pour venger le sang du grand ayatollah et de tous les martyrs qui l'ont suivi au ciel », ajoute-t-il. Mais pour l'heure, les grands cheiks de Nadjaf préfèrent prôner la patience et le calme. « L'ayatollah Hakim m'avait confié que l'Irak, selon lui, vivait un tremblement de terre », confie Ahmad Khafaji, un ancien commandant de la brigade Badr, la branche armée de l'Asrii, l'assemblée suprême dirigée par l'ayatollah Hakim. « Mais il était prêt à tenter sa chance en appelant à la modération et à la conciliation, dit-il. Aujourd'hui, nous voulons poursuivre sa voie, et soutenir le pluralisme. Mais il y a des voies plus radicales qui s'élèvent », ajoute-t-il. Pour les chiïtes (qui

représentent 60 % de la population), la mort de l'ayatollah Hakim s'inscrit finalement dans la prolongation de toutes



Des dizaines de milliers de chiïtes, en procession hier à Bagdad, ont rendu hommage à l'ayatollah Mohamed Bakr al-Hakim. (Photo David Guttenfelder/AP.)

ces années de souffrances sous le régime de Saddam Hussein. Pour certains, le grand ayatollah ne représente qu'un martyr de plus dans la longue histoire du chiisme. « *Au cours de leur histoire, les chiïtes n'ont cessé d'être tués et massacrés. La destinée de l'ayatollah Hakim*

réjoint celle de l'imam Ali et de l'imam Hossein. Mais les chiïtes ont appris à garder la tête haute. Tuez en un et cent autres viendront à sa place », remarque Ali al-Fakhaki, un consultant économique de confession chiïte.

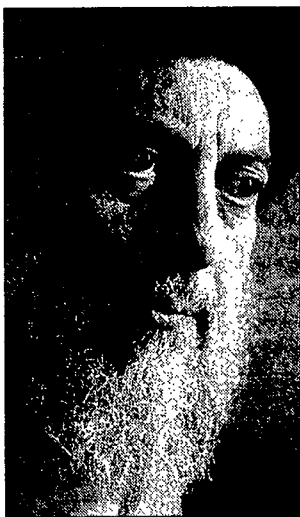
Dans les cercles fermés de

Nadjaf, on commence déjà à s'interroger sur la succession de l'ayatollah Hakim à la tête de la grande prière du vendredi de la ville sainte : un poste stratégique dans le monde chiïte. « *Il faudra que ce soit un grand ouléma, respecté par ses pairs, un homme*

sage, qui ait la carrure d'un vrai leader religieux », confie Mohamed Bahr al-Oloum. Cet ami proche de l'ayatollah Hakim, vient d'annoncer son retrait du conseil de gouvernement transitoire, par protestation contre l'attentat et la carence sécuritaire des forces de la coalition.

Un dignitaire religieux hostile aux attaques antiaméricaines

Né en 1939 dans la ville sainte de Nadjaf, l'ayatollah Hakim était considéré comme une figure clef de la communauté chiïte d'Irak. Turban noir et barbe poivre et sel, il était le fils du grand ayatollah Muhsinal Hakim (un des principaux leaders spirituels chiïtes dans les années 50 et 60), très respecté par les hauts dignitaires religieux. Son clan, celui des chiïtes, représente plus de 60 % de la population irakienne. Exilé en Iran en 1980, il n'avait jamais cessé de militer contre le régime baasiste, en dénonçant systématiquement les crimes commis par Saddam Hussein sur ses coreligionnaires : la destruction intégrale, au cours des années 90, des marais occupés par les chiïtes dans le sud du pays, la répression du soulèvement chiïte en 1991 et l'exécution de milliers de personnes,



Jusqu'au bout, Mohamed Bakr al-Hakim n'a cessé d'affirmer son engagement pacifiste. (Photo Reuter.)

l'interdiction de célébrer en public les fêtes religieuses chiïtes, l'impossibilité d'accéder à des postes importants dans l'administration, et dans le corps militaire. Défenseur acharné du respect des droits de l'homme en Irak, et ennemi juré de l'ancien dictateur de Bagdad, le grand ayatollah au turban noir n'avait pourtant jamais accepté de se ranger du côté de George W. Bush, et de sa guerre en Irak. A Téhéran, on le savait proche des dirigeants de la République islamique d'Iran. Ces derniers mois, il avait pourtant pris ses distances avec la politique antiaméricaine de ses hôtes iraniens pour opter pour un discours plus modéré à l'égard des Etats-Unis. Le 11 août dernier 2002, il avait déjà accepté de missionner son frère, Abdol Aziz Hakim, à Washington, pour participer à la conférence des opposants. Le même frère s'était ensuite rendu en personne aux conférences de Londres et de Salahhedin. Abdol Aziz venait également d'être élu parmi les 25 membres du Conseil de gouvernement transitoire, avec la bénédiction de Paul Bremer, l'administrateur américain. Depuis son retour d'exil, il y a deux mois, Mohamed Bakr al-Hakim avait d'ailleurs profité de ses prêches à la prière du vendredi de Najaf, pour louer la création de ce conseil et appeler la population au compromis, en affichant des velléités de conciliation avec les forces de la coalition. Des propos que ses assassins ne semblent pas avoir digérés. Interviewé à Téhéran avant de rentrer en Irak, Mohamed Bakr al-Hakim avait confié qu'il ne brigait aucun poste de taille dans un futur gouvernement irakien. Son ambition était de se replonger dans ses recherches théologiques. « *En tant que religieux, ma place se trouve dans l'au-delà. C'est à la nouvelle génération de diriger l'Irak de demain* », avait-il dit, en tournant ses mains vers le ciel. Destinée fatale.

D. M.

1^{er} SEPTEMBRE 2003
LE FIGARO

La traque de Saddam Hussein passe par Mossoul

Des troupes américaines ont assiégé hier un quartier de Mossoul, à 350 kilomètres au nord de Bagdad, où pourrait se trouver Saddam Hussein. Selon plusieurs témoins, les militaires américains se sont déployés en grand nombre autour du quartier al-Arabi de Mossoul, qui a été survolé par des hélicoptères, à la suite « *d'informations selon lesquelles Saddam Hussein s'y cacherait* ». « *Il y a une forte présence des troupes américaines, à la suite d'informations selon lesquelles Saddam se cacherait dans le quartier al-Arabi* », selon un habitant joint par téléphone. « *Des informations circulent en ville selon lesquelles Saddam se trouve dans ce quartier* », a ajouté un autre habitant.

Depuis la chute de Bagdad le 9 avril, Saddam Hussein est recherché activement par les forces d'occupation américaines qui ont mis sa tête à prix pour 25 millions de dollars. Sa traque s'est accentuée ces dernières semaines, mais l'homme le plus recherché en Irak demeure introuvable. Mossoul, la grande métropole du nord de l'Irak qui a donné de nombreux hauts dignitaires au régime de Saddam Hussein, abrite les fuyitifs traqués par les forces américaines : en un mois, celles-ci ont mis la main sur trois des hommes les plus recherchés. Le 22 juillet, les fils de l'ancien dictateur, Oudaï et Qusay, y ont été tués au cours d'un raid mené par l'armée américaine contre une maison où ils étaient retranchés. Et le

19 août, l'armée américaine a annoncé la capture de l'ancien vice-président Taha Yassine Ramadan, figurant sur la liste des 55 personnalités les plus recherchées par Washington, au lendemain de son arrestation par des pechmergas (combattants) kurdes, également à Mossoul. Saddam Hussein a disparu depuis la chute de Bagdad. L'Agence centrale du renseignement (CIA) américaine a estimé le 1^{er} août que le dernier message attribué au président irakien déchu, publié ce jour-là par une télévision arabe, semblait authentique. Depuis la chute de Bagdad le 9 avril, le dictateur déchu est recherché activement par les forces américaines qui ont mis sa tête à prix pour 25 millions de dollars.

Gaining in chaotic Iraq: Idea of a big militia

By Dexter Filkins

BAGHDAD: Stung by the car bombing that killed scores in An Najaf, American and Iraqi officials are discussing the possibility of forming a large Iraqi paramilitary force to help stabilize the security situation.

Iraqis involved in the talks said the force could consist of thousands of Iraqis already screened by the country's various political parties for prior affiliations with Saddam Hussein's government. Iraqi officials said such a militia could ultimately take control of Iraqi cities from American soldiers.

Some Iraqi leaders said a force of several thousand men, most of them with military experience, could be ready in little more than a month.

"The situation has changed, and there is a new receptiveness to the idea," said Mudhar Shakhawt, a prominent Iraqi exile who took part in the discussions on Saturday. "This force could move inside the cities and allow coalition forces to withdraw to places outside."

U.S. officials acknowledged that discussions were under way but declined to talk about them in detail. They suggested that for the talks to succeed, they would have to address American worries about unregulated, untrained bands of armed men operating under separate commands around the country.

Security details "should be unified,

and they should be recognized as Iraqi security forces, and not belonging to individual groups or parties," said Charles Heatley, a spokesman for the Coalition Provisional Authority here.

The fear among the Americans has long been that militias, far from bringing order, would attack one another.

Plans for an Iraqi militia have already been in the works, to guard such things as power plants and troop convoys. But the Iraqis said the force under discussion could be much more ambitious.

One difference being discussed, the Iraqis said, is to deploy members around the country, instead of relying on local unregulated militias now at the disposal of political parties.

Several questions remained unresolved, including who would command the forces, the American military or the interim government.

The discussions about an all-Iraqi security force followed the devastating car bombing in the holy city of An Najaf on Friday, when dozens of people were killed and wounded. Prominent among the dead was Ayatollah Muhammad Bakr al-Hakim, one of the most revered leaders of the world's 120 million Shiite Muslims and a political moderate who had shown himself willing to deal with the U.S. occupiers.

The attack, coupled with the repeated

assaults on Americans and Iraqis here, has prompted leaders of several political parties to declare that they have lost confidence in the ability of the Americans to protect their leaders and sacred places.

Over the weekend, they began to demand that Iraqis become more involved in security. Some political leaders said they might be unable to keep their followers from moving against their enemies, especially if attacks continued.

"The knife is at our neck," said Said Nael Musawi, a Shiite religious leader, to a group of American soldiers guarding the gate of the Coalition Provisional Authority headquarters in Baghdad, as thousands of demonstrators swirled about them. "I don't know how much longer I can control my people."

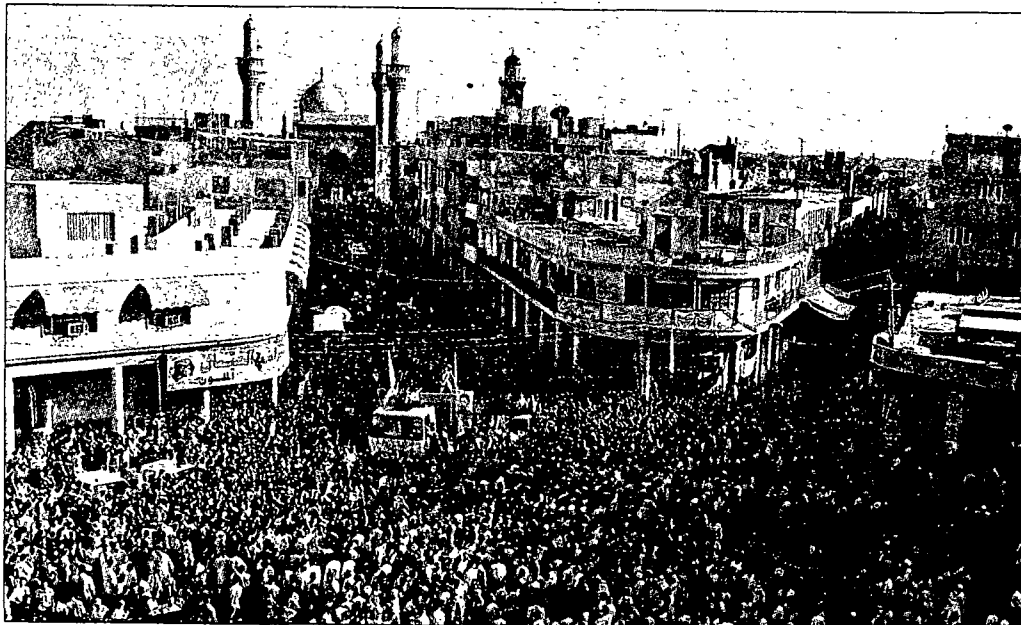
The Iraqi force under discussion could be drawn from the several militias already maintained by many of the leading Iraqi groups and political parties. These militias are sometimes used to control turf, fight petty crime and settle political scores. They are often composed of undisciplined young men, some of them fired by religious zeal.

Moktada al-Sadr, a young radical cleric, has an unknown number of militiamen in a group called Jaish Mehdi, and the Iraqi National Congress of Ahmad Chalabi still commands the loyalty of hundreds of fighters trained to assist American soldiers in the war.

Musawi's party, the Supreme Council for the Islamic Revolution in Iraq, maintains its own militia as well, called the Badr Brigade, whose members are believed to number in the thousands. Adil Abdul Mahdi, one of the leaders of the party, said on Saturday that the group was "seriously reconsidering" its policy of restraining its militias.

The tug of war over security raises central questions for the American occupation. Faced with a guerrilla insurgency by supporters of Saddam, the U.S. military in Iraq has found itself hard-pressed to protect its own people and the rest of the country. Part of the problem, American and Iraqi officials say, is a severe shortage of Iraqi police officers, who have gradually been taking over responsibility for security from the U.S. forces. The 37,000-strong police force is still short some 18,000 officers.

The New York Times



Aladin Abdel Naby / Reuters

Streets filled with mourners in Baghdad, where the funeral procession for Ayatollah Muhammad Bakr al-Hakim started Sunday.

International Herald Tribune
Monday, September 1, 2003

Les activistes wahhabites coopèrent avec d'anciens membres du parti Baas, entrés dans la clandestinité en Irak

Des djihadistes infiltrés d'Arabie saoudite, du Koweït, de Syrie et de Jordanie

LE FIGARO 1^{er} SEPTEMBRE 2003

Bagdad :
Georges Malbrunot

De nouvelles silhouettes sont apparues récemment aux habitants du quartier d'al-Khadra à Bagdad. « Elles portent de longues barbes, on les voit passer en bicyclette, déclare Farouk, un ancien fonctionnaire du régime de Saddam Hussein. L'un d'eux fabrique des produits laitiers, il s'agit certainement d'une couverture. Ils doivent être des barbus wahhabites », des partisans de la doctrine rigoriste, en vigueur en Arabie saoudite, venus en Irak combattre les Américains et leurs alliés.

Selon lui, la population ne les dénonce pas pour ne pas encourir des représailles dans un pays où le désordre règne. Les arrestations opérées par la police irakienne après l'attentat de Nadjaf confirment la présence de combattants étrangers dans le pays. Selon les enquêteurs irakiens, sur la vingtaine de suspects appréhendés après l'attentat de vendredi, deux au moins sont saoudiens, deux sont koweïtiens et six palestiniens détenteurs de passeports jordaniens. Ils auraient pénétré en Irak à partir du Koweït, de la Syrie et de la Jordanie.

Qui sont ces combattants du Djihad ? D'obédience sunnite - la branche majoritaire de l'islam -, ils sont liés à la confrérie des Frères musulmans, née en Egypte dans les années 30, et au wahhabisme, sa version saoudienne. « De nombreux Frères musulmans irakiens, qui avaient été chassés par le régime baasiste dans les années 70, sont rentrés récemment en Irak », explique un proche de la confrérie. D'Ar-

bie saoudite ou d'Abu Dhabi, où ils avaient trouvé refuge, les « barbus » irakiens pourchassés par Saddam avaient maintenu des contacts avec des sympathisants restés au pays. Aujourd'hui, ils épauleraient les Irakiens qui attaquent les Américains à Faloudja et Ramadi, des bastions ultraconservateurs sunnites au nord-ouest de Bagdad, où la résistance est d'inspiration religieuse.

D'autres sont arrivés récemment du Yémen ou de Jordanie. Ils tirent parti de la porosité des frontières, qui s'étendent sur des milliers de kilomètres dans le désert, et que les tribus, dispersées de part et d'autre des démarcations, franchissaient jadis sans encombre. Le « tariq al-bedou (la route des tribus) demeure en effet la voie la plus aisée pour pénétrer clandestinement en Irak. La zone dite

« des trois frontières », aux confins de la Jordanie, de l'Irak et de la Syrie, est ainsi particulièrement appréciée des trafiquants d'armes.

Les Américains accusent les autorités saoudiennes de laxisme, pour avoir laissé passer des combattants venus du royaume.

Les Saoudiens rétorquent que leurs gardes-frontières avec l'Irak sont en état d'alerte, mais ils soulignent qu'une surveillance efficace de milliers de kilomètres nécessite de très importantes ressources. Ils déplorent en outre que les troupes américaines n'occupent plus les positions qui étaient celles de l'armée irakienne, avant la guerre, de l'autre côté de la frontière entre les deux pays. « Cette affaire place les Saoudiens dans une position difficile, ajoute le proche des Frères

musulmans. Ils doivent tenir compte de la sensibilité wahhabite des combattants en Irak, mais dans le même temps, ils ne veulent pas trop déplaire aux Américains ni paraître soutenir une résistance qui, tôt ou tard, pourrait se retourner contre eux. »

Peu avant l'attentat de Nadjaf, le sous-secrétaire d'Etat Richard Armitage accusait également la Syrie et l'Iran de laisser entrer des combattants en Irak. Des papiers retrouvés sur des étrangers arrêtés à Bagdad par les troupes américaines l'indiquaient. En juin, deux Libanais originaires de la plaine de la Bekaa, un fief du Hezbollah, avaient été retrouvés morts à Faloudja. Un Syrien, venu combattre pendant la guerre, nous disait avoir enterré son arme côté irakien de la frontière, en rentrant chez lui. Saoudiens, Yéménites, Jordaniens peuvent compter sur leurs amis Frères musulmans syriens, réfugiés en Irak depuis vingt ans. Saddam Hussein en avait abrité des milliers après la répression menée contre eux par son ennemi juré Hafez al-Assad en 1982 à Hama. Après la guerre, certains Frères musulmans syriens ont fui, de peur de règlements de comptes, d'autres ont été tués, mais d'autres encore sont restés.

« Il y a une coopération entre les Frères musulmans irakiens et syriens », reconnaît un ancien baasiste syrien, réfugié à Bagdad, qui n'exclut pas que les premiers financent les seconds. Récemment, le leader spirituel des Frères musulmans syriens en Irak, Abou Hamzeh, a été victime d'un attentat alors qu'il circulait en voiture à Bagdad. Depuis, il se cacherait entre

Bagdad et Ramadi. Pour l'ancien baasiste, la coopération entre des intégristes locaux ou étrangers et des partisans de Saddam Hussein, sunnites eux aussi, ne fait pas de doute. Les baasistes disposent encore de beaucoup d'armes, d'explosifs, et ils peuvent être utiles aux fondamentalistes pour l'organisation des cellules. « Les islamistes tentent de fragmenter leur réseau en petits groupes indépendants, pour qu'ils ne puissent être démantelés », explique le proche des Frères musulmans.

Selon les enquêteurs, les 700 kilos d'explosifs utilisés dans l'attentat de Nadjaf étaient de même nature que ceux ayant servi aux attaques contre les Nations unies et l'ambassade de Jordanie, c'est-à-dire un mélange de TNT, d'obus de mortiers et de grenades, des explosifs récupérés sur des stocks abandonnés par l'ancien régime, des bombes anciennes de fabrication soviétique, selon le FBI.

Evoqué, leur lien avec le réseau terroriste al-Qaida n'a pas encore été établi avec certitude. « Al-Qaida est une franchise », explique un expert antiterroriste. Des djihadistes peuvent l'utiliser comme un prête-nom. « La stratégie des islamistes est de rendre la vie impossible aux forces d'occupation américaines et à ceux qui les soutiennent, étrangers ou Irakiens comme l'ayatollah al-Hakim, ajoute l'ancien baasiste. Ils veulent aussi qu'aucun centime ne rentre dans les caisses de l'Administration américaine. Ils multiplient les actes de sabotage. » Après avoir visé les Jordaniens, les Nations unies et le dignitaire chiïte, ils prépareraient, selon lui, « un gros coup » contre les Américains.

« Le djihad, jusqu'au Jugement dernier... »

Irak : à Falouja, dans l'antre des « forces du Mal »

Dans cette ville qui vomit la haine des Américains, on croise des marchands d'armes et d'anciens gardes du corps de Saddam. C'est aussi le fief des salafistes, ces sunnites orthodoxes qui ont juré de chasser l'occupant

De notre envoyée spéciale
en Irak, Sara Daniel

Ils sont revenus. Dans l'épicentre du djihad. Ce matin, une colonne de véhicules blindés américains est rentrée dans Falouja, à 60 kilomètres à l'ouest de Bagdad. Cela faisait plus d'un mois que les troupes de la coalition avaient déserté les rues de cette ville qui les vomit. Mais, après l'attentat contre le siège des Nations unies à Bagdad, le 19 août, les militaires américains ont voulu revenir dans la capitale du terrorisme irakien pour intimider les *very bad guys*. La visite est de courte durée. Les colonnes de véhicules blindés prennent position sur la rue qui longe l'Euphrate. Un chemin champêtre qui traverse le souk où l'on peut acheter des plants de gazon et de bougainvillées. Et qui continue dans le marché aux voleurs, où l'on retrouve les tonnes de boulons et de poutrelles pillés dans tous les bâtiments publics de la région. Très vite, le marché aux armes est cerné. Cris. Sommations. Coups de feu. L'opération dure vingt minutes. Bilan : un stock de lance-roquettes confisqué et un homme arrêté. Et les Américains se retirent. Aussi vite qu'ils étaient arrivés...

Au marché aux armes, une demi-heure à peine après l'incursion américaine, la vie et les affaires reprennent comme si de rien n'était. Dans une ruelle où les rideaux de fer des boutiques sont à moitié tirés, un homme d'une cinquantaine d'années tire deux coups de feu en l'air. Un rictus de satisfaction : le revolver lui convient, il sort ses billets. Des hommes déambulent d'un pas nerveux. Le vent brûlant qui fait flotter leur tunique découvre leurs nouvelles acquisitions : des kalachnikovs qu'ils dis-

simulent dans le coton blanc de leur *dishdasha*. Ici le marchandage ne s'éternise pas, il se fait en marchant. Tout le monde bouge, s'apostrophe en criant.

Un homme, hélé par l'habitant de Falouja qui nous sert de guide dans la ville, s'engouffre dans la voiture. L'air tendu, il aboie les informations demandées en balayant du regard la rue. Ce matin, le marchand d'armes Ahmed Dahia al-Alouani a été jeté en prison et son arsenal lui a été confisqué par les Américains.



Scott Nilsson/AFIP-Gerry Images Europe

Patrouille américaine dans les rues de Falouja, plaque tournante de la révolte contre les soldats de George Bush.

Quant au prix des lance-roquettes, il est de 17 dollars pièce... Comment juge-t-on au marché des armes l'incursion américaine ? « Une petite démonstration de force sans importance », lance l'homme du souk, qui disparaît aussitôt en claquant la portière. Bien plus que les hélicoptères, dont les rondes rasantes exaspèrent les habitants, ce qui préoccupe ceux qui viennent faire leurs courses dans cette partie de la

ville, c'est l'inflation du prix des munitions de RPG7, l'arme de prédilection de la « résistance » contre « l'envahisseur » américain. Car, depuis que les trafiquants kurdes et jordaniens viennent faire leur marché à Falouja, le prix des grenades a grimpé de 3 à 30 dollars...

Falouja, ville-étape sur la route entre Bagdad, la Jordanie et l'Arabie Saoudite. Au centre de tous les trafics et de toutes les violences. Il suffit d'évoquer son nom pour faire frémir les soldats de la coalition : c'est l'antre des « forces du

Mal ». Dans cette cité qui compte 750 000 habitants, presque tous sunnites, et plus de 80 mosquées, le visage couvert des femmes montre l'influence du royaume wahhabite. Sur les murs de la ville, les graffitis affichent clairement le programme : « Nous tuons tous les étrangers et les Américains », ou bien « Saddam, le héros des héros », et encore « Redressez la tête, vous êtes un habitant de Falouja ! »

Et puis il y a cette liste qui pourrit l'atmosphère déjà très tendue de la ville. C'est une lettre placardée aux

quatre coins de Falouja et distribuée à la sortie des mosquées. Elle commence par cet ordre : « Au nom de Dieu, tuez-les où qu'ils soient et ne les prenez jamais comme amis ou alliés. » Et finit par ces menaces : « Ceux qui n'ont pas d'honneur et qui préfèrent les juifs aux musulmans, il est juste de répandre leur sang. Vous recevrez des coups forts et douloureux. Alors, quittez vos maisons ! » Trente-trois noms suivent cette mise en garde. Parmi eux un ex-baassiste, un boucher, un marchand d'armes et un pompier... Des gens simples, dénoncés le plus souvent sur la base de rumeurs ou de querelles de voisinage. Car à Falouja le corbeau islamique est à l'affût. Tout le monde s'épie. Et il ne fait pas bon indiquer son chemin à un étranger. Il y a une semaine Anouar

Mohammed, le gardien de la centrale électrique, a été blessé par une grenade. On l'accusait d'être un espion à la solde des Américains...

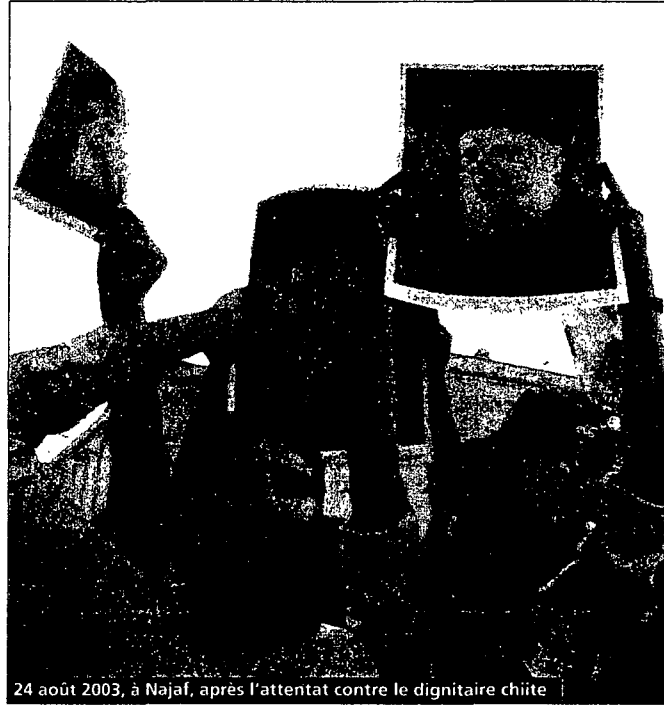
Premier sur la funeste liste des « collaborateurs » à abattre : le maire de Falouja, Taha Badwy. Depuis que les forces de la coalition ont quitté la ville le 11 juillet, les « résistants » s'en prennent à l'homme des Américains. Aujourd'hui, la mairie est un camp retranché. Derrière les sacs de sable et le grillage qui protègent la porte du maire, des dizaines de policiers irakiens, le doigt sur la détente, protègent le notable le plus menacé de Falouja. Chaque jour, des coups de feu sont tirés sur la maison de cet homme, qui a été torturé sous le régime de Saddam et qui a vu ses amis exécutés. Dans son immense bureau, où est affiché un certificat de la Fédération des Amitiés américano-irakiennes, le courageux maire veut faire bonne figure. « Depuis que les Américains sont partis, il y a beaucoup moins d'incidents à Falouja, dit-il. Aujourd'hui, il n'y a que deux magasins qui ont sauté : des échoppes où l'on vendait de la musique occidentale. »

Kader habite une maison proche de la mosquée, qui donne directement sur la grand-route de Falouja. Comme tous les habitants de la ville, il connaît beaucoup de « résistants ». « Ici, tout le monde lutte contre l'occupation américaine », explique-t-il. Même les escrocs. Un jour son voisin Thamer, un alcoolique, a lancé une grenade sur une Jeep américaine : « Du jour au lendemain, il a été sanctifié moudjahid. Il était devenu l'un des nouveaux héros de la ville. Mais finalement son frère a dû le tuer, le jour où il a lancé une grenade sur ses propres parents... »

A Falouja, il y a aussi, bien sûr, les anciens de la garde rapprochée de Saddam et les combattants jordaniens ou yéménites, qui étaient venus les épauler pendant la guerre et qui sont restés. Mais il y a surtout les salafistes, ces champions de l'orthodoxie sunnite, qui appliquent le Coran à la lettre. Et dont les mosquées sont souvent financées par l'Arabie Saoudite. Selon Kader, ce sont eux qui sont de loin les plus déterminés à se battre contre « l'occupant ». Il se souvient de ces résistants du quartier d'al-Falahat qui avaient fait sauter trois Jeep en minant la route. Leur opération avait réussi. Ils savaient que des renforts américains allaient arriver. Et pourtant trois d'entre eux ont choisi de rester sur les lieux de l'attentat. « Ils voulaient mourir sous les balles américaines et devenir des "shahid", des martyrs », raconte Kader.

Et ceux-là, contrairement à ce qu'expliquent les Américains, ne font jamais alliance avec les nostalgiques du régime de Saddam. Au

contraire, ils les détestent. « C'est pour cela que les actes de résistance ont augmenté après la mort des fils de l'ex-président irakien, Oudai et Koussai : les salafistes voulaient profiter de cette occasion pour établir clairement qu'ils n'avaient rien à voir avec le régime du despote qui les avait persécutés... », explique Kader. Le 13 juillet, dans une cassette diffusée sur la chaîne Al-Arabiya, les membres du « groupe islamique armé d'Al-Qaida branche de Falouja » déclaraient que c'étaient eux, et non pas les forces de Saddam, qui étaient à l'origine des attentats contre les Américains en Irak.



24 août 2003, à Najaf, après l'attentat contre le dignitaire chiite

Qui a tenté de tuer l'ayatollah Mohammed Saeed al-Hakim ? D'anciens partisans de Saddam, qui cherchent à attiser les divisions de la communauté chiite, ou bien les opposants de la famille al-Hakim, qui lui reprochent son rôle au sein du Conseil de Gouvernement transitoire irakien créé par les Américains ? L'attentat qui a blessé dimanche dernier l'oncle de l'ayatollah Mohammed Baqer al-Hakim, à Najaf, et tué trois de ses collaborateurs souligne les tensions croissantes qui déchirent la communauté chiite. ■

« Nous, unir nos forces avec celles de Saddam ? Un homme qui a osé soutenir Milosevic contre nos frères musulmans en ex-Yougoslavie ! », s'indigne le cheikh Ahmad Abbas al-Issaoui. Ce docteur en théologie, qui est aussi membre du conseil municipal de Falouja, est un des maîtres à penser des « résistants » salafistes. Après une remarque peu amène sur le caractère non orthodoxe de l'abaya, cette tenue islamique revêtue par l'envoyée spéciale du « Nouvel Observateur » pour les besoins du reportage, le cheikh, qui se définit comme un salafiste modéré, explique son djihad : « Contre les Américains, les salafistes sont les plus forts puisqu'ils veulent devenir des martyrs. Et chasser les conspirateurs et les incroyants de notre pays. » Selon ce spécialiste de la charia, les combattants de la foi n'ont pas vraiment besoin de l'argent saoudien puisque les marchands de la ville, salafistes

pour la plupart, ont bien conscience qu'ils doivent dépenser leur argent au nom d'Allah. Les imams de la ville ont-ils lancé une fatwa appelant au djihad ? « Nous n'avons pas besoin de fatwa, sourit l'homme de Dieu. Pour nous, musulmans, c'est une obligation de nous battre puisque notre Prophète Mohamed a déclaré que le djihad ne devrait s'arrêter que le jour du Jugement dernier... »

Comment les salafistes recrutent-ils leurs combattants de la foi ? « Il y a beaucoup de jeunes qui nous rejoignent, surtout de Bassora et du sud de l'Irak, où les appels à la modération de la part des imams sont mal acceptés. Ils savent que Falouja est la plaque tournante de la lutte contre l'occupant », explique le cheikh Ahmad. Croit-il que les résistants salafistes sont responsables de l'attentat perpétré contre les Nations unies à Bagdad ? « Non, ce sont les chiites qui l'ont fait », lance cet ouléma, qui ne peut s'empêcher d'accuser ses ennemis en religion. Avant de déverser sa haine : « Mais je les soutiens totalement dans cette action. Tout le monde sait que les Nations unies sont à la botte des Américains. Et que Kofi Annan est un homme sans principes, qui se convertit quand cela le sert. Au point que nous ne savons plus aujourd'hui s'il est chrétien ou musulman... », éructe, sans toutefois hausser le ton, ce pourfendeur des infidèles.

Lorsque nous quittons la maison du cheikh Ahmad, un groupe de six hommes hissés sur un pick-up nous suit en lançant des injures. Devant la maison de Mohsen Abdel Farhane, un salafiste de 40 ans qui enseigne la charia à Bagdad, deux d'entre eux sortent de la fourgonnette. Ils brandissent leurs revolvers et hurlent, fous de rage, des insultes contre ces étrangers qui souillent le sol de leur ville. Notre hôte et son fils sortent pour s'interposer. Il faudra toute la mansuétude religieuse du sourire de l'ouléma wahhabite pour décourager les assaillants de s'en prendre aux « infidèles ».

Un peu plus tard, Mohsen Abdel Farhane prêchera la patience vis-à-vis de l'envahisseur, en précisant tout de même que tout combattant de la foi tué en attaquant les Américains sera considéré comme « un martyr au service de Dieu ». Il décrit avec minutie les vexations de l'occupation, les mosquées souillées, la fouille de tous les maisons. « Alors, aujourd'hui, le devoir de tout musulman, c'est de venir nous rejoindre ici en Irak pour combattre les infidèles, dit-il en affichant toujours un large sourire de mystique. Les Américains ont été pris à leur propre piège. Ils ont déclaré la guerre contre un djihad islamique qui n'existait pas. Et maintenant, à cause de leur occupation, leur pire cauchemar est en train de prendre forme ! »

SARA DANIEL

Passionate polyglot gives Kurdish language a voice in the world

29 August 2003 Washington Post - By Nora Boustany

Call him a choirmaster of endangered dialects from distant lands, or a prophetic polyglot. If Kurmanci, the Kurdish dialect of a people with a heritage but no land of their own, has a messiah, he has arrived.

Michael L. Chyet, 46, has studied more than 30 languages, delving into the marvels of cultural and oral histories with the zeal of an explorer marching into uncharted territory. For the past 18 years, he has labored quietly but passionately to produce the most comprehensive Kurdish-English dictionary ever written.

In his 847-page volume, words are written in Roman and Arabic scripts but explained in English and illustrated with sentences from literary texts. The work, recently published by Yale University Press, will help diplomats, soldiers, relief workers and businessmen venturing into Iraq, Turkey, Iran and other parts of the world where Kurds have wandered and settled.

"My work has nothing to do with politics or governments," he said. "I am worried about the future of this language, and I am hoping to help standardize it.

"I had a vision for Kurdish. Kurds are people who have internalized all the hatred against them for years. This is what drew me to the Kurds. As a Jew and a gay man, I identified. I love the language and I don't want it to die. Kurdish is not dead, but it needs to be modernized. For many decades Turks failed to kill the language. Now we are at the point where Kurds will be responsible if it dies out."

When Chyet was a child, he complained that school was boring, and his father, the late Stanley F. Chyet, a poet, historian and rabbi, became concerned. A psychologist suggested that the 6-year-old boy attend a private school where classes were taught in English and Hebrew.

When he was 12, he spent six weeks on vacation in Israel. When he returned home to Cincinnati, Chyet stumbled across a variety of books written in other languages in his attic. The books had once belonged to his grandfather and great uncles, who had immigrated to Boston from western Ukraine at the turn of the century. Within a year, he was reading German, Spanish, Yiddish and French and figuring out Russian. He then attended an Anglican church school to study Arabic.

Chyet returned to Israel and spent time on a kibbutz in 1976. He also visited Palestinian Christian villages.

At age 18, he read a description of a Kurdish folk dance, which opened up a new vista for him of a people and culture he had never known existed, he said.

In 1980, upon returning home, Chyet received a bachelor's degree in Arabic from UCLA.

From 1980 to '82 he lived in a Palestinian area as part of an intercultural project called Buds for Peace in which school principals, teachers and children interacted. During that time, over endless cups of coffee and tea, Chyet learned new Arabic expressions such as "your mother-in-law loves you," a saying used to welcome a guest when fresh bread was just being ripped off the walls of an oven or a pungent stew was ready to serve, or just to point out a lucky coincidence.

For recreation, he went to a kibbutz to pursue his other hobby, folk dancing. There, he befriended Kurdish Jews who had emigrated from Iran. They spoke neo-Aramaic, which is neither Arabic nor Hebrew but has borrowings from Turkish and Kurdish. Aramaic is the language Jesus spoke.

In 1985, Chyet earned a master's degree in Near Eastern Studies and Folklore from the University of California at Berkeley. His father and a professor encouraged him to pursue his interest in the Kurdish language: "My boy, this is virgin territory. You be the one to discover and explore the Kurdish language," Chyet said he was told by Alan Dundes, a professor of anthropology and folklore at Berkeley. "This has been the result," Chyet said, pointing to his dictionary.

That summer he studied Turkish at the University of the Bosphorus in Istanbul and spent the 1987-88 academic year at Ataturk University in Erzurum focusing on "Turkish dialects and styles." He chose to study a Kurdish folkloric topic, a beautiful but sad love story, the Kurdish equivalent of "Romeo and Juliet." He made it his dissertation, titled "And a Thorn Bush Sprang Between Them." The thorn bush personifies the inability of the Kurds to unite, he explained.

Dundes, responding by e-mail from Berkeley, described his former student as "a brilliant polyglot scholar, unique in my 40 years experiences. . . . He has functioned as a private scholar, outside the formal academy."

Sipping chai at a coffee shop near the Library of Congress, Chyet insisted that listening to languages and cultures is a necessary endeavor. "If people spoke more languages there would be less wars. In this country we believe what we understand is the only way to be understood. After September 11, it became clear, knowing one language became a liability."

The attacks saddened him but did not surprise him. "We need to look at ourselves and not be up in arms. . . . I have not done anything for political reasons, but it does have political impact," he concluded.

Iraq's reality outpaces ideology

In U.S., both hawks and doves are changing view on policy

By Christopher Marquis

WASHINGTON: Deputy Secretary of State Richard Armitage, who had pressed for five years to topple Saddam Hussein, admitted last week to mistakes in planning the war in Iraq. He said, for the first time, that the administration was considering placing U.S. and British forces there under a UN flag, provided their leader would be American.

Armitage declined to give details. "I don't think it helps to throw them out publicly right now," he said.

Too late. The deputy secretary's comments became part of a nascent chorus — tentative but unmistakable — of officials, law-makers and others who have been re-examining their preconceptions about Iraq and calling for a midcourse correction. Reality has poked ideology in the eye.

For conservatives, this has meant considering the idea that America cannot go it alone and may have to appease allies who benefited from the war but failed to support it. It means acknowledging that Iraq is so badly broken that it could well require a lengthy and extremely costly process of nation-building, a term that makes many on the right cringe.

For liberals — many of whom opposed the invasion — it may mean admitting there can be no swift departure because the stakes have become too high. Leaving now would place Iraqis under violent usurpers and set a precedent that could haunt the U.S. government for years.

America's Iraq policy has always been about more than just Iraq, and both left and right have viewed the situation through a prism of ideological convictions. The country has become a testing ground for competing notions of U.S. power and leadership, and of when the unilateral use of force is legitimate. It is a laboratory for ideas about the limits of diplomacy, the difference between imperialism and liberation in a unipolar world.

But Iraq today is a messy, superheated reality that seems to defy neat ideological assumptions. More and more people on both sides are finding they must temper their beliefs for the American effort to succeed.

"Pragmatism must prevail over ideology," said Lee Hamilton, the director of the Woodrow Wilson International Center for Scholars and a former Democratic congressman. "We really have fallen into an almost foolish argument — no more troops versus more troops — without a pragmatic analysis of what is needed."

There are signs of a change. Richard Perle, the hawkish member of the Defense Policy Board, told the French

daily *Le Figaro* that America had blundered by failing to prepare an Iraqi opposition capable of taking charge of the country after its liberation. An ardent advocate of going into Iraq, Perle is now looking for the exit. "The answer is to hand over power to Iraqis as soon as possible," he said.

Armitage himself had conceded that planners had underestimated the extent to which Saddam's terror had permeated Iraqi society.

Some say such a reassessment is long overdue. Supporters of the war — including most of the Democratic contenders for president — had clung to a notion that criticism was disloyal to the troops or to a wartime president. Critics of the administration's approach, in turn, had clamored for more UN involvement, only to witness the vulnerability of the United Nations' humanitarian presence when a bomb destroyed its Baghdad headquarters.

Military leaders in Baghdad plan to meet with the top U.S. civil authority, L.

'We really have fallen into an almost foolish argument — no more troops versus more troops — without a pragmatic analysis.'

Paul Bremer 3rd, and his aides this week to rethink their current strategy.

The administration of President George W. Bush, having led and financed the war, wants to own it as an American war, whatever the frustrations that brings, critics say. Yet it is increasingly obvious that the administration cannot solve Iraq's problems without substantial help. Bremer said last week that several tens of billions of dollars would be needed to rebuild Iraq's infrastructure at a time when the federal budget deficit is at a record high.

"Why does the U.S. want to be on the front lines? Why does it want to have the exclusive burden of casualties and costs?" said Robert Malley, who was an official during Bill Clinton's presidency and who is Mideast program director of the International Crisis Group, a research organization focusing on crisis prevention.

Establishing security is the most pressing concern, and much of the discussion, from both left and right, has focused on troop strength.

General John Abizaid, the commander of U.S. forces in Iraq, said last week that no more American troops were required beyond the 140,000 there.

The general's boss, Defense Secretary Donald Rumsfeld, has stated that position for weeks. Rumsfeld's view is reinforced by his distaste for using U.S. forces in nation-building tasks over combat operations. His stock reply on sending more troops is that the generals have not asked for them.

James Dobbins, a diplomat who helped manage U.S. policy in the past two administrations, from Afghanistan to Haiti to the Balkans, says Iraq needs a security force of 500,000 — including Americans, Iraqis and coalition members — to stabilize the country.

Although the United States is planning to train more than 28,000 Iraqis as security forces, that project will take at least two years, leaving the country dangerously volatile, he said.

"Everyone agrees that we need more," Dobbins said.

This consensus quite likely comes as cold comfort to General Eric Shinseki, former chief of staff of the army, whose suggestion that several hundred thousand troops would be needed to stabilize post-Saddam Iraq was dismissed as exaggerated by Rumsfeld and his deputy, Paul Wolfowitz.

Dobbins, who is now director at the Center for International Security and Defense Policy at the RAND Corporation, said leaders at the Pentagon were clinging to World War II-era notions of reconstruction and disregarding the lessons of Bosnia and Kosovo. The United States contributed only 22 percent of the armed forces in Bosnia, he said, but no one doubted America's dominance in setting the policy.

Both on the political right and left, the goal of reduced troop levels is desired; conservatives want the military free to do what it is best trained for — fighting wars — not playing police officer or guarding buildings.

Liberals like reducing the U.S. presence because it compels Washington to seek international consensus.

A main ideological sticking point for administration planners is how to encourage the participation of foreign nations without ceding too much control.

Even before the war, Bush administration officials displayed a distrust of the United Nations. That only grew when the Security Council refused to authorize the war to uphold its resolutions.

However difficult it is for administration officials to contemplate placing U.S. troops under UN sponsorship, said Johanna Mendelson-Forman, a senior program officer of the United Nations Foundation, who recently visited Iraq as a member of an advisory committee to Rumsfeld, "they're just fooling themselves" if they expect substantial resources without a UN imprimatur.

The New York Times

September 2, 2003

The New York Times

Broadening its role, Iraq council names cabinet

By Dexter Filkins

BAGHDAD: The Iraqi Governing Council named a 25-member cabinet Monday that is intended to take over the day-to-day running of the government from the Americans.

It was probably the most important action the council has taken since it was formed by the American-led Coalition Governing Authority in July.

It is part of the broader and longer-range goal of putting Iraqis in charge of running the country, and giving the United States a less visible role.

The cabinet posts were spread carefully among the various Iraqi ethnic and religious groups in a way that reportedly matches the makeup of the Governing Council itself.

The council comprises 13 Shiites, 5 Sunni Arabs, 5 Kurds who are also Sunni, an ethnic Turk and an Assyrian Christian.

Each of the 25 council members will head a ministry.

Another significant move was made Monday with the formation of a joint security committee involving the commander of American ground forces here, Lieutenant General Ricardo Sanchez, and some members of the Governing Council.

Security is an issue that the Iraqis are eager to take on, particularly since the devastating car bombing at a holy

shrine in the city of An Najaf on Friday, when more than 95 people were killed.

Prominent among the fatalities was Ayatollah Muhammad Bakr al-Hakim, one of the most revered leaders of the world's 120 million Shiite Muslims.

The attack prompted leaders of several political parties to say that they had lost confidence in the Americans and to demand that Iraqis become more involved in security.

Meanwhile, an Arab television station broadcast an audiotape Monday purportedly made by Saddam Hussein in which the ousted leader denies any role by his supporters in the Najaf bombing.

"The infidel invaders are accusing, without proof, the followers of Saddam Hussein after the killing of Shiite leader Hakim," said the voice on the tape on Al Jazeera, the satellite broadcaster based in Qatar.

"This is not what Saddam attributes to himself."

The United States and the Governing Council have accused Saddam and his loyalists of being behind the Najaf bombing.

Five Iraqis have been detained over

the bombing.

The possibility has also been raised, however, that Muslims opposed to Ayatollah Hakim's moderate political position might have been behind the bombing.

The New York Times

■ Lebanese pattern is seen

The newly named Iraqi cabinet shares out posts among religious and ethnic groups on a formula that recalls Lebanon-style power-sharing, Reuters reported from London.

Some analysts said this was an ominous step toward a weak, communal-based state alien to Iraqi tradition. Others argued that it was a reasonable expedient in the absence of democratic alternatives after three decades of Baathist repression.

For many Iraqis, the failure of U.S.-led forces to restore security and basic services is a far more pressing concern than the mainly obscure names in Iraq's first postwar cabinet.

"The ministers will be judged primarily on their performance," a British official said.

"We are turning Iraq into a sectarian state like Lebanon, where ministers have no value except as representatives of this or that sect," said an Iraq analyst, Mustafa Alani, of the Royal United Services Institute in London.

"It's very dangerous because you can't build a democratic, stable state based on sectarianism. It's really a wrong start for a strong, prosperous, democratic state," he said.

The Shiites could exploit their numerical advantage to win an election for a sovereign government if they voted by religious affiliation. The Kurds, who rule an enclave in the north, may gain special terms if they get the federal constitution they crave.

Before the council was formed, offi-

'One characteristic of the Lebanese model is that people practice it but everyone is against it,' an analyst said.

cial of the U.S.-led Coalition Provisional Authority said they wanted it to reflect Iraq's ethnic, religious and social mix, without any quota system that might become entrenched.

Friction over the complex power-sharing deal that underpinned politics in Lebanon after its independence in 1943 was one factor that led to its devastating 1975-1990 civil war.

"One characteristic of the Lebanese model is that people practice it but everyone is against it," said Nadim Shehadi, head of the Center for Lebanese Studies at Oxford University.

"It has had its drawbacks and collapses in Lebanon, but it always reconstitutes itself. It's a recipe for a weak state, corruption and the politics of the

lowest common denominator."

"But it also guarantees a kind of stability within the system, especially when there is a foreign guarantee and external intervention is absent," Shehadi said.

Under Saddam, loyalty to the dictator and his definition of Arab nationalism was the litmus test, not communal affiliation. Religious tensions rarely surfaced.

The deposed leader had relied on trusted lieutenants from his own clansmen in the Sunni Muslim heartlands, but his government also contained Kurds, Shiites and Christians.

But Saddam suspected the loyalty of Shiites whom he saw as susceptible to Iranian influence, and of non-Arab Kurds yearning for self-rule. He wreaked terrible revenge on any who rebelled.

His Baath party eliminated its rivals, some of which, like the Iraqi Communist Party, drew support across the ethnic and sectarian spectrum. Other national groups such as trade unions and syndicates of doctors, lawyers or engineers also atrophied.

Sami Zubaida, a London-based academic, said that the destruction of such broad-based groups over the past three decades meant that sectarian links were all that remained for many Iraqis.

He said it would take a huge effort to rebuild the organizations that once cut across communal lines, and in the meantime some form of power-sharing was as good as anything.

Herald INTERNATIONAL Tribune

September 2, 2003

U.S. delays troop shift in An Najaf

After bombing, Marines will stay at least 2 weeks longer

By Richard A. Oppel Jr.

BAGHDAD: U.S. marines have postponed turning over control of the area around the city of An Najaf to Polish-led troops after last week's devastating bombing at the city's holiest Shiite shrine.

A spokesman for the U.S. Central Command, Colonel Ray Shepherd, said the planned transfer had been delayed by at least two weeks. He said the U.S. military authorities in Iraq were working out the details of how many members of the force would remain in An Najaf.

In that city, Major Rick Hall, spokesman for the 1st Battalion of the 7th Marines, said the transfer of the south-central territory around An Najaf to an international force led by Poland, set for this week, had been put on hold.

"We now want to stay here and assist as much as possible," Hall said.

Until a week ago, An Najaf, a holy city to Shiite Muslims that is about 177 kilometers, or 110 miles, south of Baghdad, had experienced little of the violence that has been common in Baghdad and some other parts of Iraq. The explana-

tion lies in the memories here of Saddam Hussein's vicious persecution of the Shiites.

The 900 marines in An Najaf have not entirely avoided confrontation with residents, but they have won cooperation in return for taking a nonhostile approach. They have sought to limit antagonism and instead defer, whenever possible, to the wishes of local political

'Everything we do is weighed against what we've learned from the locals about this city.'

and religious leaders.

"That doesn't mean we ask permission before taking action," said Lieutenant Colonel Chris Woodbridge, a battalion commander. "But everything we do is weighed against what we've learned from the locals about this city and how they believe things should be

run in a stable, free Iraq."

"Wave tactics" are also important, he said. "A wave, a friendly face, a thumbs-up, just to know you are making contact with people, is critical."

After Friday's bombing, which killed more than 80 people, including Ayatollah Muhammad Bakr al-Hakim, a leading Shiite cleric, other Shiite leaders accused the U.S.-led occupying forces of failing to provide adequate security. But the bombing took place in the middle of a sacred area that the marines have not been patrolling, out of deference to a request by Shiite leaders.

In response to another attempted assassination a week ago — of Grand Ayatollah Muhammad Said al-Hakim, another leading Shiite cleric — the Americans say 400 new Iraqi police officers will be assigned to the area this week.

Few people in An Najaf had been cheering the marines' departure plans, especially with the sudden burst of violence. "We want them to stay, because there are so many things happening now," said Hassan Hamza Ali, a police lieutenant.

The New York Times



A procession was held Monday in Karbala for Ayatollah Muhammad Bakr al-Hakim, who was killed last week in An Najaf.

Who's to fill void left by ayatollah's death?

By Neil MacFarquhar

BAGHDAD: Feeling uneasy about the presence of so many foreign troops in the holy city of An Najaf, Tariq Ghazi, the dean of the city's renowned undertakers, went to a small group prayer session a few months ago with Ayatollah Muhammad Bakr al-Hakim and asked him whether the infidels should be expelled.

In response, he heard an extended discourse detailing how all leaders in recent Iraqi history had abused members of the Shiite sect, not to mention virtually everyone who has ruled this land since Shiite Islam was born here more than 1,300 years ago. Shiites inevitably became violent opponents of every government.

"He told us that if we repeat the same mistake, if we don't cooperate with the Americans, someone else will cooperate and we will have lost our opportunity," recalled Ghazi. "He said this was our last chance."

The ayatollah was assassinated Friday in a car bombing that killed more than 95 people. His cortege wended its way through central Iraq to his burial in An Najaf on Tuesday.

Hakim's death eliminated one of the few leaders of any stature who, while a critic of the Americans for what he saw acceptable to kill American soldiers.

So far, the four leading marja' in An Najaf, who sway opinions across Iraq, have given their tacit consent to the occupation by not really discussing it. Grand Ayatollah Ali Hussein al-Sistani, the most significant clergyman in Iraq, insists that Iraqis shape their own constitution through elections, but otherwise he and the other senior clerics

have tried to stay out of the fray.

What made Hakim different from those four senior clerics was that he was willing to address such issues, giving the actions of the occupation an Islamic seal of approval. This was considered especially important because the other Shiites on the Governing Council are either unknown or are secular men like Ahmad Chalabi, of whom as their bungling administration, counseled against fighting them, for now.

His voice helped temper those seeking to carry out a holy war against American forces, and the presence of his political group on the Iraqi governing council lent it a legitimacy that no other Shiite could. Perhaps most important, the very combination of politician and senior religious scholar made him the voice of Shiite aspirations.

In his absence, the political movement he left behind and the Coalition Provisional Authority both fear what lies ahead — whether the strength of his legacy will hold the Shiites together, accepting the occupation, or whether they will splinter into murderous factions that could sink the reconstruction of Iraq.

"We are worried. This was a significant blow," said Adel Abdel Mahdi, a senior adviser to the ayatollah's brother, a member of the Iraqi Governing Council. "We thought that Ayatollah Hakim could play the link between the political sphere and the theological sphere."

Among Shiites, who make up about 65 percent of Iraq's population of 25 million, the marja', or senior religious scholars, play a unique role. The faithful look to them for advice on matters large and small, ranging from how to bathe to how to avoid sin to whether it is

the Iraqi public are wary.

"He was a wise man — moderate, flexible," Mahmoud Othman, a Kurdish member of the Governing Council, said of Hakim. "So from that point of view, we have lost a great supporter of the current situation."

The alternative, of course, is readily apparent. Moktada al-Sadr, also the offspring of illustrious ayatollahs, has been a virulent critic of the American presence and stopped just short of calling for a holy war to create an Islamic state. His supporters are hoping to capitalize on the loss of his main counterweight to widen his appeal.

Some analysts believe the assassination will give space for ideas of the militants to grow, like that of forming a popular army of volunteers to protect Shiite neighborhoods and serve as religious police chaperoning morals. But officials of Hakim's political movement, the Supreme Council for the Islamic Revolution in Iraq, dismiss the idea that the more militant fringe will gain popularity.

In Hakim's absence, there is no obvious figure to bridge the space between the elderly, aloof clerics and the young firebrands, to channel Shiite aspirations away from violence. Given the frustration among Shiites over bad living conditions, the lack of electricity and jobs, bloodshed could be easily set off.

Party officials said that after the burial they would work on resurrecting the spiritual side of their effort. They said they planned to consult with the senior religious scholars in An Najaf in the hope of persuading at least one to play a more public role, Abdel Mahdi said.

But if the political movement lost its marja' in Hakim, it gained a martyr. Shiites hold special reverence for those who die fighting a cause.

"We are more powerful today than we were yesterday," said Abdel Mahdi, pointing to the throngs who showed up along the route of the funeral cortege.

"It was like an election, maybe even more important than an election."

Yitzhak Nakash, a historian specializing in Iraq's Shiites, said they were facing a crisis of leadership.

"They need a leader who will lead the community in a day-to-day struggle within the country," he said.

The party hopes that for the time being the momentum Hakim built will move it forward, buoyed by reverence for his memory.

The Americans, too, hope that the ayatollah's commitment to the idea that the occupation will improve the situation for Shiites will dispel any movement toward either internal bloodshed or attacking American forces. Until the bombing, the Shiite areas of the country had been relatively free of violence.

"It's not really in their interests, even if emotionally some of them would like to go that route," said one official with the Coalition Provisional Authority. "Right now our presence guarantees them a significant role in any future government."

International Herald Tribune
Wednesday, September 3, 2003



In Istanbul, Shiite women held photos of Hakim during memorial services Tuesday.

Mustafa Ozer/Agence France-Presse

The New York Times

Bombing democracy ■ By Reuel Marc Gerecht

Why the Shiites are the key

Of all the bad news from Iraq recently — the bombing of the UN headquarters, attacks on coalition soldiers, hints of foreign terrorists being drawn to a holy war — the car bombing Friday in the Shiite holy city of An Najaf is clearly the most worrisome.

The attack, which killed scores of Iraqis, including the prominent cleric Ayatollah Muhammad Bakr al-Hakim — and which took place less than a week after a bomb went off at the home of Hakim's uncle, Grand Ayatollah Muhammad Said al-Hakim — has convulsed the Shiite community. That should be of vital concern to the United States, whose fortunes in Iraq will rise or fall with the political sentiments of the Shiites, who make up at least 60 percent of Iraq's population.

These bombings were undoubtedly intended to terrorize Iraq's clerical establishment and to snuff out the growing dialogue between mainstream Shiites and Americans. Both ayatollahs had been talking to U.S. officials and favored democracy. Muhammad Bakr al-Hakim controlled the only effective Shiite paramilitary force, but had chosen not to direct it against the occupation. This had angered Shiite extremists, notably the young cleric Moktada al-Sadr, leader of a violent faction known as the Sadriyyin.

It may never be totally clear who planned the two bombings: the Sadriyyin, fundamentalist Sunni Muslims, Baath Party loyalists or agents of Iran's hard-core mullahs. Some U.S. officials and Ahmad Chalabi, a member of the Iraqi Governing Council, quickly blamed anti-American Sunnis.

This may well be true, but it is important to note that the Baath Party loyalists and Sunni fundamentalists, at least until now, have kept their distance from the Shiite only, killing "collaborationists" and American soldiers only in the Sunni regions.

It is also possible that the bombings were the result of an unexpected marriage of convenience. When I was in Iraq in June, there was much gossip among Shiites that Sadr and his Sadriyyin were trying to forge an alliance with Sunni fundamentalists. If so, U.S. troops may face an ugly two-front war, far worse than the isolated attacks they have endured so far.

Still, whether or not Sunnis were involved in the bombings, the greater concern is that they will spur a Shiite-

versus-Shiite tug of war. The Sadriyyin movement has aggressively vied for power with the grand ayatollahs of An Najaf. The Sadriyyin are hard-core revolutionaries, spiritual disciples of the "Khomeini of Iraq," Muhammad Bakr al-Sadr, who was killed by Saddam Hussein in 1980.

In recent weeks Moktada al-Sadr had been ramping up his anti-American vitriol. The reason is clear: Time is working against him. Local governance in the Shiite regions has been solidifying as American administrators have passed more responsibility to Iraqis. As Iraqis slowly gain confidence in the Governing Council, the debate over the coming constitutional convention will dominate Iraqi politics. And if Iraqis succeed in drawing up a new, broadly accepted constitution, the radicals know they will be exiled to the fringes of society.

Indeed, the two bombings can be seen as evidence of extremists' failure to gain traction on the "Shiite street." If so, the decision to resort to violence may backfire. Few Shiites will countenance violence against such respected figures, or such ghastly slaughter so near the Imam Ali mosque.

It is critical for the American administration to react decisively. Until now it has shown commendable restraint toward the Sadriyyin movement, not wanting to aid

the extremists' recruitment efforts. But if American officials get solid proof that Sadr's followers were involved in the bombings, the military should move quickly and ruthlessly.

And Washington should not tolerate the small stream of holy warriors coming over the Syrian and Iranian borders. Shiite leaders view U.S. efforts against these foreigners as a test of America's resolve and capacities. The only way to stop the flow will be to apply pressure on Syria and Iran to end it. Saddam was never able to use the Iranian-Iraq border, and thousands of additional U.S. troops won't either.

In the long term, America's goal must be to create a civil society among Iraqis of all faiths and races. But the principal focus for now must be helping the Shiites and their senior clergy, America's strongest allies in the country. They — not the United Nations and more foreign troops — are the key to creating the democracy America has promised.

The writer, a former Central Intelligence Agency officer, is a resident fellow at the American Enterprise Institute.

America's principal focus must be helping the Shiites and their senior clergy.

Baghdad's police chief is target of truck bomb

By John Tierney

BAGHDAD: A bomb in a pickup truck exploded Tuesday morning near the office of the Baghdad police chief, missing him but killing one officer and wounding 26 in the headquarters compound, the police said.

The police chief, Hassan Ali, was not in the office when the bomb went off in a parking lot about six meters, or 20 feet, from his window, said Colonel Ismael Hussein, who was investigating the explosion. Officers standing near the office were wounded, and they said the chief would have been killed if he had been at his desk.

To Iraqis dismayed by three major bombings in the last month, the detonation of one inside the police headquarters compound reinforced the perception that U.S. soldiers and the Iraqi police cannot even protect themselves, let alone the public, against the insurgents disrupting the country's reconstruction.

Like the bombings at the Jordanian Embassy, the United Nations headquarters here and the shrine of Imam Ali in An Najaf, this one seemed to involve careful planning and the choice of a high-profile target.

The attack apparently required inside knowledge — and possibly inside help

— that could well have been available to officials of Saddam Hussein's government suspected of a string of attacks against American soldiers and civilians working with the occupying forces.

The attack came as the U.S. Central Command announced that two American soldiers, members of the 220th Military Police Brigade, were killed and one was wounded on Monday when their vehicle hit an improvised explosive device along a main supply route south of Baghdad. No other details were provided.

Hussein, the police colonel, said the truck carrying the bomb had been towed to the compound by the traffic police, a separate force that uses the parking lot to store impounded vehicles.

The police guard manning the checkpoint at the entrance to the compound, which included a police academy, failed to search the truck, Hussein said.

The New York Times

SEPTEMBER 2, 2003

INTERNATIONAL
Herald Tribune

International Herald Tribune
Wednesday, September 3, 2003

En Turquie, le PKK ne croit plus à la trêve

La guérilla du Parti des travailleurs du Kurdistan a annoncé la fin du cessez-le-feu unilatéral qu'elle avait proclamé en 1999

Le principal groupe armé rebelle kurde de Turquie, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), a mis fin avant-hier à son cessez-le-feu unilatéral décrété il y a quatre ans, en estimant que les mesures prises par Ankara à l'encontre des séparatistes avaient forcé ces derniers à reprendre les armes. « Nous avons réévalué la situation et nous annonçons que le cessez-le-feu unilatéral prend fin ce 1^{er} septembre, et qu'il ne pourra se poursuivre que s'il est bilatéral, a déclaré l'organisation dans un communiqué diffusé par l'agence de presse pro-kurde *Mésopotamie MHA*, basée en Allemagne. » A l'heure actuelle, il est devenu impossible de poursuivre un cessez-le-feu unilatéral. C'est le gouvernement turc qui va devoir maintenant décider s'il veut la paix ou la guerre. »

Après quinze ans d'affrontements avec les forces de sécurité turques qui avaient fait environ 36 000 morts, le PKK avait déclaré un cessez-le-feu unilatéral au printemps 1999, peu après l'arrestation de son chef, Abdullah Öcalan, condamné à la prison à vie pour « trahison » et « séparatisme ». Ce dernier avait lui-même annoncé l'abandon de la lutte armée le 1^{er} septembre 1999 et la transformation du PKK en une nouvelle organisation, le *Kadek*, chargée de poursuivre le combat par des moyens politiques.

Mais dans une déclaration avant-hier au quotidien pro-kurde *Ozgur Politika*, Abdullah Öcalan s'est refusé à appeler le *Kadek* à continuer à respecter son cessez-le-feu. « La mission de paix que je souhaitais remplir n'a pas été entendue. C'est pourquoi je ne peux pas dire au *Kadek* de poursuivre la trêve. C'est à eux de décider maintenant de la juste chose à faire », a-t-il affirmé depuis sa prison. La Turquie, qui considère le PKK comme une organisation terroriste, n'a jamais reconnu la trêve décrétée par le groupe séparatiste, mais les accrochages avaient presque cessé ces dernières années dans le sud-est du pays, même si une récruescence de la violence a néanmoins été observée ces dernières semaines.

La Belgique redoute une reprise de la violence du PKK

■ Une reprise de la violence par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) pourrait avoir des répercussions en Irak et « déstabiliser la région », a estimé hier le ministère belge des affaires étrangères. « Si une organisation que l'Union européenne a mise sur la liste des organisations terroristes annonce implicitement la reprise de la violence, ce n'est pas une bonne nouvelle », a-t-il précisé.

L'annonce du PKK constitue une réaction aux efforts du gouvernement pour le marginaliser plutôt qu'une nouvelle déclaration de guerre, estimaient hier les analystes. La guérilla n'a d'ailleurs pas appelé explicitement ses militants à reprendre les armes. Selon un commandant militaire du PKK-Kadek, Mustafa Karasu, cité hier sur le site Internet d'*Ozgur Politika*, le renoncement au cessez-le-feu « ne constitue pas un pas vers la guerre », mais vise à forcer les autorités turques à respecter elles aussi

la trêve. Le PKK cherche « à faire passer le message à la population kurde que l'organisation demeure forte et mobilisée », à un moment où le gouvernement cherche à l'isoler en offrant une amnistie partielle à ses militants de base, estime pour sa part Fatih Guven, un spécialiste des questions kurdes.

Le gouvernement a en effet adopté le mois dernier une loi d'amnistie et de remise de peine pour les militants kurdes qui accepteraient de fournir des informations au gouvernement, dans le but d'en finir avec les derniers groupes de rebelles, estimés à 5 000, réfugiés pour la plupart dans le nord de l'Irak. Selon les derniers chiffres officiels, fin août, 2 138 personnes ont demandé à bénéficier de la loi d'amnistie, mais 1 927 d'entre elles sont déjà en prison et seulement 211 militants du PKK se sont rendus aux autorités.

Le PKK-Kadek, une organisation marxiste dont près de 5 000 militants sont réfugiés dans les montagnes du nord irakien, dispose toutefois des armes nécessaires pour relancer à tout moment la guérilla.

J.-C. P.
(avec AFP)

la Croix

3 SEPTEMBRE 2003

metro 2 SEPTEMBRE 2003

LES KURDES DEMANDENT L'AMNISTIE



Des milliers de personnes ont manifesté hier à Diyarbakir (Turquie). Elles réclamaient une amnistie générale pour les rebelles kurdes. Le rassemblement a vite tourné en manifestation de soutien au leader rebelle kurde Abdullah Öcalan, condamné à la prison à vie par la Turquie pour « trahison » et « séparatisme ».

IRAK Le problème de la sécurité est au premier rang des préoccupations de l'équipe de 25 ministres mise en place hier

Un pouvoir national s'ébauche à Bagdad

Le Conseil de gouvernement irakien a désigné hier le premier gouvernement de l'après-Saddam Hussein, tandis que les chiïtes rendaient hommage à Karbala à leur dirigeant assassiné, Mohammed Bakr al-Hakim, à la veille de son inhumation à Nadjaf.

Le gouvernement, qui doit rester en fonctions jusqu'aux premières élections prévues en 2004, ne comporte pas de premier ministre. Il ne comptera qu'une seule femme la Kurde Nesrine Moustapha al-Barwari, en charge des Travaux publics.

Dans la ville sainte chiïte de Karbala, à 80 km au sud de Bagdad, des milliers de chiïtes se sont rassemblés pour rendre hommage au dignitaire Mohammed Bakr al-Hakim, avant sa mise en terre mardi à Nadjaf, où il a été tué vendredi dans un attentat à la voiture piégée qui a fait plus de 80 morts.

Ces chiïtes, parmi lesquels des Irakiens mais aussi des Iraniens qui ont traversé la frontière, ont commencé, lundi peu après l'aube, à se masser dans la mosquée d'Abbas, où le cercueil du dignitaire, arrivé la veille de Bagdad, a été disposé.

Les restes de Hakim devaient ensuite être transportés dans la journée à Koufa, à 160 km au sud de Bagdad, près de Nadjaf.

notamment au Nord, dans les villes de Kirkouk et de Touz.

Parmi les ministères importants, on peut citer la nomination du kurde Hoshiyar Zebari, porte-parole du PDK (Parti démocratique du Kurdistan), aux Affaires étrangères. Ce magicien des relations publiques, parfaitement anglophone, a joué un rôle de taille dans l'organisation de la conférence des opposants irakiens, qui s'était tenue à Salahhedin, dans les montagnes du Kurdistan irakien, en février dernier. Quant aux finances, elles reviennent au sunnite Kamal al-Gailani. Et le ministère de l'intérieur a été attribué au chiïte Nouri Badrane.

Ce nouveau gouvernement transitoire reste largement masculin. Seul un poste a été attribué à une femme. Elle s'appelle Nasrine Moustapha al-Barwari et sera en charge des travaux

publics. Cette femme de terrain a préalablement dirigé le ministère de la reconstruction dans l'enclave nord du Kurdistan, autonome depuis 1991. « Nous regrettons que les femmes soient aussi peu représentées, et nous nous en sommes plaint. Mais nos collègues masculins nous ont promis de leur assurer une plus grande place aux postes de vice-ministre », constate, déçue, Raja Habib al-Khuzai.

Jusqu'à présent les ministères étaient supervisés par un conseiller américain, nommé par la coalition, qui restera en place pour veiller au déroulement des opérations. Les nouveaux ministres devront également rendre des comptes aux membres du conseil de gouvernement transitoire, qui joueront un rôle d'observateur. Autant dire que leur position est bien complexe. En face d'eux se trouvent deux institutions qui ont montré qu'elles peinaient déjà à s'accorder au cours de ces dernières semaines, notamment sur le dossier délicat de la sécurité du pays.

Depuis sa création, le 13 juillet dernier, le Conseil de gouvernement provisoire se réunit quotidiennement à huis clos dans une petite villa orientale, cachée derrière le Palais des congrès de Bagdad, protégé par des fils de fer barbelés et des soldats américains en tenue de camouflage. Ce premier exécutif irakien dispose d'une présidence tournante de neuf personnes. Après Ebrahim Jaffari, un des porte-parole du parti chiïte Al Dawa, c'est Ahmad Chalabi, le leader

Bagdad :
Delphine Minoui

C'est une composition à l'image de la diversité ethnique de l'Irak : 13 chiïtes, cinq sunnites, cinq Kurdes, un chrétien et un turcoman. Les 25 nouveaux ministres ont finalement été choisis hier par les membres du conseil (entrés en fonction le 13 juillet dernier), après des discussions souvent houleuses sur l'attribution des responsabilités. « La tâche n'a pas été facile car nous avons dû choisir parmi une liste de 100 personnes, et faire des choix en fonction de différents critères : compétences, ethnies, connaissance du terrain », rapporte Raja Habib al-Kouzaï, une des trois femmes du Conseil de gouvernement transitoire.

D'un commun accord il a été décidé de ne pas choisir de premier ministre. Ces nouveaux élus représentent en fait la première ébauche d'un gouvernement de l'après-guerre et devront rester en poste jusqu'aux élections, prévues en 2004. Ils ont pour tâche délicate de faire redémarrer une administration complètement obsolète, et dont les infrastructures ne ressemblent plus pour la plupart qu'à de vieilles carcasses après les tirs de missiles américains, et dépouillées par les « Ali Baba » irakiens.

Sur décision de la coalition (qui suit le dossier de près), les ministères de la Défense et de l'Industrialisation militaire sont

passés à la trappe. Celui de l'Information a été transformé en un Conseil de l'information. De nouveaux ministères voient également le jour : l'Emigration, attribué à Mohammad Jassem Khodayyir, la Technologie, qui revient à Rachad Mandane Omar, les Travaux publics et la Jeunesse et les Sports, à Ali Faek, l'Environnement, confié à Abderrahmane Sadik Karim, ainsi que les Droits de l'homme, confié à Abdel Bassat Turki. Ce dernier aura pour importante mission de gérer les conséquences de la politique d'arabisation menée sous Saddam Hussein, et de régler les problèmes interethniques, qui ont refait surface ces dernières semaines,



Des militaires américains et des policiers irakiens patrouillaient dans la région de Tikrit, samedi dernier, à 180 km au nord de Bagdad. Les membres du Conseil de gouvernement irakien estiment que les États-Unis ont sous-estimé le dossier du maintien de l'ordre. (Photo Murad Sezer/AP)

du Congrès national irakien, qui a pris hier la relève hier pour un mois.

Parmi les gros dossiers en cours, l'élaboration de la nouvelle constitution irakienne, la création de tribunaux pour juger les criminels de guerre, le budget. Mais pour l'heure, ces sujets ont été pratiquement mis de côté pour évoquer la question cruciale de la sécurité : un thème qui a fait l'objet de sérieuses polémiques entre le conseil et la coalition. L'escalade de la violence ces derniers jours (attentats contre l'ambassade de Jordanie, le siège de l'ONU et l'ayatollah Mohammad Baqer

al-Hakim) a provoqué un sursaut des membres du conseil, frustrés que les forces américaines n'aient pas considéré suffisamment sérieusement le dossier du maintien de l'ordre. « Cela fait bien longtemps qu'on a les a mis en garde sur la nécessité de renforcer le contrôle aux frontières, et sur la nécessité de nous déléguer certaines responsabilités dans ce domaine », remarque Nasser Kamel Chadirji, un des membres du conseil.

En guise de protestation face aux lacunes sécuritaires de la coalition, Mohammad Bahr al-Oloum, un autre membre, a an-

noncé ce week-end en ces termes qu'il se retirait provisoirement du conseil : « Si les forces de la coalition sont incapables de garantir notre sécurité, quelle est l'intérêt pour moi de rester au conseil de gouvernement provisoire ? » D'après Charles Healtley, porte-parole de la coalition, la création d'une milice spéciale pour protéger Najaf était en fait en cours lorsque l'attentat s'est produit. « A la demande du gouverneur de Najaf, une force spéciale de 400 personnes avait été désignée. Les uniformes étaient prêts et les

armes venaient d'être délivrées. Mais ce projet a été avancé par l'incident tragique », remarque-t-il. « Le problème des forces de la coalition, c'est qu'elles réagissent parfois trop lentement », regrette Nasser Kamel Chadirji. Turban noir et robe grise, Mohammad Bahr al-Oloum met en garde : « Si personne n'est capable de nous aider à nous protéger, alors je ferai appel aux chefs de tribus du Sud pour garder nos lieux saints. » Responsabilités divisées. Pouvoirs fragmentés. Dans cet Irak chaotique de l'après-guerre, les petits chefs menacent maintenant de n'en faire qu'à leur tête.

Blast highlights divisions in Iraq

Groups wonder whom to blame and whom to believe

By Craig S. Smith

The enormous blast outside Iraq's holiest Shiite Muslim shrine Friday did more than kill scores of people in An Najaf, including one of the country's most senior Shiite clerics, Ayatollah Muhammad Bakr al-Hakim. It was guaranteed to sow mistrust and division in an already fragmented population whose unity and allegiance will decide whether

America's embattled nation-building program in the **News Analysis** country succeeds.

To date, the United States' greatest failing in Iraq has been its inability to instill broad confidence in American credibility among Iraq's disparate peoples. Without a respected, reliable voice in Iraq to dispel rumors and fears, each group tends to look to its own leaders for answers and to believe those that serve its own political aims.

So every anonymous bomb and bullet perpetuates a divisive climate of fear and suspicion that is more damaging to stability than any loss of life or property alone. In that climate, American is set against Iraqi, Sunni against Shiite, even Shiite against Shiite. And it is the Shiites whose support is crucial to America's success, since they account for 60 percent of all Iraqis.

Now, unless an indisputably clear culprit is found for the bombing, the biggest question among Iraqis won't be

just whom to blame but, once again, whom to believe.

To be sure, there will be plenty of suspects, including agents of Saddam Hussein's toppled regime, rivals for power in Iraq's future government, competing Shiite clerics vying for support among the country's devout masses, and even the United States, which many Iraqis believe wants to keep Shiite clerics from gaining too much power.

Chief on that list for now are Saddam's Sunni Muslim loyalists; Iraq's Shiite majority has always posed the greatest threat to their rule. Decades ago, Saddam's henchmen threatened to assassinate Hakim as part of a purge of powerful Shiite leaders. And within hours of Friday's blast, his followers were placing blame for the bomb on underground Baathists who they say wanted to remove Hakim from Iraq's evolving political scene.

"It was a car bomb detonated by remote control, and Saddam loyalists have the technology to do this," said Hamid al-Bayati, Hakim's London representative.

The ayatollah, who had only recently returned from 23 years of exile in Iran, was emerging as one of the most powerful of the Shiite clerics working with the United States to rebuild Iraq. He had renounced his earlier calls for a strict Islamic theocracy and was pushing for a faster transition to democracy, on the

bet that the ballot would be the fastest tool to deliver the majority Shiites their long-awaited political power.

But rival Shiite factions might also be to blame for his death, though Iraqi Shiites have always been reluctant to admit their deep divisions.

Hakim clearly had enemies among the rival Shiite clerics in An Najaf, Iraq's holiest Shiite city and the nerve center of Shiite politics.

Moktada al-Sadr has been leading a militant movement from the holy city, preaching that Shiites should resist the kind of cooperation with the allied forces in which Hakim had engaged.

The ayatollah's followers' first reaction was to dismiss the possibility that Hakim could have been killed by rival Shiites, saying that devout Shiites would never damage one of the religion's holiest sites.

But there has already been violence at the shrine. In April, another Shiite cleric was shot and stabbed to death near the spot where Hakim died Friday.

Sadr's followers are widely suspected of having carried out the attack along with a bombing more than a week ago that injured Hakim's uncle.

Friday's attack may also feed mistrust among groups jockeying for power within the country's fragile Governing Council, a 25-member body that hopes to form an interim government.

The New York Times

The New York Times

September 1, 2003

Irak: la guerre civile, hypothèse crédible

Tensions ethniques et religieuses menacent l'unité du pays.

Bagdad envoyé spécial

Les derniers suppôts du défunt régime de Saddam Hussein et le terrorisme islamiste radical ont en Irak un objectif commun. Ils misent sur la stratégie du pire, alors que l'administration Bush assure vouloir quitter le pays, ou considérablement réduire son déploiement militaire, après les premières élections libres. Elles sont promises pour le printemps 2004 par Paul Bremer, le patron de l'administration provisoire. Mais un retrait qui laisserait l'Irak dans le chaos entamerait la crédibilité de Washington. C'est donc sur une « libanisation » du pays que semblent miser tous ceux qui sont décidés à prendre leur revanche sur la puissance américaine.

Union après l'attentat. « Ilya des groupes qui s'activent pour créer un conflit entre chiïtes et des groupes qui cherchent à précipiter un conflit entre Arabes », mettait en garde, peu avant son assassinat le 29 août, l'ayatollah Mohammed Baqr Al-Hakim, chef spirituel modéré de l'Asru (Assemblée suprême de la ré-

volution islamique d'Irak), un des principaux partis chiïtes. Sous le choc de l'attentat de Najaf, qui l'a tué et fait 83 morts, les chiïtes (60 % de la population) ont fait bloc. La majorité d'entre eux mise sur une transition démocratique qui, par la logique des urnes, devrait leur donner l'essentiel du pouvoir. Ils sont néanmoins très divi-

ses. Au Distanti, le plus respecté des dignitaires religieux chiïtes, refuse l'engagement

politique direct et veut « laisser une chance aux Américains ». Mais cette stratégie de la patience passe de plus en plus mal parmi les déshérités des banlieues, sensibles aux appels du jeune imam radical Moqtada Al Sadr.

Longtemps privilégiés, sous les Ottomans d'abord, puis par les

britanniques, et enfin par le régime de Saddam Hussein, les Arabes sunnites (20 % de la population irakienne) crai-

gnent, quant à eux, de perdre leurs positions. Mais ils restent tout aussi divisés.

Identités complexes. « Des heurts violents entre des éléments se réclamant du chiïsme ou du sunnisme sont possibles. Mais il s'agirait d'abord d'une surexploitation politique de thèmes confessionnels, qui n'impliqueraient pas ces communautés religieuses dans leur ensemble », assure Hosham Dawod, anthropologue au CNRS, d'origine irakienne. Il souligne que les lignes de fractures identitaires au sein de la société irakienne sont beaucoup plus complexes. Il y a l'appartenance religieuse, mais aussi celle à la tribu et au groupe ethnique. Au sein d'une même tribu, il peut y avoir des chiïtes et des sunnites, des privilégiés de l'ancien régime et des victimes de Saddam Hussein. Ce facteur explique entre autres pourquoi les vengeances contre les partisans de ●●●

●●● l'ancien régime sont restées très limitées. Mais le risque existe d'un chaos sans fin.

L'attentat de Najaf, comme celui commis dix jours plus tôt contre le siège de l'ONU à Bagdad (23 morts dont Sergio Vieira De Mello, le représentant des Nations unies) ou celui du 8 août contre l'ambassade de Jordanie (11 morts) – tous sont attribués à la nébuleuse terroriste d'Al-Qaeda –, représente un changement de stratégie. Les cibles choisies montrent qu'il s'agit autant de frapper tous les relais dont pourraient bénéficier les Américains dans leur administration que de démontrer au quotidien la totale impuissance des occupants.

Crise latente. « Nous devons à nouveau assurer notre propre protection puisque les Américains en sont incapables », martelaient les chiïtes après l'attentat de Najaf. Leurs milices – la brigade Al-Badr ou l'armée du Mahdi –, pourtant interdites par les Américains, paraissent avec leurs armes. Chaque communauté sera de plus en plus tentée de jouer ses propres cartes. « Les risques d'une véritable guerre civile sont en re-

Un gouvernement irakien à Bagdad

Le premier gouvernement irakien de l'après-Saddam Hussein, chargé de conduire le pays jusqu'à des élections en 2004, a prêté serment hier à Bagdad, alors que l'armée américaine a transféré le commandement d'une des zones d'occupation du pays à une force multinationale sous commandement polonais. Les troupes polonaises, comptant 2350 hommes, doivent assurer, avec 500 soldats bulgares, le contrôle des provinces de Kerbala et Babylone, au sud de Bagdad. Ce transfert de commandement intervient alors qu'au sein de la population irakienne les tensions entre chiïtes et sunnites s'accroissent. Les oulémas sunnites ont accusé les chiïtes de « purification ethnique » en affirmant que ces derniers leur avaient dérobé plusieurs mosquées. A Najaf, l'Assemblée suprême de la révolution islamique d'Irak a vivement rejeté hier ces accusations. (AFP, Reuters)



Le vendredi 29 août, juste après l'attentat contre la mosquée de Najaf, 83 personnes ont trouvé la mort après l'explosion d'un véhicule piégé, dont l'ayatollah Al-Hakim, chef spirituel d'un parti chiïte.

vanche réels là où existent de nettes séparations entre des groupes ethniques avec chacun ses objectifs stratégiques et l'ingérence possible de pays voisins», souligne Hosham Dawod.

Ce type de conflit se cristallise notamment autour de Kirkouk, le centre pétrolier du Nord-Est, revendiqué à la fois par les Kurdes (20 % de la population) et la minorité turkmène, évaluée à 500000 per-

sonnes mais majoritaire dans la ville. Fin août, les tensions sont montées d'un cran quand des miliciens kurdes ont ouvert le feu contre des manifestants turkmènes, faisant au moins 10 morts. Cette crise latente est d'autant plus explosive qu'Ankara affiche son soutien aux revendications de ses «frères» turkmènes.

Dans le Conseil de gouvernement transitoire de 25 mem-

bres, installé fin juillet, puis parmi les ministres qui ont prêté serment hier, les Américains ont tenté de refléter le plus fidèlement possible toutes les composantes religieuses, ethniques et politiques de la mosaïque irakienne. Les pessimistes y voient le début d'un morcellement communautaire du pays. Les plus optimistes y voient au contraire une chance d'apprendre pour la premiè-

re fois à gouverner ensemble sans un pouvoir fort. «Nous sortons d'un système totalitaire et, dans ce pays blessé, il n'y a pas d'autre solution que de fonctionner par la recherche du consensus», explique Adel Abdel Mahdi, un des responsables de l'Asrii, pour justifier la lenteur et les tâtonnements de cette ébauche d'administration démocratique de l'Irak. Mais le compte à rebours s'accélère ●

MARC SEMO

IRAK Les victimes de Saddam Hussein pourront-elles enfin solder leurs comptes ?

Une exigence insatisfaite de justice

Alors que le débat sur les véritables causes de la guerre en Irak se prolonge, nous ne devons pas nous contenter de regarder en arrière. Les investiga-

solder les comptes du passé ? Pour marquer l'avènement d'une période nouvelle en Irak, est-il de moindre importance de rendre justice aux victimes et de condamner les auteurs des crimes ordonnés par Saddam ?

Jusqu'à présent, les nouvelles autorités ne se sont guère occupées des exactions passées. Après des décennies de dictature et des dizaines de milliers de disparitions, les questions concernant la recherche de la vérité sont endémiques. Mais depuis le début de l'intervention, les responsables de la coalition font preuve d'un désintérêt manifeste à l'égard des fosses communes et des traces des massacres. Des fouilles et des exhumations désordonnées - souvent menées par des familles tentant désespérément de savoir quel a été le sort de l'un des leurs - et l'absence de professionnalisme pour conserver les preuves rendent encore plus difficile la recherche de la vérité.

Malheureusement, la coalition ne montre pas beaucoup d'intérêt à la mise en œuvre de l'expertise médico-légale. Cela traduit son échec à adopter à une plus grande échelle une stratégie concernant le respect de la légalité et la justice et à créer véritablement les institutions nécessaires. Le chef de l'Administration américaine, Paul Bremer, a récemment nommé un certain nombre de juges, mais leurs pouvoirs sont très limités et ne concernent que les infractions présentes, laissant pour compte les violations quasi permanentes des droits de l'homme qui ont marqué le régime de Saddam.

En l'absence de la découverte d'armes de destruction massive, la question de la légitimité de l'intervention n'est pas close. Elle amène à s'interroger sur les efforts de la coalition pour éta-

blir un rudiment de légalité en Irak. Ils ne pourront aboutir que s'ils passent au minimum par la création d'un embryon de système judiciaire durant la période transitoire, ce que l'on appelle la « justice transitionnelle ».

En tant que force d'occupation, la coalition a entrepris d'assumer ses obligations liées à la quatrième Convention de Genève visant à assurer la sécurité et le respect de la loi. La coalition ne peut donc faire ce qu'elle veut des hommes de main de Saddam et des criminels de guerre. Elle ne peut se contenter de les expédier à Guantanamo ou à Diego Garcia.

Mais le choix de la coalition est très limité. Nommer un tribunal irakien pouvant juger en toute légitimité Saddam et ses hommes de main - une idée qui fait de plus en plus d'adeptes dans l'entourage de M. Brener, au moins en ce qui concerne Saddam Hussein s'il est capturé vivant - est irréaliste. Personne n'a vraiment la légitimité pour le faire, ni ceux qui se sont compromis jusqu'au cou dans l'appareil judiciaire du parti Baas, ni les Irakiens exilés à l'étranger. Quant à la coalition, elle serait inévitablement accusée de rendre la « justice des vainqueurs » si d'aventure elle voulait constituer elle-même le tribunal.

Seule l'ONU est en position d'assurer la justice durant la période transitoire. Il faut pour cela mettre sur pied immédiatement un pouvoir judiciaire dont la légitimité reposerait sur un processus multilatéral, celui-là même qui était recherché avant la guerre. Le chapitre 7 de la charte des Nations unies donne autorité au Conseil de sécurité pour créer des tribunaux pénaux, ce qu'il a déjà fait dans le cas de l'ex-Yougoslavie et du Rwanda.

Contrairement au tribunal des Nations unies pour l'ex-Yougo-

slavie qui a été créé durant les guerres des Balkans, un tribunal pour l'Irak verrait son action limitée par la nécessité de ne pas appliquer une justice rétroactive. En conséquence, le tribunal de l'ONU pour l'Irak ne prendrait en compte que les violations les plus graves du droit humanitaire auxquelles il est fait référence dans l'article 3 de la charte du Tribunal pénal international et qui font l'objet d'un large consensus.

Même une action aussi limitée que celle-ci est préférable à rien du tout. Les nombreux changements de régime au cours des dernières décennies nous ont appris que le problème de la justice durant la période transitoire ne va pas disparaître simplement parce qu'on l'ignore. L'inaction en Irak ne va pas seulement différer l'inévitable apurement de la période antérieure, mais elle risque de la prolonger, car une exigence de justice non satisfaite alimente la frustration et le ressentiment, elle encourage l'extrémisme et les solutions autoritaires.

L'un des buts essentiels de la justice transitionnelle est de rétablir la légitimité des institutions et la légalité. En l'absence des institutions voulues, on pourrait au moins créer une commission d'enquête pour rassembler les éléments de preuve sur les crimes passés tant que cela est encore possible. Il n'est pas encore trop tard pour marquer l'avènement d'une période nouvelle en Irak et redonner une légitimité à l'intervention menée par les Etats-Unis et à l'occupation actuelle. Mais la tâche est encore devant nous.

* Professeur de droit comparé à la New York Law School. Il est l'auteur du livre *Transitional Justice*.
© Project Syndicate.

LE FIGARO MARDI 2 SEPTEMBRE 2003

PAR
RUTI TEITEL*

tions portant sur l'attitude de la coalition menée par les Etats-Unis avant le conflit risquent de dévoiler mensonges et manipulations officielles destinés à justifier l'intervention militaire. Or, les questions persistantes sur la légitimité de cette intervention concernent non seulement le passé, mais aussi de plus en plus le présent, avec l'absence persistante ne serait-ce que d'un semblant de légalité en Irak.

Aujourd'hui, l'état de la sécurité dans ce pays est tel que l'on ne peut pas dire que la guerre soit réellement terminée. Les actions de guérilla contre les soldats de la coalition, l'ONU ou les chiïtes montrent qu'il n'y a pas de frontière nette entre l'avant et l'après-guerre. Il en va de même avec l'absence inquiétante de légalité qui était la règle avant l'occupation et qui se prolonge maintenant sous l'autorité formelle de la puissance occupante. Car c'est le respect de la légalité, et uniquement le respect de la légalité, qui distingue les pays libres des dictatures.

Les responsables de la coalition militaire reconnaissent l'évidence : sans preuve de la mort de Saddam Hussein, la résistance menée par ses plus fidèles partisans va continuer. Mais qu'en est-il du besoin de

Chaos in Iraq ■ By William Pfaff

Would a UN occupation be any better?

The Bush administration and its supporters continue to react to the deteriorating situation in Iraq with shock and denial.

Denial is even coming from some in the opposition who, like the administration, are taking refuge in remedies that have little chance of being adopted, such as placing the occupation under nominal United Nations authority, with the United States still in charge.

President George W. Bush reportedly agreed Tuesday to begin negotiations in the UN Security Council to authorize a U.S.-commanded multinational force for Iraq. With such an arrangement, it is thought, the governments convoked to a donors' conference in October would make financial pledges to reconstruction.

The question about any UN solution is this: Why should countries that were opposed to the war assume responsibility for its painful consequences? Washington may be misreading the support the French, Germans and other Europeans have given to the notion that the United Nations can solve the Iraq problem. The Europeans do not have in mind the same solution as the Bush administration.

President Jacques Chirac of France told his annual ambassadors' conference last week that while the risk of chaos in Iraq makes security a priority, the European Union must insist on a central role for the United Nations. "The transfer of power and sover-

eignty to the Iraqi people themselves is the only realistic option," he said. "It must be started without delay, in the framework of a process upon which the United Nations alone can bestow full legitimacy."

Once this framework is established, he added, the international community can make its "effective and entire contribution" to Iraq's reconstruction, "in a way that must be defined with the Iraqis themselves."

That is not what Washington is saying. The "old European" heavyweights called on to contribute troops and reconstruction finance nonetheless are not going to agree to an arrangement that leaves the United States in effective control of Iraq.

In any case, the politically incorrect question must be asked: Why should an occupation and reconstruction sponsored by the United Nations — with or without the United States in military command — be expected to work any better than the present unhappy arrangement?

A UN-endorsed multinational force might be politically more acceptable in Iraq, and would certainly be more acceptable to other countries — but the primary problem today is not political acceptability, but restoration of security and order. There is no particular reason to think that a multinational or UN force could restore order and rebuild political and economic infrastructure any better (or any less badly) than Americans are doing.

The United Nations may not even be more acceptable politically, given that a great many in Iraq have over the last decade learned to see it as the agent of a policy of sanctions and penalties demanded by the United States.

Chirac and others are concerned for the plight of the Iraqi people. This is a worthy sentiment but draws a curtain over the responsibility the Iraqis themselves bear for their present condition.

Saddam Hussein was an Iraqi leader, not some dictator imposed from the outside. Once installed, he obviously became hard to unseat. But Iraqi elites and the Iraqi people permitted him to take power, and many collaborated with him.

Any society not under massive foreign occupation has a revolutionary option. The Iraqis exercised it against their king in 1958, as the Iranians did against their shah in 1979. The Iraqis did not exercise it against Saddam.

Iraqis themselves were also responsible for the looting and destruction that followed the war, with ruinous consequences for the country's hospitals, civil infrastructure and cultural institutions.

The United States invaded Iraq because it chose to describe it as a threat to the United States and to the region. It turned out to be neither. The Bush administration, like the Iraqis, now confronts the consequences of what it has done. It does not like them. Neither does anyone else.

Tribune Media Services International

International Herald Tribune
Thursday, September 4, 2003

British close embassy in Iran after gunshots

Agence France-Presse

TEHRAN: The British Embassy in Tehran was closed Wednesday after being hit by gunfire from the street, a spokesman said, adding that no one had been injured.

About five shots were fired at the main building of the embassy, the spokesman said. "We are in close contact with the Iranian authorities," he said.

In London, a spokesman for the For-

eign Office confirmed the shooting, saying that the bullets had hit offices on the first and second floors.

After the incident, about 20 Iranian police officers were stationed in front of the building.

The shooting comes amid rapidly deteriorating relations between the two countries.

Tehran confirmed earlier Wednesday that it had recalled its ambassador from London for consultation. That followed Britain's recent arrest of a former Iranian diplomat on an extradition request from Buenos Aires. The man is accused of taking part in a 1994 bombing of a Jewish center that killed 85 people.

The embassy was the target of demonstrations during the war in Iraq.

On Monday, about 100 Iranian militants burned British, American and Israeli flags outside the embassy, chanting slogans demanding the expulsion of Ambassador Richard Dalton.

The protesters also expressed their anger over what they called "the illegal

arrest" of the diplomat, Hadi Soleimanpour.

Iran has called the warrants "null and void," broken off economic and cultural cooperation with Argentina and hinted that it might expel Dalton.

Tehran opposed the U.S. and British attack on Iraq and blames the United States and Britain for the increasing disorder in Iraq.

On Monday one of Iraq's top Shiite Muslim religious leaders, Grand Ayatollah Ali al-Sistani, called U.S. and British occupation forces "responsible for the insecurity" in Iraq.

PARLEMENT EUROPEEN

LE POINT DE LA SESSION

01-04 septembre 2003

Strasbourg

RELATIONS EXTERIEURES

EUROPA-PARLAMENTET
EUROPÄISCHES PARLAMENT
ΕΥΡΩΠΑΙΚΟ ΚΟΙΝΟΒΟΥΛΙΟ
EUROPEAN PARLIAMENT
PARLAMENTO EUROPEO
PARLEMENT EUROPEEN
PARLAMENTO EUROPEO
EUROPEES PARLEMENT
PARLAMENTO EUROPEU
EGROOPAN PARLAMENTTI
EUROPAPARLAMENTET

Attentat contre l'ONU à Bagdad

Déclaration du Président

01.09.2003

En ouverture de la séance, le Président, M. COX, a rappelé qu'après un été particulièrement violent qui a vu se multiplier les attaques à l'encontre du personnel militaire en Irak, les effroyables attentats contre des civils à Bombay, à Jérusalem et à Najaf ce week-end, il était de son devoir d'évoquer l'attaque contre le siège des Nations unies à Bagdad le 19 août dernier. Au cours de cet attentat, le Représentant spécial des Nations unies en Irak, M. Sergio Vieira de Mello, a été tué en même temps que du personnel des Nations unies, des civils irakiens et des personnels d'organisations humanitaires, en réunion dans le bâtiment. Le Président Cox a immédiatement envoyé une lettre de condoléances au Secrétaire général des Nations unies l'assurant de la profonde sympathie et de la solidarité du Parlement européen avec les familles, les amis et les collègues des victimes. Les Nations unies ont subi un coup terrible avec cet attentat. La mort de Sergio Vieira de Mello prive le Secrétaire général des Nations unies, M. Kofi Annan, d'un collaborateur exceptionnel mais aussi d'un ami très proche. M. Annan bénéficie du soutien du Parlement en cette période tragique.

Cette tragédie a aussi affecté très directement le Parlement européen puisque parmi les victimes figure un ancien assistant parlementaire et le frère d'un membre du personnel.

Le meilleur hommage à rendre au courage inébranlable de Sergio Vieira de Mello et des autres victimes de l'attentat serait de permettre aux Nations unies d'atteindre rapidement leurs objectifs, c'est-à-dire rétablir

à le respect du droit international en Irak, faire respecter le droit et l'ordre public et donner des conditions de vie décentes à la population irakienne.

Le Président a demandé aux membres du Parlement européen de respecter une minute de silence pour honorer la mémoire des victimes.

Situation en Irak - Déclarations du Conseil et de la Commission

Débat : 03.09.2003

Conseil

M. Franco FRATTINI rappelle que la situation d'insécurité et les attentats en Irak sont devenus la grande préoccupation. La reconstruction est désormais passée au second plan ainsi que le retour aux libertés et à la démocratie. La lutte contre le terrorisme constitue une priorité pour la communauté internationale dans son ensemble. L'attentat dont l'ONU a été victime est typique à cet égard. Ce sont les ennemis de la liberté, de la démocratie et de la communauté internationale qui ont frappé. Le retour à la normale de l'Irak est l'intérêt de la communauté internationale dans son ensemble. Notre mobilisation à tous doit être de plus en plus grande. C'est un devoir d'unir et d'intensifier nos efforts afin de parvenir à une reconstruction physique et sociale de ce pays et il faut renforcer le mandat de l'ONU en ce sens. C'est d'ailleurs bien là l'intention de la Présidence italienne. Celle-ci accueille avec la plus grande faveur la résolution 1500 du Conseil de sécurité qui est un pas en avant en ce sens. Il faut garantir au peuple irakien un avenir et de la confiance. Il est nécessaire que la conférence des donateurs qui va s'ouvrir bientôt fasse preuve de générosité et

de disponibilité à l'égard de ce pays. Nous devons nous engager à l'aider sans nous borner au problème de la seule sécurité et veiller à faire tout ce qui est nécessaire à la population en matière, par exemple, de transports, d'accès à l'eau, d'enseignement, etc... Le moteur de la coexistence à venir est là. Il faut parvenir à instaurer en Irak une culture de la démocratie.

Commission

M. Chris PATTEN commence son discours en rendant à son tour hommage à Sergio VIEIRA de MELLO et au personnel des Nations Unies. Il précise qu'il connaissait très bien M. Vieira pour avoir travaillé avec lui à diverses reprises. L'attentat du 19 août est une attaque effroyable pour ceux qui considèrent que la coopération internationale doit être soutenue par les Nations unies. M. PATTEN est dès lors ravi que le Conseil de Sécurité ait décidé de qualifier ces attaques de crimes de guerre. Il affirme que l'impact du travail de M. Vieira en Irak aurait été tangible d'ici deux mois. Cet attentat contre les Nations Unies est la preuve que les travaux de l'organisation internationale sont extrêmement importants. La stratégie des terroristes est de créer le chaos. M. PATTEN en veut pour preuve l'attentat contre la mosquée de Najaf.

Le Commissaire espère que le débat au Parlement enverra un message très clair. Il est temps d'oublier les désaccords du passé et de travailler ensemble pour un Irak prospère et démocratique. Certes, note M. PATTEN, ceux qui avaient émis des doutes lors du début de la crise ne penseront pas que les événements leur ont donné tort.

La question actuelle est de savoir comment participer à la reconstruction de l'Irak. Or, la sécurité est un élément fondamental. M. PATTEN rappelle que celle-ci n'est toujours pas assurée en Afghanistan. Le succès de la reconstruction présuppose que les engagements non militaires soient plus

importants que les engagements militaires. Il faut un fort engagement politique et financier pour construire une société moderne et démocratique et cela passe par l'implication des Irakiens eux-mêmes.

Que fait la Commission face à la situation en Irak ? L'aide humanitaire est la première action de la Commission. M. PATTEN profite de cette occasion pour rendre hommage au travail continu d'ECHO, même pendant la crise. Ensuite, la Commission prépare une proposition pour une approche européenne de la reconstruction en Irak, conformément à la décision du Conseil européen de Thessalonique. Mais, dans son approche, la Commission demande que la reconstruction se fasse sous un parapluie multilatéral distinct de la coalition.

M. PATTEN rappelle également que pendant l'été, les fonctionnaires de la Commission ont fait partie de la mission d'évaluation organisée par la Banque mondiale et les Nations unies. La Conférence de Madrid, les 23 et 24 octobre prochains verra les bailleurs de fonds se réunir et préciser les modalités de leur action. Tous les membres du groupe ne veulent pas que le calendrier soit retardé par les événements à Bagdad même s'il est indéniable qu'ils auront une influence. La discussion doit porter sur la contribution spécifique de chacun. En ce qui concerne l'aspect budgétaire, M. PATTEN déclare avoir déjà pris des contacts initiaux avec les présidents des commissions parlementaires concernées pour évaluer les conséquences budgétaires de la crise irakienne sur le budget 2003-2004.

En conclusion, M. PATTEN espère que des leçons seront tirées de la crise irakienne car elle a prouvé que l'Union est plus forte quand elle travaille de concert.

Groupes politiques :

M. Elmar BROK (PPE-DE, D) considère qu'il faut parvenir à rétablir la paix en Irak et dans l'ensemble de la région et que nous devons tous y contribuer quelles qu'aient été les divergences de nos positions dans le passé. Manifestement, la fin de la guerre n'est pas suivie d'une pacification véritable. Les Américains n'y sont pas parvenus, c'est pourquoi le Président BUSH voudrait maintenant en passer par l'ONU. L'Europe et les Etats-Unis doivent définir des objectifs communs, ainsi que la marche à suivre et la répartition des tâches dans un but notamment humanitaire. Il faut parvenir à une meilleure efficacité en matière budgétaire. A cet égard, M BROK rend hommage à ECHO. Si on ne parvient pas à atteindre un tel objectif, ce sera une catastrophe, non seulement pour le

Moyen-Orient, mais pour nous aussi. Par ailleurs, une même attitude devrait diriger notre ligne d'actions en ce qui concerne l'Afghanistan.

M. Enrique BARÓN CRESPO (PSE, E) présente ses condoléances aux collaborateurs de l'ONU et à leurs familles ainsi qu'à ceux du Parlement européen qui ont été touchés par le conflit. On est désormais devant une réalité, à savoir le terrorisme. Il faut reconsidérer tout ce qui s'est passé avant la guerre. Il ne faut pas envoyer plus de troupes en Irak, mais il faut se livrer à une véritable reconstruction de ce pays grâce à l'aide des irakiens eux-mêmes. Le multilatéralisme doit passer avant tout. La notion de guerre préventive doit être condamnée à tout prix. Il faut savoir comment, par notre engagement, nous pouvons agir ensemble. Les quatre pays européens qui sont membres permanents du Conseil de sécurité doivent agir de façon unanime et nous devons tous absolument jouer un grand rôle dans la résolution de cette crise. M. BARON CRESPO salue le rôle fondamental joué par ECHO mais que faire pour l'avenir ? Les Américains savent bien qu'ils ne resteront pas indéfiniment en Irak, et on ne peut pas laisser une chaîne de commandement aux seules mains des représentants d'un seul pays. Il faut remplacer la logique de l'occupation par la souveraineté des irakiens et par une véritable collaboration internationale qui ne ressemble pas à une position néo-coloniale. Il ne faudrait en aucun cas répartir le butin entre les puissances occupantes.

A son tour, M. Graham WATSON (ELDR, UK) rend hommage aux victimes de l'attentat de Bagdad. Constatant l'instabilité et la violence dans le pays, M. WATSON affirme qu'il est plus facile de remporter une guerre que de rétablir la paix. Il salue la perspective d'une résolution des Nations Unies pour rétablir un cadre multilatéral en Irak. Pour lui, "la coalition des volontaires" à l'origine de l'intervention militaire était une formule datant du XIX siècle et qui risquait de blesser certains pays. Il faut désormais un dispositif de crise pour guérir les blessures provoquées par l'intervention militaire et le rôle des Nations unies doit être central pour ce faire. D'autre part, relève M. WATSON, devant la preuve de l'absence d'armes de destruction massive en Irak, la démarche de la coalition risque d'être de plus en plus contestée. Il faut désormais préparer la transition politique en Irak et M. WATSON espère que le calendrier électoral, avec une consultation à la fin de l'an prochain, pourrait être respecté. Il se réjouit également de la prochaine réunion des bailleurs de fonds.

"Plus le temps passe, moins il est agréable

d'avoir raison", déclare Mme Pernille FRAHM (GUE/NGL, DK). Elle rappelle la mission en Irak de certains députés du Parlement européen en février dernier. A ce moment, les députés avaient pu constater que les inspections fonctionnaient. L'ONU était alors sur la bonne voie. Il était clair, alors qu'une intervention militaire de libération serait poursuivie par une occupation du territoire. Or, si les Irakiens étaient d'accord pour être débarrassés d'un dictateur, il était aussi clair qu'ils refuseraient l'occupation. Les attentats actuels montrent que la population irakienne considère que la présence de troupes étrangères sur son territoire est une occupation. Mme FRAHM rappelle également que son groupe avait déjà averti des tensions internes qui seraient déclenchées en Irak par une intervention militaire. Les manifestations lors de l'enterrement de l'Imman Al Hakim prouvent qu'ils avaient raison. D'autre part, la guerre a affaibli la position des Nations unies. Mais les Etats-Unis doivent désormais reconnaître que 180.000 soldats ne suffisent pas pour reconstruire l'Irak et garantir la paix. Il faut l'intervention des Nations unies pour renforcer le droit international et le système multilatéral. Enfin, le groupe GUE/NGL propose de remettre le Prix Sakharov de cette année à Hans BLIX et Sergio Vieira de Melo.

M. Daniel COHN-BENDIT (Verts/ALE, F) observe d'abord qu'un certain nombre de collaborateurs de l'ONU étaient des gens bien connus des députés européens. Il salue leur mémoire, en particulier celle de Jean-Sélim Kanaan. En ce qui concerne le problème de l'Irak proprement dit, M. COHN-BENDIT estime que la question n'est pas de savoir qui il faut condamner ou pas condamner. Personne n'a à gagner à ce genre de jeu et il ne s'agit pas de faire porter aux américains quelque responsabilité que ce soit dans la situation actuelle. La vérité est qu'il fallait se débarrasser de Saddam Hussein d'une manière quelconque et que l'Europe ne savait pas comment faire, l'ONU non plus. Il faut aider les Etats-Unis et la Grande-Bretagne à rétablir la paix et malheureusement cela coûte trop cher et c'est là tout le problème. Il faut absolument aider ces deux pays. L'ONU elle-même ne parviendra pas à un résultat par un simple coup de baguette magique. L'Irak est un pays bouleversé. Il fallait peut-être effectivement l'occuper pour battre une dictature mais il faut maintenant rétablir la confiance et unir nos efforts, en particulier, il serait bon de réunir une conférence sur la stabilité dans la région en y faisant participer notamment l'Iran et un certain nombre d'autres pays et en permettant aux Etats-Unis et à la Grande-Bretagne de revenir au sein de l'ONU dans des conditions normales. Ce ne

sont certainement pas les élections prévues en Irak l'an prochain qui apporteront une solution suffisante au problème.

M. Gerard COLLINS (UEN, IRL) se révèle très préoccupé par la situation actuelle. L'armée américaine n'a pas gagné la paix. Manifestement, sabotages et attentats se multiplient. Les autorités actuelles n'exercent pas un contrôle réel sur la population qui continue à accuser la coalition de tout ce qu'elle doit endurer. L'Irak doit revenir au sein de la Communauté internationale avec un gouvernement indigène. Cela ne sera possible que sous les auspices des Nations unies qui demeurent l'institution représentative de la Communauté internationale dans son ensemble. Il ne faudrait pas compter sur les armées qui sont sur place pour gérer la vie quotidienne de ces pays au jour le jour. Il faut absolument être cohérent et il faut impliquer l'ONU de manière centralisée dans la reconstruction de ce pays.

Que peuvent faire les institutions européennes pour alléger les souffrances du peuple irakien ? se demande M. Bastiaan BELDER (EDD, NL). Le Conseil peut favoriser la transition politique en reconnaissant le prochain gouvernement ou débloquer des fonds. La Commission européenne peut également apporter une aide. M. BELDER pense que le Ministre irakien des affaires étrangères pourrait être invité à Strasbourg ou à Bruxelles pour informer les autorités européennes de la situation dans le pays. Cela montrerait l'engagement de l'UE pour le peuple irakien et mettrait fin aux dissonances transatlantiques.

Députés

M. Philippe MORILLON (PPE-DE, F) regrette que les "prophètes de malheur" dont il faisait partie, comme Mme FRAHM, au moment de l'intervention en Irak, semblent avoir eu raison. Les attentats en Irak font disparaître les frêles espoirs d'une accalmie permettant la légitimation progressive des autorités mises en place par la coalition, ainsi que la perspective d'un transfert des responsabilités qui reposent actuellement sur la coalition. Pour M. MORILLON, il ne suffira pas de s'emparer de Saddam HUSSEIN pour mettre fin au chaos qu'il a tout intérêt à entretenir. D'autres sont décidés à amplifier cette situation, que ce soient les "fous de Dieu" prêts à mourir pour combattre les Etats-Unis, l'Iran, toujours intéressé par la situation chez son voisin ou le peuple irakien lui-même qui considère l'occupation du pays comme inacceptable. La communauté internationale doit donc légitimer son action par le vote d'une nouvelle résolution du Conseil de Sécurité qui confie aux Nations

unies le soin de remettre en ordre le pays et de préparer la transition vers un gouvernement irakien légitime. M. MORILLON se réjouit que ce soit l'objectif de la Présidence en exercice du Conseil et que les dernières positions américaines connues semblent également aller dans ce sens.

M. Paul COUTEAUX (EDD, F) souligne que l'histoire, la plupart du temps, a besoin de temps pour juger des décisions politiques et de leur bien-fondé mais dans le cas précis de l'attaque et de l'occupation de l'Irak, il n'en guère fallu et manifestement les options prises par M. Bush au nom des Etats-Unis et par son homologue au nom de la Grande-Bretagne, reposent sur un double mensonge. Le premier de ces mensonges est le prétexte d'avoir voulu attaquer l'Irak sous le couvert de détruire des armes de destruction massive. Le second mensonge est l'idée d'avoir voulu éradiquer l'intégrisme en Irak alors que bien au contraire, on a l'impression que la politique pratiquée n'a fait que l'instaurer d'une manière particulièrement efficace. Est-ce que "l'Empire" va longtemps continuer à jouer à ce jeu extrêmement dangereux qui consiste à jouer avec l'intégrisme ? Certains membres du Parlement ont malheureusement trop longtemps été eux aussi complices, volontairement ou non, d'une telle attitude.

M. Dominique SOUCHET (NI, F) rappelle que les autorités françaises ont en ce moment beaucoup à la bouche les mots de "souveraineté" et d'"indépendance", termes non pas d'ailleurs utilisés à l'égard de la France mais à l'égard de l'Irak. Or, on est, en fait, confronté simplement aux effets mécaniques de l'occupation militaire, celle-ci a engendré le terrorisme et une collaboration évidente entre les "Djihadistes", les intégristes et même les militants de l'ancien parti Bass. Cette collaboration et le terrorisme dureront tout le temps de l'occupation et ce ne sera pas la simple couverture "onusienne" qui fera quelque chose pour changer une telle situation. Il n'y a qu'une seule solution. Il faut restaurer la souveraineté de l'Irak sous la responsabilité d'un gouvernement irakien.

Conseil

M. Franco FRATTINI reprend la parole. Il insiste sur le fait qu'il est absolument indispensable de trouver un nouveau leadership irakien et que ce devrait être là le rôle de l'ONU et par suite celui de l'Europe. Il faut faire preuve d'un esprit de décision ferme et clair, ce qui ne fut manifestement pas le cas dans les semaines qui ont précédé la guerre en Irak. Il faut rapprocher la réalité d'un rêve, à savoir celui de voir l'Europe occuper en tant que telle un siège à l'ONU. Il ne faut pas non

plus oublier qu'adopter, en Europe, une position unitaire est absolument indispensable pour parvenir à une cohésion atlantique Europe-Etats-Unis dans son ensemble ce qui manifestement a également manqué au cours de l'ensemble de cette crise.

Commission

En conclusion du débat, M. Chris PATTEN se déclare ravi du soutien apporté par le Parlement au travail d'ECHO en Irak. Suite aux interventions, M. PATTEN décide de revenir sur certains points. Il déclare que la reconstruction en Irak demandera beaucoup de courage et de professionnalisme et que l'ONU devra y tenir le rôle principal. Il souligne, en accord avec M. COHN-BENDIT, la dimension régionale de la crise, touchant le Moyen-Orient comme l'Asie. En ce qui concerne la reconstruction politique, M. PATTEN déclare que la démocratie doit être construite, par le biais d'élections, à tous les niveaux de la société. Ainsi, le pluralisme pourra être instauré en Irak. Ce cadre politique est fondamental. En effet, lors de la Conférence de Madrid, le problème principal ne sera pas le contenu de la boîte de collecte mais d'avoir une bonne évaluation des besoins de l'Irak. Les bailleurs de fonds devront se mettre d'accord sur les conditions auxquelles les contributions seront efficaces.

M. PATTEN relève trois conditions. La première est la mise en place d'un trust international indépendant du fonds de reconstruction créé par la coalition, même si les deux devront travailler en étroite coopération. La deuxième est la garantie de la sécurité. Il est en effet impossible de développer une société, de mettre en place la démocratie et la pluralisme sous les bombes. Enfin, l'autorité devra être remise au plus vite aux Irakiens.

C'est là le début d'un long chemin semé d'embûches, affirme M. PATTEN, il faut donc commencer le plus possible.

« Al-Hakim, nous n'oublierons jamais de te venger ! » scandent les Irakiens en hommage à l'ayatollah tué

Des centaines de milliers de personnes ont afflué, mardi 2 septembre, à Nadjaf, aux funérailles du chef du Conseil suprême pour la révolution islamique, mort vendredi dans un attentat

NADJAF

de notre envoyé spécial

Les hommes se frappent la poitrine avec le poing, selon la tradition chiite. Certains pleurent.

REPORTAGE

« Regardez-nous, baasistes, regardez comme nous sommes unis ! »

Séparés des hommes dans le cortège, les femmes en noir lancent des cris stridents. Des pèlerins iraniens se flagellent avec des chaînes. Les visages sont fermés. Les regards sont durs. La foule paraît accablée de douleur. Elle hurle aussi sa colère.

Le cercueil de Mohammed Baqer Al-Hakim n'a pu faire une halte, mardi 2 septembre, dans le mausolée d'Ali à Nadjaf, là où l'ayatollah et une centaine de fidèles ont

trouvé la mort le 29 août dans un attentat à la voiture piégée. La foule, hystérique, avait déjà débordé les policiers et les gardiens du lieu saint. Elle menaçait d'investir le mausolée. Les hommes de la brigade Al-Badr, l'armée créée par l'ayatollah, branche armée de son Conseil suprême pour la révolution islamique en Irak (CSRII), ont préféré quitter les lieux et, une fois la foule dispersée, ont enterré Mohammed Baqer Al-Hakim sur la place de la Révolution de 1920, date du soulèvement contre le colon britannique, là où l'ayatollah, récemment revenu de vingt-trois années d'exil en Iran, souhaitait bâtir une nouvelle mosquée.

Les appels à la vengeance fusent, bien que beaucoup de fidèles admettent qu'ils ne savent pas qui combattre. Les partisans de Saddam Hussein ? Les islamistes sunnites radicaux ? Des islamistes étrangers ? Ce dont ils affirment être certains, c'est que, au-delà d'une attaque contre un dignitaire religieux qui prônait la coopération avec l'occupant américain,

c'est la communauté chiite irakienne tout entière qui serait visée. L'un des slogans hurlés durant les funérailles est : « Regardez-nous, baasistes, regardez comme nous sommes unis ! » Les suivants sont : « Où est cet enfant de putain de Saddam ? » et « Al-Hakim, nous n'oublierons jamais de te venger ! » En attendant la vengeance, la première conséquence de l'attentat de Nadjaf est la réapparition au grand jour des formations paramilitaires. La brigade Al-Badr, qui a tenu le pavé durant les trois jours de deuil, de Bagdad à Kerbala, puis à Nadjaf, ne compte pas rendre les armes.

L'assassinat de l'ayatollah Al-Hakim a ainsi signifié l'arrêt de mort de la politique de désarmement mise en œuvre par l'administrateur civil, Paul Bremer, et l'armée américaine. Un autre slogan, devant le mausolée d'Ali, affirme : « A partir d'aujourd'hui, c'est tout le peuple qui est devenu la brigade Al-Badr ! » Le peuple chiite, bien sûr.

L'armée américaine, qui continue d'être totalement absente de Nadjaf et à Kerbala, une attitude adoptée dès le printemps à la demande des plus hautes autorités religieuses chiites, paraît résolue à voir les villes saintes être dorénavant protégées par des miliciens. Ces derniers travaillent en étroite collaboration avec la police, et nul dans la région ne songerait à reprocher aux ayatollahs de prendre en main la sécurité publique. Trois milices sont déjà présentes dans les rues de Nadjaf : celle de la Hawza, l'autorité religieuse suprême chiite, qui obéit aux ordres de l'ayatollah Ali-Al-Sistani ; la brigade Al-Badr,

désormais dirigée par Abdel Aziz Al-Hakim, le frère du défunt, composée essentiellement de jeunes Iraniens d'origine irakienne, nés à Téhéran durant l'exil de leurs parents ; et les hommes de Moqtada Al-Sadr, le jeune imam radical qui réclame le départ immédiat des forces étrangères.

Différents problèmes sont d'ores et déjà posés. Ces milices ne seront-elles pas rapidement, ou ne sont-elles pas déjà, plus puissantes que la police ? Ne seront-elles pas

L'assassinat du dignitaire chiite, c'est la fin de la politique de désarmement

tentées de mener elles-mêmes des enquêtes, de détenir des suspects, voire de rendre la justice ? Ne vont-elles pas s'affronter à chaque fois que leurs chefs religieux seront en désaccord ? Pour les Américains, il existe un autre problème. Comment pourront-ils refuser à d'autres communautés, d'autres villes, d'autres régions d'assurer elles-mêmes la sécurité, dès lors qu'ils auront accepté cette situation à Nadjaf et à Kerbala ? Les Etats-Unis ont détruit l'Etat irakien. Ils doivent aujourd'hui faire face au risque de libanisation du pays, avec l'apparition de factions armées revendiquant chacune le droit d'assurer la défense de « leur » population.

Rémy Ourdan

Les Etats-Unis font appel à l'ONU pour l'Irak

Selon la presse américaine, le secrétaire d'Etat, Colin Powell, aurait obtenu, mardi 2 septembre, le feu vert du président George Bush pour négocier les termes d'une résolution confiant un plus grand rôle à l'ONU en Irak, compte tenu du coût humain et financier de l'occupation. M. Bush aurait donc tranché entre les « factions » de son gouvernement, pour reprendre l'expression de l'ancien ambassadeur américain, Richard Holbrooke.

Par ailleurs, l'ONU va mener une enquête indépendante pour passer en revue les mesures de sécurité et dégager les responsabilités dans l'attentat qui a coûté la vie à vingt-deux personnes le 19 août à Bagdad. Le syndicat du personnel s'était ému du fait que plus de 600 personnes se trouvaient en Irak, alors que le niveau de sécurité n'autorisait pas une telle présence, selon les critères de l'organisation. Mardi, le porte-parole de l'ONU, Fred Eckhard, a annoncé une réduction drastique des effectifs en Irak. Moins de 50 personnes resteront à Bagdad (contre 300 avant l'attentat). — (Corresp.)

Le nouveau gouvernement est sous tutelle américaine

Le rôle des ministres est avant tout de relancer les services publics et les institutions d'Etat

DE TOUTES LES RÉACTIONS suscitées par l'annonce de la formation d'un gouvernement en Irak, celles de la Syrie et de la Ligue arabe sont sans conteste les plus intéressantes, tant il est vrai que l'une et l'autre demeuraient sur leurs gardes quant à l'évolution de la situation en Irak. C'est « un pas dans la bonne direction et nous accueillons favorablement tout développement qui vise à confier l'administration de l'Irak à une autorité irakienne », a commenté

le secrétaire général de la Ligue arabe, Amr Moussa. « Nous sommes prêts à traiter avec le nouveau gouvernement dans l'intérêt du peuple irakien », a déclaré le chef de la diplomatie syrienne, Farouk Al-Chareh.

Composé de vingt-cinq membres, le premier gouvernement irakien de l'après-Saddam Hussein a vu le jour lundi 1^{er} septembre. Sa mise en place constitue un progrès parce qu'elle devrait permettre la relance des différents services pu-

blics et le rétablissement des institutions de l'Etat qui se sont effondrés avec la chute de la dictature le 9 avril. La plupart des ministres étant des technocrates, ils sont supposés s'atteler à leur tâche en professionnels.

Autre signe de bon augure : des ministères qui symbolisaient l'ancien régime, singulièrement ceux de l'information et de l'industrialisation militaire, ont été supprimés. Mieux, un ministère des droits de l'homme a été créé, qui n'existe

dans aucun autre pays de la région. Signe des temps : dans la mesure où quelque 4 millions d'Irakiens vivent aujourd'hui en exil, selon l'ONU, un portefeuille des émigrés vient de voir le jour. Tout aussi salutaire est la création d'un ministère de l'environnement dans un pays qui a souffert de toutes sortes de pollution liées aux guerres et conflits qui se sont succédés depuis les années 1980. Il en est de même pour les ministères des travaux publics, de la technologie et de la

jeunesse et des sports, autant de domaines qui pâtissent de graves déficits pour les mêmes raisons. Le ministère des affaires étrangères a été confié à un Kurde, une première qui traduirait à la fois le renoncement définitif des Kurdes à toute sécession et leur détermination à se revendiquer comme étant irakiens et l'acceptation de ce choix par les autres ethnies.

Encore faudra-t-il que les titulaires de ces portefeuilles disposent des moyens d'agir efficacement, étant donné non seulement l'état de délabrement avancé des infrastructures mais aussi l'insécurité grandissante dans le pays.

Le ministère de la défense a été supprimé. Il n'y a pas non plus de premier ministre, le Conseil inté-

rimaire de gouvernement (CIG) formé fin juillet devant faire office de direction collégiale pendant la période transitoire, avant l'organisation d'élections et l'adoption d'une Constitution. Au plan politique, le gouvernement devra précisément préparer ces élections démocratiques pour 2004.

LE RISQUE DU VASE CLOS

L'un des critères de choix des vingt-cinq ministres a été leur appartenance ethnique et communautaire, la même que celle des... vingt-cinq membres du CIG, qui les ont désignés sur la base de candidatures que chacun d'eux a proposées. Deux semaines avant la formation du gouvernement, les membres du CIG qui s'étaient eux-mêmes cooptés avaient désigné

les... vingt-cinq membres du comité chargé de définir les critères de choix des membres de la commission qui rédigera la future Constitution. La composition de tous ces organismes a été soumise à l'appro-

bation préalable de l'administrateur civil américain, Paul Bremer.

S'il va de soi que le respect de la mosaïque irakienne est une condition indispensable pour parvenir à des résultats, le risque est grand, au train où vont les choses, que, jusqu'aux futures élections législatives, le pouvoir irakien fonctionne en vase clos. A ce stade, le chiffre de vingt-cinq semble traduire le dénominateur commun minimum entre les différentes formations et personnalités sélectionnées par la coalition américano-

britannique comme étant dignes de codiriger l'Irak pendant la période intérimaire.

La difficulté qu'ont eue, par ailleurs, les vingt-cinq membres du CIG à se doter eux-mêmes d'une direction n'est pas non plus très encourageante. Selon une source qui a suivi les débats de très près, le projet initial était de se doter d'un président et de deux vice-présidents. Au fil des discussions, les considérations ethniques et religieuses ont néanmoins prévalu, qui ont abouti à une direction de neuf membres dont chacun assurera la présidence pour un mois, par ordre alphabétique.

Mouna Naïm

Costs in Iraq ■ By Donald Hepburn

Nice war — here's the bill

In 1991, America's so-called Operation Tin Cup got enough money from its allies to cover the costs of the Gulf War. In contrast, what could be called "Operation Begging Bowl" after the latest war in Iraq has come up empty, leaving the United States stuck with the bill for the invasion and occupation — the full extent of which is only now becoming apparent.

The Bush administration's recent willingness to consider a greater United Nations role on the ground is the first sign that it is aware of how vastly mistaken its assertions about the occupation were.

Contrary to the prewar view that Iraq's oil revenues would greatly offset American costs, we now know that Iraq — with its shattered economy, devastated oil industry and plundered national wealth — is incapable of making any significant reimbursement of the invasion and occupation costs. And the military expense is only a fraction of the cost of making Iraq into a functioning country.

So, how much is this experiment in nation-building going to cost the American taxpayer? First, let's consider what has already been spent.

According to the Pentagon, the cost of preparation, aid to noncombatant allies and the invasion itself amounted to \$45 billion. Then there is the much-banded "billion dollars a week" phrase, which seems an accurate estimate of military expenses since the end of serious fighting in May. Assuming a five-year occupation, that's about \$300 billion.

But these familiar figures are only part of the story. First, as these are borrowed funds, they are already incurring interest charges. More important, according to material released by American officials, the United States must meet an estimated \$5 billion in initial humanitarian aid and \$8 billion in Iraqi government salaries, as well as about \$7 billion for repairs to public utilities and to restore vital services over the next two years.

In addition, Iraq is buried under a mountain of foreign debt — roughly \$350 billion. These debts will have to be paid off eventually.

It will also most likely cost \$3 billion to resettle nearly

one million Iraqi refugees who are returning from exile (there are also an estimated 1.5 million Iraqis who were displaced within the country and will need aid to rebuild their communities).

Ordinarily, assistance could be expected to come through United Nations and nongovernmental groups, but in this case the diplomatic difficulties surrounding the invasion leave the situation unsettled.

Still, the biggest problem facing Iraq is that after decades of corruption, economic stagnation and declining productivity, it faces at least a decade's worth of reconstruction and improvements. This will include rebuilding ports, farms, roads, telecommunications systems, power plants, hospitals and water systems, as well as introducing a medical benefit plan, a national pension scheme, and new laws for foreign investment and intellectual property rights.

The country needs a revised criminal code and judiciary system, a new tax code and collection system, and an electoral voting system with appropriate technology. Using postwar American and United Nations estimates for these and many other tasks, the total bill is likely to be at least \$200 billion over a decade.

Iraq will need long-term loans from the World Bank, the United Nations Iraq Development Fund, the British Foreign and Commonwealth Office, the Arab Development Fund, the European Union Aid Program and others.

Yet few of these organizations will be keen to make loans until Iraq has a new constitution and an elected government that has put in place effective legal, arbitration, banking and fiscal systems.

Let's face it, rebuilding Iraq is going to be far more expensive than Americans have been led to believe. Just as it seems inevitable that concessions must be made to get other countries to relieve the burden on American troops, now is the time for the United States to mend fences with the United Nations and its allies to relieve the burden on American taxpayers as well.

The writer, former chief executive of Bahrain Petroleum Co., is an adviser to the Middle East Policy Council.

Rebuilding Iraq is going to cost far more than Americans have been led to believe.

INTERNATIONAL
Herald Tribune

September 4, 2003

Bagdad : l'énigme du chaos

1 Eh bien voici que l'on ne peut plus refuser aux stratèges de la terreur une certaine cohérence. Ils n'ont pas seulement décidé de s'en prendre, en Irak et ailleurs, aux personnes et aux intérêts des Américains. Ils ont aussi planifié, dans le même élan, de faire peser une menace précise sur tous ceux qui, de près ou de loin, pourraient contribuer à ce que les forces américaines, par le truchement de l'ONU ou d'un multilatéralisme nouveau, continuent à occuper l'Irak. L'attentat qui a coûté la vie au diplomate brésilien Sergio Vieira de Mello, représentant de l'ONU à Bagdad et qui se croyait au-dessus de tous les belligérants comme « militant de la paix », a bien montré que les praticiens de la terreur estimaient qu'on était ou avec eux ou contre eux.

Avec eux, ils sont désormais nombreux dans tous les groupes, les clans et les organismes, ceux qui, au nom de Mahomet, du djihad ou, tout de même, de la simple résistance, viennent de plusieurs pays pour combattre « les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et les juifs ». Richard Perle, l'un des inspirateurs de la politique de George Bush, un peu effrayé par le borbier auquel ont conduit ses idées caligulesques, a confié au « Figaro » qu'il avait pensé que la chute de Saddam Hussein faciliterait le processus de paix entre Israéliens et Palestiniens. Richard Perle, au cours de ses nuits provençales, ne pourra désormais éviter de se poser quelques questions : avec l'antiaméricanisme, c'est l'antisémitisme et l'antisémitisme qui, depuis l'intervention en Irak, recrutent d'innombrables adeptes au Proche et Moyen-Orient.

On peut dire en tout cas qu'aucun des protectorats américains n'est à l'abri de cette nouvelle forme de guerre subversive, subie par les Français en Indochine, maîtrisée en Algérie au moyen de méthodes qui seront exportées dans l'Argentine de Videla et le Chili de Pinochet. Tous les Occidentaux qui prétendent aider, conditionnellement ou pas, les Américains, sont donc menacés. « La terreur contre l'Empire », comme dit Pierre Hassner.

2 On soupçonne les terroristes islamistes qui arrivent de toute part d'adopter une aveugle « stratégie du chaos ». Mais avec les résistants irakiens qui s'attaquent aux troupes d'occupation, nous ne sommes pas en présence de nihilistes. Ils savent ce qu'ils veulent. Ils ne tuent pas et ne meurent pas pour rien. Ils s'insurgent, en s'adossant à un islam qui parfois les fanatise, contre une politique américaine qui n'a plus le panache de la force ni la justification de la victoire. Selon les opposants les plus modérés, ce sont les forces de la coalition américano-britannique qui pratiqueraient, soit par incompetence, soit par cynisme, la stratégie du chaos. Comment ? En raison, disent-ils, de l'intensité démesurée des ripostes américaines, du recours aux arrestations arbitraires, de la détention de prisonniers dans des camps sans aucune contrepartie donnée pour garantir la sécurité ou pour rétablir l'approvisionnement en eau et en électricité.

Le chaos, pour faire quoi ? Pour partir ! Après tout, comme les Etats-Unis sont un grand pays démocratique, comme ils ont tout de même le pouvoir de changer de président et de politique, comme le souci de popularité l'emporte à la fin sur le jacobinisme missionnaire ou le nationalisme belliciste, on peut penser que les Américains vont une nouvelle fois tirer de leur sombre

aventure irakienne les conclusions qu'ils avaient tirées le 18 avril 1983 de leur suicidaire aventure libanaise. On se souvient que ce jour-là, un « kamikaze » (on employait déjà le mot), au volant d'un camion lancé contre l'ambassade des Etats-Unis à Beyrouth, avait provoqué une explosion qui fit 60 morts. Aussitôt après, les Etats-Unis, présidés alors par Ronald Reagan, devaient décider de « redéployer au large » leurs marines.

On imagine bien, pour l'Irak, la présentation possible d'un processus de décrochage : les forces américaines ont accompli leur mission, qui était de faire tomber un dictateur plus barbare que les autres et de laisser ensuite l'Irak aux mains des Irakiens. Ce n'est pas la première fois que nous envisageons dans ces colonnes l'éventualité d'une telle tentation. Or ce qui paraissait impensable hier devient aujourd'hui l'objet de commentaires dans la presse de Washington spécialisée dans les simulations d'avenir.

3 Seulement voilà. Dans ce qui s'est passé à Beyrouth en 1983, les Américains n'avaient aucune responsabilité. Ils les ont toutes dans ce qui se passe à Bagdad. Il y a vingt ans, ils étaient moins impliqués dans la lutte contre le terrorisme livrée au nom de l'humanité et n'allaient pas rechercher dans un « pays voyou » des armes de destruction massive. Ronald Reagan a préféré perdre un peu la face plutôt que de risquer l'enlèvement.

En Irak, les Américains se sont mis en situation de paraître défendre tous les enjeux importants des démocraties de la planète. Ils doivent donc rester. Ils se doivent de le faire. Il n'est plus sûr, cependant, qu'ils le fassent. Ils sont de plus en plus conduits à accepter l'idée française d'une force multinationale sous le commandement général de l'ONU et – suggère Kofi Annan – sous la direction d'un comité militaire international dirigé par un général américain, comme c'est déjà arrivé en Bosnie et ailleurs. Dernier point plus difficile à accepter par ceux qui ne sont plus pressés de partager les risques et les déboires des premiers occupants.

4 De plus, ce qui vient de se passer dans la ville de Nadjaf, à savoir l'attentat qui a fait 82 morts, dont l'un des imams chiites les plus vénérés par les dizaines de millions de musulmans de cette confession dans le monde, met les responsables américains devant un nouveau casse-tête. Comme l'écrit notre confrère Thomas L. Friedman dans le « Herald Tribune » : « Nous [Américains] ne pouvons pas laisser exploser les violences entre sunnites, chiites et Kurdes. Nous ne pouvons pas adopter sur ce point une attitude au rabais. Et nous ne pouvons réussir sans que plus d'Irakiens et d'alliés s'investissent. »

Alors que doit faire le président George Bush ? Il doit reconstituer l'armée irakienne pour garantir la paix des ethnies et la sécurité des individus. Il doit donner une autorité au Conseil irakien de Gouvernement en lui demandant d'assumer seul la mission de faire appel à l'ONU. Il doit, selon notre confrère américain, suivre davantage les conseils de Colin Powell plutôt que ceux des équipes qui disent au Pentagone tout savoir et qui traitent de crétins tous les autres. Vœux pieux, sinon désespérés.

J. D.

D

E Semsiyê Allak, 35 ans, morte le 7 juin, il ne reste qu'une photo prise à l'hôpital pour sa carte d'identité : ses yeux sont fermés, son crâne récemment rasé pour

une opération cérébrale est couvert d'un fin duvet, et des tubes sortent de ses narines. Lapidée par ses proches, le 20 novembre 2002, pour avoir terni l'honneur de sa famille, Semsiyê a finalement succombé à ses blessures après sept mois de coma. Au moment de l'attaque qui lui a coûté la vie, la jeune femme était enceinte, mais elle a perdu le fœtus qu'elle portait, source de ses déboires, quelques semaines plus tard.

La brutalité de l'attaque, la méthode utilisée et le fait que l'amant de Semsiyê, Halil Acil, âgé de 55 ans, marié et père de dix enfants, ait trouvé la mort au cours de l'agression, rendent ce cas quelque peu inhabituel. Mais, chaque année, des dizaines de femmes sont victimes de « crimes d'honneur » en Turquie. La plupart de ces meurtres ont lieu dans le Sud-Est anatolien, en majorité kurde, où la société, encore tri-

TURQUIE :



Près de Arbit (Anatolie), la cérémonie du « berdel », mariage basé sur l'échange de deux filles de « valeur égale » entre familles, est une source de litiges parfois violents.

MEURTRES EN FAMILLE

balé, applique des lois patriarcales basées sur le *namus* - l'honneur, que certains déclarent ouvertement être situé « entre les jambes des femmes ».

L'honneur de la famille, de la communauté et de la tribu transcende même la religion, puisque ces meurtres, qui sont en fait des exécutions extrajudiciaires, sont contraires aux préceptes du Coran. La décision de tuer est généralement prise par le conseil de famille, qui se réunit pour trancher sur le sort de ceux - et surtout de celles - qui ont enfreint les règles de comportement très strictes que la communauté leur impose.

Souvent, les familles estiment qu'elles n'ont pas le choix, tant est pesante la pression de la société lorsqu'une infraction a été commise. « Nous ne pouvions pas tenir notre tête haute » est l'explication souvent fournie. Les membres d'une famille dont l'honneur est entaché sont marginalisés : les voisins les évitent, leurs filles ne trouvent pas de mariages, et personne ne veut travailler avec eux.

Il n'existe pas de statistiques précises sur le nombre de jeunes femmes tuées par leurs proches, car ces crimes passent souvent pour des accidents ou pour des suicides. Des points d'interrogation planent sur certains décès par ingestion de mort-aux-rats, de pesticides agricoles ou par pendaison, mais, sans les témoignages de proches ou de voisins, qui gardent généralement le silence, la vérité reste souvent dans l'ombre.

La famille de Sevide Uyanik, 24 ans, avait ainsi tenté de faire passer sa mort, le 30 décembre 2002, pour un suicide. L'enquête a cependant révélé que Sevide avait reçu deux balles de Kalachnikov, l'une dans la poitrine et l'autre sous le menton. Selon la presse turque, son beau-frère et le fils de celui-ci ont été arrêtés, suspectés également d'avoir étranglé le nouveau-né que la

Semsiyê, lapidée par ses proches ; Sevide, tuée de deux balles par la famille de son mari ; Elif, pendue par sa propre mère : dans le Sud-Est anatolien, les femmes paient encore un lourd tribut à l'honneur

jeune femme avait mis au monde trois jours avant de mourir et dont son mari, en prison, n'était peut-être pas le père.

Leyla Pervizat, coordinatrice d'un projet pour la prévention des « crimes d'honneur » dans le Sud-Est et l'Est anatoliens, a recensé 200 cas soumis à la justice dans les villes de Diyarbakir, Urfa, Adana et Gaziantep entre 1996 et 1999. Les « crimes d'honneur » ne représentent cependant que l'aspect le plus extrême, et le plus visible, de traditions répressives à l'égard des femmes. « Si une femme sur 200 est victime d'un crime d'honneur, 199 autres vivent dans la peur », explique-t-elle.

Ces meurtres au nom de l'honneur vont généralement de pair avec d'autres coutumes tribales, telles que les mariages forcés, la polygamie et le *berdel*, l'échange de filles de « valeur égale », qui permet aux familles d'éviter le paiement du *baplik*, le prix payé pour une épouse. Au sein de ces communautés fermées, où les mariages consanguins sont courants, les filles sont la propriété de leur père avant de devenir celle de leur mari.

Une recherche publiée par Pinar Ilkkaracan, de l'association Women for Women's Rights, qui organise des séminaires pour familiariser les femmes de la région avec leurs droits, révèle que 61,2 % des mariages sont arrangés et que, très souvent, la jeune fille n'est même pas consultée. La réforme du code civil, adoptée en novembre 2001, a, en principe, donné aux femmes turques l'égalité avec leur époux, mais, dans le Sud-Est, 20 % des couples n'ont conclu qu'une union religieuse devant un imam, et les

conjointes n'ont, dès lors, aucun des droits que leur donnerait un mariage devant l'état civil.

Bien que la polygamie ait été interdite en Turquie en 1926, les *kuma*, ou coépouses, sont légion. Le mariage religieux, ou *imam*

nikah, permet également de contourner la limite d'âge : filles et garçons ne peuvent désormais se marier légalement qu'à partir de 18 ans en Turquie, mais, dans cette région, de nombreuses filles sont données en mariage dès leur puberté.

Le père de Semsiyê, veuf, avait, en revanche, décidé de garder sa fille auprès de lui, explique un voisin avec réticence. Dans le village de Yalimköy, près de Mardin, les 4 000 habitants sont tous apparentés, affirme l'employée de la mairie, qui déclare être ici la seule « étrangère », et ils se taisent sur les événements tragiques qui ont secoué la communauté. « Si je vous disais quelque chose, je serais en danger, affirme un jeune homme dans le bureau du maire. D'ailleurs, je n'ai rien vu. »

Malgré la résistance des habitants, la police a bien fait son enquête, aidée par le témoignage d'Erdal Acil, âgé de 13 ans, le fils de Halil, qui avait accompagné son père et Semsiyê dans leur fuite éperdue à travers les champs avant d'assister, impuissant, à l'attaque sauvage qui a coûté la vie à son père et à sa compagne.

Lorsqu'un contrôle médical avait confirmé la grossesse de Semsiyê, Halil avait pris la jeune femme comme seconde épouse au cours d'un mariage religieux - trop tard cependant pour calmer la colère de ses pro-

ches. Sa sœur Halise, qui vit dans la ville voisine de Mardin, avait été avertie du verdict du conseil de famille par un coup de téléphone. « J'ai immédiatement envoyé mon beau-fils au village avec la voiture. Il a ramené la femme de Halil et trois de ses filles, mais nous n'avons pas réussi à sauver mon frère », explique-t-elle en pleurant. Cinq parents, frères et cousins de Semsiyé, ont été arrêtés.

« Les crimes de ce genre sont au-delà d'un comportement humain acceptable, déclare Orhan Kaya, chef de la police de la province de Mardin. Nous ne devons pas les tolérer. »

La Turquie dispose des instruments légaux nécessaires pour combattre ce phénomène de société. Elle était d'ailleurs un des 89 cosponsors d'une résolution contre les « crimes d'honneur » adoptée par les Nations unies. « Nous n'avons pas besoin de nouvelles lois, explique Leyla Pervizat. Mais il est urgent que les magistrats reçoivent une formation pour les sensibiliser aux problèmes

des femmes. » Les forces de l'ordre et le système judiciaire ne protègent pas toujours suffisamment les victimes potentielles : dans certains cas, les jeunes filles fuyant les représailles de leurs proches sont ramenées à la maison par la police.

Les peines infligées pour les crimes commis au nom de l'honneur sont souvent moins sévères que pour les meurtres ordinaires, car les magistrats s'appuient sur un article de la loi qui accorde des circonstances atténuantes aux accusés, pour avoir réagi à une « forte provocation ». Les défenseurs des droits de la femme affirment, pour leur part, que ces verdicts « légers » ne font qu'encourager les familles à appliquer leur propre justice. Souvent, les assaillants sont très jeunes, soit parce que la famille a désigné un mineur, qui recevra une peine moins lourde, soit parce que des adolescents pleins de zèle agissent de leur propre gré, sachant qu'ils seront considérés comme des héros au sein de leur communauté.

2002, à Kahramanmaraş, qu'elle était enceinte, sa famille avait convoqué le cousin qu'elle accusait de l'avoir violée. Selon la presse turque, le jeune homme avait nié les faits. La mère d'Elif avait alors fourni une

corde à linge à sa fille et l'avait même aidée à la nouer, en lui demandant de se suicider pour sauver le reste de la famille. Dans ce cas, il ne s'agissait pas de punir la jeune fille, mais plutôt d'amputer un membre de la communauté, perçu comme gangrené, afin d'éviter de contaminer le reste de la famille. La mère et le frère d'Elif ont été arrêtés après la mort de l'adolescente.

BIEN que ces histoires tragiques continuent malheureusement de faire régulièrement les titres de la presse, une évolution est perceptible dans le sud-est de la Turquie, qui émerge de quinze ans de conflit entre les forces gouvernementales et les rebelles kurdes du PKK. Lorsque Nebahat Akkoç, il y a six ans, avait fondé le premier centre pour femmes à Diyarbakir, KaMer, pour traiter du problème de la violence domestique, son initiative avait été accueillie avec scepticisme et méfiance dans la région. Mais, aujourd'hui, KaMer

offre des conseils légaux et psychologiques à des dizaines de femmes, gère un restaurant et une crèche, qui permettent d'offrir des emplois à celles qui sont dans le besoin, et le centre a plusieurs succursales dans d'autres villes du Sud-Est.

Fréquemment appelé par des filles qui s'estiment en danger, le centre a lancé un projet visant à empêcher les « crimes d'honneur » avant qu'ils aient lieu. « Les autorités locales coopèrent volontiers lorsque nous les contactons pour aider un cas précis, mais il n'y a pas de mécanisme officiel au niveau national pour secourir les femmes en danger, explique M^{me} Akkoç. Il est temps que les « crimes d'honneur » soient considérés comme des violations des droits humains et un problè-

morts en bas âge, avait pris la fuite de nuit, en plein hiver, à la suite de ragots persistants l'accusant d'avoir une relation extra-maritale. La jeune femme avait assisté, il y a quelques années, à l'exécution d'une parente, et elle se savait en danger. Son mari était convaincu de son innocence, mais le reste de la famille voulait néanmoins sévir.

Le problème a été résolu en offrant la possibilité à Fatma et à son époux de déménager et de trouver un emploi dans une autre localité, loin de la famille qui les condamnait. Une victoire fragile, mais une victoire néanmoins pour ceux qui luttent avec courage pour mettre fin à ces coutumes brutales et anachroniques.

Chaque fois qu'une jeune femme est tuée pour se conformer à la tradition, c'est toute une communauté qui en pâtit : la vie de Semsiyé a été détruite, mais ses assaillants, dont certains sont de jeunes pères de famille, vont vraisemblablement être condamnés à des peines de prison et subiront, leur vie durant, les conséquences de leur acte de violence. « Notre projet de prévention progresse, car tous les hommes ne veulent pas tuer les femmes de leur famille, explique Leyla Pervizat. Ce qu'il faut, c'est offrir d'autres alternatives pour sortir de l'impasse. »

Abandonnée par sa famille dans la mort comme dans la vie, Semsiyé Allak a été enterrée le 20 juin dans un coin du cimetière municipal, sans pierre tombale. Mais les femmes activistes qui s'étaient occupées d'elle pendant son hospitalisation étaient à ses côtés : en signe de respect pour une vie tragiquement gaspillée au nom de l'honneur, elles ont transporté la dépouille sur leurs épaules jusqu'à sa dernière demeure, tâche normalement réservée aux hommes.

Nicole Pope

« Les crimes de ce type sont au-delà d'un comportement humain acceptable »

ORHAN KAYA, CHEF DE LA POLICE DE LA PROVINCE DE MARDIN

Par peur, peut-être, ou par désir de préserver les coutumes ancestrales, certaines femmes encouragent leur mari ou leurs fils à prouver leur virilité en nettoyant l'honneur souillé de la famille. Les jeunes femmes mises à mort sur l'ordre de leurs proches n'ont pas toujours enfreint les règles sociales : des ragots malfaisants – souvent colportés par les femmes – suggérant une liaison illicite suffisent parfois à condamner à mort une fille trop jolie. Un viol peut aussi mener à la peine de mort pour la victime.

Lorsque la jeune Elif Atılgan, âgée de 15 ans, avait annoncé à ses parents en août

me sérieux, aussi bien par l'Etat que par les organisations de droits de l'homme. » La modernisation rapide cause fréquemment

des conflits de génération, et, parfois, les hommes aussi se rebellent contre le rôle que la communauté les force à jouer. Une jeune femme de 25 ans – appelons-la Fatma – a récemment été sauvée grâce à l'intervention opportune de deux hommes de sa famille qui, troublés par la décision prise par le conseil familial, ont demandé l'aide d'activistes. Fatma, qui avait été mariée à l'âge de 10 ans et avait donné naissance à cinq enfants, dont deux étaient

En visite à Bagdad, Donald Rumsfeld affirme que « la situation s'améliore de jour en jour »

A Kirkouk, dans le nord de l'Irak, une série d'attentats à l'explosif a été déjouée in extremis

BAGDAD

de notre envoyé spécial

Donald Rumsfeld a atterri à Bagdad, jeudi 4 septembre, alors que les forces de sécurité kurdes étaient en train de déjouer, dans le nord de l'Irak, ce qui devait apparemment être une nouvelle vague d'attentats.

Le secrétaire américain à la défense s'est dit satisfait de « progrès perceptibles » en Irak, estimant que les attaques contre l'armée américaine ont diminué en intensité pour atteindre « un niveau honnête ».

« La situation s'améliore de jour en jour », a déclaré M. Rumsfeld à l'issue de ses entretiens avec l'administrateur américain, Paul Bremer, et le commandant de l'armée américaine en Irak, le général Ricardo Sanchez. Il a cité comme « progrès » le renforcement des services de sécurité irakiens, notamment des policiers et des gardes-frontières, estimant que l'effectif est désormais de 55 000 hommes et qu'il devrait atteindre prochainement 100 000 hommes. Il a défendu l'idée de « construire une importante force irakienne », avec une armée et un service de renseignement.

Prévoyant sans doute qu'un tel discours sur les « progrès » pouvait surprendre alors que l'armée américaine est la cible d'attaques quotidiennes, le secrétaire à la défense a choisi de s'attaquer aux porteurs de mauvaises nouvelles.

« Il est compréhensible qu'avec tant d'analyses, tant d'observations,



Après avoir rencontré Paul Bremer, l'administrateur américain en Irak, jeudi 4 septembre, Donald Rumsfeld a estimé nécessaire de « construire une importante force irakienne », avec armée et service de renseignement.

tant de surveillance sur ce qui se passe ici, l'accent soit porté sur les choses regrettables, quand quelqu'un est blessé, quand un bâtiment est soufflé par une explosion, quand quelqu'un se montre critique à l'égard du Conseil de gouvernement ou de la coalition, a déclaré M. Rumsfeld. Cela tend à créer une impression, un déséquilibre regrettable dans la perception du public. »

Donald Rumsfeld a désigné comme auteurs des attaques contre l'armée américaine et ses alliés irakiens les partisans du président déchu Saddam Hussein, des combattants étrangers et des crimi-

nels. Il a critiqué la Syrie et l'Iran. « Nous sommes mécontents que des gens puissent franchir ces frontières, a-t-il dit, et ces gouvernements connaissent notre sentiment à ce sujet. »

Il a toutefois admis que les services de renseignement américains n'avaient pas de preuves sérieuses sur l'identité des ennemis de l'armée américaine et sur les auteurs d'attentats en Irak. « Ils ont une vision imparfaite de la situation », a-t-il reconnu.

A Kirkouk, trois activistes islamistes, membres présumés d'Ansar Al-Islam, ont été arrêtés en possession de valises contenant des explosifs, et ont, selon la police, « avoué avoir placé 1 200 kg d'explosifs dans trois conteneurs à ordures », en fait des camions-poubelles.

Appréhendés par des combattants de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), les trois hommes auraient révélé qu'ils étaient prêts à commettre trois attentats, le premier sous un pont, le deuxième sur le marché de Kirkouk, le troisième visant le chef de l'UPK, Jalal Talabani, à Souleimaniyé. La police de Kirkouk estime que les trois hommes appartiennent à « un vaste réseau terroriste » impliqué dans

les attentats contre le siège de l'ONU à Bagdad et contre le mausolée d'Ali à Nadjaf.

Le groupe radical islamiste Ansar Al-Islam, qui contrôlait une enclave dans le nord-est de l'Irak et était suspecté d'entretenir des liens avec Al-Qaïda, avait été mis en déroute par l'armée américaine et les forces kurdes en mars. Mais ceux de ses membres qui étaient parvenus à s'enfuir, souvent vers l'Iran, sont suspectés d'avoir repris du service en Irak, et certains analystes estiment qu'ils seraient même le pivot d'une nouvelle alliance entre partisans de Saddam Hussein et islamistes étrangers.

DES MINES AU BORD DES ROUTES

Les attaques contre l'armée américaine se sont par ailleurs poursuivies jeudi à Tikrit, le berceau du clan de Saddam Hussein, et à Ramadi. A Tikrit, les assaillants ont attaqué une base américaine avec des mortiers, tirant six obus sans faire de victime. L'armée américaine a riposté, tuant au moins un attaquant, et s'est ensuite déployée afin d'arrêter des suspects. A Ramadi, un homme a déclenché une explosion dans une apparente attaque-suicide, blessant deux soldats américains.

Des militaires américains ont également tué trois Irakiens qui posaient des explosifs sur une route près de Bagdad. Chaque matin, les soldats semblent trouver davantage d'explosifs et de mines au bord des routes, supposés exploser à leur passage.

L'armée américaine peut cependant se prévaloir d'un succès avec la découverte de quatre caches d'armes dans le désert irakien. Au cours d'une vaste opération qui a mobilisé cent hélicoptères et mille soldats et conduit à l'arrestation de plusieurs personnes, douze missiles sol-air, trois mortiers, des lance-roquettes et des armes légères ainsi que 10 000 balles ont été découverts depuis le 30 août, a indiqué une porte-parole de l'armée, le sergent Amy Abbott.

Rémy Ourdan

Nouveau contingent de policiers irakiens

Un nouveau contingent de 250 policiers irakiens a terminé, jeudi 4 septembre, un cycle de formation accélérée, dans le cadre des efforts de la coalition pour faire participer la police à sa lutte contre le crime et le terrorisme en Irak. « Rappélez-vous : chaque jour où vous mettez votre uniforme, les habitants de Bagdad attendront de vous que vous agissiez de la manière juste », a déclaré le général américain Curtis Scaparotti, lors d'une cérémonie organisée à l'académie de la police à Bagdad. Des hélicoptères de l'armée américaine ont survolé les lieux, et des militaires étaient stationnés sur les toits pour assurer la sécurité de la cérémonie.

Par ailleurs, le conseiller américain au ministère de l'intérieur irakien, Bernard Kerik, ancien chef de la police de New York, a achevé sa mission à Bagdad et a quitté le pays. Son successeur, dont l'identité n'a pas encore été révélée, n'est pas encore arrivé. M. Kerik a connu la célébrité après les attentats du 11 septembre 2001. — (AFP)

Le sort du Kadek, ex-PKK, est au cœur des tractations entre Turcs et Américains

Ankara renégocie avec les Etats-Unis un éventuel envoi de troupes en Irak

ISTANBUL

de notre correspondante

Alors que les rebelles du Congrès pour la liberté et la démocratie au Kurdistan (Kadek, ex-Parti des travailleurs du Kurdistan, PKK) viennent de renoncer au cessez-le-feu unilatéral adopté par eux il y a quatre ans, militaires turcs et américains ont commencé, jeudi 4 septembre à Ankara, des discussions sur un possible déploiement de l'armée turque en Irak.

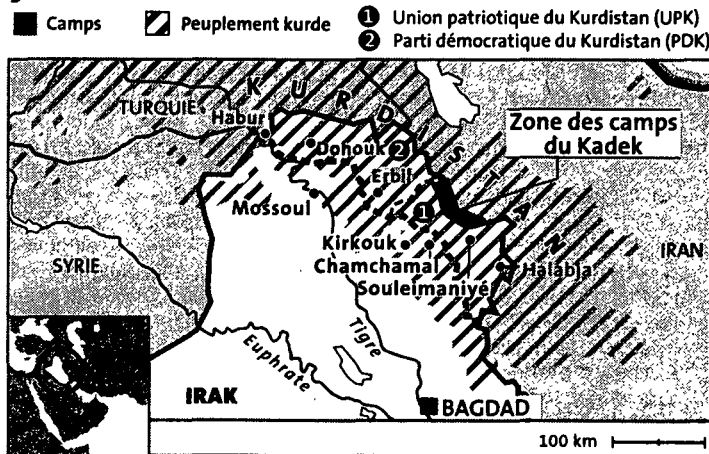
Malgré les relations tendues entre Ankara et les Kurdes irakiens, les Etats-Unis, désespérément à la recherche de pays susceptibles de participer aux efforts de stabilisation en Irak, ont demandé à la Turquie de déployer 10 000 à 12 000 soldats dans ce pays.

« Je pense que toute aide qui pourrait être apportée aux efforts importants qui sont déployés en Irak actuellement serait bienvenue par les Etats-Unis », a déclaré le général James L. Jones, commandant des forces américaines en Europe, arrivé mercredi à Ankara pour négocier l'éventuel déploiement turc, vraisemblablement dans les régions sunnites au centre du pays.

Malgré les risques que comporte un engagement en Irak, le gouvernement turc semble tenté de répondre positivement, d'une part pour réparer ses relations avec l'administration Bush, endommagées par le refus du Parlement turc d'autoriser l'ouverture d'un front contre Bagdad à partir de son territoire, mais également parce qu'Ankara craint que le chaos actuel ne mène au démantèlement du pays.

« La Turquie ne veut pas d'un Irak fédéral parce qu'il causerait, à terme, la partition du pays. Elle veut un

5 000 REBELLES EN IRAK



gouvernement central fort », explique Ümit Özdag, chercheur au Centre d'études stratégiques eurasiennes à Ankara. « C'est la seule solution. Si les Etats-Unis décidaient de se retirer, on aurait soit le démantèlement de l'Irak ou l'intervention des pays voisins. C'est impensable. »

INCERTITUDES

Une chose est certaine : le Kadek occupera une place de choix dans les discussions entre les Turcs et les Américains. « Le PKK sera sûrement un des points principaux des négociations », estime Ümit Özdag. Ankara souhaiterait que les Etats-Unis chassent le PKK du nord de l'Irak en échange de sa coopération.

La présence des rebelles sur le territoire irakien pourrait causer des frictions entre la Turquie et ses voisins kurdes irakiens, voire une intervention d'Ankara. Les Turcs ne font pas confiance aux Kurdes irakiens, qu'ils soupçonnent de vouloir fonder un Etat kurde indépendant.

Aussi la Turquie entend maintenir sa présence militaire (ancienne) au nord de l'Irak jusqu'à ce que le Kadek marxiste-léniniste - qui y compte autour de 5 000 combattants - soit écarté de la région. La présence du Kadek au nord de l'Irak embarrasse désormais non seulement la Turquie, mais également les Etats-Unis, qui contrôlent la région avec l'appui des partis kurdes irakiens.

Les Etats-Unis voudront-ils intervenir militairement pour déloger les rebelles kurdes ? C'est loin d'être certain. Et en l'absence d'une résolution de l'ONU permettant l'élargissement de la coalition, le gouvernement turc aura, de son côté, du mal à convaincre le Parlement d'appuyer l'envoi de troupes en Irak.

Pour l'instant, le Kadek ne semble pas vouloir relancer immédiatement sa guérilla. Le communiqué des rebelles, qui ont donné au gouvernement turc jusqu'au 1^{er} décembre pour répondre à la fin du cessez-le-feu, sonne comme un avertissement.

« Je ne pense pas que le Kadek veuille relancer la guerre, mais les gens ici sont inquiets, ils craignent que les affrontements reprennent », explique Mazlum Öncel, vice-président du parti pro-kurde Dehap pour la province de Diyarbakir. L'organisation kurde avait mis fin à ses opérations armées après l'arrestation de son dirigeant, Abdullah Öcalan en 1999. Mais frustrée par l'absence de dialogue avec Ankara, elle demande désormais de la part des autorités turques la réciprocité.

UNE OFFRE INSUFFISANTE

Après une longue période de calme, plusieurs affrontements ont été signalés en Turquie au cours des mois écoulés entre membres du Kadek et forces de l'ordre en Turquie.

Le Parlement turc, encouragé par Washington, avait adopté en juillet des remises de peine, notamment afin de convaincre les militants du Kadek installés au nord de l'Irak de déposer les armes et de rentrer en Turquie. Cette loi, qui prévoit des réductions de peine pour les militants ayant participé aux combats, mais exclut leurs dirigeants, a été jugée insuffisante par les rebelles, qui voulaient une amnistie générale et ont donc répondu en nombre limité à l'appel d'Ankara.

Selon des chiffres officiels, onze militants se sont rendus au poste-frontière de Habur au cours des trois derniers jours. Plus de 2 000 inscriptions ont été déposées depuis l'adoption de la loi, mais la plupart émanent de militants déjà emprisonnés en Turquie ou de membres d'organisations dissidentes autres que le Kadek.

Nicole Pope

Paris cherche à amender la résolution américaine

Gerhard Schröder et Jacques Chirac jugent insuffisantes les concessions de Washington

LE HASARD a voulu que Jacques Chirac et Gerhard Schröder se soient trouvés ensemble, à Dresde, jeudi 4 septembre, au lendemain de la présentation de l'avant-projet de résolution américain relatif à l'Irak. Le fait qu'ils expriment

de concert leurs réserves a accentué la tonalité négative de leurs propos. Vendredi matin, une large partie de la presse anglo-saxonne concluait, comme le *Financial Times*, à « la résurrection » de l'alliance franco-allemande de l'hiver

dernier contre la politique américaine en Irak.

« Je ne vois pas très bien ce qu'ils veulent vraiment », a déclaré, à Washington, le secrétaire d'Etat américain Colin Powell, en ajoutant toutefois qu'il était prêt à examiner toutes les suggestions. A Londres, d'emblée plus attentif à l'égard de Paris et de Berlin, Tony Blair avait plaidé, jeudi matin, pour une coopération entre « ceux qui ont été opposés à la guerre et ceux qui l'ont soutenue ».

S'exprimant le premier sur la question irakienne, lors de la conférence de presse conjointe

avec Jacques Chirac à Dresde, Gerhard Schröder a lui-même insisté sur cette idée. Quelles qu'aient été les positions sur la guerre, « personne n'a intérêt à ce que ce pays sombre maintenant dans le chaos ». Pour M. Schröder, le projet américain n'est « pas assez dynamique ». L'Allemagne n'exclut pas de contribuer au retour à la normalité à Bagdad, à certaines conditions que seules peuvent garantir les Nations unies, a-t-il ajouté, sans donner plus de précisions.

Le sujet reste très sensible en Allemagne. Il y a quelques jours,

M. Schröder avait tenu en privé des propos peu amenés pour la présidente des Verts Angelika Behr, qui venait de déclarer n'être pas opposée à l'envoi de soldats allemands en Irak sous certaines conditions. Le chancelier avait dit voir dans cette attitude « une fois dans l'opposition, une fois dans la majorité », une versatilité qui lui donnait « envie de dégueuler ». La confiance avait été promptement propagée.

Pour le président français, le projet de résolution américain est « loin de l'objectif prioritaire qui est de sortir de la logique de l'occupation et d'entrer dans une logique de

développement sous la responsabilité des Irakiens eux-mêmes ».

Développant cette idée dans un entretien au *Figaro*, vendredi, le ministre français des affaires étrangères, Dominique de Villepin, estime que le texte américain « va dans le bon sens » mais pas assez loin sur le volet politique. Il annonce que la France va faire au Conseil de sécurité des propositions constructives d'amendements, dont elle s'est déjà entretenue avec les dirigeants allemands, britanniques et russes.

« Le Conseil de sécurité doit décider de restituer aux Irakiens leur souveraineté dans un délai très court.

Cela doit être une affaire de quelques mois », déclare le ministre. Il



« Personne n'a intérêt à ce que ce pays [l'Irak] sombre maintenant dans le chaos »

GERHARD SCHRÖDER

évoque une réorganisation des institutions irakiennes transitoires actuelles afin de leur rendre « la réalité du pouvoir, c'est-à-dire l'administration civile et financière », « la maîtrise des recettes du pays et la pleine compétence budgétaire »,

puis la mise en œuvre rapide d'un processus constitutionnel et électoral.

« S'il doit y avoir une force multinationale, elle doit être au service des nouvelles autorités irakiennes », a soutenu Dominique de Villepin. Le ministre français réclame la clarté contre « les demi-mesures et les ambiguïtés ». La France, dit-il, est prête à « prendre ses responsabilités » mais « aujourd'hui les conditions ne sont clairement pas réunies » pour qu'elle s'engage sur le terrain.

Georges Marion
et Claire Tréan

Quel mandat pour une force internationale ?

L'ONU dispose de différents modèles d'organisation pour les opérations de maintien de la paix

NEW YORK (Nations unies)
de notre correspondant

En matière de maintien de la paix, l'ONU a différents modèles « sur les étagères », comme dit un spécialiste. Lequel conviendrait à l'Irak ? Dans les milieux onusiens, on se réfère de préférence au modèle afghan : le processus politique est conduit par l'ONU, la sécurité est du ressort de l'ISAF, qui est dirigée depuis la mi-août par l'OTAN (5 000 hommes sous la conduite d'un général allemand). Les Américains ont des forces spéciales, qui agissent en dehors de cette chaîne de commandement (9 000 soldats).

Appliquée à l'Irak, cette formule aurait l'avantage de pouvoir laisser le commandement aux Américains, par le biais de l'OTAN, et de témoigner d'une réconciliation de l'Occident sur le dossier irakien. Mais elle suppose que les Américains acceptent un certain partage sur le plan politique.

L'ONU n'a pas d'armée. La Charte de 1945 lui a donné un comité d'état-major. Il était censé organiser les opérations militaires des troupes mises à contribution par les Etats-membres, mais la guerre froide a gelé toute possibilité d'actions communes. Depuis les années 1990, l'organisation est tributaire de la volonté d'action (ou d'inaction) des membres du Conseil de sécurité. Echaudée par les échecs du Rwanda et de Bosnie, elle n'envoie plus de casques bleus dans des opérations militaires d'urgence.

Les pays occidentaux, tant la

France que les Etats-Unis, n'acceptent d'ailleurs plus de se placer sous commandement onusien. Les Nations unies doivent donc « sous-traiter ». En Bosnie, c'est Kofi Annan qui a inauguré la formule : la Force de protection des Nations unies (Forpronu) a laissé la place à une force multinationale, sous la direction de l'OTAN (12 000 militaires aujourd'hui, dont 1 900 Américains).

L'utilisation de forces multinationales autorisées par l'ONU, mais n'étant pas composées de casques bleus, est devenue courante. On compte actuellement quatorze opérations de maintien de la paix, composées de soldats onusiens (des missions anciennes ou de supervision de cessez-le-feu : Chypre, Golan, Sierra Leone...). Elles sont financées par l'Organisation.

On compte en outre six opérations avalisées par l'ONU mais sans casques bleus : Liberia, Afghanistan, Congo (jusqu'au 1^{er} septembre), Côte d'Ivoire, Bosnie, Kosovo.

Un modèle a émergé. Il voit une « nation-cadre » intervenir en urgence avant le déploiement ultérieur de casques bleus. Il revient à cette « nation-cadre » de réunir d'autres contributeurs de troupes ou de matériel. Et c'est elle qui paie. On fait appel à ses amis (le Brésil et l'Afrique du Sud ont contribué à l'effort de la France à Bunia, au Congo).

Les leaders possibles ne sont pas nombreux : seuls les Etats-Unis, la France et le Royaume-Uni sont considérés comme ayant les

capacités suffisantes pour intervenir dans les conflits en Afrique. Et l'Australie dans sa région, comme elle l'a fait en 1999 à Timor (où l'ONU, comme au Kosovo, avait pris totalement en mains le pays).

La règle veut que ce soit la « nation-cadre », ou le plus gros contributeur de troupes, qui prenne le commandement. C'est pourquoi on estime normal à l'ONU que les Etats-Unis puissent réclamer le commandement de l'éven-

On estime normal à l'ONU que les Etats-Unis puissent réclamer le commandement de l'éventuelle force internationale en Irak

tuelle force internationale en Irak.

A partir de ce schéma s'échafaudent des « combinaisons un peu complexes », comme dit une source onusienne. A étages, comme celle de la France à Bunia, qui en comptait trois : l'aval de l'ONU a permis au Canada de se joindre sous la forme d'appui logistique. La contribution centrale venait de l'Union européenne (opération Artémis). Et dans cette opération

européenne, la France a joué le rôle de « nation-cadre ».

En Côte d'Ivoire, une force régionale de la Cedeao côtoie une force déployée par la France et, depuis la mi-mai, une petite opération de l'ONU (la Minuci). Au Liberia, c'est la force régionale qui est « leader » : les Etats-Unis se bornent à un appui militaire et surtout financier.

Les opérations mandatées d'entrée par le Conseil de sécurité sont devenues rares. L'ONU intervient généralement a posteriori pour encourager. Si la France a pris soin de fixer avec l'ONU les conditions de son déploiement à Bunia, les Britanniques n'ont jamais eu ce souci en Sierra Leone. Après être intervenus pour évacuer les ressortissants étrangers, ils ont conclu un accord militaire avec les autorités locales, qui a suffi à légitimer leur présence. L'ONU n'en prend pas ombrage. « Il n'y a pas de « copyright » sur le maintien de la paix », dit un familier des opérations.

Dans le cas de l'Irak, les Etats-Unis demandent au Conseil de sécurité d'autoriser le déploiement d'une « force multinationale sous commandement unifié ». Ils s'engagent à faire rapport au Conseil sur ses efforts.

Une disposition des plus classiques. Chaque mois, le secrétaire général de l'OTAN George Robertson envoie un document d'une page au Conseil de sécurité pour l'informer des activités des 12 500 militaires de la SFOR en Bosnie-Herzégovine.

Corine Lesnes

Le Monde

DIMANCHE 7 - LUNDI 8 SEPTEMBRE 2003

A bigger UN role in Iraq

With terrorism on the rise in Iraq and American forces stretched to the limit, the Bush administration has stepped back from its stubborn resistance to greater United Nations involvement. Washington is now canvassing support for a new Security Council resolution that would place international military operations in Iraq under UN auspices, with an American general in command of the troops. Crucial details are now being negotiated. It is unclear how much authority Washington is willing to give the United Nations, but the new resolution offers an approach all council members should support. A broadened security effort has become more urgent since four massive bombs went off in Iraq over the past month, including one that destroyed the UN headquarters in Baghdad and another that killed a leading Shiite cleric.

The Bush administration's sudden embrace of a broader UN role should not be limited to security issues. The

resolution Washington is now circulating invites the United Nations to work with Iraq's American-appointed Governing Council to develop a timetable for constitutional rule and a return to Iraqi sovereignty. But for that to make a difference, the United Nations will have to be given broader political authority. Until his death in the headquarters bombing, the UN representative in Iraq, Sergio Vieira de Mello, did an impressive job within an unduly circumscribed mandate. His successor should have clearer powers. The World Bank and the International Monetary Fund must also

have the right to rule on policy decisions affecting the long-term disposition of Iraq's economic resources, mainly oil. Currently, they are limited to an auditing and advisory role.

The passage of a new Security Council resolution, even if it does no more than place military operations under UN auspices, should permit nations such as India, Pakistan, Egypt, Jordan and Turkey to contrib-

ute troops. Countries have been understandably reluctant to join a military mission accountable only to Washington. A more broadly based force with a substantial Muslim component could help transform what looks uncomfortably like an imperial army of occupation into a true international peacekeeping force.

Other countries would be more willing to offer financial assistance if Iraq's administration took on a more international cast. When potential donor nations assemble in Spain next month, Washington will be seeking substantial European help in meeting what it now acknowledges will be tens of billions of dollars in reconstruction expenses. Europe's willingness to share these costs will flow in proportion to Washington's willingness to share responsibility.

Bringing security, democracy and prosperity to postwar Iraq was always too big a challenge for Washington to have taken on alone. Fuller UN involvement would not only reduce the costs in American lives and dollars — it would also improve the chances for success.

Des oulémas sunnites accusent les chiïtes de « purification ethnique »

BAGDAD

de notre envoyé spécial

A l'heure où la communauté chiïte est frappée par l'attentat contre le mausolée d'Ali de Nadjaf et la mort de l'ayatollah Mohammed Baqer Al-Hakim, les oulémas sunnites ont décidé, pour la première fois depuis la fin de la guerre, de faire entendre leur voix. violemment. Ils accusent les dignitaires religieux chiïtes de mener une politique de « purification ethnique », et certains d'entre eux d'agir sur ordre de Téhéran. A Bagdad, des inconnus ont ouvert le feu, vendredi 5 septembre, sur des fidèles sunnites à la fin de la prière.

Dans le collimateur des religieux sunnites, il y a surtout Moqtada Al-Sadr, le jeune imam radical de Nadjaf, qui s'oppose à la Hawza, l'autorité suprême chiïte, et à sa politique de coopération avec les Etats-Unis. « Nous avons un minimum de coordination avec Moqtada Al-Sadr, mais il a changé depuis une quarantaine de jours, après une rencontre avec Ali Khamenei [le guide suprême iranien], a déclaré à l'AFP le cheikh Abdel Salam Al-Koubaiissi, le porte-parole du Comité des oulémas sunnites. L'Iran est entré sur la scène irakienne. Il voit d'un mauvais œil des rencontres entre chiïtes et sunnites, une fraternisation entre les mosquées. »

TERRIBLES ACCUSATIONS

Le cheikh Al-Koubaiissi dénonce d'autre part une politique de « purification ethnique » visant les sunnites. Les chiïtes « ont mis la main sur la mosquée Al-Hamza, la seule que nous possédons à Nadjaf, sur la mosquée Hassan Ben Ali, la seule que nous avons à Kerbala, et sur seize autres mosquées dans le pays, dont douze à Bagdad, déclare-t-il. Vider Nadjaf et Kerbala de la présence sunnite, c'est quelque chose de grave qui ressemble à une purification ethnique et signifie la balkanisation de l'Irak. »

Rendant toutefois hommage à « la modération et la rationalité » du plus grand ayatollah chiïte, Ali Al-Sistani, le cheikh Al-Koubaiissi précise que les oulémas sunnites conservent un profil bas, « parce qu'il faut savoir, dans la situation actuelle, raison garder », et pour « qu'aucune goutte de sang musulman ne soit versée, qu'elle soit chiïte ou sunnite ». Il affirme qu'un conflit entre chiïtes et sunnites reviendrait à « tomber dans le piège de l'ennemi [américain] ».

Tandis que le Conseil suprême pour la révolution islamique en Irak (CSR II), dorénavant dirigé par Abdel Aziz Al-Hakim, le frère de l'ayatollah assassiné, s'estimait « surpris » par ces accusations, ni la Hawza ni Moqtada Al-Sadr n'ont réagi aux déclarations du

cheikh Al-Koubaiissi. « Nous avons toujours soutenu que tous les Irakiens, sunnites et chiïtes, devraient vivre unis, le contraire n'étant pas dans l'intérêt national », a rétorqué le CSR II.

Ignorant les oulémas sunnites, Moqtada Al-Sadr a préféré cette semaine s'en prendre une nouvelle fois à sa cible favorite : les Etats-Unis. « Si la sécurité est rétablie en Irak, les forces d'occupation se retireront. De ce fait, l'Amérique est la première à profiter de l'instabilité, et c'est pour cette raison qu'elle propage la terreur et le chaos en Irak, pour s'y maintenir », a-t-il déclaré au journal gouvernemental égyptien Al-Ahram. Et le jeune imam de porter, sans présenter de preuves, de terribles accusations. « Les forces de la coalition pourraient être derrière certains actes terroristes », prétend-il. Moqtada Al-Sadr pense que les Etats-Unis « se montrent encore plus terroristes » que le régime de Saddam Hussein.

NOUVELLES ATTAQUES

C'est dans ce climat tendu que deux nouvelles attaques ont eu lieu à Bagdad, l'une visant un dignitaire religieux chiïte, l'autre une mosquée sunnite. Le représentant bagdadi d'Ali Al-Sistani, Ali Waadi Al-Moussaoui, a été visé par un commando d'une dizaine d'hommes armés le 2 septembre, tandis qu'il se rendait à la mosquée du quartier de Kazimiya pour prier. Ses gardes du corps et les gardiens du sanctuaire ont riposté, blessant

au moins un agresseur, et parvenant à en arrêter trois autres qui ont été remis à la police.

L'imam Al-Moussaoui affirme que c'est la troisième fois qu'il est visé par des attaques en moins d'un mois, et dénonce « les mercenaires, venus en Irak à cause de l'ouverture des frontières, qui collaborent avec les partisans de Saddam Hussein ». Il pense, comme tous les chiïtes, aux « mercenaires » sunnites proches d'Al-Qaida.

Puis c'est la mosquée sunnite Qabaa de l'imam Walid Al-Azzaoui qui a été visée vendredi, juste après la prière. Des hommes armés ont vidé au moins deux chargeurs de kalachnikov sur les fidèles qui sortaient de la mosquée, blessant trois personnes, avant de prendre la fuite. « Certains veulent la guerre civile entre chiïtes et sunnites », a déploré l'imam Al-Azzaoui, qui, lors d'une réunion dans l'après-midi, a pris soin de condamner aussi fermement l'attentat de Nadjaf et a tenté de convaincre les fidèles sunnites du quartier que « cela n'arrivera pas en Irak ».

Rémy Ourdan

Le Monde

DIMANCHE 7 - LUNDI 8 SEPTEMBRE 2003

Un camp de réfugiés en Irak aux allures de camp retranché



MAKHMOUR (Irak), 5 sept (AFP) - 10h21 - Le camp de réfugiés de Makhmour, en Irak du nord, a l'apparence d'un camp retranché, même si les Américains y sont récemment intervenus pour désarmer les milliers de Kurdes d'origine turque qui y vivent.

Situé à une centaine de kilomètres au sud de Mossoul, le camp est fermé aux journalistes, car "la direction n'a plus confiance en eux, ils menacent notre sécurité", explique à l'AFP Huseyin, un responsable du camp qui, selon le comité américain pour les réfugiés, abrite depuis 1997 plus de 9.000 personnes.

Une photo d'Abdullah Ocalan, le chef des rebelles séparatistes du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), condamné à la prison à vie en Turquie, est accrochée au mur d'un bâtiment à l'entrée, où on reçoit les "visiteurs".

La direction du camp a décidé de bannir les journalistes depuis plus d'un mois, ce qui semble coïncider avec l'entrée en vigueur, fin juillet, d'une loi d'amnistie partielle et de remise de peine pour les rebelles kurdes.

Le PKK a rejeté cette offre du gouvernement turc, la huitième du genre, réclamant une amnistie générale pour tous ses membres et vient d'annoncer la suspension d'une trêve unilatérale décrétée il y a quatre ans.

Selon les responsables du camp, cette offre d'amnistie est un coup porté à la "dignité" des Kurdes qui ont lutté pendant des années contre le pouvoir central.

Le peu d'empressement des quelque 5.000 rebelles armés, réfugiés dans les montagnes du nord irakien, à répondre aux appels à la reddition des autorités turques en est la preuve, affirme Huseyin.

Et il insiste sur le fait que "tous pensent comme lui" à l'intérieur du camp, sans qu'il soit pour autant possible de le vérifier.

Pour Ankara, les Etats-Unis et les pays de l'Union européenne, le PKK, rebaptisé Kadek, est une organisation terroriste.

Les militants armés, qui contrôlent le camp, se sont récemment vu retirer leurs armes par les soldats américains.

Seuls quelques "Peshmergas", des Kurdes irakiens du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), qui en gardent l'entrée sont autorisés à porter des armes de poing.

Un jeune officier américain chargé de la sécurité du village proche confie que le camp est quelque peu "zone souveraine" et que ses troupes n'y ont pas autorité. Il évoque des "tensions" récurrentes entre le PKK et le PDK.

Un habitant du village explique que "des armes pouvant remplir deux camions" ont été saisies dans le camp après cinq jours de recherches acharnées par les Américains.

"Les gens du PKK se baladaient avec leurs Kalachnikovs dans le camp, maintenant ils n'ont plus un seul pistolet", affirme-t-il.

La Turquie souhaite depuis des années le démantèlement du camp de Makhmour, affirmant que les activistes du PKK y retiennent en "otages" les familles kurdes qui souhaitent rentrer dans leurs villages en Turquie.

Le camp a reçu, avant l'entrée en vigueur de la loi d'amnistie, la visite d'un groupe d'officiers turcs qui ont appelé les réfugiés à rentrer au pays, selon un autre dirigeant du camp.

Pendant la rébellion ouverte du PKK (1984-1999), l'armée turque a évacué de force des villages entiers du sud-est anatolien, à majorité kurde, pour isoler les rebelles.

D'autres familles, proches du PKK, ont elles aussi pris le chemin du Kurdistan irakien, où l'armée turque a envoyé des troupes pour pourchasser les rebelles.

Outre le camp de Makhmour, six autres camps à Dohouk et Erbil abritent des réfugiés kurdes de Turquie.

Grâce au concours du Haut Commissariat aux réfugiés, plus de 2.200 réfugiés ont été rapatriés en Turquie depuis 1997.

Les trois options américaines en Irak

FACE À LA SITUATION chaotique qui s'installe en Irak, le président Bush avait théoriquement le choix entre trois politiques : le désengagement, la fuite en avant, ou le compromis. Tout laisse à penser qu'il a pour l'instant choisi la troisième voie.

Un retrait des forces américaines qui laisserait à l'abandon les Irakiens à peine libérés de Saddam Hussein n'était pas l'hypothèse la plus probable. Elle n'en était pas pour autant totalement exclue. A un an de l'élection présidentielle, une alliance d'isolationnistes de droite et de gauche pourrait mener le président à recentrer son action sur les problèmes intérieurs des Etats-Unis sans abandonner le thème porteur de la lutte contre le terrorisme, mais en lui donnant une dimension plus défensive.

Il serait étonnant que des voix ne se fassent pas entendre pour demander que la vie des *boys* sur place ne soit pas exposée au bénéfice supposé de lointains Irakiens. Ceux qui pensent que l'Amérique est trop bonne pour risquer ses valeurs dans des aventures douteuses et ceux qui pensent qu'elle ne l'est pas assez pour prétendre imposer ses principes aux autres se retrouveront pour demander la fin de l'expédition. La guerre contre Saddam Hussein avait aussi pour fonction, aux yeux des néo-conservateurs qui ont inspiré cette politique, d'en finir avec le syndrome vietnamien. Les attentats et l'apparition d'une forme de guérilla qui a fait plus de victimes parmi les forces de la coalition que la guerre elle-même risquent au contraire de réveiller la crainte d'un enlèvement.

De ce point de vue, mieux vaudrait pour les Etats-Unis trouver un habillage qui ne rende pas le retrait trop honteux que d'être pris dans un engrenage qui, dans six mois ou dans un an, les placerait devant des problèmes similaires mais aggravés. Pourtant, un tel choix serait ressenti comme un abandon, y compris par beaucoup d'opposants à la guerre. Comme l'écrit l'historien et journaliste Michael Ignatieff dans un remarquable petit livre consacré au Kosovo et à l'Afghanistan, « *un empire qui créerait des institutions démocratiques stables (...), et qui s'en irait, aurait fait quelque chose d'utile (...). Un empire qui après avoir envahi un pays s'en retirerait, vite dégoûté par la persistance des problèmes et le peu d'enthousiasme de la population, serait moins digne d'éloge* » (Kaboul-Sarajevo. Les nouvelles frontières de l'empire, « La République des idées », Seuil).

Or, constate Michael Ignatieff, les Etats-Unis sont « *un empire pressé* » qui s'attend à des résultats rapides et répugne à s'engager durablement. Ce qui rend aussi difficile le choix de la deuxième politique possible : la fuite en avant sous la forme d'un investissement militaire et financier massif et permanent. La conseillère de George Bush pour la sécurité nationale, Condoleezza Rice, a parlé elle-même d'un « *engagement pour une*

génération » pour qualifier la politique de son patron au Moyen-Orient. Ceux qui prennent au sérieux la vision néoconservatrice d'une stratégie à long terme de démocratisation du monde arabe, dont la guerre en Irak ne constituerait que les prolégomènes, ne veulent pas reculer devant les premières difficultés.

Certains se sont nourris d'illusions sur l'accueil enthousiaste que des Irakiens avides de liberté allaient réserver aux GI, comme si les Japonais et les Allemands avaient dès 1945 manifesté leur reconnaissance. Ils ont sous-estimé la résistance, l'effet des divisions ethnico-religieuses, la fonction d'intégration de l'Etat autoritaire baassiste, dont l'effondrement a provoqué une situation anarchique.

THÉORIE DE POISSON

Pour eux, toutefois, le danger ne naît pas de l'engagement américain lui-même, mais de la tiédeur de cet engagement. Ils considèrent indispensable l'envoi de troupes supplémentaires qui, loin d'accroître le risque d'avoir des victimes plus nombreuses parmi les 140 000 soldats américains actuellement présents, le réduirait. Ils se réfèrent implicitement à la « *théorie de Poisson* », du nom du mathématicien français Denis Poisson (1761-1840), utilisée jadis par les penseurs militaires pour montrer qu'il n'y avait pas de proportionnalité entre le nombre de troupes et celui des victimes. Ils se plaignent des réticences de l'administration à demander au Congrès les fonds nécessaires à la reconstruction au développement de l'Irak, qu'ils chiffrent au-delà des 60 milliards de dollars prévus. « *Faites ce qui doit*

être fait ! », écrivent William Kristoll et Robert Kagan dans le dernier numéro du *Weekly Standard* à l'adresse des dirigeants républicains, sans craindre qu'un candidat à l'investiture démocrate exige l'utilisation de cet argent pour satisfaire les besoins des Américains.

Un « *engagement pour une génération* » est une chose, des élections tous les quatre ans, voire tous les deux ans si l'on compte les élections au Congrès, en sont une autre, qui rythme la vie politique des Etats-Unis, y compris leur politique extérieure. C'est pourquoi George Bush et ses conseillers en sont venus à la troisième option : le compromis. Autrement dit, un rôle accru des Nations unies dans la stabilisation de l'Irak, qui suppose un accommodement avec les membres du Conseil de sécurité hostiles à la guerre.

Sur l'insistance de Tony Blair, le président américain avait admis du bout des lèvres, dès le mois d'avril, que ce rôle devait être « *vital* ». Il est temps qu'il s'en souvienne. L'accroissement de la place de l'ONU, que son secrétaire général, Kofi Annan, a réaffirmée malgré l'attentat dont a été victime son représentant à Bagdad, pourrait s'étendre à l'administration civile comme à la sécurité. Les possibilités vont de l'élargissement de la coalition actuelle, comme le souhaitent dans un premier temps les Américains, à la création d'une « *véritable force internationale sous mandat du Conseil de sécurité* », comme l'a réclamé Dominique de Villepin dans son discours devant la conférence des ambassadeurs.

Le sous-secrétaire d'Etat, Richard Armitage, a laissé entendre que Washington pourrait

accepter « *une force multinationale sous la direction de l'ONU, dont le commandant serait un Américain* ». Pour respecter l'unité de commandement et la prééminence américaine, tout en engageant des unités de divers pays, bien des schémas sont envisageables et ont été expérimentés du Kosovo à l'Afghanistan, de la Bosnie au Timor. On en trouve le reflet dans le projet de résolution que les Etats-Unis viennent de soumettre au Conseil de sécurité.

Il ne dépend que de la volonté des uns et des autres de trouver un compromis. Pour des raisons à la fois de prestige politique et d'efficacité militaire, les Américains ne veulent pas laisser leurs soldats sous le commandement d'un pays tiers. Mais pour obtenir la participation de la communauté internationale à une politique à laquelle elle n'a pas souscrit d'emblée et de bon cœur, ils doivent faire des concessions que les plus durs d'entre eux ont du mal à admettre.

Les opposants à une intervention

militaire en Irak ont toujours dit que les Américains avaient les moyens de gagner la guerre, mais que seuls, ils ne pouvaient pas gagner la paix. Ils semblent confortés dans leur opinion par la réalité sur le terrain. Ils ne devraient pas en tirer une vaine gloire, mais rechercher au contraire, sans *Schadenfreude*, sans se réjouir du malheur adverse, le moyen d'éviter une impasse meurtrière au Moyen-Orient. Ceux qui prédisaient qu'une intervention américaine en Irak conduirait au chaos voyaient peut-être juste, mais personne n'a intérêt à attendre la démonstration qu'ils avaient raison.

Daniel Vernet

Le Monde

6 SEPTEMBRE 2003

Des Kurdes protestent contre le retrait de leur drapeau à Kirkouk



KIRKOUK (Irak), 8 sept (AFP) - 15h31 - Des dizaines de Kurdes ont jeté des pierres dans la nuit de dimanche à lundi en direction de soldats américains qui avaient commencé à enlever les drapeaux kurdes dans la ville de Kirkouk au nord de Bagdad, a indiqué lundi une source politique kurde.

Ces incidents ont eu lieu dans le quartier kurde de Chourcha, dans la partie orientale de la ville, où des Kurdes ont aussi bloqué des routes en mettant le feu à des pneus et en y plaçant des pierres, a constaté un correspondant de l'AFP.

Dans un autre quartier kurde, celui de Zhimawa (ouest), de jeunes Kurdes ont hissé les couleurs kurdes -deux branches de palmiers verts sur fond blanc- après avoir affronté des militaires américains, selon le même correspondant.

Le drapeau kurde a été adopté dans les régions du nord de l'Irak qui échappaient au contrôle du régime déchu de Saddam Hussein.

Lundi, la situation était calme et les autorités locales poursuivaient des contacts avec les représentants des différents groupes ethniques de la ville pour éviter tout incident.

Selon la même source politique kurde, les soldats américains ont commencé à enlever les drapeaux kurdes à la demande d'Arabes et de Turcomans qui souhaitaient que seule la bannière irakienne flotte sur la ville.

Depuis la chute de l'ancien régime, la cohabitation entre Arabes, Kurdes et Turcomans ne se passe pas sans difficultés dans la ville, qui compte aussi des minorités chrétiennes.

Les Kurdes d'Irak regrettent "l'âge d'or", mais espèrent un avenir radieux



SOULEIMANIYAH (Irak), 14 sept (AFP) - 12h54 - Les quatre millions de Kurdes d'Irak regrettent peut-être "l'âge d'or" des douze dernières années quand ils jouissaient d'une autonomie totale sans interférence de l'autorité centrale de Bagdad mais ils espèrent quand même un avenir plus brillant.

"Le reste de l'Irak doit suivre notre exemple", affirme à l'AFP à Souleimaniyah le "ministre" des Finances de l'une des trois provinces kurdes du nord de l'Irak.

"Pendant douze ans, nous avons un système démocratique, un marché libre, et une société civile où les droits de l'Homme étaient respectés", dit avec fierté cheikh Bayiz Talabani, en énumérant certains privilèges inexistant dans les régions contrôlées par le régime tyrannique de Saddam Hussein.

Depuis la guerre du Golfe en 1991, les Kurdes gouvernaient leur propre territoire autonome, protégé par des patrouilles aériennes américaines et britanniques.

Les Peshmerga kurdes ont aidé les troupes américaines à chasser Saddam Hussein du pouvoir, et leur territoire a été depuis rattaché à Bagdad administré par les Américains.

Les Kurdes irakiens sont l'un des groupes irakiens qui luttent pour asseoir leur influence dans le nouvel Irak, mais ils sont en train d'avancer vers cet objectif avec confiance.

Ils contrôlent cinq des 25 ministères du gouvernement provisoire, y compris celui des Affaires étrangères. Le niveau de vie reste élevé dans le nord et la région qui est alimentée normalement en électricité et dispose de bonnes infrastructures contrairement au sud du pays.

Le commerce a prospéré avec l'ouverture du nord aux quinze autres provinces du pays, note cheikh Talabani, dont le point de vue est partagé par les hommes d'affaires de la région.

"Avant, nous étions comme des prisonniers", affirme Hikmat Hana, un restaurateur d'Erbil, la capitale d'une des trois provinces.

Erbil a été frappé mardi par un attentat à la voiture piégée qui a fait au moins un mort, et une quarantaine de blessés dont six agents de renseignement américains.

Cet attentat a rappelé que même les régions kurdes du nord relativement calmes ne sont pas immunisées contre les actes de violence qui visent les forces américaines ailleurs dans le pays.

Les Kurdes ont certes perdu une source de revenus importante avec l'arrêt du trafic de camions-citernes qui se rendaient en Turquie chargés de brut irakien, en violation de l'embargo imposé par l'ONU à l'Irak de 1990 jusqu'en mai dernier.

En outre, les Kurdes profitaient lors de cette période des taxes imposées sur les marchandises transitant par leur territoire en provenance de Turquie et d'Iran, qui sont maintenant perçues par Bagdad.

Mais le gouvernement provisoire de Bagdad a pris en charge le paiement des salaires des fonctionnaires, ce qui soulage les autorités kurdes locales.

M. Talabani insisté que le budget qui lui est alloué par Bagdad pour le reste de l'année est supérieur à celui dont il aurait disposé s'il n'y avait pas eu la guerre.

Ce responsable a reconnu que les Kurdes vont être perdants quand le "dinar suisse" utilisé dans leurs régions, sera mis en circulation à la mi-octobre dans tout le pays, en remplacement de l'ancien dinar.

Asos Haçdi, éditeur à l'hebdomadaire Hawlati de Souleimaniyah partage l'optimisme de Talabani, mais pense qu'à court terme la situation économique des Kurdes pourrait en souffrir.

"Les responsables de l'Onu et de la coalition ont indiqué que leur priorité (pour la reconstruction) ira au centre et au sud de l'Irak", dit-il.

Les habitants se sentent optimistes. "Nous sommes de nouveau réunis et nous sommes tous des Irakiens égaux", dit Sarteeb Othman, un jeune réceptionniste qui se plaint seulement de la difficulté de décrocher un emploi.

Mais les Kurdes n'ont pas complètement enterré leur aspiration d'une patrie indépendante pour les 25 millions de Kurdes dispersés entre l'Irak et les pays voisins.

Publiquement, les leaders kurdes irakiens affirment leur attachement à un système fédéral en Irak.

Abdullah Ocalan pourrait bientôt quitter l'île-prison qu'il occupe seul



ISTANBUL, 13 sept (AFP) - 12h22 - Le chef rebelle kurde Abdullah Ocalan, actuellement seul détenu de l'île-prison d'Imrali, au sud d'Istanbul, pourrait être prochainement transféré dans un établissement pénitentiaire de haute sécurité de la capitale, rapporte la presse samedi.

La requête en ce sens des avocats du détenu le plus célèbre du pays, dont la condamnation à mort en juin 99 a été commuée en détention en perpétuité, a reçu un accueil favorable de la Commission parlementaire des droits de l'Homme, écrit le journal Cumhuriyet.

"Notre commission a inspecté récemment la prison de Sincan (banlieue d'Ankara) et l'a trouvée convenable, sinon le transfert pourrait aussi se faire vers un autre établissement", explique dans le journal le vice-président de cette commission, Cavit Torun.

"Il est question de trouver une solution autre que l'isolement (de Abdullah Ocalan)", dit encore M. Torun, "car la prolongation de l'état d'isolement peut s'avérer contre-productive".

Selon ses avocats, le leader du PKK (rebaptisé Kadek) souffre de difficultés respiratoires et de sinusite, de malaises cardiaques et de problèmes rénaux, et ils réclament un contrôle médical "indépendant".

La fin de l'isolement de l'ancien chef rebelle, détenu à Imrali depuis février 1999, est une des revendications principales des défenseurs des droits de l'Homme et des sympathisants pro-kurdes, en Turquie comme en Europe, qui réclament également une amnistie générale pour les dirigeants de la rébellion.

Vendredi, un éditeur faisant la publicité du livre "la défense de l'homme libre" a fait placarder des affiches avec la photo d'Ocalan et le slogan "sa santé, c'est notre santé" dans plusieurs villes du pays.

A Istanbul, les publicités n'étaient plus visibles samedi matin, a constaté l'AFP, alors qu'à Izmir, un colleur d'affiches de 19 ans a été placé en garde à vue et risque d'être poursuivi pour violation de la loi anti-terroriste.

Hunt for Saddam: Tantalizing tip ends in frustration

By Dexter Filkins

MOSUL, Iraq: After months of searching, Saddam Hussein finally seemed within reach.

On the evening of Aug. 19, Kurdish militiamen captured Colonel Mohammed Rashid Dawdi, the man believed responsible for organizing hideouts and getaways for Iraq's former vice president.

Dawdi had been hiding in the northern Iraqi town of Mosul, not far from the spot, less than a month before, where Saddam's sons, Uday and Qusay, were found, shot and killed.

Two hours into his interrogation, Kurdish officials here said in interviews, Dawdi said he could take them

to his boss, former Vice President Taha Yassin Ramadan. Two hours later, he did just that, leading Kurdish fighters right through Ramadan's front door, where they found the man in his pajamas.

The arrest of Ramadan was one of the biggest catches so far in the manhunt for Saddam's top henchmen. But during the same interrogation, Kurdish officials said, Dawdi made a far more tantalizing offer.

Each week, he told the Kurdish officials, he traveled to Baghdad to meet the man in charge of keeping Saddam safe.

Dawdi told Kurdish officials that the next meeting, in a Baghdad safe house, had already been scheduled.

Kurdish officials jumped at the idea, insisting that the arrests of both Ramadan and Dawdi remain a closely held secret.

"He told us they met every week in Baghdad," said Kosrat Rasool, a senior leader of the Patriotic Union of Kurdistan who oversaw the operation.

Then, Kurdish and American officials agree, everything went wrong. But they agree on little else.

According to Kurdish officials, American military officers insisted that both Dawdi and Ramadan be turned over to them. Kurdish officials say they reluctantly agreed. The Americans sent over a team of military police to the Patriotic Union's office to pick them up, American and Kurdish officials said.

Their accounts then diverge. According to Rasool, the American soldiers sent to pick up the two Baath Party men could not find the Kurdish party's office and decided to ask the local Iraqi police to show them the way. Within an hour, Kurdish officials said, the word of Ramadan's capture had spread all over town. That night, the arrest made KTV, the Kurdish television network.

The Americans took the two men

away. But the plan to get Saddam was dead.

"Had the Americans not intervened, I am very confident we would have gotten Saddam," Rasul said in an interview.

A spokesman for the 101st Airborne Division said that military police had gone to pick up Ramadan, but vehemently disagreed that his men had gotten lost. Another Iraqi leader, speaking on the condition of anonymity, said it was the Kurdish officials who had blown the operation, by failing to keep it secret.

"The Kurds couldn't keep their mouths shut," the Iraqi said.

Details of Ramadan's arrest paint a revealing portrait of a senior Baath Party official on the run. According to the Kurdish officials, since the end of the war, Ramadan had purchased five houses in Mosul and two farmhouses outside the town. He moved among them, sometimes weekly, sometimes daily, with Dawdi making the arrangements.

Inside his maroon vinyl briefcase, Kurdish officials found a fake ID card, making the powerful Ramadan appear to be a mid-level bureaucrat. He went by the name of Mohie Ibrahim Hasan al-Hitti. His card said he worked in the Ramadi office of the Directorate of Nationality and Civil Affairs.

Ramadan would only open the door for Dawdi, his bodyguard. Kurdish officials, realizing this, persuaded the colonel to lead them to Ramadan's front door and knock.

While many details of the botched operation after Ramadan's arrest were impossible to verify, the tale told by the Kurdish and American officials highlights a growing strain between the groups chasing Saddam and the differences that divide them.

In recent weeks, Iraqi officials involved in the hunt for Saddam here and in Baghdad have expressed frustration with their American counterparts, describing them as highly motivated but slow to act, and ignorant of the local languages and the local culture.

In interviews, Kurdish officials say they believe that Iraqi translators and drivers employed by the Americans are passing information about future operations to Baath Party officials on the run. People in Tikrit, Saddam's home town, say the same thing.

The spokesman for the 101st Airborne Division said all of its local Iraqi translators were screened to ensure their loyalty, and that, in any case, none were ever allowed to be involved in the planning of a sensitive mission.

"They would not be allowed 100 miles from where an operation is being planned," the spokesman said.



Iraq's former vice president, Taha Yassin Ramadan, being interviewed by his Kurd captors, as shown on Al Jazeera television.

But Rasool and other Kurdish officials said the interrogation of Ramadan and Dawdi revealed several examples of lax security and incompetence on the part of the Americans.

Ramadan's son-in-law and chief bodyguard, still at large, is the holder of an American green card, they said. Rasool offered this example on the condition that the bodyguard's name not be published; he hoped, he said, that the Iraqi would soon be captured.

The interrogations also revealed, Kurdish officials said, that the confidant of Saddam who was meeting with Dawdi in Baghdad carried an official American identification card that allowed him to pass freely through military checkpoints. Kurdish officials also offered the example on the condition that the man's name not be disclosed.

Ramadan himself, the Kurdish officials said, had passed through American checkpoints three times without being detected.

The spokesman for the 101st Airborne Division said he was not able to address those assertions.

Killing or capturing Saddam has been an overarching goal of American policy in Iraq since the dictator's regime fell apart April 9. Saddam is seen as the living symbol of the old regime, and his continued defiance is viewed as a principal factor motivating the attacks on American troops and other Western targets.

The Americans have made steady progress in dismantling the upper echelons of Saddam's regime, capturing or killing 36 of the 55 senior Baath Party officials on the American list of "Most Wanted" Iraqis.

One Iraqi official said the Americans' biggest problem was that they were inundated with tips from Iraqis, and as-

The New York Times

September 6-7, 2003

signed each piece of information equal value, no matter how unlikely its content. The problem, the Iraqi official said, was that the Americans do not understand Iraqi culture well enough to assess

the information they are being given.

The spokesman for the 101st Airborne Division rejected the Iraqi complaints, saying that the two groups worked well together. He said they usually did not

conduct joint operations but did often gather intelligence together.

The New York Times

The New York Times

September 8, 2003

Bush is betting that antiwar nations will want to help him on Iraq

By David E. Sanger

WASHINGTON: Now that President George W. Bush is going back to the United Nations for troops and money to save his occupation strategy in Iraq, the question is whether he has burned too many bridges to get the help he needs.

More than a few countries have taken not-so-quiet satisfaction in watching Bush move, in four months, from triumphal declarations to a plea to the world to help an occupying army beset by troubles. Some are clearly tempted to think of this as payback time.

But Bush is betting that in the end, even the nations that refused to back the war in the spring now have a compelling interest in making Iraq work.

It is a bet whose outcome may prove a critical turning point in the wild ride of Bush's presidency that began on a Tuesday morning two years ago when terrorists attacked the United States, prompting Bush to declare the world divided between countries that were with America and those that were not.

Now, the troops that marched into Baghdad with little opposition see no easy way to march out. And a year after the administration issued its National Security Strategy, there is little talk in Washington of the next pre-emptive action.

Instead, even Senator John Warner, Republican of Virginia, along with other conservatives, talks of a need for a "midcourse correction in Iraq." And Bush, who was to address the American people Sunday night about the war on terrorism, with emphasis on Iraq, has rediscovered the need for give-and-take diplomacy.

But around the world last week, many people were asking whether Bush was changing his strategy, or just his tactics.

Either way, the president and his aides know that they are facing the brutal mathematics of troop deployments and budget deficits — and the allies know it, too.

While Defense Secretary Donald

Rumsfeld notes that about 30 countries have made contributions to the occupation, the fact is that of the 163,000 troops now in Iraq, 86 percent, or six out of seven, are American. And when promised anonymity, Bush's most senior aides concede they would be lucky to bring in another 30,000. Those could come from India, Pakistan, Turkey and other countries. Even if they were willing, the French are already tied down in other countries, and the Germans are busy in Afghanistan.

"There's not a lot of excess capacity in the world," one of Bush's closest aides said Friday.

So even if the Iraqi military can be retrained and deployed on the streets, none of Bush's aides can foresee a large withdrawal of troops in the next 18 months. That makes it almost certain that U.S. troops will be deeply engaged in Iraq a year from now, when Bush is deeply engaged in seeking re-election.

Against that backdrop, the most interesting test Bush will face in the next few weeks will be whether other countries will see America's distress as an opportunity to rebalance a power relationship with the United States that they see as lopsided.

Benjamin Barber, a University of Maryland professor who has written about the problems the United States has had with its allies during the Bush administration, put it this way last week: "I suspect that the Germans and the French and Kofi Annan are now thinking about saying, 'Are you reconsidering a strategy in which you claim the right to unilaterally decide what is in your interest, or are you just asking us to come in and help clean up your mess?'"

Barber's impression is that Bush is acting tactically and, in the end, the allies will do the same. They are likely, he expects, to name their price — more shared political control in Iraq, more oil contracts, a bigger role in reconstruction — in return for offers of modest help.

So far, foreign leaders are playing hard-to-get. France's president, Jacques Chirac, after meeting with the German

chancellor, Gerhard Schröder, said Bush's plan seemed "quite far from what for us is the primary objective — that is, to transfer political responsibility to an Iraqi government as rapidly as possible."

Secretary of State Colin Powell said last week that Bush was trying to do just that, and many administration officials portray their proposal for a new UN resolution as a way to build a bridge to the creation of a new Iraqi army and free elections. Powell's new mission is to build that bridge without surrendering too much U.S. control over the troops and over the shaping of a new political culture.

The problem is that the White House wildly underestimated the cost of that effort.

But there is no sign that Bush sees his setbacks in Iraq as anything other than the growing pains of any occupation. One of his closest aides noted recently that occupied Germany looked like a mess for a year and a half — until the Marshall Plan began.

Still, there is evidence that Bush's thinking about America's role in nation-building is evolving in ways he could not have imagined during his last campaign.

He came to office deeply opposed to using the military for such purposes, and talked of reducing the U.S. presence in Kosovo and Bosnia. When he visited Kosovo early in his presidency, and saw its economic stagnation, he turned to an aide in their helicopter and said that he now knew the U.S. forces needed to stay and help build a real economy.

Now, in Iraq, he faces the other side of the problem: His partners in Kosovo and Bosnia — and now Afghanistan — say they are plenty busy, and too strapped to help in Iraq.

"There is suddenly a new appreciation for alliances around here," one of Bush's foreign policy officials said the other day. "But if the world doesn't put its shoulder to the wheel in Iraq, how long will it last?"

The New York Times

TIME

September 8, 2003



PANDEMONIUM
A man cries for help after explosions outside the shrine of Imam Ali, the world's holiest shrine in Iraq.

TERROR AT A SHRINE

A devastating car bomb at Shi'ite Muslims' holiest place kills an Iraqi leader and further complicates life for the U.S. occupiers

Photographs for TIME by Kate Brooks-Peters

WHEN THE BOMB WENT OFF SHORTLY AFTER 2 P.M., THE narrow lane, crammed with people, acted as a muffler. Just 275 meters away there was only a low boom, like a faraway thunderclap. It was as if the sound had been absorbed by the tens of thousands of devout Shi'ites gathered outside their faith's holiest shrine to listen to Friday prayers over the speakers. But then a louder sound rumbled down the lane and into the nearby square—the anguished shriek emerging from a thousand throats. Panicked worshippers charged into the square, their dust-covered dishdashas spattered with blood. “It’s a bomb, a bomb!” screamed a man, his eyes wide with fear, his face pockmarked by shrapnel lacerations.

“I think they have murdered the Syed.”

Whoever they turn out to be, the man was right. They had. Among the more than 80 people who died when a car bomb exploded outside the shrine of Imam Ali in Najaf, 190 km south of Baghdad, was Ayatullah Mohammed Bakir al-Hakim, one of the nation’s most senior Shi’ite clerics and the founder of the Supreme Council for Islamic Revolution in Iraq (SCIRI). He had been leading the Friday prayers in the mosque. The atrocity was the most devastating event since the end of formal hostilities in the Iraq war and counts as one of the worst single acts of violence against ci-

vilians anywhere in the world in modern times. In Washington, President Bush said the bombing “demonstrates the cruelty and desperation of the enemies of the Iraqi people.” It demonstrates something else too: the extraordinary complexity of the challenge facing U.S. troops in Iraq, who must contend with not just violence directed at them but also the possibility of widespread strife among Iraq’s various political, ethnic and religious groups.

At first the ayatullah’s fate was unclear. The blast occurred moments after the Friday-morning prayers, and most of those outside believed he had not yet left the shrine to Ali, the Prophet Muhammad’s

son-in-law, in the heart of Najaf. Assuming that al-Hakim was still inside, many had thought he would have been protected from the explosion by the shrine’s massive western wall and its huge door, the Bab-e-Kibbleh, which remained standing. But when the bomb went off, the 64-year-old cleric was outside the shrine and about to get into his car. He was killed instantly.

Across the lane from the wall, a crater in the black-tar road marked the spot where the bomb exploded. Within 9 meters were the twisted carcasses of at least seven cars—al-Hakim’s white Toyota Land Cruiser

among them—most mangled beyond recognition and still ablaze. In the market across from the shrine, the blast reduced several shops to mounds of rubble. Street vendors’ stalls that had been laden with dried fruits and nuts were incinerated, their contents sprayed across the area. The few people who ran toward the bomb site were showered with a hail of pistachios and almonds.

At the site of the explosion, the air was quickly filled with the sickly sweet odor of burning human flesh. The walls of the shrine saved thousands of worshippers inside, but those outside felt the full force of the blast. Charred victims were strewn

across the narrow lane, some still alive, if only barely. The injured ran, stumbled or crawled away, blood spouting from their wounds. A man leaned against a burning car, his clothes incinerated and strips of skin hanging from his elbows and knees. As rescuers tried to guide him to safety, it became clear that the flesh on his back had melted and fused to the paint of the car. He was ripped off the car, laid down on a jury-rigged stretcher—a sheet of cloth pulled from the wreckage of a fabric shop—and hurried away by four men.

The bolts of fabric from the shop came in handy. By the time the first fire truck roared up, barely 10 minutes after the blast, at least a dozen shrouds had been fashioned from the cloth. One of them, made of polyester, caught an ember and began to blaze, blackening the body underneath it. Two of the rescuers turned away to throw up. Handcarts were pressed into service as makeshift hearses. The fire truck hosed the cars down. A puddle gathered in the crater, and rescuers turned plastic iceboxes into makeshift scoops to take the water out of the crater and use it

to douse small fires in the wreckage of the shops.

Even before the first ambulances arrived on the scene, speculation about the perpetrators began. "This is the revenge of Saddam Hussein," sobbed a young man as he helped cover a charred corpse with a blood-stained sheet. Bystanders shouted anti-Saddam slogans. Then an elderly man in a red fez, which identified him as a member of the shrine staff, screamed, "Not Saddam, by God, but the Wahhabis! They are the enemies of the Shi'as!" The accusation against the austere, fundamentalist sect of Islam was taken up by the rapidly growing crowd. Quickly abuse was aimed at Osama bin Laden; for many Iraqis, Wahhabism and al-Qaeda are interchangeable.

As another body was clawed from the

rubble, the cursing gave way to the sober recitation of the Islamic creed, a customary courtesy for the dead: "There is no God but Allah." As the body count climbed,

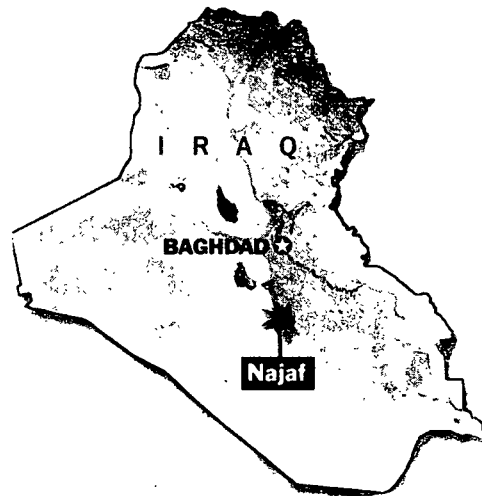
the words were repeated again and again. An hour after the blast, the search had assumed a semblance of order, and the volunteer rescue workers, their fingers bleeding from their barehanded digging, chanted the creed almost continuously. For a moment, all thoughts of al-Qaeda and Saddam were banished. Then came word that a group of "Wahhabis" had been spotted in a hotel a kilometer down the road. A small contingent of U.S. soldiers made an appearance but stayed a few blocks away. Shouting angrily, some men peeled away from the crowd and sprinted toward the hote. By the time they got there, two men in Afghan-style clothing had been cornered by a small mob

and were being slapped and shoved around.

An old cleric suggested they be taken to the Americans. The mob was disappointed at being denied a lynching, but in Najaf, nobody disobeys a cleric. At first the soldiers refused to accept the prisoners. As the cleric negotiated with the Americans, the mob began to think again about the "Wahhabis." One man pulled out a pocket-knife and headed for the two men, who claimed to have come from Basra to visit the grave of a relative. "Kill the Wahhabis!" the crowd shouted. "Slit their throats!" Finally, the Americans took charge. A group of soldiers quickly bundled the two men into a humvee and sped off. (On Saturday, U.S. military sources said the two

men were still in custody, together with a third man who had been arrested by the local police.) The crowd started advancing menacingly toward the remaining Americans until the cleric shouted, "Don't waste your energy here! Go and give blood at the hospital. They will need a lot of blood today." Again his word brooked no argument, and the crowd melted away.

Back at the bomb site, rumors about al-Hakim continued to swirl. It was not until 5 p.m. that his death was confirmed, and by then about 80 bodies had been counted. With more than 150 injured, the main hospital in Najaf was straining to cope with the load. "This is a catastrophe for Iraqis," said Hassan al-Naji al-Moussawi, imam of the



Mohsen Mosque in Sadr City, Baghdad's Shi'ite-dominated suburb, once known as Saddam City. "And for it to happen at the walls of the Imam Ali shrine, it's as if somebody has reached into the body of Iraq and cut off an organ."



WHO WILL LEAD THE SHI'ITES? Slain leader Ayatullah al-Hakim, left, was considered a moderate. Muqtada al-Sadr, right, is popular among the young and poor

On the Iraqi street, al-Qaeda remained the principal suspect, just as it was in the case of the bombing of the U.N. headquarters in Baghdad two weeks ago. Iraqis clung to the belief that no homegrown militant group would deliberately kill so many Iraqis. "Only foreigners like the Wahhabis would kill Shi'as without hesitation," said Ali al-Rubieh, a pilgrim visiting Najaf from Basra. "They

don't regard us as Muslims, anyway." The White House and Paul Bremer, head of the Coalition Provisional Authority (CPA) in Iraq, described the bombing as an act of terrorism, which has become shorthand for al-Qaeda. And in Najaf, reports circulated that the local police had arrested up to 19 men with alleged al-Qaeda connections, though in the chaos it was impossible to say whether that haul included the two men whom TIME had seen saved from the mob by U.S. forces. Privately, some U.S. government officials in Washington said they believed, after a preliminary assessment, that secular Baathists loyal to Saddam were responsible. Hamid al-Bayati, SCIRI's spokesman in London, and

Ahmed Chalabi of the Iraqi National Conference saw the handiwork of Saddam's supporters.

But in Iraq many were beginning to suspect that the bombing may have been part of a power struggle within the Shi'ite leadership. Although they are the majority in Iraq, Shi'ites were repressed under Saddam's rule. Whoever establishes himself as a leader of the Shi'ites now will have substantial power in any future political arrangements. As the founder of SCIRI, al-Hakim represented the relatively moderate, pragmatic faction of the Shi'ite community. Although he had long espoused anti-American sentiments, al-Hakim had been prepared to cooperate with the CPA. His brother Abdel Aziz al-Hakim is SCIRI's representative in the U.S.-appointed Governing Council for Iraq, and in Bakir's final Friday address, he condemned the daily attacks on American troops.

That very moderation, however, made him suspect in the eyes of the larger, more radical Shi'ite organization, the Sadr Group, led by Muqtada al-Sadr, 29. Cooperation with the coalition is anathema to al-Sadr, whose power base lies among the poorest Shi'ite

communities, especially in Sadr City. Descended from a line of venerated ayatullahs, two of whom were executed by Saddam's regime, al-Sadr has the one thing the Hakim brothers lacked: street cred. He speaks in the rough argot of the slums, and his sermons, usually given after Friday prayers, are delivered in a take-no-prisoners style that appeals to young Shi'ites.

It is from the youth of the slums that al-Sadr is recruiting his private army, the Jaish-e-Mahdi, named after a historical Shi'ite leader who disappeared in the 9th century and will, the devout believe, return one day to restore justice to the world. Although he has said his soldiers will be "armed with faith" only, al-Sadr supporters say he is recruiting special regiments made up entirely of former military men, who are being issued weapons and ammunition. Al-Sadr sacked his chief representative in Sadr City, insiders say, because the man was thought to be too religious and therefore too soft. His replacement, Kais Haadi al-Kazali, has stepped up the recruitment drive for al-Sadr's army.

The coalition paid al-Sadr scant attention until two weeks ago, when an American helicopter tried to knock down a Shi'ite banner from a telecommunications tower

in Sadr City. Al-Sadr was able to mobilize tens of thousands of Shi'ites in Baghdad's largest street protest since the end of the war. Even so, a Pentagon official in Iraq says, the CPA has not yet got the full measure of al-Sadr. With his vision of Islamic rule in Iraq, his deep hatred of Americans and his rapidly growing army, al-Sadr is, according to this official, "the most dangerous man in Iraq."

People in Najaf and other Shi'ite towns in southern Iraq think they know exactly what al-Sadr is capable of. In the days after Saddam's fall, his bodyguards were accused of knifing to death—at the gates of the mosque where al-Hakim was killed—the moderate cleric Abdul-Majid al-Khoei, who had just returned from exile in London. (At the time, al-Sadr told TIME that the bodyguards involved had been dismissed before the assassination and that he had nothing to do with the killing of al-Khoei.) In April, al-Sadr's supporters surrounded the home of Grand Ayatullah Ali Sistani, supreme religious leader of Iraqi Shi'ites, and demanded that he leave the country. Sistani was saved by American troops.

Some SCIRI supporters suspect that al-Sadr was behind an attempt on Aug. 24 to

assassinate al-Hakim's uncle Mohammed Said al-Hakim. A bomb exploded outside al-Hakim's home, injuring him and killing three. Al-Sadr has denied any involvement in that attack. Moments before last week's blast, al-Sadr was across town at the grand mosque of Kufa, delivering a sermon in which he condemned the attack on the older Hakim. "It was the act of criminals and should be punished," al-Sadr said.

In Washington, officials acknowledged the intensity of the struggle for supremacy among the Shi'ites. But they thought it "inconceivable," as one put it, that any Shi'ite could bomb his religion's holiest site. "It would be like a Catholic blowing up the Vatican," said the official. That may be so, but the miserable truth for the U.S. is that it almost doesn't matter whether the bombing was the work of someone within the Shi'ite community or Baathists. Either way, it foreshadows violence among Iraq's various groups. For an occupying force—as the old imperial powers learned the hard way—keeping public order in such circumstances is the hardest of all tasks. Sooner or later, everyone hates the outsider. The occupation of Iraq has been a mess for months. It just got a whole lot messier. —*With reporting by Timothy J. Burger and James Carney/Washington*

U.S. struggles to explain disparate forces behind attacks across Iraq

By Eric Schmitt

WASHINGTON: U.S. military, intelligence and law enforcement officials say they cannot yet determine whether the recent spate of major bombing attacks in Iraq are part of a coordinated campaign, and they are wrestling with several competing theories about who is behind the continuing violence against the postwar reconstruction effort.

Hundreds — if not thousands — of insurgents from Saddam Hussein's former government have organized into cells, especially in the Sunni-dominated areas in and around Baghdad, to resist the U.S.-led occupation, U.S. intelligence officials say. The nature of their resistance is further clouded by the presence of hundreds of criminals freed from Iraqi jails just before the war and as many as 1,000 foreign fighters, mainly Muslim militants, who have filtered into Iraq from Saudi Arabia, Syria and Jordan. Some are suspected of having ties to Al Qaeda, the officials said.

But even the most experienced and senior intelligence and law enforcement officials say they are still unsure about the degree to which these ideologically disparate forces have made temporary marriages of convenience, united in the goal to disrupt the reconstruction efforts in Iraq.

Among the clues and theories that officials are exploring are these:

- A recently seized document suggests that remnants of the Baathist regime are abandoning the party's traditional secularism and reaching out to Islamist militants. That pairs with a growing belief among Iraqi leaders that such alliances have been made. Some Iraqi groups have offered details of such cooperation.
- The methods used in the attacks on the United Nations and the Jordanian Embassy suggest that former members of the Iraqi military or paramilitary forces were involved.
- Attacks aimed at convoys of the occupying forces, often using roadside explosives, may reflect the expertise of terrorist groups based outside Iraq.

Among the documents recovered in the capture last month of Saddam's former vice president, Taha Yassin Ramadan, was one that offered clues to an apparent strategy to reconstitute the Baath Party and organize Iraqis for a revolt against the Americans.

The four major recent attacks — against the Jordanian Embassy, the UN headquarters, an influential moderate Shiite cleric in An Najaf, and the Baghdad police headquarters — have all clearly involved meticulous planning and the selection of highly visible targets of the efforts to rebuild Iraq.

Meanwhile, attacks on U.S. forces have averaged more than a dozen a day.



Iraqis, some formerly employed in government ministries, gathered on Sunday at U.S. coalition headquarters in Baghdad to demand wages dating to before the occupation.

Commanders are most concerned about increasingly sophisticated roadside bombings, in which, army intelligence officials say, guerrillas place "improvised explosive devices" in soda cans, plastic bags, dead animals, along railroad tracks and roadsides, or drop them from highway overpasses, and detonate them remotely or with timers. Commanders say these reflect the expertise of fighters from Syria, Lebanon and other countries.

Investigators say they have not seen a common signature in the major bombings. The bombings at the UN headquarters and the Jordanian Embassy used vehicles packed with explosives drawn from old Iraqi military stocks, counterterrorism officials said, strengthening suspicions that former members of the Iraqi military or paramilitary forces were involved. Forensic experts are analyzing the sites of bombings in An Najaf and the police offices in Baghdad for similar clues.

U.S. officials say they need better intelligence from Iraqis to help fight the guerrilla war and are pressing to increase the ranks of the new Iraqi Army, the police and the civil defense corps, in large part to enlist them as eyes and ears. But that effort will take time.

U.S. commanders say information provided by Iraqis has been instrumental in almost daily raids to round up insurgents. U.S. intelligence officials have gleaned valuable information from the 225 foreign fighters and hundreds of Iraqis captured in the raids. But a shortage of qualified interrogators and Arabic translators has hampered that effort.

Perhaps most troubling is the sense among allied officials that they are in a contest with the insurgents for the long-term support of the Iraqi people. Officials worry that the continuing security problems, lack of reliable electricity and water — especially in the searing summer heat — and the guerrillas' ability to use hoarded or stolen money (or ransom from kidnappings) to recruit

disaffected former Iraqi Army or security service personnel, or even out-of-work Iraqi farmers or fishermen, could fuel long-term resistance.

"We've got to restore the services or they're going to turn against us," said Senator John McCain, Republican of Arizona and a member of the Armed Services Committee, who met with U.S. commanders in Iraq last month. "Time is not on our side."

Some military officials in Washington suspect that the bombing of the UN headquarters may have been a joint Baathist-Islamist operation, with the Baathists supplying the explosives and the Islamists the expertise.

A senior U.S. official in Baghdad said investigators were looking into the possibility that security guards employed at the headquarters provided information to the bombers. The official said the guards had all been guards at the UN compound before the war and had regularly reported activity there to the Iraqi secret police. The United Nations continued to employ the men after the war.

Until now, U.S. officials have said the attacks on soldiers in Iraq have been largely uncoordinated. But the document found in Ramadan's suitcase suggests that, at the least, the remnants of Saddam's government are moving rapidly to pull themselves back together. It also suggests that Saddam's loyalists have begun to reach out to radical Muslims.

The untitled, unsigned document, a copy of which was given to The New York Times, calls on local cells to fall back on their "best, secret work methods" to bring the party back together.

Although the document calls on Iraqis to "resist the occupier," it appears to be outlining a political, not a military, strategy to expel the Americans from Iraq. "Spread feelings of hate and dissatisfaction towards them and their presence on the land of Iraq," the document said.

The New York Times

INTERNATIONAL Des répercussions du 11 septembre 2001 à la situation chaotique du Moyen-Orient

Chaliand : « Avec les islamistes, il n'y a rien à négocier »

Gérard Chaliand, géopoliticien, spécialiste des conflits, dresse un bilan de la politique américaine deux ans après les attentats du 11 septembre 2001. Il a récemment publié *Mémoire de ma mémoire* (Juliard) et, en collaboration, *De l'esprit d'aventure* (Arthaud).

Propos recueillis par Alexis Lacroix

LE FIGARO. - Quel bilan faites-vous de la politique étrangère américaine à la veille du second anniversaire du 11 septembre 2001 ?

Gérard CHALIAND. - Il faut commencer par signaler que, tout naturellement, les médias et, par voie de conséquence, le public sont surtout attentifs au spectaculaire. Les attentats font négliger les résultats du contre-terrorisme. En termes stricts de police, les coups portés, notamment en Europe occidentale, aux réseaux islamistes radicaux ont été considérables. Les services français, britanniques, belges, allemands, espagnols, entre autres, ont fait un excellent travail. Les Américains se sont ressaisis. Ce qu'il faut d'abord constater c'est qu'en deux ans, il n'y a eu aucun attentat en Amérique du Nord et en Europe.

A-t-on raison, néanmoins, d'afficher cet optimisme ?

Le bilan, pour une organisation qui, en novembre 2001, avait menacé de mettre le monde à feu et à sang, se révèle modeste. Une quinzaine d'attentats en deux ans, cinq fois moins de morts que le 11 septembre 2001, c'est relativement peu par rapport à ce qui avait été annoncé. On constate après le démantèlement d'une série de cellules ou de réseaux plus ou moins repérés, des formations souvent nouvelles qui se sont réorganisées localement, du Maroc à l'Indonésie.

C'est donc bien la preuve que la menace d'al-Qaïda n'a jamais été aussi forte...

Les pays ou régions où les islamistes se trouvent en nombre et opèrent avec une relative facilité se situent en Asie du Sud-Est et, plus particulièrement, en Indonésie avec des ramifications en

Malaisie et son pourtour. Le Pakistan, tant à Karachi que dans les zones tribales pachtones, reste un centre important avec, entre autres, le Cachemire et l'Afghanistan pour cibles. La Tchétchénie reçoit nombre d'islamistes qui passent par les gorges de Pankisi en Géorgie. Le Moyen-Orient, enfin, bien sûr, où l'Irak est devenu un centre d'attraction privilégié.

Quels sont, s'ils existent, les objectifs de cette internationale de l'épouvante ?

La caractéristique principale du terrorisme islamique n'est pas l'attentat suicide. L'attentat suicide a été largement utilisé pendant trois décennies par les Tigres tamouls. La caractéristique essentielle, contrairement aux autres mouvements politiques qui veulent, par l'usage de la violence, négocier une solution, c'est qu'avec les islamistes il n'y a rien à négocier. C'est une lutte à mort. Ils veulent la chute des régimes musulmans pro-occidentaux (Égypte, Arabie saoudite, etc.) et rêvent de faire plier les États-Unis.

Le terrorisme islamique n'est pas éradiqué et ne peut pas l'être - mais il finira par dépérir. En attendant, il va continuer d'être actif, d'une façon générale, avec les techniques du terrorisme classique.

Peut-on craindre un terrorisme non conventionnel ?

Oui, on peut, un jour, passer le seuil du terrorisme classique, user d'agents toxiques puissants ou autres. On ne peut écarter aucune hypothèse. Ce ne sera pas l'apocalypse pour autant. Ce sera moins un terrorisme de destruction de masse qu'un terrorisme de choc psychologique de masse.

En Irak, les États-Unis n'ont-ils pas déjà affaire à ce terrorisme-là ?

La partie décisive se joue dans les mois à venir. Ou bien les États-Unis parviennent à relativement stabiliser la situation, à contribuer à dégager, à partir du conseil de gouvernement, les conditions qui permettront, dans un délai point trop éloigné, de remettre le pouvoir entre des mains irakiennes, ou bien ils connaîtront une multiplication des difficultés. C'est une tâche très complexe. Il va de soi que pour les opposi-

tions armées, qu'il s'agisse des baasistes ou d'islamistes infiltrés sans doute par l'Iran à travers des massifs montagneux à peu près incontrôlables, l'occasion est idéale pour faire saigner un adversaire qui, habituellement, est invulnérable, soit qu'il opère par voie aérienne, soit qu'il progresse à l'aide de blindés. Gageons qu'ils feront de leur mieux pour prolonger l'insécurité et pour fixer les Américains.

Les États-Unis n'ont pour l'instant pas d'autre choix que de maintenir près de 140 000 hommes en Irak. Il a fallu la participation d'une vingtaine de pays pour réunir quelque onze mille hommes sous commandement polonais. Cette force ne peut pas avoir de cohésion et n'a aucune expé-

Compte tenu du désordre et de l'insécurité, une importante partie des populations favorables à la chute du dictateur perçoivent désormais les Américains comme des occupants.

Ce à quoi nous assistons en ce moment en Irak, n'est-ce pas à la jonction des baasistes (laïques) et des soldats du djihad ?

On sait qu'il existe parmi les baasistes ou les sunnites (qui profitaient du régime dans une certaine mesure et qui constituaient sa base sociale) un mécontentement, voire une hostilité militante à l'égard de la présence américaine qui aboutit à des oppositions armées. Mais le facteur qui me semble à terme le plus important est l'attitude des chiïtes. Même si, bien sûr, il

y a des courants différenciés parmi les chiïtes (60 % de la population) avec d'ailleurs des luttes de pouvoir sévères entre ayatollahs, ils ne vont pas affronter directement

« On est loin des annonces faites selon lesquelles le pétrole irakien pourvoit aux besoins financiers de la reconstruction »

rience de ce type de tâche. L'Administration Bush a toutes les raisons de s'inquiéter d'une situation qu'elle contrôle mal. L'idéal serait de partager le fardeau financier et celui de la présence militaire tout en gardant la haute main. C'est une solution qui peut ne pas satisfaire les payeurs.

L'après-guerre a été, d'après vous, mal préparé...

Oui, parce qu'il y avait, entre autres, le présupposé idéologique selon lequel l'accueil des populations serait favorable sur la durée, ce qui est une sous-estimation du nationalisme. Les opérations militaires ont été conduites avec efficacité mais à quoi bon s'efforcer, au cours des bombardements, de préserver les infrastructures pour laisser pillages et déprédations avoir lieu sans tenter de les stopper d'emblée ? Rien n'a été fait durant les premières semaines pour décourager les pillards. L'armée américaine est entraînée pour faire la guerre, pas pour mener à bien une tâche de pacification (on a constaté les différences de méthode et de style avec les Britanniques).

l'administration américaine, ils sont trop habiles pour cela, mais ils comptent bien sur la durée, sans s'exposer à la répression, pour s'emparer d'une part importante du pouvoir.

Aujourd'hui, c'est le chaos qui règne...

Le chaos est un mot trop fort. S'il y a chaos, il y a exode. Or il n'y a pas d'exode. Non, dans la zone kurde, la situation est remarquablement stable et paisible. Sauf à Kirkouk où les Turcs font de leur mieux pour fomenter indirectement des troubles entre ceux des Turkmènes (qui n'atteignent sans doute pas le demi-million) qui leur sont acquis et les Kurdes. Les autorités américaines ont constaté le fait et expulsé certains de ces agents turcs. Mais il y en aura d'autres. L'armée turque ne tolère pas que les Kurdes d'Irak puissent jouir d'autonomie, qu'ils soient présents à Kirkouk et à Mossoul et participent du pouvoir en ayant cinq membres parmi les vingt-cinq du Conseil de gouvernement à Bagdad. À l'exception d'attentats ciblés contre des chefs religieux, les régions

chiites sont relativement calmes, du moins pour l'instant. Par contre, dans la région centrale se déroule, en milieu sunnite, une guérilla.

Une guérilla qui épuise les GI...

La question à cet égard est de savoir combien de temps cette guérilla peut durer avec cette intensité. Incidents journaliers, deux morts américains tous les trois jours et quelques coups spectaculaires : l'ambassade de Jordanie (cette dernière, sans fanfare, a collaboré très activement avec la coalition anglo-américaine), l'ONU et plus récemment l'attentat contre l'ayatollah El Hakim. Bref, si ces actions perdurent quelques mois avec la même intensité, les Etats-Unis vont se trouver dans une situation politique difficile. Le dilemme est là. Il va falloir payer pour remettre les infrastructures du pays en état.

Le président Bush a demandé dimanche au Congrès de voter une rallonge budgétaire de 87 milliards de dollars pour financer la stabilisation et la reconstruction de l'Irak mais aussi de l'Afghanistan.

L'estimation du coût global de la guerre entre janvier et septembre 2003 est de 58 milliards de dollars. Paul Bremer, a annoncé qu'il faudrait quelque 18 milliards de dollars pour remettre en marche l'électricité et l'eau. Et au moins 100 milliards pour remettre, en trois ans, l'infrastructure du pays en état. On est loin des annonces faites par l'administration selon lesquelles le pétrole irakien pourvoirait aux besoins financiers de l'Irak. D'ailleurs que sait-on de ce qui se passe du côté du secteur pé-

trolier ? Le vice-président Dick Cheney se refuse de dévoiler quoi que ce soit à ce propos.

En tout cas, il va falloir investir rapidement des sommes importantes en Irak pour restaurer des conditions de vie normales. Un échec en Irak ne serait pas seulement celui des Etats-Unis.

La situation de l'Afghanistan, deux ans après les attentats du 11 septembre, vous paraît-elle meilleure que celle de l'Irak ?

L'expédition punitive, après le 11 septembre 2001, était la plus grosse opération de contre-terrorisme jamais menée. Mais, pour ménager ses soldats, le Pentagone a sous-traité avec des chefs locaux, qui ont rarement mené avec rigueur la liquidation de leurs adversaires. L'Administration Bush, avec vingt mois de retard, vient de décider qu'elle allait se préoccuper de la sécurité du pays et non seulement de Kaboul (où l'Otan vient d'entrer en fonction). Elle vient aussi de décider d'augmenter l'aide économique en la doublant, ce qui - soit dit en passant - reste très largement insuffisant. L'Administration Bush se préoccupe enfin d'entraîner une force de police de 19 000 hommes pour le printemps prochain et de doubler le nombre de soldats de l'armée afghane aujourd'hui limitée à 5 000 hommes.

Certes, l'Afghanistan est loin d'avoir l'importance politique centrale de l'Irak. Mais ne pas chercher à résoudre politiquement et économiquement le problème qu'on a créé militairement est préoccupant et a des conséquences.

Quelles peuvent être les conséquences pour l'application - actuellement com-

promise - de la « feuille de route » entre Israël et l'Autorité palestinienne ?

La « feuille de route » à laquelle devraient en principe être associés les Européens, l'ONU et les Russes, a peu de chance d'aboutir. Parler du conflit israélo-palestinien soulève des passions violentes et on ne peut faire d'analyse politique si l'on commence par le catalogue des torts de l'un ou de l'autre.

La seconde intifada est partiellement née des conclusions tirées du retrait, après des pertes non négligeables, de l'armée israélienne du Sud-Liban. Or se retirer d'un théâtre secondaire coûteux est autre chose que de céder sur ce qui est considéré comme essentiel. Hamas, le Jihad islamique et les Brigades d'al-Aqsa ont eu le tort de frapper à l'intérieur d'Israël. Il fallait, si l'on voulait être cohérent du point de vue stratégique, n'utiliser les attentats que contre les colonies installées à Gaza et en Cisjordanie.

Frapper en Israël même, c'était se couper de la majorité des Israéliens qui veulent la paix et pousser ceux-ci vers le parti

qui paraît le mieux garantir leur sécurité.

Le Likoud. Mais le Likoud lui-même n'est pas monolithique...

En multipliant les attentats suicides en Israël, les groupes islamistes ou extrémistes ont envoyé un message : le refus de l'existence de l'Etat israélien. En tout cas c'est ainsi qu'il a été perçu par une majorité d'Israéliens. De son côté le Likoud n'a jamais caché qu'il préfère les territoires à la paix sans présence juive en Judée-Samarie, comme est dénommée la Cisjordanie parmi

les partisans de l'extension des colonies. Nul doute que les victimes territoriales sont les Palestiniens. Comme on peut le constater, la politique du Likoud dans les territoires occupés nourrit le Hamas et vice versa. Mais dans cette guerre inégale c'est le Likoud qui gagne. Si la situation des Israéliens est angoissante, celle des Palestiniens est largement pire. Ce sont eux qui sont occupés, eux qui ne peuvent pas se déplacer, eux qui sont dans une très large proportion, condamnés au chômage.

Que pensez-vous de la construction d'une clôture de sécurité le long de la « ligne verte » ?

Je ne crois pas que les éventuelles pressions américaines concernant la géographie de la construction du mur (ou de la clôture) puissent changer grand-chose. Les élections américaines approchent et, avec les problèmes économiques aux Etats-Unis et les difficultés en Irak, l'Administration Bush a d'autres soucis que de faire pression sur le Likoud. Il suffit à Ariel Sharon de temporiser. Il n'a d'ailleurs rien lâché sur l'essentiel, c'est-à-dire les colonies et leur renforcement.

Vous sous-entendez que le premier ministre israélien aurait des intentions cachées...

Ce n'est pas faire preuve d'hostilité envers l'Etat d'Israël que de constater que le Likoud, fort de sa supériorité militaire, entend restituer aux Palestiniens le moins possible de territoires occupés parce qu'il estime que c'est dans la logique du projet sioniste. En somme, il s'agit, depuis les débuts historiques, d'un conflit territorial.

Les Américains sur le qui-vive

Les Irakiens peu pressés de voir une force de l'ONU

Bagdad :
de notre envoyé spécial
Adrien Jaulmes

Les voitures s'écartent prudemment sur leur passage. Deux Humvee, les grandes jeeps plates de l'armée américaine, se fraient un chemin dans la circulation intense du

centre de Bagdad. Casqués, sanglés dans leur gilet pare-balles, les soldats gardent leurs fusils braqués vers l'extérieur des véhicules. L'un des militaires est une jeune femme blonde qui jette des regards inquiets aux autos qui l'entourent, l'index sur la détente de son M 16.

Un peu plus tôt dans la matinée, une patrouille identique a

été attaquée à quelques centaines de mètres de là. Des inconnus ont lancé des grenades vers les engins au sortir d'un tunnel. Deux soldats ont été blessés, et l'un des Humvee s'est retourné avant de prendre feu.

Près de six mois après leur entrée triomphale dans Bagdad, les Américains font face à des attaques presque quoti-

diennes, la plupart du temps perpétrées en plein jour, juste au centre de la capitale irakienne. 67 soldats américains et 11 britanniques ont été tués depuis l'annonce par George Bush de la fin des combats en Irak, le 1^{er} mai.

Retranchés dans l'ancien complexe présidentiel de Saddam Hussein et dans l'hôtel al-Rachid, les GI ne sortent qu'armés, au minimum à deux véhicules. Et plus aucun Irakien ne salue leur passage dans les rues de Bagdad.

« Au début, ils disaient qu'ils venaient nous libérer. Mais maintenant, tout le monde comprend qu'ils sont une force d'occupation. Et ça, aucun Irakien ne peut l'accepter », explique M. Ghayat. Ce

vendeur de meubles de Karada, un quartier huppé de Bagdad est d'origine kurde. Et il ne regrette pas pour autant Saddam Hussein. « *Seulement, nous ne voulons pas d'armée étrangère chez nous. Les Américains doivent partir* », dit-il. Assis autour de lui dans des canapés couleur pistache, ses employés opinent de la tête.

L'éventualité de voir débarquer des contingents étrangers en Irak, avec un éventuel mandat des Nations unies, ne leur semble pas non plus être une solution. « *Peut-être, si des pays musulmans envoient des troupes, leurs soldats seront mieux acceptés par la population, se demande M. Ghayat. Mais, quoi qu'il arrive, les attaques contre les Américains*

continueront ! »

« *S'ils viennent, les Européens seront considérés comme les Américains* », ajoute Sayef, un jeune employé du magasin. « *Nous n'avons tout simplement pas besoin de forces étrangères* », dit-il.

Le secrétaire d'État à la Défense américain, Donald Rumsfeld, s'est pourtant montré optimiste au cours de sa seconde visite en Irak. Dans une conférence de presse tenue samedi à Bagdad, aux côtés de l'administrateur civil américain, Paul Bremer, et du général Ricardo Sanchez, le militaire américain le plus gradé en Irak, M. Rumsfeld a défendu les progrès réalisés depuis la chute du régime. « *J'ai noté des changements positifs depuis ma dernière vi-*

site en avril, a-t-il déclaré. Même s'il reste des difficultés, le peuple irakien se trouve dans une bien meilleure situation - aujourd'hui - qu'il y a 4 mois ! »

« *La seule façon que nous aurions d'échouer serait de nous retirer d'Irak* », a expliqué de façon aussi optimiste le général Sanchez. « *Ce qui aboutirait à faire du sol américain le prochain champ de bataille* », a-t-il ajouté, en assurant qu'il n'avait pas besoin de forces supplémentaires.

« *Occuper un pays étranger n'est pas une chose souhaitable, a renchéri Donald Rumsfeld. Et les Irakiens seront bientôt en charge de la sécurité de leur propre pays.* »

Pour l'administrateur Paul

Bremer, les Américains auraient déjà franchi 3 étapes importantes sur les 7 nécessaires, selon lui, à la reconstruction institutionnelle de l'Irak. « *Nous avons créé un conseil de gouvernement il y a deux mois, une commission chargée de préparer une nouvelle Constitution a été nommée, et 25 ministres ont été désignés, a-t-il dit. Il reste à présent à recevoir le rapport de la commission constitutionnelle, à rédiger le texte de cette nouvelle Constitution, et à la faire ratifier par le peuple irakien, pour la première fois de son histoire. La dernière étape sera la formation d'un gouvernement irakien indépendant.* »

George W. Bush appelle à l'aide

Le secrétaire général de l'ONU Kofi Annan tentait hier d'organiser une réunion, le week-end prochain à Genève, des chefs de la diplomatie des membres permanents du Conseil de sécurité sur l'Irak, où le président américain George W. Bush a appelé l'ONU à jouer un rôle plus large et à envoyer des troupes. Par ailleurs, dans un rapport rendu public à une semaine de l'ouverture de l'Assemblée générale annuelle de l'ONU, Kofi Annan analyse l'attentat contre le QG des Nations unies à Bagdad comme « *un défi direct à la vision de solidarité globale et de sécurité collective incorporée dans la Charte des Nations unies* ».

Washington :
de notre correspondant
Philippe Gélie

C'est une tout autre guerre que la marche triomphale sur Bagdad de l'opération « Choc et effroi ». La guerre, dont George W. Bush a expliqué dimanche soir l'impérieuse nécessité aux Américains, est une campagne « *difficile et coûteuse* », en dollars comme en vies humaines, un conflit sans triomphe assuré ni fin prévisible, un guêpier potentiellement mortel, mais inévitable, parce que les Etats-Unis y jouent leur avenir.

Le tableau n'est pas rose, même s'il s'est gardé de trop le noircir. S'adressant à la nation après cinq mois d'occupation chaotique en Irak, à quatre jours de l'anniversaire des attentats du 11 septembre 2001 et à l'amorce d'une année électorale décisive pour lui, le président n'a promis que du sang et des larmes, pour prix de la paix du « *monde civilisé* » et de la sécurité de ses concitoyens. Sur un

ton moins emphatique qu'en d'autres occasions, presque froid et mécanique, il a souligné les difficultés de son entreprise, sans admettre ni revers ni déconvenue : « *Nous avons porté le combat chez l'ennemi. Nous repoussons la menace terroriste contre la civilisation. (...) L'Irak est maintenant le front principal. Les ennemis de la liberté font là un effort désespéré et c'est là qu'ils doivent être défaits. Cela prendra du temps et exigera des sacrifices. Nous ferons tout ce qui est nécessaire, nous dépenserons ce qu'il en coûtera, pour obtenir cette victoire essentielle dans la guerre contre le terrorisme.* »

Les Américains savent depuis dimanche que Bush a « *une stratégie* » déclinée en trois objectifs : nettoyer le pays de ses terroristes, « *élargir la coopération internationale* » et « *encourager le transfert ordonné de la souveraineté et de l'autorité aux Irakiens* ». Cela requiert beaucoup d'argent, mais pas de troupes supplémentaires, du moins américaines. Cela suppose aussi que la communauté

internationale « *ne laisse pas les divergences du passé interférer avec les devoirs du présent* ». Cela implique enfin une nouvelle résolution de l'ONU dans laquelle les demandes, notamment françaises, d'un calendrier pour l'adoption d'une Constitution et la tenue d'élections en Irak devraient être satisfaites.

Au Congrès, George W. Bush s'apprête à demander une rallonge astronomique de 87 milliards de dollars pour la seule année à venir, après les 79 milliards déjà alloués en avril dernier. Cette somme est surtout destinée à couvrir les dépenses militaires (66 milliards), chiffre qui place l'aventure irakienne au niveau du coût de la guerre du Vietnam (plus de 5 milliards de dollars par mois, en valeur corrigée de l'inflation). Les 21 milliards restants seraient dévolus à la reconstruction, effort qualifié d'« *essentiel à la stabilité du pays, donc à notre propre sécurité* ». A titre de comparaison, le chef de la Maison-Blanche préfère évoquer l'aide qui a suivi la Seconde Guerre mondiale, « *un effort remboursé plusieurs fois en trois générations d'amitié et*

de paix ». Mais les commentateurs jugent le parallèle abusif et le coût total encore sous-évalué, puisque l'occupation durera vraisemblablement au-delà de l'année prochaine.

Le président ne s'est pas risqué à prédire quand les « *boys* » pourraient quitter l'Irak. Il a seu-

George W. Bush a souhaité que la communauté internationale « ne laisse pas les divergences du passé interférer avec les devoirs du présent »

lement assuré que, « *de l'avis des commandants sur le terrain, le nombre actuel de soldats américains, presque 130 000, est approprié à leur mission* ». S'il cherche des renforts, c'est ailleurs qu'il compte les trouver : « *une troisième division multi-*

nationale » (entre 10 000 et 15 000 hommes) serait la bienvenue aux côtés de la coalition. D'où le passage par l'ONU, dont « *certain pays veulent une autorisation explicite* ». Mais cela ne modifie pas fondamentalement les plans de Washington. Bush bat le rappel des alliés en se contentant de les mettre devant leurs « *responsabilités* » : « *Les terroristes ont attaqué les représentants du monde civilisé en Irak et se dresser contre eux doit être la cause du monde civilisé* », estime-t-il. A chacun de choisir son camp.

Pour autant, aucune concession politique significative n'est évoquée, ce que la presse ne se prive pas de critiquer : « *Il faut négocier de façon réaliste avec la France,*

l'Allemagne et la Russie », plaide le New York Times. La réponse du président est toute prête : « L'Europe, le Japon et les Etats du Moyen-Orient bénéficieront du succès de la liberté (en Irak et en Afghanistan), ils devraient donc y contribuer. » Pour le Washington Post, la fin du cavalier seul américain est « tout au plus une tactique destinée à fournir une couverture politique aux pays incapables d'allouer argent ou troupes sans l'imprimatur des

Nations unies. Mais beaucoup de ces pays veulent plus qu'une feuille de vigne au logo de l'ONU ».

Ce manque de souplesse diplomatique paraît d'autant plus maladroit que les projets américains seraient assez proches des ambitions européennes. Paul Bremer, l'administrateur civil de l'Irak, a décliné hier dans une chronique au *Washington Post* la promesse présidentielle de « repartir d'Irak en libérateurs ». Sept étapes figurent sur sa feuille de route, dont trois ont déjà été franchies : la création d'un Conseil provisoire, la nomination d'un comité chargé de

préparer une Constitution et la mise sur pied d'un gouvernement de 25 ministres. Reste à rédiger ladite Constitution, à la faire ratifier par la population et à organiser des élections : il n'y aurait plus alors qu'à « dissoudre l'autorité d'occupation ».

Mais ce sont souvent les non-dits qui jettent une ombre sur les discours de George W. Bush. Dimanche, il n'a pas parlé des armes de destruction massive, justification centrale de la guerre, ni de la vaine traque de Saddam Hussein, ni même prononcé le nom d'Oussama Ben Laden. « Sa tendance à désigner tous (les adversaires) comme des terroristes semble faite pour

créer la confusion dans le public et non pour clarifier ses objectifs », estime le *New York Times*. « Le président ne peut s'en prendre qu'à lui-même pour le malaise qui existe aujourd'hui dans le pays sur l'Irak », écrit le *Washington Post*.

Son intervention devant la nation ne l'a pas tiré de cette mauvaise posture. Si les Américains commencent à douter des raisons de leur présence à Bagdad, la glorieuse tâche d'introduire la démocratie au Proche-Orient risque de faire penser pour de bon au Vietnam : une guerre pas nécessaire et dont on ne peut sortir.

Sous la pression de Washington, la Ligue arabe reconnaît implicitement le gouvernement irakien

LE CAIRE

de notre correspondant

La Ligue arabe a implicitement reconnu le nouveau gouvernement irakien, dans la nuit du lundi 8 au mardi 9 septembre. C'est le ministre saoudien des affaires étrangères, l'émir Saoud Al-Fayçal, qui l'a annoncé au terme d'une séance de travail qui a réuni, au siège de la Ligue, au Caire, les chefs de diplomatie arabes. « Un consensus s'est dégagé pour inviter l'Irak à participer à cette session ministérielle en tant qu'Etat membre », a déclaré l'émir. Capitale sur la voie de l'intégration au sein du monde arabe du gouvernement irakien, cette décision a été prise au terme de six heures d'une discussion orageuse.

Les pays arabes avaient en effet refusé, lors d'une session similaire en août, de reconnaître le Conseil intérimaire de gouvernement (CIG),

formé sous l'égide de l'administration civile américaine de l'Irak, afin de ne pas approuver « l'occupation » de ce pays. Cette décision avait fortement déplu à l'administration américaine, qui ne s'était pas privée de le faire savoir à ses différents alliés de la région.

Les pressions américaines ont rapidement porté leurs fruits, puisque la position de plusieurs pays arabes a évolué. Alors même que leurs dirigeants avaient refusé de rencontrer les membres du CIG « en qualité », les capitales arabes ont salué la formation, fin août, par ce même CIG, d'un gouvernement. C'est un « pas positif sur la voie du recouvrement de sa souveraineté par le peuple irakien », avait jugé la Ligue arabe...

Lundi 8 septembre, les Etats-Unis ont une nouvelle fois manifesté leur mécontentement, face aux divisions interarabes sur le statut qui doit

être accordé à la délégation irakienne. Conduite par le ministre des affaires étrangères, Hoshyar Zebari, celle-ci était arrivée au Caire quelques heures auparavant.

FLOU ARTISTIQUE

Washington est « en discussion avec de nombreux membres de la Ligue arabe (...), car nous pensons qu'il est important pour la communauté internationale qu'elle travaille avec le Conseil de gouvernement transitoire irakien », a révélé le porte-parole du département d'Etat, Richard Boucher. De son côté, Condoleezza Rice, l'influente conseillère pour la sécurité nationale du président américain George Bush, affirmait qu'elle ne « comprendrait pas » pourquoi la Ligue arabe n'accepterait pas la présence du nouveau chef de la diplomatie irakienne, membre d'un gouverne-

ment « dont l'objectif est de construire un nouvel Irak libre ».

Le message est visiblement parvenu aux destinataires, puisque M. Zebari a été invité à participer à la réunion ministérielle prévue mardi. Reste à savoir si la délégation irakienne pourra participer aux réunions à huis clos et bénéficiera du droit de vote. Pour éviter de choquer leur opinion publique, foncièrement antiaméricaine, les ministres arabes sont volontairement restés dans un flou artistique qui vise à leur épargner des accusations de soumission à Washington. « La rue arabe ne sera pas dupe de cette formule cosmétique, même si elle ne semble pas, au stade actuel, en mesure de réagir et de concrétiser sa colère », commente un expert égyptien de la politique arabe.

Alexandre Buccianti

La Grande-Bretagne annonce l'envoi de renforts militaires en Irak

UNE ATTAQUE a visé les forces américaines, lundi 8 septembre à Bagdad, et un oléoduc a été saboté dans le nord de l'Irak, tandis que la Grande-Bretagne annonçait l'envoi de renforts dans ce pays. Dans le centre de Bagdad, au moins deux soldats américains ont été blessés lorsqu'un engin a explosé au passage d'une patrouille à l'entrée d'un tunnel, ont indiqué des militaires américains. Par ailleurs, un Irakien a été tué lors d'une opération de l'armée américaine, dans la nuit de dimanche à lundi, dans une localité proche de Falouja, dans le triangle sunnite autour de Bagdad, ont affirmé des membres de sa famille. Dans le nord, un « acte de sabotage » a visé, lundi matin, un oléoduc reliant deux champs pétrolifères proches de la ville de Kirkouk (255 km au nord de Bagdad). L'oléoduc étant secondaire, le sabotage ne devrait pas affecter une reprise prochaine des exportations à travers l'oléoduc reliant Kirkouk au terminal turc de Ceyhan, sur la Méditerranée.

Le Royaume-Uni a décidé d'envoyer en Irak un millier de soldats supplémentaires, principalement dans la région de Bassora, où, après la fin des opérations militaires, en mai, la Grande-Bretagne avait laissé 10 500 hommes sur place. Geoff Hoon, ministre de la défense, a annoncé cette initiative, lundi soir, au Parlement, à Londres.

« PLAN STRATÉGIQUE »

Dès la fin de la semaine dernière, quelque 120 soldats britanniques avaient été envoyés dans le sud de l'Irak pour préparer l'arrivée de renforts. A la suite de quoi, M. Hoon a, dans un premier temps, annoncé l'envoi de 1200 hommes et a indiqué ultérieurement qu'il fallait s'attendre à ce qu'« un nombre équivalent » à ce contingent « soit encore nécessaire ». Interrogé pour plus de précisions, il a confirmé que ce nouveau déploiement correspondrait à un millier d'hommes. Un porte-parole de Tony Blair a expliqué que la

Grande-Bretagne procédait « pas à pas » et qu'il s'agissait d'« un plan stratégique » et non d'« une réponse » aux récentes attaques contre la coalition.

Dans le sud du pays, les risques d'un affrontement entre les forces de la coalition américano-britannique et les milices chiites, après l'attentat du 29 août à Nadjaf (175 km au sud de Bagdad), semblent s'éloigner. La coalition a demandé le retrait, avant samedi, des milices qui ont pris position dans les rues. Celle du jeune mollah Moqtada Al-Sadr a rejeté cet ultimatum. Une force de protection du mausolée d'Ali à Nadjaf, autorisée celle-là, a entamé sa mission lundi.

Le fils de l'ayatollah Bachir Al-Najafi, l'un des quatre marjaas (référence religieuse suprême pour les chiites) de Nadjaf, a confirmé une tentative d'assassinat contre son père. Le suspect a été livré aux Américains car il a également reconnu avoir tué deux soldats de la coalition. - (AFP, AP, Reuters.)

Il a demandé au Congrès une rallonge de 87 milliards de dollars

Washington avait sous-estimé le coût de la reconstruction

Laure Mandeville

Avant le début de la guerre américaine contre Saddam Hussein, l'Administration Bush ne paraissait pas s'inquiéter outre mesure du coût financier de l'aventure irakienne. Rassurée par les immenses réserves d'or noir de Bagdad, elle se disait persuadée que celles-ci suffiraient peu ou prou à payer la note de la reconstruction. « *Nous avons affaire à un pays qui peut financer sa reconstruction et relativement rapidement* », déclarait alors le secrétaire adjoint à la Défense, Paul Wolfowitz, estimant, avec optimisme, que le revenu du pétrole générerait entre 50 et 100 milliards de dollars dans les deux-trois prochaines années.

Trois mois après la fin de la guerre, nul ne se risque plus à

chiffrer avec précision le coût de la reconstruction de l'Irak ou ses revenus potentiels. Trop d'imprévus - la multiplication des attentats, l'insécurité, la poursuite des pillages et des sabotages - ont bouleversé les prévisions.

Mais un constat s'impose aux décideurs américains : la reconstruction va coûter beaucoup plus que prévu. « *Notre stratégie en Irak va exiger de nouvelles ressources* », a reconnu dimanche George W. Bush, qui a demandé une rallonge budgétaire de 87 milliards de dollars auprès du Congrès américain.

C'est que l'état catastrophique des infrastructures a été particulièrement sous-estimé alors que les revenus potentiels du pétrole étaient surestimés, affirme le *Wall Street Journal*. Le pillage des installations électriques et des canalisations d'eau a alourdi le far-

deau. Les experts estiment à respectivement 2 et 4 milliards de dollars par an, le prix à payer pendant quatre ans pour les remettre en état.

De plus, si l'Irak détient les deuxièmes réserves prouvées de brut du monde derrière l'Arabie saoudite avec 112 milliards de barils, l'état déliquescence des infrastructures pétrolières, elles aussi objets de sabotages, compromet la reconstruction, alors que c'est du pétrole qu'est censé venir le salut. L'industrie pétrolière ne devrait pas représenter plus de 10 milliards de dollars à l'exportation l'année prochaine, au lieu des 50 milliards annoncés. Selon le vice-président de la compagnie ChevronTexaco, il faudra « *entre 30 et 40 milliards de dollars pour moderniser le secteur* ».

Résultat, quelque 20 milliards de dollars pourraient

être nécessaires à la reconstruction l'an prochain, tandis que 50 milliards seraient consacrés au maintien des « boys »... Un gouffre pour l'Amérique, au moment où celle-ci entre en période pré-électorale.

Consciente du danger, l'Administration Bush se tourne aujourd'hui vers ses alliés européens et japonais, pour tenter de « partager » avec eux le fardeau de l'après-Saddam. Le fonds international que Bush appelle de ses vœux devrait être au cœur de la conférence des donateurs à Madrid, le mois prochain. Mais, pour convaincre Paris, Moscou ou Berlin de payer ou d'envoyer des troupes, rappelle le *New York Times*, Washington devra accepter « *que la reconstruction des institutions et de l'économie irakiennes soit placée sous l'autorité de l'ONU* ».

Britain to add 1,200 troops in Iraq

By Alan Cowell

LONDON: Alarmed by the deepening disorder in Iraq, Britain announced Monday that it would reinforce its 10,000 troops in southern Iraq with 1,200 more soldiers and said that it could deploy more forces later.

The deployment, announced by Defense Minister Geoff Hoon, was far smaller than the thousands of extra troops that Foreign Secretary Jack Straw was reported to have been urging.

But Hoon left open the possibility of further reinforcements.

"We anticipate additional tasks in the near future which will require military resources, in particular the provision of military support to critical infrastructure work," he said. These would include improving supplies of electric power, fuel and water to the people of southern Iraq.

At the height of the invasion of Iraq, British forces in the region numbered some 45,000, but that number was quickly scaled back after the conclusion of formal hostilities.

The reinforcement announced today was foreshadowed Friday when Britain said it was sending 120 troops from

Cyprus, the Mediterranean island where Britain maintains a substantial garrison.

The deployment also came just hours after President George W. Bush warned that Iraq had become the "central front" in the war on terror and that he would ask the United Nations for more international troops for Iraq.

While U.S. forces in central Iraq have taken the brunt of the casualties since Bush declared an end to the conventional war on May 1, Britain has lost 49 soldiers since the war began March 20, 11 of them killed since May 1.

The British government denied that the reinforcements represented what a spokesman termed a "knee-jerk reaction" to attacks on American and British troops in Iraq.

Hoon said the military presence was designed to "help the Iraq people to forge a new, peaceful and secure future for themselves and we will meet this commitment with appropriate forces in Iraq for as long as required and no longer."

The reinforcements will remain in Iraq "until around November" he said, and "additional units would deploy to replace them in theater if the requirement remained."

The units to be deployed are from the

Light Infantry based in Cyprus and the Royal Green Jackets, based in northwest England, whose mission will be to "increase force protection, accelerate training of the Iraqi Civil Defense Corps and to improve our information gathering capability."

The deployment in Iraq had brought a major political crisis for Prime Minister Tony Blair, who has been accused of exaggerating the threat from Baghdad to justify going to war. But a new opinion survey published Monday showed his party recovering from a huge slump in popularity inspired in part by accusations that the government overemphasized Baghdad's ability to deploy weapons of mass destruction.

The crisis deepened with the suicide of David Kelly, a British weapons expert, identified as the source of a BBC report that the government "sexed up" a dossier on the Iraqi threat last September.

Iain Duncan Smith, the leader of the opposition Conservative Party, said Monday that Blair should resign if an inquiry into Kelly's death finds that the prime minister was involved in maneuvers that led to the public identification of Kelly.

The New York Times

The failuremongers ignore Iraq's progress

William Safire

While global attention is fixed on the Franco-German attempt to wrest control of the resurrection of Iraq from its U.S.-led liberators, practical elements in the Arab world are moving to influence the nascent government America has put in place in Baghdad.

In Cairo on Monday, the Arab League was scheduled to consider whether to invite Hoshyar Zebari, the Kurd recently appointed foreign minister by Iraq's governing Council, to provisionally occupy Iraq's seat. He is eager to make the three-hour flight to regional legitimacy.

What's in it for Arab dictators who want no part of a democratic experiment in their region? Apparently the recent exercise of U.S. will and power has been taken to heart; to accommodate reality, the Arab nations are likely to play ball with post-Saddam Hussein Iraqis, expecting (1) to continue Iraq in the OPEC cartel, (2) to ensure Iraq's support of Palestinians against Israel and (3) to prevent export of anti-Sunni zealotry. If President George W. Bush abdicates control of Iraq to the United Nations soon, Arabs may gain all that and more.

On my return to the lists after vacation, let me animadvert on the swelling chorus of handwringing failuremongers. In Britain, for example, the BBC was recently revealed to have "sexed up" a story that accused Prime Minister Tony Blair of having "sexed up" a prewar intelligence report about Saddam's weaponry. When the anti-Blair, anti-war BBC learned of its reporter's exaggeration, it refused to correct his inflammatory

story lest it appear to be caving in to government pressure. One board member claimed truth in reporting to be "less important" than an image of fearlessness.

Some European media that had mistakenly warned of a long, high-casualty campaign, and were discomfited by the ease of America's military victory, now claim vindication. They cite the present lack of proof of mass-destruction weapons, the lawlessness that followed Saddam's emptying jails of all criminals, and continued sniping and bombing. Iraqis are shown on television

The impression is being marketed that the rebuilding of Iraq is a colossal flop.

blaming U.S. troops — not Baathist-paid terrorists — for lack of electric power, lack of water and lack of protection (though 11,000 elderly Iraqis did not die from lack of care in the summer heat).

In what is called here "the Daily Schadenfreude," the impression is being marketed that the rebuilding of Iraq is a colossal flop. That Arabs are culturally incapable of self-government. That Islamic fundamentalism will sweep away any Western notions of individual dignity. That while Saddam was admittedly a "bad guy," the hundreds of thousands of his victims who are missing are none of the West's concern, and that a cabal of neoconservative hawks manipulated Bush into war.

So goes the failuremongers' pitch. Their purpose, beyond justification of their decade of appeasement, is to cast as both ignoble and doomed this most necessary long-term counter to state-sponsored and fanaticism-driven terror. To wear down America's will, they emphasize the likelihood that

as long as Americans stay to rebuild, terrorists will shoot at U.S. service members and relief workers and will sabotage power plants and oil fields. As Americans return fire, inevitable pictures of bloodied innocents will be shown on home screens.

In the coming political campaigns, failuremongers in Europe and in America will exploit reactions to these costs in blood and treasure. They will beat the drums to abandon control to a feckless UN bureaucracy. George McGovern's slogan of 1972 will be echoed by de Villepin Democrats and some panicky Republicans: "Come home, America."

How best to answer the merchants of dismay? Counseling patience is not enough. "Staying the course" needs no sex-

ing up, as America's British allies say, but does require the coalition's measurable accomplishment of steady Iraqi-ization. (I seek a more pronounceable verb along with an indigenous Iraqi army.)

Success will be sped by straight reporting of the big picture as well as the shocking picture. Poles and pundits are obliged to cover misjudgment and misfortune, but also to examine evidence of progress toward a peaceful, prosperous, pluralistic Iraq led by the liberators, not the obstructionists.

Failure may boast a thousand fashionable fathers in this summer of discontent, but for us realistic optimists — if it succeeds, it leads.

E-mail: safire@nytimes.com

Tuesday, September 9, 2003

INTERNATIONAL
Herald Tribune

Oil pipeline to Turkey attacked again in Iraq

The Associated Press

KIRKUK, Iraq: Saboteurs hit a critical oil pipeline in the north of Iraq on Monday in the fifth such attack on the oil delivery system in less than a month.

The attacks have shut the export pipeline to Turkey and are costing the country an estimated \$7 million a day.

Adel al-Qazzaz, the director general of the Northern Oil Company, said the line had been carrying 35,000 barrels a day from the Jabour oil field, 30 kilome-

ters, or 18 miles, southeast of Kirkuk to the main pipeline that originates in the northeastern Iraqi city.

The official said the saboteurs struck at 10:30 a.m., setting the line afire at a valve. Huge flames and clouds of smoke rose into the air. Four firefighting teams had the fire under control by nightfall and hoped to have it completely extinguished Tuesday morning. About 300 meters of the line were damaged.

L. Paul Bremer 3rd, the U.S. civil administrator for Iraq, has given the estimate that the country is losing \$7 million daily because of damage to the major pipeline that carries oil from the Kirkuk fields to a Mediterranean port at Ceyhan in Turkey.

Iraq has the world's second-largest proven crude reserves, at 112 billion barrels, but its pipelines, pumping stations and oil reservoirs are dilapidated after more than a decade of neglect.

The giant Kirkuk oil fields account for 40 percent of the country's oil production, but attempts to resume exports

have been crippled by sabotage.

Income from oil exports were crucial to the American plans for rebuilding Iraqi infrastructure. The Kirkuk-Ceyhan line was expected to remain closed five more weeks.

Also on Monday, the U.S. military reported no combat deaths for the seventh successive day in a rare period of calm.

In the only reported attack on U.S. forces Monday, Iraqi guerrillas bombed an American patrol as soldiers were driving out of a tunnel in the center of the capital, the military said.

The attack wounded two soldiers and damaged two Humvees, one of which turned over and caught fire during the attack.

The near-daily attacks on American troops have become a serious problem for the administration of President George W. Bush. Since he declared major combat over on May 1, 148 soldiers have died in Iraq, 10 more than the number of deaths during heavy fighting.

U.S. aid offer prods Turkey on troops for Iraq

By Brian Knowlton

WASHINGTON: There were hints Tuesday that the U.S. decision to seek a broader United Nations mandate in Iraq might be starting to pay off: The Bush administration said it was ready to provide Turkey with up to \$8.5 billion in loans, and the acting Iraqi president said he would welcome up to 10,000 peacekeeping troops from Turkey, under certain conditions.

The United States also welcomed an important political advance for the Iraqi governing council it has created; the council was conditionally recognized by the Arab League at a meeting in Cairo, a step that could lead to further international recognition and assistance.

Ahmad Chalabi, the member of the Governing Council's nine-member presidency who is serving as president for the month of September, will travel to Turkey within days to discuss Kurdish concerns about a possible Turkish troop deployment in Iraq. A Chalabi spokesman said that he had been invited by Prime Minister Recep Tayyip Erdogan. Turkey said it expected a decision on troops within weeks.

A major Turkish troop contribution would represent a breakthrough of sorts for the Bush administration, which has made little apparent progress in its efforts to build the non-American portion of the Iraq coalition much beyond its current 21,000 troops, or to recruit any foreign partner to provide anything close to the 12,000 troops sent by Britain.

The United States is particularly eager to recruit peacekeepers from a Muslim country, as a way to defuse resentment among Iraqis and lessen anti-coalition violence. And a Turkish force for Iraq would help Ankara mend a rela-

tionship with Washington badly frayed by the war.

That violence claimed new victims Tuesday. U.S. forces announced their first death in a week — that of a soldier killed when a tanker truck he was driving as part of a convoy on the main road north from Baghdad was hit by an explosion. Three soldiers were wounded in a bomb attack in Falluja, to the west; nine were wounded Monday in four separate incidents.

In the latest sign of the strains the Iraq war has placed on the U.S. military, the army has announced that 20,000 U.S. Army National Guard and Reserve soldiers now in or near Iraq are being ordered to serve there for up to a full year, as regular troops do.

Additional foreign troops could help relieve such strains, U.S. officials say.

Turkey, a NATO member, proved a prickly partner in the runup to the Iraq war, catching the Bush team off balance with its decision not to permit U.S. use of its military bases in the war.

But the State Department, in a letter to congressional committees obtained by Reuters, said that it had decided to go forward with the \$8.5 billion in loans to Turkey to support its "economic reform process" and to cushion the shock of the war in Iraq. The first disbursement would come as early as Sept. 20.

The possibility of sending peacekeeping troops remains contentious in predominantly Muslim Turkey, which opposed the war and worries that independence-minded Kurds in neighboring Iraq might inspire their Kurdish brethren in Turkey. A decision to send troops could threaten the government's stability.

And there are worries, too, in the north of Iraq, where ethnic Kurds re-

sent Turkish treatment of their counterparts in Turkey, and fear Ankara may try to undercut the large measure of autonomy Iraqi Kurds enjoy in the north. An estimated 37,000 people died during a 15-year Kurdish rebellion in Turkey.

But Condoleezza Rice, the U.S. national security adviser, said Tuesday that if Ankara decided to offer troops, a way would be found to skirt the various obstacles. If "they wish to participate," she said, "I am quite certain that we can work out ways in which the Turkish government in which Turkish forces can participate."

A spokesman for Chalabi, Entifadh Qanbar, said that the interim Iraqi leader favored sending an eventual Turkish force to western Iraq, far from its northern border with Turkey, and to limit the force to "no more than 10,000."

According to Turkish officials quoted by Agence France-Presse, U.S. negotiators have promised to give Turkey command over its own sector of occupied Iraq if it agrees to commit troops.

Kurdish reservations to any Turkish deployment are strong, however. Hoshiyar Zebari, the interim Iraqi foreign minister and a Kurd, has opposed troop deployments by any of Iraq's neighbors, and that even a Turkish deployment in the west would necessarily involve supply routes through the north that could be problematic. But Qanbar, the spokesman, said that "our opinions are really quite close" and that he expected agreement on bringing Turkish troops to Iraq.

International Herald Tribune

International Herald Tribune
Wednesday, September 10, 2003

Le Monde

11 SEPTEMBRE 2003

Attentat à la voiture piégée à Erbil

Deux Irakiens, dont un enfant de quatre ans, ont été tués et 53 personnes ont été blessées, dont six membres du département américain de la défense, dans l'explosion d'une voiture piégée mardi 9 septembre, dans la ville kurde d'Erbil, dans le nord de l'Irak, selon une porte-parole de l'armée américaine. L'explosion a eu lieu devant un bâtiment officiel, a déclaré mercredi Nicole Thomson. L'agence officielle égyptienne Mena avait annoncé que l'explosion, qui, selon des témoins, s'est produite près d'un barrage du Parti démocratique du Kurdistan (PDK, dirigé par Massoud Barzani), avait fait « un grand nombre » de tués et de blessés.

Elle survient cinq jours après l'annonce, par des sources de sécurité kurdes, de la mise en échec d'une tentative d'attentat à l'explosif contre le dirigeant de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), Jalal Talabani, attribuée au groupe islamiste Ansar Al-Islam, suspecté de liens avec Al-Qaïda. — (AFP.)

Iraq attack kills one and hurts 50

By John Tierney with Kirk Semple

International Herald Tribune
Thursday, September 11, 2003

ARBIL, Iraq: A suicide bomber driving a sport utility vehicle attacked a building used by Americans in this northern city, killing a child and wounding about 50 people, 15 seriously, witnesses said Wednesday.

Among the wounded were four "defense human intelligence service" employees and a Kurdish guard, a statement from the American military said. The attack on the building, which the statement described as a "work facility," occurred late Tuesday.

A spokesman for the American-led military coalition, Captain Jeff Fitzgibbons of the army, said the Americans were civilians working on contract for the Defense Department.

Although the military provided no further details on the Americans or

their activities, neighbors in the residential area said that they believed the building was being used as some sort of intelligence base and that they had seen Americans in uniform and civilian clothing at the building.

A Kurdish security official told The Associated Press that American intelligence officers worked there and that several top officers also slept there, while other Americans had quarters in two villas 500 meters down the street.

Witnesses said the bomber drove his vehicle at high speed down an alley, apparently aiming for the building, which did not appear to be protected by concrete barricades or other defenses commonly used to forestall vehicle attacks.

The vehicle exploded about 20 meters from the building, throwing debris as far as 200 meters, shattering windows, collapsing houses and leaving a

crater nearly three meters deep. A 2-year-old boy was killed in the explosion, neighbors said.

In a separate incident, a soldier with the army's 1st Armored Division was killed in Baghdad on Wednesday morning while trying to disarm "an improvised explosive device," the military said. The team had tried to detonate the device with gunfire from a .50-caliber weapon, the military said, "but the device exploded as the soldier moved forward to investigate."

The soldier's death was the second in two days among American troops in Iraq, after a seven-day stretch of no reported U.S. fatalities. On Tuesday, a soldier in the army's 3rd Corps Support Command was killed and another was wounded when a bomb exploded near their vehicle northeast of Baghdad.

The New York Times

Cyprus and Turkey • By Henri J. Barkey and Philip H. Gordon

A good deal for Cypriots — and for the world

WASHINGTON When the Turkish Parliament passed a far-reaching reform package last month, it was the latest sign that the new government is serious about joining the European Union.

Since Turkey's election in November 2002, the Islamic-oriented Justice and Development Party has passed measures that curb the role of the Turkish military in political life, enhance freedom of expression and strengthen minority and civil rights.

European leaders have applauded the government's willingness to implement measures that would have seemed impossible only a year or two ago, such as those on Kurdish language instruction or reducing the role of the military-led National Security Council.

If Turkey continues down its current path, the EU's external affairs commissioner, Gunther Verheugen, has said, it will be difficult for the EU not to begin accession negotiations with Ankara at the end of 2004, when an EU summit meeting is scheduled to address the issue.

Beginning formal EU accession negotiations with Turkey would be an historic step, fulfilling a longstanding dream of many Turks to anchor the country solidly in the West. Turks know that no country that has started accession negotiations has failed to complete them, and thus that a decision next year could finally set them on the path toward their goal.

The dark cloud on this horizon is

Cyprus. Technically, resolution of the island's 30-year-old division is not a prerequisite for Turkey's EU membership. Politically, however, it is almost impossible to imagine the EU agreeing to start the process so long as there is no deal.

Not only would Greece block it on behalf of the Greek Cypriots, but, as of May 2004, Cyprus itself — currently represented by the Greek Cypriot government on the island — will be an EU member with a vote and a veto.

The need to resolve the Cyprus conflict thus extends well beyond the fate of the less than one million people on the island.

It has major implications for the future of nearly 70 million Turks, Europe's relations with the Muslim world, and the entire Mediterranean region.

The clock is ticking on this issue. The United Nations, together with the EU and the United States, presented a creative compromise plan last year for political reconciliation on the island.

The Annan plan for a new confederation made many concessions to Turkish Cypriot aspirations, including a rotating presidency, the requirement for both communities to agree to key legislation, permission for Turkish troops to remain on the island and limits on the numbers of Greek Cypriots who could move back to homes abandoned in the Turkish north. But the Turkish Cypriot

leader, Rauf Denktash, backed by hardliners in Ankara, refused the deal, and the new Turkish government, which supported a compromise, was not strong enough to oblige him to accept it.

Denktash, who faces increasing popular resistance and parliamentary elections this December, has said that he considers the Annan plan "dead," and that he will not sign anything like it without major revisions. Greek Cypriot leaders say they still want a deal, but with their own EU membership secured, they are unlikely to make any major concessions.

Meanwhile, Turkish Cypriots have started demonstrating in the street in favor of the Annan plan and acquiring Greek Cypriot passports in the hope of becoming EU citizens before the membership door closes. A rejection of Turkey's EU case because of the Cyprus problem could lead to a nationalist backlash in Turkey, and an end to the historic reform process that has been sold to Turks largely as a ticket to joining the EU.

Faced with this looming disaster, the United States and the European Union should begin a final attempt to break the deadlock. When President George W. Bush meets with his EU counterparts at the UN General Assembly in New York later this month, they should host a mini summit meeting with Tur-

key, Greece and the two Cypriot sides.

The message would be that intensive final negotiations on the Annan plan must begin immediately, and that the parties have until December to reach a deal — ample time, given the detailed work already done on the plan and the narrowness of many of the differences that divide the parties.

If Denktash and his hard-line allies finally say yes, the United States and EU will provide substantial economic aid to northern Cyprus, Turkish Cypriots will join the EU as part of a unified island next year and Turkey's own accession prospects will be given a major boost.

When Bush attends the NATO summit meeting in Istanbul in May 2004, he would participate in a historic ceremony marking a unified Cyprus's entry into the EU and Turkey's close ties with the West — a perfect tonic after the recent strains in U.S.-Turkish relations.

And if Denktash still says no? Turkish Cypriots will remain isolated and poor, Turkish accession talks will be rejected, and Denktash can explain to his people and the entire region why such an historic opportunity was lost.

Henri J. Barkey is a professor of international relations at Lehigh University, in Bethlehem, Pennsylvania, and Philip H. Gordon is a senior fellow at the Brookings Institution. They worked on Turkey and Cyprus at the State Department and National Security Council respectively in the second Clinton administration.

The Cyprus conflict has implications for the future of nearly 70 million Turks.

International Herald Tribune
Thursday, September 11, 2003

LE FIGARO JEUDI 11 SEPTEMBRE 2003

IRAK

La coalition visée par un attentat suicide à Arbil

L'Irak a connu un nouvel attentat suicide. Dans la nuit de mardi à hier, une voiture a explosé au cœur de la ville d'Arbil, dans le Kurdistan irakien, tuant au moins un enfant de 4 ans et blessant une cinquantaine de personnes, dont six membres du Pentagone. Un autre enfant et une vieille femme sont considérés comme perdus. « Je pense que trois personnes ont été tuées, deux enfants en bas âge et une femme âgée », a expliqué le commandant James Bullion.

Selon Nicole Thompson, une porte-parole de l'armée

américaine, l'attaque a visé un bâtiment officiel qui abrite des Américains sans toutefois précisé s'il s'agit de civils ou de militaires. Sur place, des témoins affirment que la voiture, un 4 x 4, s'était brusquement arrêtée devant sa cible et a immédiatement explosé alors que le conducteur était encore au volant. « D'après ce que j'ai vu, je suis sûr à cent pour cent qu'il s'agissait d'une attaque suicide », a déclaré Mohsen Jamil, un responsable de la sécurité kurde. Ce dernier affirme que l'ensemble de villas touché était

en partie loué par le Pentagone pour son personnel.

Arbil, située à 350 km au nord de Bagdad, est contrôlée par l'un des deux grands partis kurdes, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), auquel appartient le ministre des Affaires étrangères du nouveau gouvernement irakien Hoshyar Zebari. Cette explosion est la dernière d'une série d'attentats et attaques extrêmement violents qui ont secoué l'Irak pen-

dant les trois dernières semaines, faisant près de 120 tués, y compris un représentant de l'ONU et un haut dignitaire chiite. Ainsi, hier, un soldat américain a par ailleurs été tué mardi après-midi dans une embuscade au nord-est de Bagdad. Son véhicule a roulé sur un engin explosif artisanal. C'est le 68^e soldat américain tué en Irak par des « tirs hostiles » depuis le 1^{er} mai, date à laquelle Washington a annoncé la fin du gros des opérations de combat dans le pays. Un autre soldat a été tué hier à Bagdad en tentant de désa-

morcer un engin explosif de fabrication artisanale, selon le commandement central américain (Centcom). Les autorités américaines accusent principalement des fidèles de Saddam Hussein d'être à l'origine des attaques contre leurs forces, mais certains soupçonnent des activistes islamiques d'y prendre part. Une alliance entre ces deux groupes est également évoquée.

Pour freiner ces attentats, les Américains souhaitent renforcer la présence militaire et obtenir un plus grand soutien de l'ONU. Hier, l'Allemagne et la France ont présenté des amendements au projet de résolution américain sur l'Irak, qui mettent les Nations unies au centre du processus de reconstruction des institutions politiques de l'après-Saddam Hussein. Mais le président américain, George W. Bush, a estimé hier soir que la France et l'Allemagne n'étaient pas opposées à une nouvelle résolution des Nations unies sur l'Irak. (AFP, Reuter.)

10 SEPTEMBRE 2003

la Croix

La Turquie songe à l'envoi de 10 000 hommes

Les États-Unis souhaitent que la Turquie envoie environ 10 000 hommes en Irak, mais cette hypothèse suscite une levée de boucliers chez les Kurdes

ISTANBUL
De notre correspondante

Le gouvernement turc décidera à la fin du mois s'il y a lieu d'envoyer des troupes en Irak pour contribuer à la stabilisation du pays, a annoncé hier le ministre des affaires étrangères, Abdullah Gül. « Nous ne mourons pas d'envie d'envoyer des soldats en Irak. Ce qui est important pour nous, c'est que l'Irak soit stabilisé dès que possible », a-t-il expliqué. Il appartiendra au Parlement de se prononcer, mais le chef de la diplomatie a estimé que le groupe parlementaire du parti au pouvoir, l'AKP, soutiendrait la position du gouvernement s'il appelait à l'envoi de troupes.

La semaine dernière, le commandant en chef des forces américaines en Europe, James Jones, est venu rencontrer l'état-major turc pour discuter des conditions et des modalités d'une éventuelle participation des Turcs à la force multinationale. Cette proposition américaine a créé le trouble dans les rangs du gouvernement de transition irakien. Le ministre irakien des affaires étrangères, Hoshyar Zebari, un Kurde membre du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), a eu une réaction sans détours: « Nous ne souhaitons pas voir de troupes venant de pays limitrophes », a-t-il annoncé de façon peu diplomatique. Ankara a vivement

réagi, l'accusant de faire passer « ses intérêts ethniques et religieux devant les intérêts de l'Irak ».

Le président actuel du Conseil du gouvernement irakien transitoire, Ahmed Chalabi, un Arabe, va du coup se rendre en personne « dans les prochains jours » en Turquie. Il est lui-même favorable à une participation turque au sein d'une force

des Nations unies, « particulièrement dans les régions ouest de l'Irak à condition que les effectifs (turcs) ne dépassent pas les 10 000 », a déclaré son porte-parole, Entifadh Qanbar.

« Si la Turquie fait cela, c'est pour le bonheur du peuple irakien »

Le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, se montre soucieux d'apaiser les craintes des Irakiens. Il a insisté sur le rôle civil de la Turquie en Irak. « Nous essayons de prendre une part active dans la reconstruction des infrastructures de ce pays. Si la Turquie fait cela, c'est pour le bonheur du peuple irakien », a-t-il insisté. Deux députés de son parti sont allés en mission à Bagdad et en sont revenus avec un plan d'action en vingt points. Parmi les mesures proposées, à l'approche du mois de ramadan: le montage de chapiteaux pour les cérémonies quotidiennes de la rupture du jeûne, la réfection d'écoles, d'hôpitaux et de mosquées et même l'organisation dans les stades de concerts de vedet-



tes de musique populaire turque. Dès à présent environ 2000 semi-remorques passent chaque jour en Irak, chargés de médicaments et de matériel de construction.

Les militaires partagent les sentiments du gouvernement. D'après eux, un échec des États-Unis en Irak entraînerait une instabilité dont la Turquie subirait directement les conséquences. Mais l'acheminement des troupes vers les zones qui leur seraient attribuées pose également problème. La guérilla du PKK est

repliée au nord de l'Irak et pourrait chercher à attaquer les convois. Les Turcs ont demandé la création de cinq postes qui resteraient sous leur contrôle. Une délégation américaine devrait revenir cette semaine à Ankara pour discuter de ces nombreuses questions.

Nükte V. ORTACQ

Dix jours après l'assassinat de l'ayatollah Hakim, deux grandes familles se disputent la direction de la communauté

Guerre de succession chez les chiïtes

Nadjaf : Delphine Minoui

A quelques mètres de la mosquée au dôme dorée, à l'ombre des ruelles escarpées de Nadjaf, le murmure des oulémas enturbannés se fait de plus en plus bruyant. Sous les tentes dressées spécialement pour les funérailles, derrière les rideaux des petits immeubles en terre, c'est de la succession de l'ayatollah Hakim qu'il est question. Une semaine après son assassinat, le poste reste vacant. « C'est un poste extrêmement stratégique », remarque le vieil ayatollah Mohammed Bahr al-Oloum, ami proche de Mohammed Bakr al-Hakim. Pour l'anthropologue américain William Beeman, « la mosquée de l'imam Ali est la plus importante du monde chiïte, car elle héberge le tombeau du cousin et gendre du prophète Mahomet ». De sorte que « toute personne prêchant dans cette mosquée est particulièrement écoutée et suivie ».

Sous le régime baasiste, la place était restée vide pendant des décennies. Ennemis jurés de Saddam Hussein, les chiïtes (60 % de la population) furent privés de processions religieuses et de rassemblements en masse. « Le mausolée de l'imam était devenu un simple lieu de recueillement infiltré par les *mo-khaberat* (services de renseignements irakiens). On n'osait même pas discuter avec les pèlerins iraniens de peur d'être traités d'espions au profit de la République islamique d'Iran, et d'être sauvagement arrêtés », se souvient Khadhem Har, un des gardiens du grand mausolée.

En mars 1991, la garde républicaine n'hésita pas à tirer sur la mosquée, au moment de la répression de l'intifada chiïte, qui fit des milliers de morts et contraignit à l'exil de nombreuses personnes.

Après la chute du régime de Saddam Hussein, en avril dernier, les chiïtes descendent en masse dans les rues de Nadjaf et de Kerbalah pour célébrer,



Les chiïtes représentent 60% de la population irakienne. La bataille pour leur direction spirituelle revêt donc une importance politique majeure. (Photo Ali Sajad/AFP)

quelques semaines plus tard, l'Ashoura, le dixième jour du mois de Moharram, qui marque l'anniversaire du martyre de l'imam Hossein - le fils d'Ali, tué en 680 par l'armée des Omeyyades. Une fête interdite par l'ancien régime.

Très vite, sur les murs des maisons, sur les vitres des taxis, sur les devantures des petits épiciers, les portraits de l'imam Ali et des grands ayatollahs chiïtes viennent remplacer ceux de l'ancien dictateur. La Hawza, le

grand séminaire religieux de Nadjaf, voit débarquer de nombreux oulémas de retour d'exil, retrouvant progressivement son statut de « Vatican du chiïsme » - cédé provisoirement à la ville sainte iranienne de Qom.

En mai, l'ayatollah Mohammed Bakr al-Hakim revient triomphalement dans son pays natal après 23 ans d'exil en Iran. Il s'impose comme le nouveau leader de la prière du vendredi. Au grand dam de son jeune rival, Moqtada al-Sadr. A 29 ans, le fils de l'ayatollah Mohammed Sadeq al-Sadr, assassiné en 1999 par les hommes de Saddam, a pris la relève de son père

à la prière hebdomadaire de Koufa, à quelques kilomètres de Nadjaf, et voit d'un très mauvais œil l'arrivée d'un concurrent.

« Tout le monde ne peut assurer la position de leader de la prière du vendredi à Nadjaf. Elle requiert une certaine personnalité, un grand savoir scientifique, et la reconnaissance des grands oulémas », remarque cheikh Hassan al-Zargani, reprochant implicitement à l'ayatollah Hakim de s'être imposé sans consultation. Ce clerc influent de Sadr City (banlieue populaire chiïte de Bagdad, ex-Saddam City, rebaptisée par les partisans de Sadr) espère que la

relève se fera après consultation de tous les membres de la Hawza. « L'imam de la prière du vendredi doit être capable de s'exprimer devant les plus grands clercs d'Irak », dit-il.

« C'est une bataille entre deux grandes familles religieuses : les Hakim et les Sadr », constate Loulouwa al-Rachid, analyste chez International Crisis Group.

Pour les partisans du clan Hakim, généralement issus de la classe moyenne irakienne, cela

va de soi : le poste doit revenir à l'un des proches de feu l'ayatollah. Son frère, Abdol Aziz al-Hakim, qui vient d'hériter du rôle de leader de l'Asrii (Assemblée suprême de la révolution islamique en Irak), est pour l'heure trop occupé pour prendre la relève. Il fait également partie des 25 membres du conseil de gouvernement transitoire irakien, qui viennent de nommer les nouveaux ministres de l'après-guerre. On avance le nom de Mohammad Saeed al-Hakim, l'oncle du défunt. Il est l'un des quatre grands ayatollahs de Nadjaf, mais l'homme ne sort plus guère de sa maison, en raison de son âge avancé. On pense déjà au fils et au neveu de Mohammad Baqer al-Hakim, héritiers naturels du clan.

Mais les pro-Sadr ne l'entendent pas de la même façon. Pour eux, la famille Hakim ne constitue qu'une bande d'intellectuels de retour d'exil, trop préoccupés à flâner dans les « saradib », les librairies où s'empilent les vieux manuscrits religieux. Moqtada al-Sadr, lui, s'appuie sur les laissés-pour-compte et les prolétaires (les mostazafins). « Son

père, déjà, utilisait le dialecte irakien, en opposition à l'arabe littéraire, pour être proche du peuple », remarque Louloua al-Rachid.

Dans ses prêches, le jeune Moqtada prône la création d'un Etat islamique et dénonce systé-

matiquement l'occupation étrangère. Certains le soupçonnent d'être à l'origine de l'assassinat d'Abdul Madjid al-Khoï, jeune clerc allié des Américains, le 10 avril, après son retour de Londres, devant le mausolée de l'imam Ali. A la chute du régime, il aurait également fait encercler la maison du grand ayatollah Sistani (un marja favorable à une séparation entre politique et religion), parce qu'il avait déclaré que les musulmans ne doivent pas s'opposer aux troupes américaines.

Parmi les fidèles de Moqtada

Les portraits de l'imam Ali et des grands ayatollahs chiïtes viennent remplacer ceux de l'ancien dictateur

al-Sadr, certains commencent déjà à rêver en silence du retour

d'exil de l'ayatollah Kadhém Hussein Haeri, un ultra-conservateur installé dans la ville sainte de Qom, dont Moqtada Sadr s'est fait le porte-parole.

« L'ayatollah

Haeri est notre marja (source d'imitation), il est notre unique figure de référence. Pour nous, il est le leader de tous les reli-

gieux », remarque cheikh Seyed Nama Alaoui, partisan du jeune Sadr. Son retour pourrait, en tout cas, saper les projets des forces de la coalition qui s'étaient efforcées, avec l'ayatollah Hakim, de s'allier la communauté chiïte ou du moins une partie d'entre elle.

D'après Nasser Kamel Chaderji, un des 25 membres du Conseil de gouvernement transitoire, « l'ayatollah Hakim avait les compétences à la fois politiques et religieuses requises pour diriger la prière du vendredi ». Autrement dit : sa mort laisse aujourd'hui le champ libre aux voix plus radicales, jusqu'ici tempérées par celles de Mohammed Bakr al-Hakim.

Muwaffak al-Rubaï, auteur de la déclaration des chiïtes d'Irak, également membre du conseil intérimaire, reconnaît qu'« il y a

actuellement des discussions très intenses à Nadjaf ». Le défi, dit-il, « c'est de maintenir le calme chez les chiïtes et d'éviter que les luttes entre factions ne divisent notre communauté ».

En attendant, les deux groupes ont sorti les armes, avançant chacun la nécessité de protéger les lieux saints. Formées en exil, les brigades Badr de l'ayatollah Hakim quadrillent la ville de Nadjaf. Fraîchement recrutés par Moqtada al-Sadr, les soldats de l'armée Mehdi ont également commencé à marquer leur territoire, prétextant un maintien de l'ordre. Mais en cas de crise, les milices pourraient bien être utilisées à d'autres fins.

Les différentes factions

► Assemblée suprême pour la révolution islamique en Irak (ASRII)

Créé en 1982, et dirigé par Mohammed Bakr al-Hakim, à partir de son exil iranien, l'ASRII s'est imposé comme le principal groupe de résistance contre le régime de Saddam Hussein. Les brigades Badr, son bras armé, formées dans des camps d'entraînement, au sud de l'Irak, ont revendiqué plusieurs attentats contre des cibles baasistes. Proche des dirigeants de la République islamique d'Irak, l'ayatollah Hakim avait pris ses distances avec la doctrine antiaméricaine du régime de Téhéran, depuis son retour en Irak, en mai dernier.

► Le parti al-Dawa

C'est le plus ancien parti islamique d'Irak, divisé entre différentes factions plus ou moins modernes. Ce groupe comprend à la fois des séculiers et des religieux. Costume cravate, le docteur Ebrahim al-Jafari, un des principaux porte-parole du parti al-Dawa, est l'un des neuf présidents en rota-

tion du nouveau conseil irakien de gouvernement transitoire.

► Les partisans de Moqtada Sadr

A 29 ans, Moqtada Sadr essaie de s'imposer comme le nouveau « meneur » des chiïtes de Nadjaf. Ses partisans se rangent du côté du peuple et des opprimés. Il tire sa légitimité de son père, Mohammad Sadeq al-Sadr, assassiné en 1999 par le régime baasiste. Dans ses prêches, à la prière du vendredi de Koufa, il affiche un discours radical et anti-américaniste et prône l'établissement d'un Etat islamique. Certains le soupçonnent d'être à l'origine de l'assassinat d'Abdul Madjid al-Khoï, jeune clerc allié des Américains, le 10 avril, devant le mausolée de l'imam Ali. Le jeune Sadr est également à l'origine de la création de la toute nouvelle armée Mehdi, « destinée à combattre les occupants ».

► Ayatollah Ali Sistani

Il est considéré comme la plus grande figure religieuse de Nadjaf. Il a été emprisonné à plusieurs reprises sous le régime

de Saddam Hussein, mais s'est toujours gardé d'entrer en résistance contre les baasistes. En avril dernier, les partisans de Moqtada Sadr ont entouré sa maison en le sommant de quitter Nadjaf. Un mois avant, alors que les premières troupes américaines pénétraient en Irak, il avait déclaré que les musulmans ne devaient pas s'y opposer. Ali Sistani fait partie de ceux qui prône un islam distant de la politique. Dans une récente fatwa, il a précisé que les religieux ne devaient avoir qu'un rôle d'« orientation ».

► La fondation Khoï

Du nom de l'ayatollah Abdul Qacem al-Khoï, disparu en 1992. Considéré comme le grand marja, il a formé les trois quarts des grands religieux chiïtes dans le monde. Une fondation portant son nom a été créée à Londres. Son fils Abdul Madjid al-Khoï, allié stratégique des Américains, était rentré en Irak dès les premiers jours de la guerre contre Saddam. Le 10 avril, il a été assassiné devant le mausolée de l'imam Ali.

IRAK

Quelques atouts du gouvernement transitoire

Même si la tension entre chiïtes et sunnites reste vive, An Nahar rappelle que le gouvernement nommé en Irak est curieusement le plus pluraliste du monde arabe.

AN NAHAR (extraits)

Beyrouth

L'un des phénomènes les plus intrigants concernant la situation qui prévaut en Irak est cette tendance à vouloir accélérer la venue des désordres confessionnels entre chiïtes et sunnites, dans la nouvelle configura-

tion du pays. Et c'est un phénomène auquel concourent, comme l'ont montré les réactions après le dernier massacre à Nadjaf [où Mohammed Bakir al-Hakim a trouvé la mort], aussi bien certains Irakiens que les médias arabes et occidentaux qui n'ont cessé de mettre en garde contre la « sédition confessionnelle ». L'auteur de ces lignes, en tant que Libanais instruit par une

longue expérience collective du sujet, sait ce que signifie « mettre en garde contre la sédition confessionnelle ». Cela signifie que la crise est déjà là et que les esprits s'échauffent.

Si la sédition confessionnelle est inévitable en Irak, pourquoi être si pressé de la voir se déclencher ? Pourquoi un nombre si important d'esprits inquiets, de « metteurs en garde » pro-

fessionnels et d'accusateurs patentés insistent-ils à ce point dans tous les médias sur le danger de la sédition, dans un pays où la société échappe à tout contrôle après de longues années d'une exceptionnelle dictature ? Tout cela en sachant qu'il s'agissait d'une société brimée et qu'il est "naturel", dans sa crise de liberté, qu'elle fasse éclater toutes ses pustules économiques (la rapine), sociales (le fanatisme) et politiques (les troubles confessionnels et communautaires), les plus graves étant les dissensions entre sunnites et chiites. Cette sédition, comme dans toutes les sociétés incontrôlées, sera "conduite" par des voyous, qui en seront en même temps le principal carburant.

Mais cette sédition n'est pas si dangereuse en soi. Le vrai danger réside dans la structure politique qui s'en emparera, en Irak et dans le monde arabe. Sans structure idoine au niveau politique, qui donne du poids en attisant cette sédition, ces troubles confessionnels (qu'il s'agisse de l'occupation par une milice d'une mosquée appartenant à un autre groupe religieux pour l'annexer,

comme à Bassorah, ou de coups de feu tirés contre des groupes d'une autre confession, comme à Kirkouk, ou des cas individuels ou familiaux d'arrogance et d'incivisme, sous la forme de vol des voitures de l'autre communauté à Bagdad) demeureront un ensemble de simples faits divers.

Or la culture politique arabe a l'habitude de ne jamais appeler les choses par leur nom. Et l'Irak nous apporte tous ces noms d'un seul coup. Comme l'écrivent nos confrères d'Al Hayat, il nous apporte "le seul communiste (le secrétaire général du PCI) et le seul islamiste (le secrétaire général des Frères musulmans) participant au gouvernement de leur pays dans le monde arabe". Tous ceux-ci n'ont pas été nommés

au Conseil de gouvernement transitoire en tant que représentants de telle ou telle communauté, même si leur appartenance confessionnelle a été prise en compte. Ils ont été nommés en tant que représentants de partis enracinés dans la société irakienne. C'est un point positif dans l'Irak de l'après-guerre, dans l'Irak occupé, au regard de la culture politique dominante dans le monde arabe. Nous ver-

■ Différence

Après la nomination du Kurde Hosyar Zibar au poste de ministre irakien des Affaires étrangères, Elaph lui écrit : "Ne boycottez aucune réunion de la Ligue arabe, mais assistez à leurs réunions avec votre costume national kurde, et adressez-vous à eux en kurde, pour que ces messieurs comprennent le droit à la différence... Avoir accordé à une minorité le droit de représenter un pays est une qualité des grandes nations. C'est un Noir [Collin Powell] qui représente les Etats-Unis et non un cousin du prince.

rons si ce point positif parviendra à dominer la recomposition en cours d'un Etat irakien ou s'il devra céder la place à la perspective beaucoup plus noire d'une pure représentativité communautaire et confessionnelle.

L'un des paradoxes les plus étonnants de la période actuelle est que les milieux chiïtes, qui seront nécessairement majoritaires dans l'Irak actuel et par conséquent joueront un rôle primordial dans le nouvel Etat irakien, forment la communauté la moins expérimentée dans le domaine du pouvoir, celle qui a le moins conceptualisé son fonctionnement et, par conséquent, celle qui a le moins de maturité dans son organisation au niveau politique. Du moins dans le cadre général d'une société dont toutes les composantes politiques (et donc leur expérience) ont subi une entreprise de destruction méthodique et sauvage sous le régime précédent. Le tremblement de terre irakien est en marche. Pour le meilleur et pour le pire. Jihad az-Zein

IRAN

C'est le despotisme qui mène à l'occupation étrangère

IRANEMROOZ (extraits)

Francfort

Entre le despotisme intérieur et le colonialisme extérieur, j'opte pour le premier." Je ne peux pas croire qu'il peut s'agir là d'un propos de Mohammad Khatami cité récemment par un quotidien de Téhéran. Que les hommes autoritaires tiennent ce genre d'argument pour tromper le peuple, je comprends, mais Khatami connaît mieux la réalité. On entendait souvent ce genre de phrase en Irak, quand Saddam Hussein et ses hommes brandissaient le drapeau de la lutte contre le colonialisme pour cacher leurs propres vices. L'opinion publique iranienne n'avale plus ce genre d'argument. On peut les utiliser pour un peuple irakien qui vit aujourd'hui sans eau ni électricité. Un peuple encore sous le choc, qui s'était habitué à ne plus se demander pourquoi les membres du Parlement étaient désignés par le pouvoir, à accepter l'interdiction des paraboles, d'Internet et des téléphones mobiles, privilèges exclusifs du pouvoir... On ne peut pas agir de cette manière avec l'Iran. Un pays qui a souhaité la prédominance de la loi il y a cent ans [révolution constitutionnelle, 1906], sans

une intervention étrangère, qui a fait une révolution il y a un quart de siècle [révolution islamique de 1979] au nom de la liberté et de l'indépendance et qui, il y a six ans [le vote massif lors de l'élection présidentielle], a manifesté son opposition aux despotes qui le privaient de la liberté.

Etre obligé de choisir entre le colonialisme et le despotisme est une équation archaïque. A l'aube du troisième millénaire, les Iraniens savent que le colonialisme est devenu le synonyme du despotisme intérieur.

Ceux qui présentent d'une manière simpliste l'intervention américaine dans le monde oublient que le cheval de Troie de ce nouveau colonialisme, qui intervient au nom de la liberté, c'est le despotisme. C'est le despotisme qui prépare le terrain au colonialisme contemporain et lui sert de prétexte. Regardez l'histoire de Saddam Hussein, des talibans et de la Corée du Nord, que les Américains ont placés dans leur "axe du mal", ce qui les réunit c'est l'opposition à la liberté et à la démocratie. Les conservateurs iraniens disent que les Etats-Unis et l'Occident instrumentalisent les droits de l'homme. Ils ont raison, mais que faire ? Ceux qui s'opposent à la liberté

et à des élections libres, à la presse libre, au loisir, au bonheur et à une vie paisible pour le peuple iranien sont responsables de ce qui va se passer en Iran. Ces hommes archaïques jouent leurs derniers rôles à la manière de Saddam Hussein et poussent le pays vers un jeu dangereux.

Que le peuple iranien sache que la lutte contre l'étranger n'est qu'une excuse. Ces messieurs pavent en réalité eux-mêmes la route aux étrangers qui ne pourraient pas s'attaquer à un pays dans lequel la démocratie est réelle. Je ne peux pas croire que Khatami puisse s'inscrire dans ce choix étroit entre le despotisme et le colonialisme. Ces propos reviennent plutôt à ceux qui invoquent la menace colonialiste pour faire accepter aux gens le despotisme tout en laissant entendre à leurs interlocuteurs intéressés [les puissances occidentales] : "Si vous voulez notre pétrole et la sécurité pour vos investissements et souhaitez nous vendre vos produits, nous sommes votre meilleure carte." Ils mentent.

Massoud Behnoud

IRAK: l'occupation coûtera 87 milliards de dollars en 2004 Bush redécouvre l'ONU...

Alors que la relève des troupes de la coalition devient urgente, George Bush demande l'envoi en Irak d'une force multinationale qui serait placée sous commandement... américain

« **T**ous nos amis n'ont pas été d'accord avec notre décision de faire appliquer les résolutions des Nations unies et de retirer du pouvoir Saddam Hussein... » Ceux qui s'attendaient à un mea culpa américain après le triste bilan des attentats du mois d'août en Irak en seront pour leurs frais : dans le discours qu'il a prononcé quatre jours avant l'anniversaire des attaques du 11 septembre 2001, George Bush ne s'est pas départi de son arrogance pour rappeler les Nations unies à leur « devoir ». Et présenter son appel à l'aide comme une chance pour l'organisation internationale : « Les membres des Nations unies ont maintenant l'occasion et la responsabilité d'assumer un rôle plus large pour s'assurer que l'Irak devienne un pays libre et démocratique. »

Malgré le ton employé, le discours du président américain n'en montre pas moins que le camp des unilatéraux aux États-Unis est aujourd'hui en perte de vitesse. Champion de ces « cow-boys solitaires », Donald Rumsfeld a fini par perdre de sa crédibilité aux yeux de la Maison-Blanche : « Il a cafouillé dans son plan d'après-guerre, explique au "Washington Post" William Kristol, le chef de file des néoconservateurs. Pendant cinq mois, Rumsfeld a assuré que tout allait bien et que l'on n'avait besoin ni d'hommes supplémentaires, ni surtout de l'aide de l'ONU. On peut dire qu'il s'est trompé ! »

Comment s'explique ce changement de tactique du président américain ? Il y a d'abord le bilan du mois d'août, au cours duquel les troupes de la coalition ont essuyé en moyenne quinze attaques par jour. Puis un alarmant rapport du Congrès affirmant que les troupes américaines ne pourront pas continuer seules après le printemps 2004. Car on a beau apercevoir des soldats du Honduras ou du Guatemala à Nadjaf, des Espagnols à Kout ou des Australiens à Bagdad, il n'en reste pas moins que 86% des 163 000 militaires présents en Irak sont

américains. Et il sera difficile de trouver les 30 000 soldats « étrangers » nécessaires à la relève des GI. Cette relève pourrait venir de Turquie, du Pakistan ou de l'Inde si les gouvernements de ces pays réussissent à contenir chez eux les manifestations de colère que l'occupation de l'Irak par leurs troupes pourrait provoquer. Quant à la France ou à l'Allemagne, leurs troupes sont déjà engagées sur d'autres théâtres d'opérations, en Afrique et en Afghanistan. Ce qui signifie que les troupes américaines seront encore enlisées en Irak dans

clair pour établir quand et comment nous quitterons l'Irak... Nous voulons apercevoir la lumière au bout du tunnel », a prévenu Jim Kolbe, représentant républicain de l'Arizona, qui siège à la commission des crédits budgétaires...

Comment les membres du Conseil de Sécurité vont-ils accueillir cet appel au secours du président américain ? La semaine dernière, à Dresde, Jacques Chirac a critiqué le texte destiné à élargir le rôle de l'ONU en Irak : « Il nous paraît assez loin de l'objectif prioritaire », à savoir « le transfert de la responsabilité politique à un gouvernement irakien

aussi rapidement que possible », a déclaré le président français. Car selon le projet de résolution de Washington, le Conseil de Gouvernement irakien demeurerait sous la tutelle des Américains. Et la force multinationale de l'ONU serait placée « sous commandement unifié », c'est-à-dire... américain.

Malgré cela, certains analystes de politique internationale pensent que les membres du Conseil de Sécurité finiront par trouver un terrain d'entente. Benjamin Barber, de l'université du Maryland, es-

time que les réticences affichées aujourd'hui par le « clan de la paix » sont tactiques et que Français et Russes sont en train de fixer le prix de leur soutien à l'effort de guerre américain. Un marchandage qui tourne autour du partage du pouvoir politique, des contrats pétroliers et d'une participation à la reconstruction du pays.

Ghassan Salamé, numéro deux de l'ONU à Bagdad et bras droit de Sergio Vieira de Mello avant la mort de celui-ci dans l'attentat du 19 août, pense lui aussi que la résolution finira par être adoptée : « Il n'y aura pas de veto à la résolution. Et le secrétaire général ne s'y opposera pas. » Une attitude qu'il regrette presque : « Nous ne sommes pas dans une situation d'après-guerre. Et les casques bleus ne seraient pas l'affaire. Ayons le courage de reconnaître qu'aujourd'hui seule l'armée irakienne peut assurer la stabilité et la sécurité du pays. Je ne suis pas sûr que l'ONU puisse réussir aujourd'hui en Irak... »

SARA DANIEL



En haut: AP/Sipa Press

Donald Rumsfeld en Irak. « Il a cafouillé dans son plan d'après-guerre », affirme William Kristol, le chef de file des néoconservateurs.

un an lorsque commencera la campagne électorale de George Bush.

Le revirement américain survient aussi au moment où la Maison-Blanche vient d'annoncer au Congrès le nouveau montant de la facture de l'occupation : près de 87 milliards de dollars en 2004. Une réévaluation qui tient compte de la révision à la baisse des revenus du pétrole irakien et de celle de la contribution des « alliés ». Au Congrès, le chiffre a fait l'effet d'un électrochoc. « Nous allons être très réticents à accorder plus d'argent s'il n'y a pas de plan plus

Special report Rebuilding Iraq

The Economist September 13th 2003



Who'll help us? We ourselves, mostly

BAGHDAD

The Iraqis don't particularly want the UN to manage their money or their security. Helping them to political independence is another matter

IT IS not just the Americans who question the role of the United Nations in Iraq. The UN questions it itself—and so do the Iraqis. Since May, the World Food Programme has shipped the equivalent of a 25-tonne truck of wheat every minute of every day. On the walls of the Baghdad Convention Centre, home to both the American army's information centre and the American consul, hangs a UN tender for the supply of 841 square metres of glass, part of its emergency assistance programme to Iraq. But the UN's job, say many of its staffers, is to help the world's most vulnerable, not prop up America's occupation of Iraq.

For the past seven years, the UN has run most of Iraq's finances, collecting and dispersing its oil revenues. But the oil-for-food programme is due to expire in November, and there is uncertainty about what functions America, the Iraqis and the UN will now assume. Under UN Resolution 1483, the mandate currently in force, Iraq's oil revenues (bar the tiny portion that goes to

Kuwait) are deposited in the loosely monitored Development Fund for Iraq (DFI).

The DFI should be monitored by the International Advisory and Monitoring Board, but its terms of reference are vague, and its members have not yet been appointed. Some members of the European Union want the UN to retain tight control. They argue that aid offered at the donors' conference, to be held in Madrid in October, should go to a multi-donor trust fund under the authority of the UN, and that America should have no access to the DFI until it is properly audited.

But the Europeans' argument has been greatly weakened by George Bush's \$87-billion package for Iraq and Afghanistan. Mr Bush allocated \$20 billion for Iraq's development in 2004. This had the effect of shunting any real donor role into 2005, much reducing the strings that donors can attach. Coalition officials say funds raised in Madrid will arrive too late for the 2004 budget, though contributions of \$5 billion for both 2005 and 2006 will be welcome.

The \$20 billion allocation has also paved the way for America to transfer Iraq's budget to Iraqis. At present, Iraqi ministers complain bitterly about their American shadows; they felt left out in the cold by the 2003 budget, which was drawn up by the American administrator, Paul Bremer. The oil minister, for instance, said he had no idea how much was to be spent on rehabilitating the oilfields, and was told to seek finance on a case-by-case basis.

But Iraqi ministers have themselves helped to draw up the 2004 budget. For the first time in seven years, Iraqis will spend their own oil wealth. Few, under these circumstances, would relish handing responsibility back to the UN.

Iraqis will have a \$13 billion budget in 2004, most of it from oil revenues, and all but \$1 billion will be assigned for running costs, most of them salaries. The capital budget, the \$20 billion, will be managed by Mr Bremer, with most of it going to the rebuilding and reform of Iraq's infrastructure. Of this, \$6.6 billion will go to electricity, \$2 billion to rehabilitate the oilfields, and much of the rest for public works. In short, American firms chosen by Mr Bremer will mostly lay Iraq's future foundations—however much the EU objects.

Do the Iraqis care? Not greatly. In 1979, when Saddam Hussein took office, Iraqis had a higher GDP per head than Australia. Today, incomes are lower than Congo's. Most just want the renovation of their di-

Special report Rebuilding Iraq

The Economist September 13th 2003

lapidated state, which \$20 billion should indeed help jump-start.

On the other hand, the Iraqis are nationalistic. The formula engraved on the oil ministry's wall, "Arab oil for the Arabs", speaks for many. But the Americans assure them that decisions to privatise, lease, or mortgage the oilfields will be postponed, pending the return of sovereignty.

There are conflicts of interest. The Ministry of Agriculture, with its meagre allocation of barely 1% of the budget, suspects American prairie farmers of lobbying to scupper Iraq's drive for self-sufficiency. The UN has paid for surplus food from abroad until June 2004. After that, America says it has yet to decide whether to maintain the bread-basket, or provide aid that stimulates Iraqi farming.

Iraqis also fear they are being short-changed on reconstruction. Bechtel, an American construction firm, claims it has awarded 41 of the 75 contracts issued under its \$680m reconstruction deal to Iraqis. But the Iraqis complain that they are getting tenders for tractor-driving, while the big bucks go elsewhere.

Will the funds be audited? In the past, reporting the Iraqi budget was a crime and, by regional standards, America is offering unprecedented transparency. Minutes of meetings and the budget will be posted on the internet. Many remain uneasy: there were quite a few oddities about the 2003 budget. But the Americans resist the notion of armies of auditors.

By the planned date of transition to a sovereign Iraq, sometime in 2005, Iraq should have \$20 billion of oil revenues a year. It will then embark, alone, on the opening up of its oil reserves, cosseted by no more than a defence pact, providing for American bases in Iraq. Such, at least, is the American dream.

The current reality is less rosy. A series of well-targeted attacks have shut down the northern pipeline, which until the start of the war pumped 1m barrels per day to the Turkish port of Ceyhan. This has forced planners to scale down the \$3.45 billion of oil revenues, forecast in the 2003 budget, by more than a third. Current oil exports hover around 800,000bpd, or \$500m a month, about half as much as was expected. The sabotage hangs like a Damocles sword over the oil minister's target of 3m bpd by next summer, on which the \$13 billion budget for 2004 depends.

Out of Mr Bush's promised \$20 billion, over \$5 billion is earmarked for Iraq's armed forces. The Americans have accelerated plans for raising an Iraqi army of 40,000 in three years, and will now do it in one. And they have doubled the intended number of police and border guards to 90,000. It is unlikely that this will be enough. America's National Security Council estimated in the spring that, based on experience in the Balkans, some



Kurdish Zabari, appointed by America

500,000 peace enforcers would be needed for post-war Iraq. America and its motley coalition now have 155,000 soldiers in the country. Attacks on soldiers are increasing.

But as with oil revenues, so with security: Iraqis would be reluctant to cede responsibility to the UN's blue-helmets. Iraqis of all hues argue that they know their country better than any foreigner, and can better protect it. Members of the Governing Council say they want foreign troops out, not in.

Enter sectarianism

Much of the continuing bad feeling is of the Americans' own making. Suspected Baathists are still being expelled from their jobs, creating a fertile ground from which the resistance can recruit. In Kirkuk, 500 civil servants were dismissed from the education department; another 1,300 were fired from the oil ministry. None has been put on trial—the promised tribunal has yet to open—and some sackings appear motivated at least in part by revenge.

The Americans say that their widespread public works are soaking up excess labour, and will reduce unemployment from 60% to 20% by the end of next year. But technocrats do not want broomsticks, says an oil ministry clerk, they want responsibility. Some of his colleagues were so angered, he said, that they were directing the resistance to key junctions on the pipeline.

The current security problems, however, could pale compared with those that loom. The carving of Iraq's political map according to its matrix of sects (Sunni, Shia and Christian) and ethnicities (Arab, Kurd and Turkomen) seemed a relief after years of Sunni supremacy. But for many Iraqis, America has sown the seeds of future sec-

tarianism, much as the French did in Lebanon after the first world war. For the first time that most Iraqis can remember, the term *ta'ifi*, or sectarian, is no longer taboo. Iraqis who want to climb the political ladder now expect to do it through their sect or ethnic grouping.

There is of course no such thing as an average Iraqi, and Iraq's bumpy assumption of its Arab League seat this week awakened conflicting emotions. Sunnis saw the readiness of that supposed bastion of Arabism to accept a "quisling" foreign minister appointed by the American occupier as a sell-out (all the more so, since the foreign minister, Hoshyar Zabar, is a Kurd), while Shias said that the Arab League's dithering showed contempt for the Shia majority in Iraq. But where differences were repressed under Saddam, they are now becoming official.

The security vacuum has encouraged the rise of militias, who might yet emerge as Lebanese-style warlords. Last week, a near-blind 78-year-old cleric, Muhammad Bahr al-Uloum, who had spent the past decade in Britain, declared he would form his own militia because the Americans could not protect him. The holy Shia city of Najaf, he said, had 2,500 police, but only 400 of them had weapons, and half of those didn't work.

Sunnis call their militias the resistance. Faced with continued attacks, the Shias are arming. Unless the Kurds disarm the *peshmerga* guerrillas, argue Shias, why should we? The Americans have publicly vowed to disband Najaf's militias, but are working with the local governor who has privately encouraged the armed gangs to team up with local police. In the north, too, the Americans are seeking the integration of a few score Kurdish *peshmergas* as firemen, border guards and forest watchmen.

Towards a constitution

Their efforts barely scratch the surface. Militia friction has ricocheted back to Baghdad, where the Governing Council has the task of supervising the writing of a constitution for a sovereign Iraq agreeable to all representative groups. A committee charged with choosing the committee to choose the constitution was due to report back in mid-September, but says it now needs more time. The bickering is fiercest between the Kurds, who are in a rush to get an American-style federal state, and religious Shias, who want to wait until the Americans leave. The Americans, they fear, would prevent them establishing a link between state and religion.

To slow down the process, Grand Ayatollah Ali al-Sistani, the most widely followed Shia leader, insists that the Iraqis should elect a constitutional congress, fully aware that elections in the current insecurity are a non-starter. The Kurds, who have few powerful ministries but domi-

nate the constitutional committee, want to move faster by choosing representatives from each governorate to draw up a constitution, which will then be put to a plebiscite. The difference could pull Iraq apart at the seams.

Many Arabs suspect that American administrators, under the guise of decentralisation, are fostering a federal system. So might the UN have a role in holding one of

its founding members together? Probably, yes. Even pro-American Iraqi Arabs have welcomed the UN's involvement in drawing up a constitution, hopeful that it might prevent a rupture. On the political path to independence, most Iraqis believe that the UN might serve them better than America, setting a timetable for elections and troop withdrawal from cities. But they do not want the organisation to overstep itself. ■

ernment and holding an election.

Germany, too, is unlikely to vote against a resolution but wants a clear timetable. Joschka Fischer, the foreign minister, has been talking to Mr Powell about amendments. Germany's bottom line, he says, is a "central" role for the UN and "full transparency" in the efforts to rebuild Iraq. On September 10th Germany, France and Russia all offered amendments to approve American military leadership, as long as American civilian control is quickly handed to others.

Many countries already have troops in Iraq, but persuading others to join in remains hard. America would especially like India, Pakistan, Turkey and Bangladesh to take part. But India's attitude is probably typical. In July, the Indian government turned down an American request to send soldiers to Iraq. It said it would reconsider if there were a fresh UN mandate; but since the war, in its eyes, was illegitimate, committing troops would still be too unpopular. India will probably hold out for a stronger role for the UN both in managing Iraq's political transition, and in leading the peacekeeping force.

America is also seeking international help with post-war costs, and here, too, there are problems. The new spending bill for next year—\$87 billion, in addition to \$79 billion already approved, with \$51 billion earmarked for Iraq—makes this the costliest reconstruction effort since the Marshall Plan for Europe, and is almost ten times what the first Gulf war cost America (most of that war being financed by others). It will increase the budget deficit from 4.2% of GDP to 4.7%, and, at a time of tax cuts, Democrats will not hesitate to lambast Mr Bush for it. Yet the total, however large, is about the minimum required. The biggest slice goes to the armed forces. The defence secretary, Donald Rumsfeld, said recently that it costs \$3.9 billion a month to keep troops in Iraq, so that \$51 billion will do little more than maintain current troop levels for a year.

Of the rest, \$15 billion goes on reconstructing Iraq's infrastructure—mainly electricity, water, and oil—and \$5 billion on retraining the Iraqi army and police. This would be America's contribution to the capital costs of Iraqi reconstruction, which the administration estimates at \$50 billion-75 billion. Officials want other countries to stump up the remaining \$30 billion-55 billion at a donors' conference on October 23rd-24th. That total, while perhaps on the low side, is probably as much as Iraq can absorb.

The donors' meeting, officials imagine, will be the final stage of reconstruction planning. Of course, it is only the start. As Joe Saba, the World Bank's officer in charge of Iraq, says, "Success is about what kinds of institutions we build, and that cannot be measured in dollar terms." ■

The diplomatic front

In search of a new resolution

BERLIN, MUMBAI, PARIS AND WASHINGTON, DC

America needs help. Will anyone listen?

BY MAKING Iraq, as George Bush told Americans last Sunday, "the central front" in the war on terror, the president has provided a new, *post hoc* reason for the invasion. America has taken the battle—which is the world's battle—to the enemy, rather than fighting it at home. A video and audio tape of Osama bin Laden, released this week, gives credence to the idea. Ayman al-Zawahiri, al-Qaeda's second-in-command, urges "mujahideen brothers in Iraq...to devour Americans like the lions devour their prey", and to turn Iraq into their "graveyard".

But as a description of American policy, the "central front" notion also hides an embarrassment: a change of course. After saying for months that it could handle Iraq by itself, America now needs, and is seeking, help from whoever it can find.

In May, the Pentagon had talked of having 30,000 troops in Iraq by the autumn. It still has 130,000 there. Officials suggested surging oil revenues would make Iraqi reconstruction largely self-financing. The president has just asked for \$87 billion in extra money. And an aide to the first American administrator in Baghdad said he had been told to pack just two suits because no one would be staying long. As Colin Powell, the secretary of state, put it with magnificent restraint this week, "We might have underestimated" the difficulties in Iraq.

On September 13th, he and the foreign ministers of the other four permanent members of the United Nations Security Council will meet in Geneva to thrash out a new resolution. America's basic proposal is that the UN should endorse the American-led occupation, allowing countries that had opposed the invasion without UN backing to send troops. A multinational force would then take shape, under both a UN mandate and American command. Then, when the country is secure, the coalition will transfer control straight

to the Iraqis. The British think there is no way that America will concede political control to the UN even for a while, though it may accept a NATO presence later.

What will America's critics make of that? Since everyone wants to speed up the handover to the Iraqis, even the hardest cases are trying to keep options open. Despite President Jacques Chirac's blunt declaration last week that the American proposal did not transfer power fast enough to the Iraqi people, and despite the complete lack of French interest, for now, in joining a UN force, there is no talk of France vetoing a resolution. At worst, it may abstain. Privately, the French acknowledge that they will have to accept both the presence of Paul Bremer and his administration, and an American commander at the head of any UN force. But if a lot of UN-mandated troops are sent, they want them answerable to a UN-run authority; and they insist that the resolution should contain a tight timetable for setting up a provisional gov-



Longing for company

Paying the bills for Iraq

With U.S. military casualties rising and Iraqis restless over shortages of electricity, water and most other things, Congress is inclined to give President George W. Bush the full \$87 billion he wants for Iraq and Afghanistan next year. But sticker shock is just starting to set in — not to mention an awareness of potential costs the president neglected to bring up. Members of Congress are right to ask hard questions about how these huge bills will be paid, whether yielding some authority over Iraq may induce other countries to share the burdens and just how much a prolonged occupation will damage the military.

Bush's request for the next year would bring American spending on Iraq to about \$150 billion. The most costly element is military operations — roughly \$1 billion a week. Long-term military costs are unknowable because they depend on how many

troops will be needed, and for how long. The strain is already plain. The army announced on Tuesday that it was extending the Iraq duty of thousands of reserve and National Guard troops, keeping their jobs and families in limbo.

Even if the White House can mend the damage done to American alliances before the war, the prospects for sharing these military burdens are necessarily limited, at least until

combat gives way to peacekeeping. Only a few countries have troops adequate for the current phase. Britain is already contributing all it can. A new United Nations resolution could add perhaps an additional 30,000 from Western Europe. Turkey, Pakistan and India might provide peacekeepers, but would probably expect loans and other concessions in return.

Reconstruction costs are more predictable. A further \$50 billion to \$80 billion will be needed over the next

few years — more if continued sabotage delays the rebuilding of electricity grids and oil pipelines. In future years, a revived Iraqi oil industry may be able to pay some of the bills. If the White House finally agrees to yield political and economic authority to the United Nations, Europe and Japan may also be persuaded to make substantial contributions. Many donors would reasonably demand assurances of fair access to Iraqi reconstruction and oil contracts.

For now, Washington will have to pay most of the bills, and those sums cannot simply be added on to a deficit already nearing a half-trillion dollars.

But as big as these issues are, Congress already needs to think beyond them. Before the war, the administration failed to define achievable U.S. goals for Iraq or an eventual exit strategy. Those questions can no longer be deferred.

Critics of U.S. seek strict timing on Iraq Power-sharing tied to support for plan

From news reports

GENEVA: France is insisting on a fast timetable to restore Iraqi sovereignty as the five permanent members of the UN Security Council gather here to discuss the draft resolution proposed by the United States to broaden support for its occupation of Iraq.

With Russia joining France as the most outspoken critics of the U.S. plan, Kofi Annan, the UN secretary general, said he hoped the five foreign ministers would agree Saturday on a "sense of direction" for Iraq.

President George W. Bush appealed again Friday to the international community to join the effort to build a stable postwar Iraq and said free nations could not be neutral in the "fight between civilization and chaos."

"It's time for others to join us," Bush said of the mission in Iraq.

But American allies made it clear that their support would include a political price for the United States — a reduction of its political authority over Iraq.

The French foreign minister, Dominique de Villepin, said the timetable for Iraq should have a provisional government in place within a month, followed by a draft constitution by the end of the year and elections next spring.

"Today, it is urgent to transfer sover-

eignty to the Iraqi people themselves to permit them to fully assume their responsibilities," he wrote in an opinion piece in the daily *Le Monde*.

Russia also wants the draft resolution to outline a specific time frame for presence of international peacekeepers and the restoration of sovereignty, the ITAR-Tass news agency reported.

Secretary of State Colin Powell said in an interview with Al Jazeera television of Qatar that the United States wants to restore Iraqi sovereignty "as fast as we can" and is starting by giving responsibility to newly appointed cabinet ministers.

In another interview with the German ARD television, Powell said the United Nations has a "vital role" in Iraq, but "isn't ready to handle" assuming all authority.

With Bush asking Congress for an additional \$87 billion, mostly for postwar Iraq, the proposed U.S. resolution would help shift the burden from Washington.

It would create a multinational force under a unified UN command with an American commander.

Annan said he hopes to see "some convergence" when he meets with Powell, de Villepin and the other foreign ministers — Igor Ivanov of Russia, Jack Straw of Britain and Li Zhaoxing of

China — in Geneva on Saturday.

Then the full 15-member council can take up the resolution in New York, he said.

"Only the five members are meeting here and they cannot take a decision without the other 10 — and I'll be meeting the other 10 members as soon as I get back."

Germany, one of the 10, has been backing the French position.

"We're expecting constructive discussions, followed by further constructive discussions in New York," the German Foreign Ministry spokesman, Walter Lindner, said in Berlin. "There are a whole lot of proposals on the table."

A crucial goal of the U.S. draft is to give countries like Turkey, India, Pakistan and Bangladesh the UN authorization they say they need before committing any troops to Iraq.

But, in a blow to that plan, an Indian Defense Ministry official said Friday that India cannot afford to send peacekeeping troops to Iraq because of a surge in violence by Islamic militants in Kashmir.

Annan called the meeting with a double purpose. Not only is he trying to expand international involvement in Iraq's recovery, but he also is emphasizing the need to improve protection for aid workers on the ground.

He met with aid agency chiefs Friday to look for ways to improve protection for relief workers trying to rebuild Iraq.

"We need to find a way to maximize the contribution we are making to the people of Iraq while minimizing the risk to staff," Annan said. (AP, Reuters)

International Herald Tribune
Saturday-Sunday, September 13-14, 2003

Iran gets deadline on nuclear program

The Associated Press

VIENNA: The UN atomic agency board on Friday gave Iran until Oct. 31 to disprove suspicions about its nuclear program, setting the stage for possible UN Security Council action if it does not comply.

Iran's delegation walked out of the International Atomic Energy Agency's board of governors meeting in protest after a resolution

containing the deadline was adopted. Iranian officials had repeatedly warned that imposing a deadline would aggravate nuclear tensions.

"We reject in the strongest terms this resolution," the chief Iranian delegate, Ali Akbar Salehi, said in a prepared statement. "Unfortunately the sponsors of the draft reacted in total disregard for principles of multilateralism and did not entertain our amendments."

The resolution, submitted by Australia, Canada and Japan, calls on Iran to "provide accelerated cooperation" with agency efforts to clear up questions about Tehran's nuclear program.

The resolution did not threaten any consequences, but diplomats at the meeting said Security Council involvement appeared likely if the next board meeting in November found that the Iranians were not cooperating. The Security Council can call for sanctions if it finds Iran is violating the resolution.

The board approved the resolution without a vote, diplomats said. But the measure had the support of the

United States, and more than 20 members of the 35-nation board had indicated they would vote in favor.

Salehi said the resolution reflected territorial designs on the part of the United States. "It is no secret that the current U.S. administration, or at least its influential circle, entertains the idea of invasion of yet another territory, as they aim to re-engineer and reshape the entire Middle East region," his statement said.

Salehi said Iran would review its cooperation with the UN agency in light of the resolution.

L'AIEA donne jusqu'au 31 octobre à l'Iran pour dévoiler son programme nucléaire

VIENNE

de notre correspondante

A l'initiative des pays occidentaux, le conseil des gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a adopté par consensus, vendredi 12 septembre, à Vienne, une résolution très ferme à l'égard de l'Iran. L'organe exécutif de l'Agence donne jusqu'au 31 octobre à la République islamique pour dévoiler son programme nucléaire et prouver qu'elle n'a pas cherché à se doter d'armements prohibés. Il ne la menace pas explicitement de porter le dossier devant le Conseil de sécurité de l'ONU si jamais elle n'obtempère pas. Mais ce serait, en cas de refus, la prochaine étape lors de la réunion des gouverneurs, le 15 novembre.

L'ambassadeur iranien, Ali Akbar Salehi, qui n'a pas demandé de vote, s'est dissocié de façon ostentatoire de cette résolution. Il a claqué la porte, en déclarant qu'un texte aussi offensif risque de « tuer un processus par ailleurs constructif » et va contraindre son pays à « revoir en profondeur » sa coopération avec l'Agence. Quelques heures plus tôt, lors de la prière du vendredi à Téhéran, l'ancien président de la République islamique, Akbar Hachémi Rafsandjani, une des voix les plus influentes en Iran, avait qualifié la réunion de l'AIEA d'« injuste » et « inhumaine ». Selon lui, les Iraniens sont unis dans leur rejet de ce qu'ils considèrent comme un ultimatum.

Depuis de longs mois, l'Iran nie catégoriquement vouloir se doter d'armes de destruction massive et

défend avec apreté son droit à développer un programme nucléaire civil pour satisfaire ses besoins énergétiques. Il s'est déclaré prêt à signer le protocole additionnel au Traité de non-prolifération nucléaire (TNP) - qui autorise des inspections renforcées - et il rejette les accusations des Etats-Unis concernant un éventuel programme clandestin comme une « propagande ».

Interrogée par la chaîne de télévision américaine CNN, la porte-



Une résolution aussi offensive risque de « tuer un processus par ailleurs constructif »

ALI AKBAR SALEHI

parole de l'AIEA, Melissa Fleming, a déclaré que le conseil des gouverneurs (où siègent 35 pays, dont l'Iran) a « un certain nombre de questions, sur des sujets très techniques mais importants, qui ont besoin d'être clarifiées ». Les inspecteurs de l'Agence, a-t-elle ajouté, ont besoin d'une coopération accélérée et d'une transparence complète de l'Iran, afin qu'ils puissent se prononcer en quelques semaines au lieu de laisser traîner l'affaire « sur des mois et des mois ».

Le conseil des gouverneurs a décidé de publier sur son site Web le texte de la résolution adoptée, mais aussi les dix pages du dernier rapport de l'Agence sur l'Iran, daté du 26 août, qui confirmait, en pointillés et dans un langage très technique, de manière à ménager une porte de sortie à Téhéran, ce que supputaient

déjà les experts : d'ici un à deux ans, les scientifiques iraniens maîtriseront la totalité du cycle d'enrichissement du combustible nucléaire et seront en mesure de fabriquer des armes. « Ils progressent vite et il est dans l'intérêt de tout le monde de leur fixer un délai. Nous devons avoir une idée précise de ce qu'ils ont fait. Dans cette affaire, le calendrier est essentiel », dit-on à Vienne.

La résolution demande notamment à l'Iran une liste détaillée de l'origine et de la nature des matériaux ou composants qu'il a pu se procurer dans le cadre de son programme d'enrichissement de l'uranium. Les soupçons de l'AIEA ont été étayés par la découverte, en juin, de particules d'uranium de qualité militaire sur le site pilote de Natanz, à 500 km au sud de Téhéran. Les autorités iraniennes attribuent cette découverte à une simple contamination par du matériel importé. Les gouverneurs appellent aussi l'Iran à suspendre, dans l'immédiat, le chargement de ce site avec du combustible nucléaire, et, précise la résolution, « au titre de mesure de confiance, à agir dès maintenant en conformité avec le protocole additionnel ».

Ce texte est une victoire des Occidentaux - Américains et Européens sont sur la même ligne - qui ont dû convaincre nombre de pays non alignés, soucieux de leur souveraineté nationale en matière nucléaire, de se rallier à une attitude de fermeté. Avant le début de la réunion formelle, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne avaient été contraints de retirer un projet de résolution visant à saisir le Conseil de sécurité du non-respect par Téhéran de ses obligations envers le TNP.

La France et l'Allemagne ont proposé un texte plus atténué. Reprise ensuite par le Canada, le Japon et l'Australie, l'idée d'une date butoir s'est imposée : si, dans la foulée de l'offensive américaine en Irak, une partie de la communauté internationale pouvait douter de l'urgence du dossier iranien, le dernier rapport de l'AIEA a dessillé les yeux des plus sceptiques. La Russie, via son ministère des affaires étrangères, a soutenu la résolution, tout en déclarant poursuivre sa coopération avec Téhéran dans le domaine civil.

Joëlle Stolz

Le Monde

DIMANCHE 14 LUNDI 15 SEPTEMBRE 2003

L'ONU à la recherche d'un accord sur l'après-guerre en Irak

GENÈVE

de nos envoyées spéciales

Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a réuni, samedi 13 septembre, à Genève, les ministres des affaires étrangères des cinq pays membres permanents du Conseil de sécurité (Chine, Etats-Unis, France, Royaume-Uni, Russie) dans l'espoir de rapprocher leurs positions sur la gestion de l'après-guerre en Irak et d'obtenir, en particulier, une clarification quant au rôle imparti aux Nations unies. Alors que l'Assemblée générale annuelle de l'ONU doit s'ouvrir dans dix jours, à New York, M. Annan ne ménage pas ses efforts pour que les membres du Conseil de sécurité retrouvent une entente, qui seule permet à l'Organisation de fonctionner.

A la veille de la réunion de Genève, les approches étaient encore très divergentes mais l'atmosphère n'était « pas à l'affrontement », affirmait-on à Paris, où Jacques Chirac a répété, vendredi encore, que la France aborde les discussions « dans un esprit constructif ». Le type de décision à prendre n'est pas le même qu'en 2002 : il ne s'agit plus de cautions ou d'empêcher une entrée

en guerre des Etats-Unis, mais de trouver les meilleures réponses pour sortir de la crise en Irak dont tout le monde reconnaît la gravité. Les Américains ne menacent pas, comme il y a un an, de se passer de l'ONU, mais appellent au contraire la communauté internationale à la rescousse. Personne ne menace, à l'inverse, d'user d'un droit de veto contre le texte que Washington a mis en circulation la semaine dernière à New York et qui n'est encore qu'un avant-projet de résolution, susceptible de modifications.

Au vu des premières réactions à ce texte, des regroupements analogues à ceux de l'année dernière se sont ébauchés ces derniers jours entre membres du Conseil : réserves de plusieurs membres non permanents comme le Mexique, le Pakistan et, un peu moins fermement, le Chili ; prudence des Africains, adhésion de la Bulgarie. Chez les membres permanents, la France a, une fois encore, pris la tête de la contestation en rédigeant, avec l'Allemagne, des amendements. Ils représentent en fait un contre-projet tant la logique qui les inspire – la fin de l'occupation américaine en Irak – est

éloignée de celle de Washington. La Russie ne s'est pas prêtée à la reconstitution du « trio antiguerre » de 2002, mais elle reprend à son compte plusieurs des propositions franco-allemandes. La Chine a approuvé le principe de base de la démarche française par la voix de

La réunion de Genève doit permettre de voir jusqu'où les Américains sont prêts à faire des concessions

son vice-ministre des affaires étrangères. Le chef de la diplomatie britannique, Jack Straw, a pour sa part indiqué qu'il soutiendrait le projet de résolution américain.

Logiquement, les mêmes camps tendent à se reconstituer, mais les divisions ne sont pas aussi aiguës que par le passé ; personne, parmi les ex-opposants à la guerre, n'ira cette fois à la bagarre contre les

Etats-Unis à propos d'un texte « dont le principal défaut, estime-t-on à Paris, est qu'il ne servirait à rien, [et est] inutile plus que nocif ».

La démarche des Etats-Unis vise essentiellement à drainer, grâce à la caution de l'ONU, des renforts militaires étrangers et des moyens financiers, sans perdre leurs prérogatives en Irak. Aux yeux des dirigeants français, cette démarche est vaine : augmenter les effectifs militaires sans restaurer d'abord la souveraineté irakienne, ne mettra pas fin au chaos dans ce pays.

Le ministre des affaires étrangères, Dominique de Villepin, a exposé dans *Le Monde* du 12 septembre les propositions françaises sur les modalités et le calendrier d'une telle restitution du pouvoir aux Irakiens, qui supposeraient que Washington renonce dès maintenant à sa tutelle sur ce pays.

La France ne dénie pas aux Américains la possibilité d'assumer le commandement d'une force multinationale en Irak, à condition que cette dernière soit au service d'un gouvernement irakien rapidement constitué sous l'égide de l'ONU et respon-

sable dans tous les domaines de l'administration du pays, sans avoir à en référer à M. Paul Bremer. Ces propositions sont « intéressantes », mais « irréalistes », a commenté le secrétaire d'Etat américain, Colin Powell.

La démarche américaine pourrait se révéler inapte à mobiliser les renforts, comme le veut pourtant l'administration Bush. Sans changement radical de la donne, les volontaires ne se bousculeront pas pour aller partager le sort des soldats américains et britanniques en Irak.

Les multiples appels à contribution lancés récemment par George Bush sur des tons divers n'ont guère recueilli d'écho. Hormis chez les Britanniques, qui augmentent leur contingent de mille soldats, on n'a enregistré à ce stade que les modestes promesses, ici et là, d'envoi de quelques dizaines d'hommes en renfort. L'Inde reste sur la réserve ; la Turquie, pour d'autres raisons, tout autant. Quant aux « alliés atlantiques » – la France et l'Allemagne –, les Etats-Unis ne peuvent pas nourrir d'illusions. Colin Powell a déjà poliment expliqué que leurs forces étaient très occupées ailleurs, en

Afghanistan et en Afrique...

La réunion de Genève n'est pas censée déboucher sur un texte de compromis. « Elle permettra, dit un diplomate français, de mesurer la marge de manœuvre de Colin Powell », de voir jusqu'où les Américains sont prêts à faire des concessions. Ils n'en feront vraisemblablement pas assez, si l'on en juge par leurs récentes déclarations, pour que la France, l'Allemagne et d'autres puissent véritablement s'engager avec eux en Irak. On semble penser à Paris que, si ce n'est pas cette fois, ce sera la prochaine, et que, inévitablement, ils devront y venir.

A Genève, un proche de Kofi Annan indiquait, vendredi soir, que, en prenant l'initiative de la réunion, le secrétaire général de l'ONU voulait « trouver un terrain d'entente » entre les Cinq. Il craint désormais que cela ne débouche sur l'adoption « hâtive » d'une résolution ambiguë, dans la mesure où les Américains veulent « à tout prix » en faire adopter une avant l'intervention du président George Bush devant l'Assemblée générale, le 23 septembre, et dans la mesure où aucun autre membre permanent n'envisage

d'opposer un veto.

Même sur le plan humanitaire, l'ONU a été fragilisée et son personnel traumatisé par l'attentat qui a visé, le 19 août, son siège à Bagdad. Cette situation place M. Annan face à un dilemme. « Il est clair, a-t-il dit après une réunion avec les chefs des agences humanitaires, que l'ONU ne peut pas se barricader dans une forteresse, puisque notre travail est d'être avec la population, mais elle doit réduire au maximum les risques encourus par nos personnels. » Toute aide humanitaire doit être perçue comme étant « indépendante du processus politique et militaire ».

Claire Tréan
et Afsané Bassir Pour

Le Monde

15 SEPTEMBRE 2003

A Bagdad, Powell demande du temps

Powell à Bagdad dans la tourmente des attentats

La visite de Colin Powell, plus haut responsable américain à se rendre en Irak depuis la chute du régime de Saddam Hussein en avril, vise officiellement à marquer le soutien de Washington aux efforts de Paul Bremer, l'administrateur américain en Irak, et au conseil de gouvernement transitoire irakien. Dès son arrivée à Bagdad, le secrétaire d'Etat a affirmé la nécessité d'un retour progressif à la souveraineté en Irak, rejetant une proposition française d'une transition rapide. Un nouveau coup a été porté hier à l'armée américaine en Irak, où un de ses soldats a été tué et trois autres blessés par un engin explosif, une heure avant l'arrivée à Bagdad du secrétaire d'Etat américain. L'explosion s'est produite au passage du convoi près de Faludja, à l'ouest de Bagdad.

LE FIGARO LUNDI 15 SEPTEMBRE 2003

**Bagdad :
de notre envoyé spécial
Adrien Jaulmes**

Colin Powell n'a pas pris de bain de foule. Arrivé hier matin à Bagdad, le secrétaire d'Etat américain a effectué hier sa première visite à Bagdad sous haute protection. Car 5 mois après la prise de la ville par les colonnes blindées américaines, la capitale irakienne est loin d'être une ville sûre. Barricadés dans les anciens palais de Saddam Hussein, redevenus pour les Irakiens les mêmes « cités interdites » que sous le régime du dictateur, les Américains s'entourent de mesures de sécurité qui les coupent chaque jour un peu plus de la population. Colin Powell s'est posé sur l'aéroport de Bagdad à une heure gardée secrète à bord d'un Hercules C-130, le plus banal des avions de transports américains.

Il a ensuite été transféré en hélicoptère vers le centre-ville, pour ne plus quitter les périmètres de sécurité de l'US Army. Les convois militaires américains sont régulièrement attaqués sur la route entre Bagdad et l'aéroport.

Les nouveaux ministres irakiens du conseil de gouvernement, et quelques responsables religieux chiïtes auront été les seuls irakiens rencontrés hier par le secrétaire d'Etat américain. Dans une conférence de presse tenue au Palais des congrès de Bagdad, bâtiment géant en forme de grille-pain, entouré de plusieurs enceintes de barbelés, murs pliants pleins de terre, merlons, projecteurs et sacs de sable, Colin Powell s'est cependant félicité du « vent de liberté » qui souffle selon lui sur l'Irak.

« De grandes choses ont été accomplies dans ce pays, a aussi dit le secrétaire d'Etat. Je n'ai pas eu le temps de des-



endre dans les rues, mais j'en ai eu suffisamment pour me rendre compte des progrès réalisés en quelques mois, a-t-il ajouté. J'ai vu la démocratie en action.»

Colin Powell a aussi incité la presse et les médias à porter plus d'attention « aux choses positives qui se passent en Irak ». « Tout le monde devrait y consacrer un peu plus de temps et d'attention », a-t-il dit.

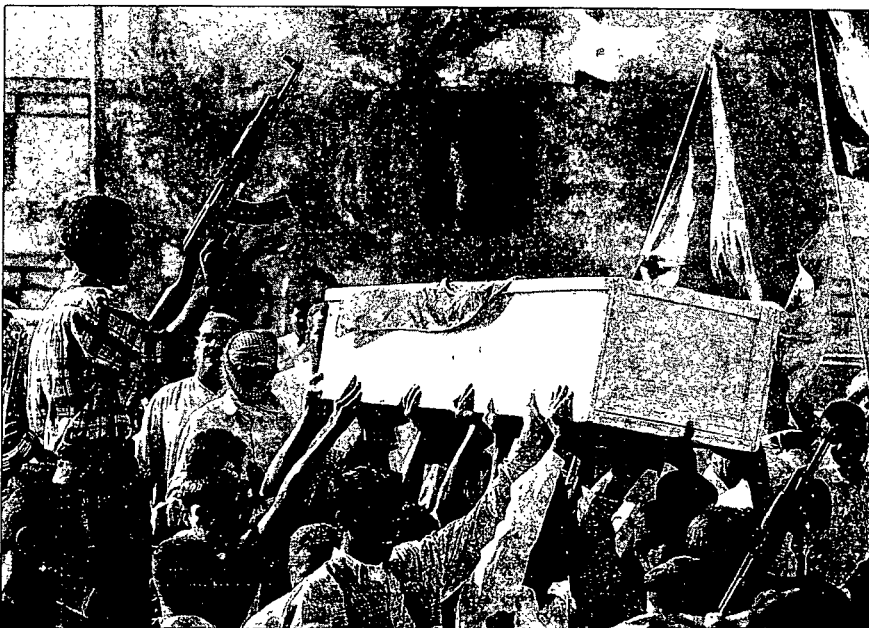
Mais presque au moment de son arrivée à Bagdad hier matin, une bombe a explosé au passage d'un convoi américain près de Faludja, à 50 kilomètres à l'ouest de Bagdad, faisant un mort et trois blessés, et détruisant un véhicule. Alors que les soldats arrivés en renfort ratisaient la zone, un hélicoptère d'évacuation sanitaire a été pris pour cible par un lance-roquettes. Cette attaque intervient deux jours après la bavure retentissante d'une unité américaine qui a tué une dizaine de policiers irakiens dans une fusillade, incident d'autant plus

malheureux que Faludja, bastion sunnite hostile à l'occupation américaine, est en passe de devenir une « épine dans la chair » de l'US Army, qui a presque cessé d'y patrouiller.

Alors qu'une foule de Bédouins en colère fortement armés avait promis samedi de venger leurs morts, l'armée américaine a hier reconnu son implication et présenté ses excuses. « Cet incident fait l'objet d'une enquête », a assuré Colin Powell.

Le secrétaire américain a aussi admis qu'il « subsistait une certaine instabilité dans le pays », même si selon lui, des régions restaient tranquilles, notamment « dans le sud et dans le nord du pays ».

Il a aussi accusé des « terroristes » de s'infiltrer en Irak afin « d'entraver les efforts américains ». « Nous allons nous occuper d'eux », a assuré Colin Powell. Cette instabilité est selon lui une des raisons pour laquelle les troupes américaines restent sta-



Les funérailles des neuf policiers irakiens tués lors d'une bavure américaine se sont déroulées samedi près de Faludja où une foule de bédouins armés promettait de venger leurs morts. Colin Powell a assuré qu'une enquête était en cours. (Photo AFP.)

tionnées en Irak. « Il faut du temps pour pouvoir transférer cette responsabilité aux autorités irakiennes », a-t-il dit.

Colin Powell a ainsi répondu indirectement au ministre français des Affaires étrangères, Dominique de Villepin, qui avait souhaité qu'un gouvernement souverain soit créé le mois pro-

chain, un projet de constitution présenté avant la fin de l'année, et des élections générales organisées avant le printemps 2004.

« Ce serait irréaliste », a dit Colin Powell. Nous devons d'abord mettre en place un gouvernement légitime, et rédiger une constitution. « Il faut du temps pour mettre sur pied les

forces de sécurité irakiennes », et « libérer l'Irak des restes de l'horrible régime » de Saddam Hussein. « La pire chose que nous pourrions faire serait d'aller trop vite dans ce processus », a assuré Colin Powell.

« Nous ne sommes pas des occupants, a tenu à ajouter le secrétaire d'Etat. Nous sommes ve-

nus en libérateurs. Nous avons libéré de nombreux pays ces 60 dernières années, sans annexer un pouce de leur territoire. Nous ne resterons pas en Irak un jour de plus qu'il n'est nécessaire », a-t-il affirmé.

Powell rejects fast transfer of Iraq power

Countering French, he says the process must have stages

By Steven R. Weisman

BAGHDAD: Secretary of State Colin Powell, pressed by France and by some Iraqis to agree to a speedier timetable toward self-government in Iraq, cautioned Sunday that the process of restoring sovereignty had to be carried out in stages and might not be seen as legitimate if the pace were overly rapid.

Speaking after a long day of meetings with leaders of the American-led occupation and with the 25-member Iraqi Governing Council, which was handpicked by the American authorities, Powell also said he found that far more progress was being made in securing and rebuilding Iraq than had been indicated in news reports.

Powell said he was impressed by the determination of council members to gain control of their country as quickly as possible, and he said the United States fully supported them. "This is how you build a government," the secretary said, describing a process in which Iraqis take on "more and more responsibilities" over time.

Refusing to set an exact time for this process as sought by France and the United Nations Security Council, Powell said it was important not to turn over responsibility to Iraqis until the government is seen as legitimate as a result of a new constitution and elections, which could take place well into next year.

"We're not hanging on for the sake of hanging on," Powell said, adding that pushing the transfer to Iraqis too quickly would fail. "The worst thing that could happen is for us to push this process too quickly," he said.

Powell's day began before dawn in Kuwait with a noisy flight aboard an Air Force transport plane to Baghdad airport and then a helicopter ride to the Presidential Palace on a bend in the Tigris River that serves as occupation headquarters. Everywhere Powell, the former chairman of the Joint Chiefs of Staff, was greeted enthusiastically by servicemen and women who seemed to regard him as one of their own.

He traveled through a hot, dusty and brown city that has been returning to normal but one in which American compounds are walled off, fortified and isolated because of the bombing attacks since mid-summer.

As for the timetable for democracy, it is a matter of much discussion, notably because of France's strong criticism and the desire by some Security Council members to speed things up in order to win France's assent to a resolution to widen the UN's role over security

forces and reconstruction in Iraq.

In one version of what is possible, L. Paul Bremer 3rd, the chief American administrator, has said it is realistic to expect sovereignty to be restored in the middle of next year.

On Sunday the new Iraqi foreign minister, Hoshiyar Zebari, said after a meeting with Powell that he thought it would be possible to hold elections and restore sovereignty by the second half of the year.

Though Powell was addressing Iraqis in his comments, it was obvious that his words were also directed at the debate at the United Nations over France's demand that a new interim government be established in a month, and that the entire transition to democracy be overseen by the United Nations rather than the American-led occupation.

France, he said, "believes that we ought to do this as quickly as possible," perhaps in a month. "The only real problem with that is that there is not yet a functioning government that you can turn authority over to," Powell said.

According to an aide, Powell was more blunt at a meeting with Iraqi Governing Council members when one member raised the subject of France's objection, noting that France opposed the invasion of Iraq in the first place.

"We were right, they were wrong, and I am here," the secretary was quoted as saying, a clear indication of the bitter tone the argument is taking.

Powell, after arriving from Kuwait, spent the entire day in meetings sur-

rounded by extremely tight security. The overriding message the secretary said he had heard from Iraqis at the Governing Council and at the Baghdad City Council was gratitude for what the United States had done in taking over Iraq.

"It's really quite astounding how much has happened over the last few weeks," Powell said at a news conference this evening with Bremer. "It's really quite astounding how much has happened."

The secretary met with General John Abizaid, head of the central command, and Lieutenant General Ricardo Sanchez, senior military commander in Iraq. On Sunday evening he dined with the senior Shiite cleric in Baghdad, Hussein al-Sadr, a member of a prominent family with some members of the family having opposed Saddam Hussein and others have now opposed the American occupation.

But he did not leave his highly secure environment. Echoing occupation officials, Powell said that "the security situation remains challenging, but after the briefings I have had this morning I am confident that our new commanders understand the environment they are operating in, and they will be able to deal with it in due course."

Administration officials say those carrying out attacks on the occupation are divided into several categories: common criminals, disgruntled members and allies of the old regime and — a relatively new element — terrorists who have come in from other countries.

Powell said that intelligence reports he had seen put the estimate of outside terrorists as in the hundreds and perhaps 1,000.

The secretary said at an appearance with Zebari that the positive things happening in Iraqi "really don't get out widely enough into the press."

Asked later whether that view was based simply on the official briefings he had received, Powell sounded a somewhat defensive note. "I don't know if I will have the opportunity to go around town and ask people if they are unhappy, so come forward," he said. "But I think I've been around long enough to understand the things I'm being told and to see behind the things I'm being told."

The New York Times

September 15, 2003

The New York Times

Powell promet de ne jamais oublier le massacre des Kurdes de Halabja



HALABJA (Irak), 15 sept (AFP) - 14h34 - Plus de quinze ans après la tragédie, le secrétaire d'Etat américain Colin Powell a rendu hommage dans une atmosphère de grand recueillement lundi aux quelque 5.000 Kurdes irakiens gazés par l'armée de Saddam Hussein à Halabja, localité kurde du nord de l'Irak.

"Je ne vais pas vous dire que le monde aurait dû agir plus tôt, vous le savez", a lancé le responsable américain. "Ce qui s'est passé à Halabja ne doit plus jamais arriver", a-t-il ajouté devant de nombreuses familles de victimes.

Accueilli en fin de matinée à Halabja par les dirigeants kurdes Massoud Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et Jalal Talabani, de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), M. Powell a prononcé ces mots à l'endroit même où sont enterrées les victimes du 16 mars 1988, après avoir reçu un accueil particulièrement cordial et chaleureux de la population.

Plusieurs centaines de membres des familles des victimes, parmi lesquelles beaucoup de vieilles femmes voilées de noir, d'adolescents et d'hommes en costumes colorés ont assisté dans une ambiance recueillie à une cérémonie dans cet endroit aux allures de cimetière militaire avec son millier de petites stèles mortuaires en pierre portant les noms des familles des morts.

Nombre de participants tenaient des fleurs à la main ou des portraits de leurs morts, alors qu'un très grand nombre de peshmergas (combattants kurdes) étaient déployés pour assurer la sécurité.

M. Powell était entouré pour l'occasion de MM. Talabani et Barzani, ainsi que de Paul Bremer, l'administrateur américain en Irak, et de Bahram Saleh, le "Premier ministre" de cette partie du Kurdistan, contrôlée par l'UPK.

"Nous sommes vos alliés", a déclaré M. Saleh, se faisant l'écho des témoignages de sympathie manifestée par la foule à l'égard de M. Powell, avant de rappeler qu'"il y a quinze ans, la plupart du monde a refusé de voir quel démon était Saddam Hussein et a refusé de réagir".

"Halabja est la preuve" que Saddam Hussein détenait des armes de destruction massive, a-t-il dit.

"Les Kurdes sont fiers de faire partie de la coalition qui a renversé le régime irakien", a déclaré M. Barzani, "Nous voulons construire pour l'Irak un avenir où il n'y aura plus d'autres fosses communes".

"Cette ville est entrée dans l'histoire pour toujours. Le monde n'oubliera jamais Halabja. Je me souviendrai toujours d'Halabja", leur a répondu M. Powell.

A propos du responsable du massacre, Ali Hassan al-Majid, un cousin de Saddam Hussein chargé à l'époque de mater les Kurdes, M. Powell a déclaré: "Ali le chimique (son surnom) est en prison. Il y restera jusqu'à ce qu'un tribunal irakien décide de son sort".

Le régime de Saddam Hussein "ne reviendra jamais", a-t-il ajouté, "Bientôt, vous voterez pour une nouvelle Constitution permanente et un nouveau gouvernement".

M. Talabani a déclaré pour sa part: "Nous sommes très fiers d'être vos alliés dans la lutte contre la tyrannie. Maintenant, nous avons de bonnes chances de créer un Irak démocratique".

Après cette cérémonie, M. Powell s'est rendu dans un musée à la mémoire du massacre où sont exposées de très nombreuses photos de la population, en particulier les enfants, morts en pleine rue étouffés par les gaz toxiques.

M. Powell y a écouté le récit d'une mère portant les portraits de ses enfants tués, avant d'aller allumer des bougies au centre d'une grande salle ronde dont le mur est couvert des noms des morts (aux trois quarts des femmes et des enfants).

La visite de M. Powell à Halabja (250 km au nord-est de Bagdad) devait marquer la fin de son séjour en Irak, commencé la veille à Bagdad.

Plus de quinze ans après le drame, nombre d'habitants de Halabja souffrent encore des effets des gaz, comme en témoigne Kadhaz Hama-Amine dont la fille, un bébé à l'époque, a de grosses difficultés respiratoires: "Je suis allée voir de nombreux médecins, mais aucun n'est capable de dire comment elle s'en sortira", dit-elle.

Turk urges U.S. to fight Kurd rebels inside Iraq

The Associated Press

TBILISI, Georgia: Foreign Minister Abdullah Gul of Turkey said Monday that the United States could lose its credibility in combating international terrorism if it did not crack down on Turkish Kurdish rebels based in northern Iraq.

"The United States cannot differentiate between its terrorists and our terrorists," Gul told reporters during his flight to the former Soviet republic of

Georgia. "They cannot also take the risk of losing their credibility in the fight against terrorism."

The statement by Gul highlights the difficulties the United States faces in cobbling together a peacekeeping coalition for Iraq. Washington is asking Turkey, NATO's only Muslim member, to send about 10,000 peacekeepers, and Turkey is insisting that Washington help crack down on Turkish Kurdish rebels.

A U.S. delegation agreed Friday on "a joint plan of action" regarding an estimated 5,000 Turkish Kurdish rebels. A new U.S. delegation is expected in the coming days to discuss the cooperation in detail. Gul seemed optimistic about the talks.

Kurdish rebels waged a 15-year war for autonomy in southeast Turkey that killed 37,000 people. The State Department has branded the Kurdistan Workers Party, which now calls itself Kadek, as a terrorist organization.

Turkey's top leaders are expected to meet Friday to discuss a possible deployment of Turkish peacekeepers to

Iraq.

The possible deployment is deeply controversial in Turkey. A recent poll indicated that a majority of Turks oppose the move. Turkish officials have said that a UN resolution backing the deployment of foreign troops in Iraq would make the Turkish deployment easier.

Any deployment would have to be approved by Parliament, which in March rebuffed a U.S. request to allow in U.S. troops for the Iraq war.

Asked when Turkey would make its final decision on sending troops to Iraq, Gul indicated that his government was in no rush.

"There is no hurry," he said.

U.S. officials have said they are optimistic of a positive response from Turkey. In an interview published Monday, the Turkish daily Milliyet quoted Defense Secretary Donald Rumsfeld as saying that Turkey's procedure for sending troops was nearly finalized.

Iran backs off threat to quit nuclear treaty Tehran accuses U.S. of 'heavy' tactics

From news reports

VIENNA: Iran made it clear Monday it would not withdraw from an international treaty intended to halt the spread of nuclear weapons, but it accused the United States of strong-arming other nations into setting a deadline for Tehran to clarify its nuclear situation.

The Iranian president, Muhammad Khatami, said that his country had no intention of building nuclear bombs, but that it was determined to continue its policy of developing nuclear energy.

"We don't need atomic bombs, and based on our religious teaching we will not pursue them," Khatami said in a speech in Tehran.

"But at the same time we want to be strong, and being strong means having knowledge and technology."

Over the past weeks, Iran had suggested that it might sever its ties with the International Atomic Energy Agency if pressured too hard to increase access to its nuclear programs.

Those threats increased after the agency's board of governors adopted a U.S.-backed resolution Friday setting an October deadline for Iran to essentially disprove it is running a covert nuclear weapons program.

The board will decide in November whether Iran has met that demand. If it rules Tehran in violation of the treaty banning the spread of nuclear weapons

it will ask the UN Security Council to get involved.

The Iranian vice president, Gholamreza Aghazadeh, accused "partisan politics in the United States" of being behind the "heavy-handed" resolution accepted by the board.

But he said his country remained "fully committed" to preventing the proliferation of nuclear arms.

Iran's "cooperation" with the agency "shall continue as before," Aghazadeh told the IAEA's general assembly. He also said Iran would start "negotiations with the agency about the additional protocol," that would allow the IAEA thorough and unfettered inspections of all of its nuclear activities.

During negotiations that led to passage of a resolution setting the October deadline by the IAEA board, Iran had suggested that it would scrap plans to accept that protocol.

Although Aghazadeh's statements eased immediate concerns that Iran would cut ties with the agency, the Iranian vice president suggested his country still could turn more hard-line. He said that a final response was still being discussed by his government.

"We are studying the resolution carefully and will respond to it officially in a few days," he told delegates at the 135-nation conference.

Energy Secretary Spencer Abraham,

heading the U.S. delegation, welcomed Iran's decision to remain within the agency fold — at least for now.

"I hope it represents a decision to fully comply" with the resolution, he told reporters, describing Iran's statement as a "more hopeful comment" than previous threats out of Tehran.

The onus was on Iran to prove the world wrong, he suggested because "all of the pattern of action and conduct we've seen is totally understandable," only in the context of a weapons program. If unchecked, Iran could go the way of North Korea, which used its IAEA membership to gain access to nuclear technology only to quit the Non-proliferation Treaty and declare it was making atomic arms, he said.

"One cannot let that precedent be repeated," Abraham said.

The agency, nuclear watchdog of the United Nations, seeks to ensure compliance with the Nuclear Nonproliferation Treaty, which aims to ban the spread of nuclear weapons. It monitors the status of nuclear materials in dozens of countries and promotes the peaceful use of nuclear technology.

Abraham told delegates attempts to stop the spread of nuclear weapons were challenged by "a few rogue states seeking the capacity to attain weapons of mass destruction."

Indirectly linking North Korea and Iran, he urged IAEA member states to "take firm and necessary action" to stop new nuclear weapons states from emerging.

(AP, Reuters)

Powell sees site of '88 gassing of Iraqi Kurds

Visit raises issue of hunt for weapons

By Steven R. Weisman

HALABJA, Iraq: Secretary of State Colin Powell, winding up a two-day visit in Iraq, came here Monday to the site of the mass graves and a museum dedicated to the 5,000 people who lost their lives in a 1988 chemical attack, a reminder, he said, of why the United States went to war to oust Saddam Hussein's regime.

In an emotional visit to the Kurdish region of northeastern Iraq, which has been self-governing and allied with the United States since 1991, Powell acknowledged that the world was indifferent to the atrocity of Halabja and to other chemical attacks that occurred mainly in the 1980's and that killed tens of thousands.

"What can I say to you?" Powell told a crowd at a cemetery with a thousand headstones, many of them marking the graves of entire families. "I cannot tell you that choking mothers died holding their choking babies to their chests. You know that."

"I cannot tell you that the world should have acted sooner," he went on. "You know that. What I can tell you is that what happened here in 1988 is never going to happen again."

Several hundred Kurdish men, women and children — standing in the blazing heat and holding flowers and signs praising Powell, President George W. Bush and Prime Minister Tony Blair of Britain — applauded his words, spoken against a backdrop of tawny, barren hills only a few kilometers from the border with Iran.

But if Powell's visit underscored an unwelcome fact, it was that the evidence of what U.S. officials have insisted are Iraq's stockpiles of chemical, biological and nuclear weapons — the main rationale cited for war earlier this year — have not been found, much to the chagrin of American forces here.

To make the case that weapons programs were in existence even if the weapons themselves do not turn up, the

Bush administration has enlisted a former United Nations weapons inspector, David Kay, to sift through the evidence and issue a report. Powell said Sunday in Baghdad that the report would be made public soon.

In the months leading up to the war,

many neutral experts at the United Nations did not so much dispute Saddam's regime's history of using weapons as suggest that many weapons had been destroyed in the 1990's, leaving it unclear in their eyes whether stockpiles still existed.

Asked Monday about the failure to find the weapons, Powell gave much the same answer offered by Defense Secretary Donald Rumsfeld in Baghdad this month, that it was beyond dispute that Saddam possessed the capability and will to make and use them.

"What happened over the intervening 15 years?" Powell asked, referring to the time since the Halabja attack. "Did he suddenly lose the motivation? Did he suddenly decide that such weapons were not useful? The international community did not believe so."

Amplifying his comment that the world "should have acted sooner," Powell also said that the Reagan administration, which he served as national security adviser in 1988, "roundly condemned" the Halabja attack.

To Kurdish leaders who welcomed Powell here, the logic connecting an event in 1988 to the war in 2003 was obvious, and the nitpicking over evidence of chemical weapons supremely beside the point.

The Halabja attack, said Prime Minister Barham Saleh of the Kurdish regional government, was proof that those who doubted that Hussein had chemical weapons were wrong. "These doubters live or choose to live in a state of denial," he said, adding that anyone in such a frame of mind should "come to Halabja and witness the proof firsthand."

The two rival elders of what citizens call Kurdistan — Massoud Barzani, head of the Kurdistan Democratic Party, and Jalal Talabani, head of the Patriotic Union of Kurdistan — echoed Saleh's statement.

The greeting for Powell had all the trappings of a visit to a separate country, even though the United States is trying hard to make sure that the Kurdish region and other formerly rebellious

parts of Iraq stay as part of a federated whole in a new self-governing Iraq that Americans are hoping to create.

But the Kurdish region's particular concerns were the subject of private talks with Powell, according to knowledgeable officials, who said that Kurdish leaders had pressed the secretary to make sure that neighboring Turkey did not interfere in local affairs and that the Kurdish region retained a measure of autonomy in a new Iraq.

Many experts and leaders in the Arab world say that one of the toughest challenges facing Iraq will be to keep the country from splitting apart. Indeed, many analysts say that one reason for the fierce attacks in central Iraq is simply that Sunni Muslims who predominate there resent the dominant role being assumed by Shiite Muslims, whose base is in the south.

The great fear of many experts is that if chaos persists, Iraq may become three nations, Kurdish in the north, Sunni in the center and Shiite in the south. Indeed, to some degree, by underscoring the longtime grievances of Kurds against Baghdad, Powell's visit posed a delicate challenge of also reiterating the unified whole of Iraq.

The American-led occupation has an office of 26 people devoted to unearthing old human rights claims from massacred Shiites and Kurds under Saddam's regime, which ruled through the Sunni-dominated Baath Party.

Asked whether emphasizing these claims might aggravate the grievances of Iraq's splintered groups, making national unity harder, the occupation's director of human rights, Sandy Hodgkinson, said that on the contrary, such emphasis would only bring Iraqis together in a new democratically ruled nation. "The truth has to come out," Hodgkinson said. "The fact is, everybody was persecuted, tortured and executed in this country. It wasn't just one group. Sunnis were equally persecuted if they protested against Baath Party rule."

The New York Times



September 16, 2003

The New York Times



16 SEPTEMBRE 2003

L'hommage de Powell aux Kurdes irakiens tués en 1988

Les Etats-Unis n'avaient pourtant pas réagi à l'époque.

Le secrétaire d'Etat américain, Colin Powell, a rendu hommage, hier, à Halabja (Irak) aux quelque 5000 Kurdes irakiens tués en 1988 par les gaz de combat de Saddam Hussein, au moment où le conseil de gouvernement transitoire étudiait à Najaf, la «ville sainte» chiïte, les questions de sécurité. **Héros.** L'étape kurde de Colin Powell visait à rappeler que, par le passé, Saddam Hussein a utilisé des armes de destruction massive (ADM) contre

son propre peuple. A l'époque, la communauté internationale et les Etats-Unis ne s'en étaient guère émus. George Bush père avait même, en septembre 1988, bloqué une résolution du Congrès américain qui prévoyait des sanctions contre l'Irak.

«Je ne vais pas vous dire que le monde aurait dû agir plus tôt, vous le savez. Ce qui s'est passé à Halabja ne doit plus jamais arriver», a lancé hier Colin Powell, accueilli en héros par la

population massée dans les rues. Puis, dans une ambiance recueillie, il a participé avec les chefs des deux principaux partis kurdes, Massoud Barzani, pour le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), et Jalal Talabani, pour l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), à une cérémonie à la mémoire du massacre de 1988. Bahram Saleh, le «Premier ministre» de cette partie du Kurdistan, a souligné qu'«il y a quinze ans la plus grande partie du monde a refusé de voir quel démon

était Saddam Hussein et a refusé de réagir». Il a aussi martelé que les Kurdes sont «les alliés des Américains».

Lance-roquettes. Par ailleurs, les actions contre la coalition se poursuivent. Un soldat américain a été tué hier à Bagdad par une attaque au lance-roquettes contre sa patrouille, et le chef de la police irakienne de Khaldiya (80 km à l'ouest de Bagdad) a été tué à l'entrée de Fallouja ●

(D'après AFP)

Les Chants du pays de ma mère, de Bahman Ghobadi • Une odyssée kurde et musicale

Entre Irak et Iran, un père et ses deux fils jouent à saute-frontières

C'EST UN VOYAGE rocambolesque. En side-car, à dos d'âne, à pied, de montagnes arides en vallées enneigées, trois hurluberlus traversent les terres kurdes, d'Irak en Irak, à la recherche de Henareh, femme à la voix d'or. Barat et Audeh accompagnent Mirza, leur père, un vieux maître de musique admiré dans tout le Kurdistan. Il a passionnément aimé Henareh et se met en route lorsqu'il apprend qu'elle l'a appelé à l'aide du fin fond du Kurdistan irakien.

Tout le monde connaît Henareh, certains fournissent des indices pour la trouver, mais rien ne reste, l'oralité fait foi. A travers cette quête amoureuse, belle et désespérée, dans un monde où la vie s'organise sous les bombes, où les populations sont continuellement déplacées, Bahman Ghobadi, l'auteur d'*Un temps pour l'ivresse des chevaux*, raconte le peuple kurde, brutalisé par l'histoire, décimé par un tyran. C'est pourtant une mise en scène burlesque qu'il adopte, se prémunissant ainsi à la fois du pathos et du folklore que les premiers plans peuvent, à tort, suggérer.

RÉSISTANCE JOYEUSE

Les corps des deux fils, costauds et patauds à la fois, donnent au film son extraordinaire énergie. Dans les villages, dans les camps, ils improvisent des concerts, l'un jouant d'un instrument à vent, l'autre du tambourin, en dansant une gigue farfelue qui éclipe le temps de quelques chansons la misère ambiante. Ils occupent littéralement le cadre, opposent à la puissance d'oppression une résistance par la joie, l'art. Ces plans d'une extraordinaire densité alternent avec d'autres, plus larges, sur des camps de réfugiés, des villages abandonnés après avoir été gazés.

Politique, le film l'est dans le projet même de son auteur qui montre la vie quotidienne d'un peuple à qui

l'existence est refusée. Des signes, comme la notoriété transfrontière de Mirza, soulignent l'unité culturelle d'un peuple géographique éclaté.

Près d'un camp de réfugiés, un maître dispense à ses élèves une leçon de choses dans la montagne. Sujet du jour : les avions, qui pré-

sentent l'avantage de distribuer de la nourriture, mais l'inconvénient de larguer des bombes. Bruits de bombardements, scènes de pillages, plans larges où des convois humains se découpent sur des montagnes, rythment le film. On croise fatalement des personnages en rogne, d'autres désabusés, mais jamais vaincus. On vilipende Saddam Hussein, on survit comme on peut mais on ne se lamente jamais.

En empathie avec ses personnages, le cinéaste garde un regard critique. Les deux femmes dont les hommes tombent amoureux dans *Les Chants du pays de ma mère* sont justement celles qui s'affranchissent des règles de cette société patriarcale, en chantant en public par exemple. Les frères, eux, sont incapables de se tenir à l'esprit macho qu'ils tentent d'incarner. Ils se comportent au contraire comme des enfants, entièrement soumis à leur père, comme aux jolies femmes qui les remettent systématiquement à leur place. Ghobadi se moque de la religion, avec un personnage de mollah que Mirza et ses fils enterrent vivant sur une route, lui laissant seulement la tête à l'air libre.

Dans le dernier plan, le vieil homme revient chez lui, un bébé sur le dos. Seul dans la neige, il franchit péniblement un rouleau de barbelés. Sans doute la frontière. C'est compliqué, mais il en vient à bout.

Isabelle Regnier

Film iranien, avec Shahab Ebrahimi, Faegh Mahommadi, Allah-Morad Rashtian. (1 h 36.)

TURQUIE

L'armée turque prête à intervenir en Irak

MILLIYET (extraits)

Istanbul

L'état-major de l'armée turque affirme de plus en plus clairement qu'Ankara doit envisager de prendre certains risques en Irak pour sauvegarder ses intérêts nationaux.

Il avance trois raisons principales : 1) l'instabilité en Irak est préoccupante pour la sécurité de la Turquie ; 2) il faut se prévaloir de l'appui américain dans la lutte contre le PKK [mouvement séparatiste kurde, rebaptisé KADEK] dans le nord du pays ; 3) l'amélioration des relations avec les Etats-Unis est nécessaire pour les intérêts stratégiques à long terme et dans la lutte contre le terrorisme. Il est certain que le gouvernement turc tiendra compte de cette évaluation pour prendre sa décision finale.

Lors de sa récente visite à Washington, le ministre des Affaires étrangères, Abdullah Gül, avait déclaré que la Turquie ne pourrait pas rester indifférente aux efforts faits pour restaurer la sécurité et établir un système stable en Irak. Gül avait également suggéré que la nouvelle administration irakienne invite la Turquie à déployer ses troupes en Irak. Mais les scénarios envisagés à Ankara et à Washington sont remis en question après les déclarations du nouveau ministre des Affaires étrangères irakien, le Kurde Hoshiyar Zebari. En réponse aux questions de la chaîne de télévision qatarienne Al Jazeera, Zebari a souligné que le nouveau gouvernement irakien ne souhaitait pas voir ses voisins envoyer des troupes dans les forces de la paix.

► *Dessin de Ray Bartkus paru dans The New York Times Book Review, Etats-Unis.*

■ Intérêts

Les militants du PKK, rebaptisé KADEK, n'ont pas profité massivement de la loi d'amnistie dite "du retour à la maison", car cette amnistie exclut les dirigeants du mouvement. Le KADEK a déclaré abandonner le marxisme-léninisme et s'est dit prêt à se rapprocher des Etats-Unis. Selon Milliyet, les stratèges américains se demanderaient s'il est vraiment souhaitable de liquider un mouvement dont les agissements pourraient ultérieurement servir leurs intérêts.



"Nos voisins risquent d'apporter en Irak leurs propres préoccupations politiques", a-t-il dit, avant de poursuivre : "L'arrivée en Irak des troupes des pays voisins va aggraver le conflit." Concernant le nord de l'Irak, qui est l'une des préoccupations des Turcs, il a ajouté : "L'intervention des soldats turcs dans la zone kurde créera des problèmes."

REGAIN DE MENACES KURDES ET DROIT DE REPRÉSAILLES

L'opinion que Zebari exprimait jusqu'à maintenant au nom de l'administration kurde du nord de l'Irak engage à présent tout l'Irak. Il parle certes des "voisins" en termes généraux, mais il est clair que ses propos visent essentiellement la Turquie. Car l'Irak n'a pas d'autres voisins qui mènent en ce moment des négociations militaires avec les Etats-Unis sur l'envoi de troupes en Irak.

Comment doit réagir Ankara face à cette situation ? Faut-il envoyer à tout prix des soldats dans un pays qui n'en veut pas ? La Turquie ne pourra pas fermer les yeux sur le fait que le KADEK a déclaré revenir sur sa décision de cessez-le-feu et vouloir reprendre la lutte armée, en réponse à la loi d'amnistie dite "du retour à la maison" (voir ci-contre).

Que la nouvelle administration irakienne le veuille ou non, la Turquie demeure en droit de suivre les activités du KADEK dans le nord de l'Irak et de mener ses opérations militaires lorsque c'est nécessaire. Les Américains vont donc devoir intervenir pour que le ministre des Affaires étrangères du Conseil de gouvernement provisoire irakien - qu'ils ont mis en place - change de "politique turque"

Mehmet Yilmaz

IRAN

Une attaque américaine ne déplairait pas aux conservateurs

IRANEMROOZ (extraits)

Francfort

Cette année, de nombreux journalistes, écrivains, religieux, étudiants ou simples militants ont été arrêtés et torturés dans les prisons de la République islamique. Le Majlis (le Parlement) et l'exécutif sont dépossédés de toutes leurs compétences [au profit des religieux]. Et le conseil des Gardiens de la révolution [structure parallèle non élue] a l'in-

tention de déclarer inéligibles de nombreux candidats réformateurs.

Pour sauvegarder son pouvoir, le noyau central du pouvoir autoritaire de la République islamique, dirigé par le Guide suprême Ali Khamenei,

augmente ainsi la pression sur toute forme de contestation et écarte massivement les réformateurs du pouvoir. Les conservateurs ont leur avenir lié aux événements en Irak et souhaitent y voir se perdurer l'instabilité et une guerre religieuse. Des expériences

récentes en Irak et en Afghanistan, ils concluent que le pouvoir américain n'est pas pour l'instant prêt à une ingérence en Iran. Ils considèrent aussi que, si George Bush sort perdant de l'élection présidentielle de 2004, la menace américaine contre l'Iran s'évanouira.

Dans leur propagande, les conservateurs ont besoin de s'opposer aux Etats-Unis et à Israël pour s'attirer les faveurs de l'opinion publique des pays musulmans. Sans aller jusqu'à une

confrontation militaire, ils ne verraient pas d'un mauvais œil quelques attaques aériennes ciblées des Etats Unis ou d'Israël. Il suffit de se référer à certaines déclarations récentes des conservateurs qui cherchent à attiser cette tension et qu'il ne faut pas considérer comme de simples gaffes politiques. Khamenei a qualifié la remise à l'armée des Pasdarans [ou Gardiens de la révolution, troupes d'élite fortes d'environ 200 000 soldats dans les trois corps, air, terre et mer] des nou-

veaux missiles Shahab-3 comme une journée "historique pour le peuple palestinien". Ces déclarations manipulatoires veulent provoquer des réactions américano-israéliennes qui permettraient la consolidation du régime islamique. Autant les conservateurs redoutent une invasion militaire américaine de grande envergure, autant ils espèrent de petites agressions extérieures qui serviraient d'alibi pour la répression interne et feraient taire les réformateurs.

Alors que le régime est traversé par l'une de ses crises les plus aiguës, une attaque aérienne américano-israélienne des installations nucléaires iraniennes rallierait toutes les tendances du régime et même une partie de l'opposition aux conservateurs autoritaires. Cela permettrait de justifier une répression tous azimuts. C'est le pire des coups à porter au mouvement d'opposition anti-despotique à l'intérieur du pays.

Ali Keshtgar

The view from ... Istanbul

Turkey looks to US for help with the Kurds

For you, Tommy, the war may be over, but for Turkey, the war in Iraq goes on, and on, and on. Partly that is because of ongoing problems and obsessions — such as Kadek, the Kurdish militant group formerly known as the Kurdish Workers' party (PKK), which is hiding out in northern Iraq. But largely it is because the government continues to bring troubles upon itself.

For example, it has offered the US the services of 10,000 Turkish troops to help out the beleaguered GIs in Iraq. That put the government into a hole, and the newspapers have been happy to keep digging.

The row over the troops has mirrored the debacle over whether to grant the US permission to use Turkey as a giant airbase before the war: there has been extensive debate in the papers, many opportunities to have a go at the government from the safety of the leader columns, and lots and lots of comment and speculation masquerading as news.

On Wednesday *Radical* gave its front page to the details of the operation that was being planned. Turkey would, the paper said, take control of an entire sector of Iraq, probably north or west of Baghdad. Up to 12,000 troops would be deployed under the command of a major-general.

All well and good, except, as other newspapers pointed out, it was getting difficult to find anyone other than the Americans who wants Turkish troops in Iraq. In *Milliyet*, Sami Kohen listed those in favour of the decision — some



Armed and ready ... Turkey has pledged 12,000 troops to help the American effort in Iraq, despite public opposition

unspecified tribal chiefs — and then those against. The latter included the Turkish public, the Kurds in northern Iraq, and the head of the Iraqi interim governing council, Ahmed Chalabi. Even Turkey's favourite ethnic group, the Turkomans, have been muttering about the need for a United Nations resolution before any troops are committed.

What Turkey wants is a little bit of quid pro quo. In return for the dispatch of the unwilling Turkish conscripts, it wants the US to sort out the 5,000 Kurdish paramilitaries located in the mountains in the far north of Iraq. On Saturday some of the papers thought a deal had been struck. *Zaman* said the US would attack Kadek in November, using F-16 fighters to bomb its camps. Turkish

forces, which would be beefed up in the coming months, would wait at the border for the fleeing paramilitaries.

By Wednesday most papers seemed to think the deal was not quite as final as they had earlier believed, and by Thursday *Aksam* said the prime minister, Recep Tayyip Erdogan, was "outraged" at America's indifference to Turkey's needs.

Kadek was the cause of more outrage in the middle of the week, when its name was left off a list of terror organisations by the European Union. "Is this your EU standard?" asked a front-page headline in *Aksam*. *Milliyet* accused the EU of guarding Kadek and said the real reason the EU hadn't added the organisation to its list was because the Union itself was divided.

There was, however, some good news for Turkey this week. On Tuesday *Hurriyet* published an interview with the German human rights commissioner, Claudia Roth, in which she said: "The EU cannot say 'no' to Turkey." But on the same day *Milliyet* highlighted one of the many obstacles in the path of Turkey's EU membership: the retrial of the Kurdish dissident Leyla Zana, which, it said, was being watched closely by the EU.

The retrial — which takes place at the glacial pace of one hearing every month — was once hailed as a sea change in Turkey's attitude towards human rights. But now, said *Sabah*, Ms Zana's hopes for a breakthrough in human rights and democracy were fading away.

The big European Championship qualifier between England and Turkey is still weeks away, but it is cropping up almost every day in one paper or another. Thursday saw most papers carrying Sven-Goran Eriksson's apology to Turkey for suggesting the lives of English fans would be at risk if they travelled to Istanbul for the game. It was described by *Milliyet* as "the bitter confession". Earlier in the week *Milliyet* had quoted the Turkish coach, Senol Gunes, in full flow about the forthcoming game. "Fear," he said, "is not worth mentioning when it comes to the pleasure of beating England." Later in the week he calmed down, saying, "the press of both our countries will not destroy our friendship." Maybe not. But they'll have a damned good try. **Jonny Dymond**

Washington, mardi 9 septembre.
Cinq mois jour pour jour après la chute de Bagdad, l'atmosphère est houleuse au Sénat. Le président Bush vient de demander une rallonge de 87 milliards de dollars pour l'occupation de l'Irak, et les sénateurs réclament des comptes. « Nous avons sous-estimé le défi auquel nous devrions faire face une fois les opérations militaires terminées », lance, accusateur, le sénateur républicain John McCain, héros du Vietnam. Que s'est-il passé ? Après avoir gagné la guerre, l'Amérique est en passe de perdre la paix. L'extraordinaire victoire militaire, en trois semaines, de l'armée la plus puissante du monde s'est transformée en un terrible fiasco. « Le Monde » revient

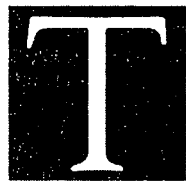
sur ces cinq mois de reconstruction, d'espoirs et d'échecs, qui ont déjà coûté si cher aux Américains – et aux Irakiens. Appuyée par l'analyse d'experts, cette enquête montre comment une série d'erreurs et d'imprévus, et le parti pris idéologique des néoconservateurs ont compromis l'effort américain de reconstruction en Irak. Et comment une préparation inadéquate de l'après-guerre à Washington a engendré, sur le terrain, un climat d'insécurité fatal

IRAK : COMMENT L'AMÉRIQUE



Maison Blanche, 23 juillet. Le président Bush, à droite, suivi par l'administrateur américain en Irak, Paul Bremer, le secrétaire à la défense, Donald Rumsfeld, et le chef d'état-major interarmes, le général Richard Myers, vient d'annoncer la mort des deux fils de Saddam Hussein.

S'EST ENLISÉE



TRÈS tôt, alors que les GI, à peine remis de leur victoire-éclair, tentaient de se transformer en soldats de la paix, les lacunes de la préparation de l'après-guerre sont apparues au grand

jour. Les experts situent aujourd'hui ces faiblesses à deux niveaux : idéologique et technique.

Pour deux observateurs aussi différents que le général William Odom, militaire conservateur à la retraite, ancien directeur de l'Agence nationale de sécurité (NSA), et Anthony Blinken, jeune démocrate, principal collaborateur du sénateur Joseph Biden, membre important de la commission des affaires étrangères, la situation dans laquelle se trouvent les Etats-Unis aujourd'hui est la conséquence directe du processus politique qui a mené à la guerre. Anthony Blinken met au compte de l'« *aveuglement idéologique* » la préparation insuffisante de l'occupation. « *Les partisans de la guerre estimaient que si elle n'était pas déclenchée au printemps, elle ne le serait jamais, dit-il. Or techniquement, rien n'empêchait de répondre aux demandes des alliés, de laisser les inspections continuer et, si cela devenait nécessaire, de déclencher la guerre en été ou à l'automne. Mais le risque était que Bush ne veuille pas s'engager dans la campagne présidentielle de 2004 en pleine guerre.* »

Pressé par le calendrier, le Pentagone n'a donc pas pris suffisamment le temps d'étudier la situation en Irak ni de préparer l'occupation et la reconstruction. Et, pour ne pas effrayer le Congrès et l'opinion publique, n'a pas évalué correctement le coût de la guerre et de l'occupation.

Le général Odom est plus sévère encore, pointant du doigt l'influence de la droite

républicaine sur M. Bush. « *Il n'y a eu aucune planification, dit-il. Un petit groupe de gens, néoconservateurs, proches du Likoud israélien et de la droite religieuse américaine, a voulu cette guerre pour transformer le Proche-Orient et, croyaient-ils, protéger Israël. Que ce soit la pagaille maintenant, ils s'en moquent ! Ce qui compte, à leurs yeux, c'est que les Arabes soient affaiblis.* »

Sur le plan technique, « *nous ne savons pas préparer les après-guerres*, affirme Kenneth Allard, ancien colonel de l'armée de terre américaine, spécialiste des opérations de maintien de la paix, conseiller spécial en Bosnie. *Nous planifions soigneusement la guerre elle-même, mais nous ne nous demandons pas ce que nous ferons si nous gagnons. C'était la même chose au Vietnam.* »

QUERELLES ENTRE LE DÉPARTEMENT D'ÉTAT ET LE PENTAGONE

Pour d'autres experts, il y a bien eu un effort de planification, mais il a été considérablement freiné par les désaccords au sommet de l'administration. Anthony Cordesman, responsable des études stratégiques au Center for Strategic and International Studies (CSIS), met directement en cause le « *défait de leadership* » à la tête de l'administration – autrement dit, George W. Bush lui-même. Il relève l'incapacité de l'exécutif à « *développer une approche coordonnée, interministérielle, de la planification et de la mise en œuvre du rétablissement de la paix et de la reconstruction pendant et après la guerre* ». « *Une grande partie des efforts de planification ont été gâchés ou rendus inefficaces* », dit-il dans une analyse des « *Leçons de la guerre en Irak* ». Ce jargon technocratique renvoie, en réalité, au problème de la rivalité entre le département d'Etat et le ministère de la défense qui a parfois paralysé l'action gouvernementale dans une période

de cruciale.

Selon Anthony Blinken, « *des plans avaient été établis par le département d'Etat avant la guerre, mais ils ont été rejetés par le Pentagone* ». A partir de l'été 2002, le département d'Etat a travaillé sur l'après-Saddam Hussein dans l'hypothèse d'une guerre ou d'un effondrement du régime, de l'intérieur, sous la pression internationale. Des réunions ont eu lieu avec les exilés irakiens, sous la direction d'un haut fonctionnaire, Ryan Crocker, sur des sujets précis, tels que l'organisation des pouvoirs locaux, l'industrie pétrolière, l'éducation, etc.

Mais l'affaire était d'autant plus compliquée qu'aux querelles de pouvoir à Washington se mêlaient les rivalités entre factions irakiennes en exil. Richard Perle, conseiller du secrétaire à la défense, et d'autres conseillers faisaient campagne pour la mise en place rapide d'un gouvernement provisoire, dirigé par Ahmed Chalabi, président du Congrès national irakien, un influent homme d'affaires installé aux Etats-Unis. Un colloque organisé en octobre 2002 par l'Institut américain de l'entreprise (AEI), un centre d'études néoconservateur, avait été consacré à la promotion de cette thèse.

Hostile depuis longtemps à M. Chalabi, le département d'Etat plaidait pour un administrateur militaire. C'est la position qu'a défendue Colin Powell, notamment lors d'auditions au Congrès en février 2003. Pour M. Powell, le général Tommy Franks, chef du commandement central, qui couvre l'Irak, devait diriger l'administration du pays pendant la période de transition, avec l'aide de diplomates du département d'Etat. Cette formule permettait d'éviter un gouvernement provisoire à dominante chiite, dont les experts du département d'Etat pensaient qu'il serait refusé par les sunnites et qu'il déstabiliserait les pays amis des Etats-Unis, Ara-

bie saoudite, États du Golfe et Jordanie. Le secrétaire à la défense Donald Rumsfeld, lui, était surtout à la recherche du système qui permettrait de rapatrier les troupes américaines le plus vite possible.

L'ÉPISODE JAY GARNER

En janvier, le président Bush a décidé de confier au Pentagone l'autorité sur l'Irak de l'après-Saddam. Le modèle adopté était celui du général MacArthur au Japon, plutôt que celui des mandats des Nations unies dans les Balkans. « Le président a laissé carte blanche à Donald Rumsfeld, estime M. Blinken. Le département d'État n'a pas été entendu. Il avait, pourtant, mieux anticipé que le Pentagone l'état des infrastructures en Irak, par exemple, et les difficultés qui en résulteraient. »

Ancien responsable de l'opération humanitaire en Irak « Provide Comfort » en 1991, Jay Garner est nommé chef de l'Office pour l'aide humanitaire et la reconstruction (ORHA). En mars, il s'installe avec une équipe aux contours assez mal définis dans un groupe de villas à Koweït, pour préparer l'après-guerre. A Washington, militaires et diplomates s'affrontent sur la nomination des membres de son entourage. Jay Garner arrive finalement à Bagdad le 21 avril, près de deux semaines après la chute de la capitale. Mais de catastrophe humanitaire ou de réfugiés, point. En revanche, l'électricité fait défaut, mais l'administration provisoire de M. Garner n'est pas équipée pour affronter cette pénurie. Jay Garner reconnaîtra plus tard qu'il a passé son temps à se préparer à des éventualités qui ne se sont jamais produites. Début mai, la Maison Blanche nomme Paul Bremer, un diplomate agréé par le Pentagone, à la tête des opérations de reconstruction.

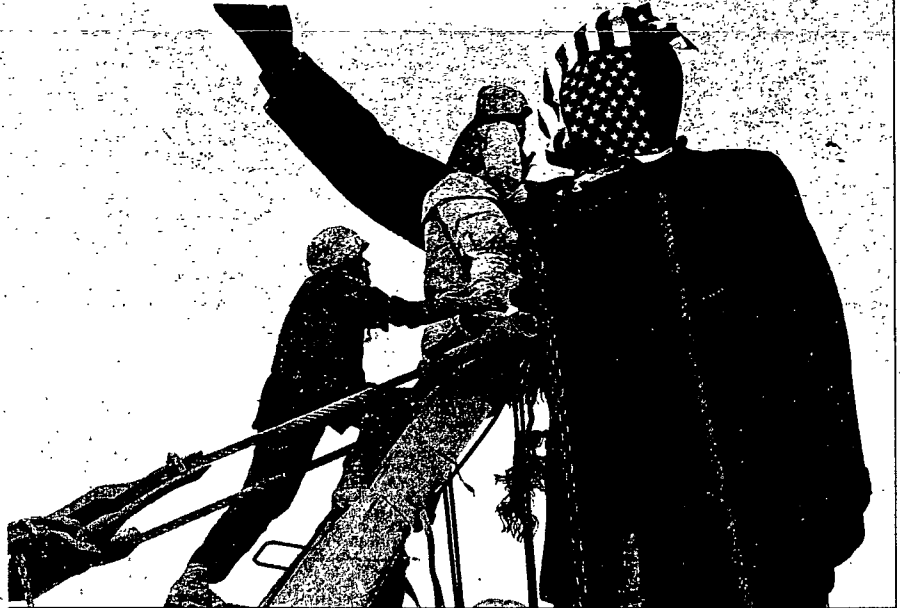
UNE MÉCONNAISSANCE DE L'IRAK

En s'appuyant sur une opposition irakienne exilée de longue date, l'administration Bush n'a pas pris la mesure de l'ignorance de l'état de l'Irak dans laquelle la fermeture du pays et la dictature de Saddam Hussein avaient plongé l'Occident. L'anthropologue franco-irakien Hosham Dawod souligne une « méconnaissance totale de la société irakienne et de sa complexité ». Ainsi, la « mission » que se sont fixés les néoconservateurs de remodeler le Proche-Orient à partir de l'Irak ne devait guère rencontrer d'écho auprès des premiers concernés : « Ce que les Irakiens veulent avant tout, c'est s'en sortir », relève M. Dawod. « Il n'y a rien de plus désagréable pour les Irakiens que d'entendre dire qu'on ne vient pas les aider à régler leurs propres problèmes, mais à faire de leur pays un modèle pour d'autres États de la région », renchérit Ghassan Salamé, qui fut le principal conseiller politique en Irak de Sergio Vieira de Mello, l'envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU. Cette ignorance de la réalité politique et économique du pays a sans doute été à l'origine de la transposition inappropriée d'expériences historiques passées, engendrant « de véritables calamités » en Irak.

LA DÉCEPTION DES LIBÉRATEURS

« Tout ce que l'administration [Bush] avait présumé sur l'après-guerre s'est révélé faux », a lancé dimanche 14 septembre, après un voyage à Bagdad, le sénateur Biden sur la chaîne de télévision NBC. La première déconvenue ne s'est pas fait attendre : dès la chute de Bagdad, le 9 avril, les GI ont eu la désagréable surprise de ne pas être accueillis avec

Bagdad, 9 avril, 21^e jour de la campagne « Liberté pour l'Irak ». Les marines mettent à bas la statue de Saddam Hussein.



autant de chaleur que leurs dirigeants le leur avaient laissé espérer. A commencer par le vice-président, Richard Cheney : « La lecture que nous avons du peuple irakien est qu'il n'y a aucun doute : ils veulent être débarrassés de Saddam Hussein et ils accueilleront les États-Unis en libérateurs », déclare-t-il, le 16 mars, quatre jours avant le début de la guerre, sur NBC. « Et si vous vous trompez ?, lui demande Tim Russert, présentateur de la célèbre émission politique « Meet the Press ». Et si nous sommes accueillis en conquérants ? S'ils résistent, particulièrement à Bagdad, pensez-vous que les Américains soient prêts à soutenir une bataille longue et sanglante, avec des pertes ? » M. Cheney n'en démord pas : « Je ne crois pas vraisemblable que les choses tournent de cette façon, parce que je crois réellement que nous serons accueillis en libérateurs. »

Trois semaines plus tôt, Paul Wolfowitz, le numéro deux du Pentagone, avait raconté sur la chaîne ABC sa visite à Dearborn (Michigan), bastion des exilés irakiens aux États-Unis, le 23 février : « Trois cents ou quatre cents Irako-Américains qui ont de la famille là-bas, avec les drapeaux de l'ancien Irak et celui des États-Unis, et une banderole disant : "Au coude à coude pour libérer et construire un nouvel Irak". Il est difficile de décrire l'impatience qu'ont les Irakiens d'être débarrassés de ce tyran. » Interrogé sur le coût d'une intervention en Irak, M. Wolfowitz répondait : « Si nous devons occuper l'Irak pendant des années, comme certains le suggèrent stupidement, cela coûtera une certaine somme. Si, réellement, comme le disent les Irako-Américains de Dearborn, nous sommes accueillis comme des libérateurs, c'est très différent, et le coût sera bien moindre. Nous ne savons pas réellement ce que cela coûtera. C'est regrettable, mais c'est ainsi. »

Bref, résume Kenneth Allard, les responsables américains « étaient convaincus que nous trouverions les armes de destruction massive, que les Irakiens viendraient à notre rencontre pour nous accueillir et nous guider, que ce serait une victoire bon marché et facile. Ils ont pris l'Irak de Saddam pour la France de 1944. Ils s'attendaient à des sourires, des baisers et des fleurs. Ils croyaient que rien ne pouvait mal tourner ».

Malgré les avertissements d'experts de la

région, le mélange de sentiments anti-occidentaux et anticoloniaux et de profondes tensions religieuses et ethniques auquel les troupes anglo-américaines se sont trouvées confrontées a été une surprise.

LES AVERTISSEMENTS IGNORÉS

Ce ne sont d'ailleurs pas les seuls signaux que l'équipe Bush a choisi d'ignorer. Selon le *Boston Globe* du 11 août, la CIA avait mis en garde le Conseil national de sécurité, dans un rapport remis en février, contre les fortes chances « d'une résistance armée des éléments résiduels du parti Baas et des fedayin de Saddam [membres de la milice baasiste] » après une possible « victoire militaire rapide ». Selon un responsable anonyme du renseignement cité par le *Washington Post* du 9 septembre, la CIA a fait état, avant la guerre, de plans existant au sein du commandement de la Garde républicaine et du parti Baas pour la conduite d'opérations de résistance après la guerre. En outre, toujours d'après le *Post*, la CIA avait averti, dès l'été 2002, du risque que « le chaos consécutif à la guerre ne devienne un laboratoire pour des terroristes » venus d'autres pays.

D'autres sources font valoir que les rapports des services de renseignement étaient plus « obscurs » qu'ils ne le disent aujourd'hui. Il n'en est pas moins vrai que, selon Thomas White, secrétaire à l'armée de terre, qui a démissionné en avril, ces mises en garde avaient bel et bien été formulées. M. White a déclaré au *Washington Post* que c'était sur la base de ces informations que le général Eric Shinseki, chef d'état-major de l'armée de terre, avait déclaré au Congrès, en février, que l'occupation de l'Irak nécessiterait « des centaines de milliers d'hommes ». Le général Shinseki a ensuite été poussé à la démission par Donald Rumsfeld.

Une source militaire française, qui a été en contact avec les états-majors américains au cours de cette période, a confirmé au *Monde* que l'hypothèse suivante avait été envisagée : Saddam Hussein, sachant que ses armées pourraient difficilement tenir le choc d'une guerre conventionnelle, mettrait en place les bases stratégiques et logistiques d'opérations de guérilla, destinées à rendre

l'occupation coûteuse en vies humaines et la reconstruction impossible.

DÉMobilISATION ET DÉBAASISATION

L'une des premières décisions prises par l'administrateur américain nommé en mai par le président Bush, Paul Bremer, a été de démobiliser l'armée irakienne. Cette décision a eu pour effet de renvoyer chez eux, privés de ressources, quelque 300 000 hommes qui n'étaient plus disponibles pour des tâches de sécurité, mais qui le devenaient, en revanche, pour les opérations de guérilla menées par les partisans du régime déchu.

Les responsables de la préparation de l'après-guerre, au Pentagone, ont cru qu'ils allaient trouver une administration et une police prêtes à se remettre au travail. Il suffirait, pensaient-ils, d'éliminer les cadres du parti Baas et de les remplacer par des opposants rentrés d'exil pour que les services fonctionnent. Là encore, les choses ne se sont pas passées comme prévu.

Les militaires américains arrivant en Irak, observe le général Odom, « n'avaient aucune liste de notables locaux auxquels s'adresser pour leur confier la responsabilité des villes, des quartiers, des services publics ». « Les unités des affaires civiles ont été découragées, dit-il. Le type de travail qu'elles avaient l'habitude de faire a été jugé inutile : les politiques du Pentagone s'en remettaient à Chalabi » et à ses troupes d'exilés.

Surtout, tous les baasistes n'avaient pas « du sang sur les mains ». En Irak, on était membre du parti Baas souvent simplement pour vivre, pour obtenir un emploi, une promotion, entrer à l'université, se mettre à l'abri des suspicions et des mouchards. Dans un pays où un « vigile » baasiste au moins était chargé dans chaque entreprise, chaque quartier, voire parfois au sein d'une même famille, de surveiller les autres, adhérer au parti était parfois une question de survie.

En décidant la « débaasisation » de l'Irak, comme l'Allemagne avait été en son temps « dénazifiée » et en renvoyant les militaires chez eux, les Américains se sont non seulement aliéné une grande partie de la population, qui s'est retrouvée du jour au lendemain sans emploi, ils se sont en même temps privés de la collaboration d'une partie de ces exclus pour le maintien de l'ordre. La coalition anglo-américaine a récemment rectifié le tir en versant leur solde aux militaires au-dessous du grade de colonel et en intégrant certains d'entre eux dans la police. Non sans sombrer dans une nouvelle contradiction, fait remarquer M. Dawod, puisque le ministre de l'intérieur du tout nouveau gouvernement est un ancien « grand baasiste ». « Les Américains renvoient chez eux les non-gradés et confient un ministère-clé à un ancien haut gradé baasiste ! », note le chercheur, coauteur de l'ouvrage *La Société irakienne, communautés, pouvoirs et violence*.

Ce type d'expérience n'a fait que renforcer l'idée, au sein de la population irakienne, que leur pays est ce qu'Adel Abdel Mahdi, l'une des têtes pensantes du Conseil suprême de la révolution islamique en Irak, qualifie de « champ d'improvisation » ou « d'expérimentation » pour la force occupante.

INSÉCURITÉ, PILLAGES ET SABOTAGES

L'extraordinaire précision des bombardements anglo-américains et le luxe de précautions prises pour ne pas détruire, pendant la guerre, l'infrastructure économique d'un pays que les forces américaines s'approprièrent



Bagdad, septembre. Arrestation de deux Irakiens après l'explosion de deux Humvee américains.

à occuper ont été pratiquement réduits à néant par l'ampleur des destructions commises par les Irakiens eux-mêmes dans le chaos qui a suivi la chute de Saddam Hussein.

« Pourquoi les Américains sont-ils restés les bras croisés ? » La question hante encore les Bagdadis et des millions d'Irakiens, traumatisés par le saccage de leurs villes et de leurs biens et rendus méfiants par la passivité de l'occupant. Psychologiquement, ces semaines de pillages ont eu un effet désastreux, effaçant dans l'esprit des habitants le résultat positif de la guerre, l'éviction du tyran. Politiquement, elles ont fourni l'occasion aux chiïtes d'asseoir localement leur autori-

té, en organisant un minimum d'ordre et la restitution d'objets volés. Économiquement, enfin, les dégâts des pillages et sabotages sont incalculables : oléoducs, conduites d'eau, câbles électriques ont été détruits, volés ou incendiés, les bâtiments de l'administration ont été mis à sac, retardant dramatiquement, dans une période cruciale, les perspectives de retour à la vie normale pour la population.

Les attentats contre les troupes d'occupation n'ont fait qu'accroître le climat d'insécurité grandissante dans lequel vivent les Irakiens. Du jour au lendemain, ils se sont retrouvés à la merci de bandits qui n'hésitent pas à tuer pour voler ou piller, de criminels en tout genre, preneurs d'otages, violeurs, dont les méfaits s'ajoutent aux difficultés de la vie quotidienne, coupures d'électricité, pénuries d'essence et de fuel. Plus d'un Irakien en arrive à regretter la poigne de fer par laquelle Saddam Hussein tenait encore le pays quelques mois plus tôt... « A quoi leur sert la liberté d'expression totale dont ils jouissent indiscutablement, quand ils vivent dans un état d'insécurité totale ? », demande Hosham Dawod.

Le dictateur avait, il est vrai, fait remettre en liberté, quelques mois avant sa chute, des dizaines de milliers de prisonniers de droit commun, dans un geste destiné à faire illusion pour éviter la guerre. Au moins une partie des ces anciens détenus sont à l'origine de l'insécurité actuelle. Mais ce que les Irakiens reprochent à l'administration civile américaine, c'est d'avoir dissous, au nom de la débaasisation, tous les organismes de sécurité de l'ancien régime, susceptibles, en attendant

mieux, de maintenir un minimum d'ordre.

Un autre effet de la débaasisation a été la porosité des frontières, vérifiée non seulement par l'administration américaine, mais aussi par l'ONU. « On en arrive, souligne Ghassan Salamé, à une situation quasi surréaliste, où la guerre déclarée au nom, entre autres, de la lutte contre le terrorisme favorise l'installation du terrorisme en Irak. »

MALAISE CHEZ LES SOLDATS AMERICAINS

Près de 150 000 soldats américains se trouvent en Irak. Pour l'essentiel, ces troupes étaient destinées à gagner une guerre, une tâche dont elles se sont acquittées, bien plus qu'à maintenir la paix. Une bonne partie de la 3^e division d'infanterie, qui a assuré le plus gros des combats, est toujours sur place, pour assurer des tâches qui aujourd'hui relèvent plus de l'ordre public ou d'une lutte antiguérilla mal définie. Les troupes de la police militaire, mieux entraînées au maintien de l'ordre, ont cruellement fait défaut. En outre, la volonté de M. Rumsfeld de démontrer qu'il est possible de gagner des guerres avec des effectifs réduits a eu pour effet, selon Anthony Blinken, de sous-estimer l'importance des forces nécessaires pour assurer la sécurité et la reprise des activités civiles et économiques.

David Hackworth, héros du Vietnam, colonel à la retraite, qui s'est fixé pour mission de dire la vérité sur le sort des troupes américaines en Irak à l'aide de plusieurs sites Internet, estime que les forces actuellement utilisées en Irak ne sont plus adaptées au type de situation militaire dans laquelle elles se trouvent : « L'armée de terre américaine est entraînée à faire de la casse et à tuer, pas à effectuer le travail sélectif dont on a besoin en Irak aujourd'hui », expliquait-il récemment au magazine électronique *Salon*. On ne se sert pas d'une brigade de chars pour encercler un village ; il vaut mieux poser des embuscades le long de la route. Tout ça me rappelle tellement le Vietnam ! »

Les rapports avec les Irakiens sont de plus en plus tendus. Très jeunes pour la plupart, dans l'incertitude sur leur date de retour au pays, les soldats américains se considèrent dans un environnement a priori hostile et agissent en conséquence : pas de contacts avec la population, hormis de rares excep-

tions ; patrouilles motorisées dans les rues des villes, le doigt constamment sur la détente, harnachés de lourds équipements, qui, par 50 °C, ne les rend que plus nerveux. A mesure que se multiplient les attentats contre eux, ces militaires deviennent plus brutaux à l'égard de la population. Il n'est pratiquement pas de perquisition qui se fasse sans violences, au moins verbales, ni dégâts matériels, accentuant le sentiment d'humiliation des Irakiens. Le vol, par des soldats américains, de sommes d'argent, qui sont parfois les seuls biens des familles, n'est pas non plus de nature à rendre l'occupation acceptable. Début août, le général Ricardo Sanchez, chef des forces alliées en Irak, a reconnu les effets négatifs de ces « raids musclés » et a annoncé un changement de stratégie.

Leur propre sentiment d'insécurité allant lui aussi grandissant à mesure que les attentats se multiplient, les soldats américains et l'autorité provisoire de la coalition occupante s'isolent à l'intérieur d'espaces entourés de mesures de sécurité chaque jour plus importantes, au point d'en faire des bunkers

infranchissables. Cet isolement a pour effet non seulement d'accroître le fossé avec la population, mais également de compliquer la vie quotidienne, du fait des rues barrées ou entravées par les fils de fer barbelés et autres sacs de sable et blocs de béton. « Une armée qui suscite la peur et la méfiance des Irakiens n'est pas jugée digne de reconstruire l'Irak », commente Hosham Dawod. Qui plus est, selon des diplomates et des membres du Conseil intérimaire de gouvernement (CIG), il n'existe pas de coordination entre l'administration civile américaine conduite par Paul Bremer et le commandement des forces américaines, qui travaillent en parallèle.

LE CONSEIL INTÉRIMAIRE DE GOUVERNEMENT

Les Irakiens avaient tout lieu de se féliciter du fait que les fonctions de l'autorité intérimaire irakienne, le CIG, ne soient pas purement consultatives, comme le voulaient les Américains. Le mérite en revient à la force de persuasion de Sergio Vieira de Mello et

de son équipe. Le problème, c'est que les recommandations des membres du CIG, de l'aveu de certains d'entre eux, ne sont souvent pas prises en compte par l'administrateur civil américain, Paul Bremer. Les Irakiens le savent, et les plus critiques tiennent leurs nouveaux dirigeants pour des marionnettes. Et, s'ils reconnaissent la représentativité, fût-elle relative, de ceux qui sont délégués par des partis politiques historiques, ils n'en contestent pas moins la légitimité de ces personnalités qui, revenant d'exil, n'ont pas partagé leurs souffrances. Ils s'amusent de l'incapacité du CIG, à cause de ses rivalités internes, à se doter d'une direction de neuf membres. Ils s'irritent de ses méthodes de travail en vase clos, le CIG proposant et disposant à sa guise, pour peu que Paul Bremer agréé. La communauté internationale lui a accordé son soutien ; il lui reste à gagner la confiance des Irakiens.

Patrick Jarreau,
Sylvie Kauffmann
et Mouna Naïm

Irak: embuscade mortelle contre un convoi américain

L'opération aurait fait au moins 8 morts à Khaldiya.

LIBÉRATION

19 SEPTEMBRE 2003

Bagdad envoyée spéciale

L'armée américaine essuie en moyenne quinze attaques par jour en Irak, a coutume de répéter le général Sanchez, le commandant des forces de la coalition, dès qu'on aborde la situation sécuritaire. Et en coulisse, il est toujours un de ses conseillers pour préciser, avec la même constance, que les médias connaissent seulement les opérations les plus meurtrières et pas celles, bien plus nombreuses, que repoussent les troupes de coalition. La journée d'hier était donc une journée ordinaire – du point de vue des statistiques – mais donnait l'impression d'un pays assis sur de la braise.

Peur et maladresse. Au nord, dans la zone des grandes raffineries, un oléoduc a pris feu dans des circonstances encore mystérieuses. Puis tombaient des missiles à Mossoul, où au moins cinq militaires américains ont été blessés dans cinq attaques différentes, dont celle d'un hôtel et d'un restaurant qu'ils fréquentent.

Désormais aussi, la peur et la maladresse de l'armée d'occupation contribuent à faire flamber la situation. En fin d'après-midi, jets de pierres kurdes à Kirkouk: la police irakienne et les soldats américains



Hier à Khaldiya, des Irakiens fuient un véhicule. L'action était réglée comme une opération militaire.

avaient entrepris, à la demande de population turque, de décrocher des drapeaux kurdes qui flottaient sur un pylône à côté de l'irakien. Le drapeau kurde avait été adopté dans les régions du Nord, qui échappaient au contrôle de Saddam. Depuis sa chute, la cohabitation entre Arabes, Kurdes et Turcomans pose de plus en plus de problèmes.

A Fallouja, capitale auto-proclamée de la résistance à 50 kilomètres de Bagdad, les hommes tiraient en l'air pour un mariage dans la nuit de mercredi à jeudi. Croyant à

une attaque, un convoi a arrosé la noce à l'aveugle, tuant un adolescent et blessant six invités. La loi tribale veut que les familles se vengent.

Roquettes. C'est sur la route de Khaldiya, 80 kilomètres à l'ouest de Bagdad, qu'a eu lieu l'embuscade la plus sévère pour l'armée américaine. Le véhicule de tête d'un convoi qui roulait vers une base, a sauté sur un engin explosif, tandis que des roquettes visaient les véhicules suivants. Au moins huit morts, selon un témoin. Tous les exécutants ont réussi à s'enfuir sans pertes. Cette

action, réglée comme une opération militaire, s'apparente à celle que mènent ces petits groupes d'ex-gradés de l'armée irakienne, entièrement dissoute par les Américains. Hier en fin d'après-midi, plusieurs centaines de manifestants se sont rassemblés sur le lieu même où le convoi a été attaqué. Selon un témoin, ils scandaient: «Par notre sang, par notre âme, nous nous sacrifions pour toi ô Saddam!» Ils brandissaient des portraits du Président en fuite et des débris de véhicules américains ●

FLORENCE AUBENAS

Les premiers émissaires d'al-Qaida seraient déjà à l'œuvre

La résistance islamiste tisse ses réseaux en Irak

Un véhicule de transport de troupes américain, avec dix soldats à son bord, a pris feu à la suite de l'explosion d'une charge, avant d'être visé par plusieurs roquettes. Selon des témoins, plusieurs soldats américains ont été gravement brûlés. La chaîne de télévision al-Arabiya, affirme que l'attaque a fait huit morts. Hier soir, trois soldats américains ont été tués dans une embuscade près de la ville de Tikrit.

Bagdad :
de notre envoyé spécial
Adrien Jaulmes

Les Américains ont ouvert en Irak la boîte de Pandore. Alors que la dictature de Saddam Hussein avait pendant des décennies empêché l'apparition de réseaux fondamentalistes musulmans, sa chute leur permet de se constituer en Irak. Le terrain est propice. La disparition de l'appareil d'Etat irakien a mis fin à tous les contrôles policiers, et selon de nombreuses sources, les premiers émissaires d'al-Qaida seraient déjà à l'œuvre dans le pays.

Doté d'immenses frontières désertiques, l'Irak est facile d'ac-

cès, et ne présente pas les mêmes difficultés géographiques ou culturelles que l'Afghanistan pour les réseaux arabes d'Oussama Ben Laden. La Syrie est notamment accusée par Washington de laisser transiter vers Bagdad des terroristes islamiques, mais les frontières jordanienne, turque, iranienne et koweïtienne ne sont guère plus étanches.

Car la présence de 150 000 soldats américains en Irak attire comme un aimant les desperados de l'islamisme, venus de tout le monde arabo-musulman. L'occupation de Bagdad, siège des premiers califes abbassides au VII^e siècle est un symbole plus fort pour les musulmans que les bases américaines du golfe Persique. Les premiers ont été invités par Saddam Hussein lui-

même dans les mois qui ont précédé sa chute, dans une vaine tentative pour internationaliser le conflit. Certains de ces combattants seraient depuis passés dans la clandestinité. Ils auraient été rejoints par de nouveaux candidats au djihad contre l'occupant infidèle.

Selon l'armée américaine plus de 200 de ces combattants étrangers figureraient parmi la dizaine de milliers de prisonniers qu'elle détient en Irak.

Les réseaux d'al-Qaida proprement dit ne semblent cependant exister en Irak qu'au stade embryonnaire.

Mais le dernier appel audiovisuel d'Oussama Ben Laden et de son adjoint, l'Égyptien Ayman al-Zawahri est on ne peut plus explicite quant aux intentions de leur organisation : « *Nous saluons nos frères moudjahidine en Irak* » et « *demandons à Allah de bénir leurs sacrifices et leur bravoure dans le combat contre les croisés* », a annoncé Ayman al-Zawahri dans une cassette diffusée début septembre par la télévision satelli-

taire al-Jezira. « *Dévorez les Américains comme les lions dévorent leur proie. Enterrez-les dans le cimetière irakien !* »

Selon les autorités américaines, des membres du parti Baas, en majorité sunnites, auraient pu avoir rejoint des cellules islamiques en cours de formation, et avoir déjà participé à des attaques communes contre les forces américaines. Ce « *saut idéologique* » depuis le nationalisme fascisant et laïc du parti Baas jusqu'au fondamentalisme religieux s'effectue d'autant plus

facilement que les dix dernières années du régime de Saddam avaient été marquées par une islamisation tous azimuts. Saddam avait fait ajouter des versets du Coran sur le drapeau irakien, se faisait tirer le portrait en Saladin libérateur de Jérusalem et entrepris de bâtir à Bagdad la plus grande mosquée du monde. La paranoïa du régime et le maillage ultraserré des services de sécurité n'a pas permis la moindre activité de réseaux étrangers en Irak.

Al-Ansar al-Islam était le seul groupe fondamentaliste connu à opérer en Irak. Basé dans les montagnes du Kurdistan, près de la frontière avec l'Iran, al-Ansar a été dispersé au début de l'année 2003 par une opération conjointe des forces spéciales américaines et des Peshmergas kurdes.

Mais la décomposition de la société irakienne, minée par plusieurs décennies de dictature féroce et par l'effondrement de son niveau de vie pendant les 12 ans d'embargo qui suivent la guerre du Golfe, a renforcé l'influence des mosquées dans la population. La région de Mossoul serait ainsi depuis plusieurs années soumise à l'influence discrète de groupes wahhabites, secte intégriste d'origine saoudienne.

Mais la principale difficulté rencontrée par les groupes fondamentalistes proches d'Oussama Ben Laden en Irak risque d'être leur obédience sunnite. Les chiïtes, majoritaires en Irak, restent dans leur ensemble hostiles à l'internationale du milliardaire saoudien. Les régions où se multiplient les attaques contre les forces de la coalition anglo-américaine en Irak sont essentiellement les régions à majorité sunnite des environs ouest et nord de Bagdad, les autres provinces restant comparativement plutôt calmes.



Des Irakiens manifestent leur joie devant un véhicule américain en feu. Les convois sont tombés dans une embuscade à Khaldiya, à 80 km à l'ouest de Bagdad. (Photo AFP.)

Le Khomeyni libéral

Petit-fils du chef de la révolution islamique iranienne, Hossein Khomeyni tient un discours résolument iconoclaste, pro-américain. A faire frémir les mollahs de Téhéran. **PAR DELPHINE MINOUI (À BAGDAD)**

De son grand-père il a hérité les mêmes yeux noirs, parfois traversés d'un inquiétant éclair. Le visage est lisse et impassible. La même façon de s'asseoir en tailleur, le même turban noir des descendants du Prophète. Mais quand il s'agit d'évoquer l'Iran d'aujourd'hui – qu'il vient temporairement de quitter pour établir ses quartiers d'été à Bagdad –, Hossein Khomeyni, 45 ans, s'impose comme une véritable figure d'opposition aux sacro-saints principes édictés jadis par l'ayatollah Ruhollah Khomeyni, fondateur de la République islamique d'Iran. Les mots qu'il prononce sont proprement stupéfiants : « *Tant qu'on ne pourra séparer religion et politique en Iran, la population n'obtiendra pas la liberté qu'elle souhaite* », lance le jeune clerc chiite, petit homme rond, vêtu d'un ample manteau blanc. A peine la conversation entamée, les sourcils se plissent et les paroles s'enflamment. « *S'il n'existe d'autre solution qu'une intervention américaine en Iran pour obtenir la liberté, alors les Iraniens finiront par opter pour cette solution. Et moi aussi je serai prêt à l'accepter, car c'est en accord avec ma foi* », insiste-t-il, entre deux bouffées d'une cigarette Miami. Le ton est donné.

En 1965, l'ayatollah Khomeyni, condamné à mort par le chah d'Iran, s'exilait à Nadjaf, le sanctuaire des chiites d'Irak – après un détour par la Turquie –, d'où il lança sa révolution islamique à partir d'un discours anti-impérialiste et anti-américain.

Un nouveau rêve pour l'Iran de demain

Il y délivra une série de cours sur le *velayat-e faqih* (pouvoir suprême des docteurs de la loi islamique), devenu le principe de base de la République islamique iranienne, en 1979. Il fut ensuite prié de quitter l'Irak et se réfugia en France, avant de regagner son pays d'origine. Près d'un quart de siècle après l'arrivée des religieux au pouvoir en Iran, son petit-fils fait figure d'enfant rebelle dans la cour des ayatollahs. Le jeune impertinent profite de son séjour en Irak – pays également majoritairement chiite – pour condamner la politique suivie par son grand-père, la jugeant « *totalitaire* » et « *inadéquante par rapport aux désirs des Iraniens* ». Pis : il invite le « Grand Satan » (définition donnée à l'Amérique par son grand-père) à jouer un rôle de catalyseur dans la libération de l'Iran.

Né en 1958 à Téhéran, Hossein Khomeyni est le fils de Haj Agha Mostafa, l'un des deux fils de l'imam Khomeyni, dont la mort suspecte, en octobre 1977, n'a jamais été élucidée. Elevé à Nad-

Repères

1958 Naissance à Téhéran de Hossein Khomeyni, fils de Haj Agha Mostafa Khomeyni, et petit-fils de l'ayatollah Ruhollah Khomeyni.

1964 Exil de la famille Khomeyni en Turquie.

1965 Exil à Nadjaf, en Irak.

1970 L'ayatollah Khomeyni prône le *velayat-e faqih*, le pouvoir direct du religieux le plus qualifié.

1977 Assassinat de Haj Agha Mostafa Khomeyni.

8 octobre 1978 Le gouvernement irakien expulse Khomeyni en France. Exil à Neauphle-le-Château.

1^{er} février 1979 Retour de l'ayatollah à Téhéran. Puis, fondation de la République islamique d'Iran, dont il devient le leader religieux. Hossein Khomeyni part étudier à Qom. Rencontre avec Eyyad Djamoleddin.

1980-1988 Guerre Iran-Irak.

1989 Mort de l'ayatollah.

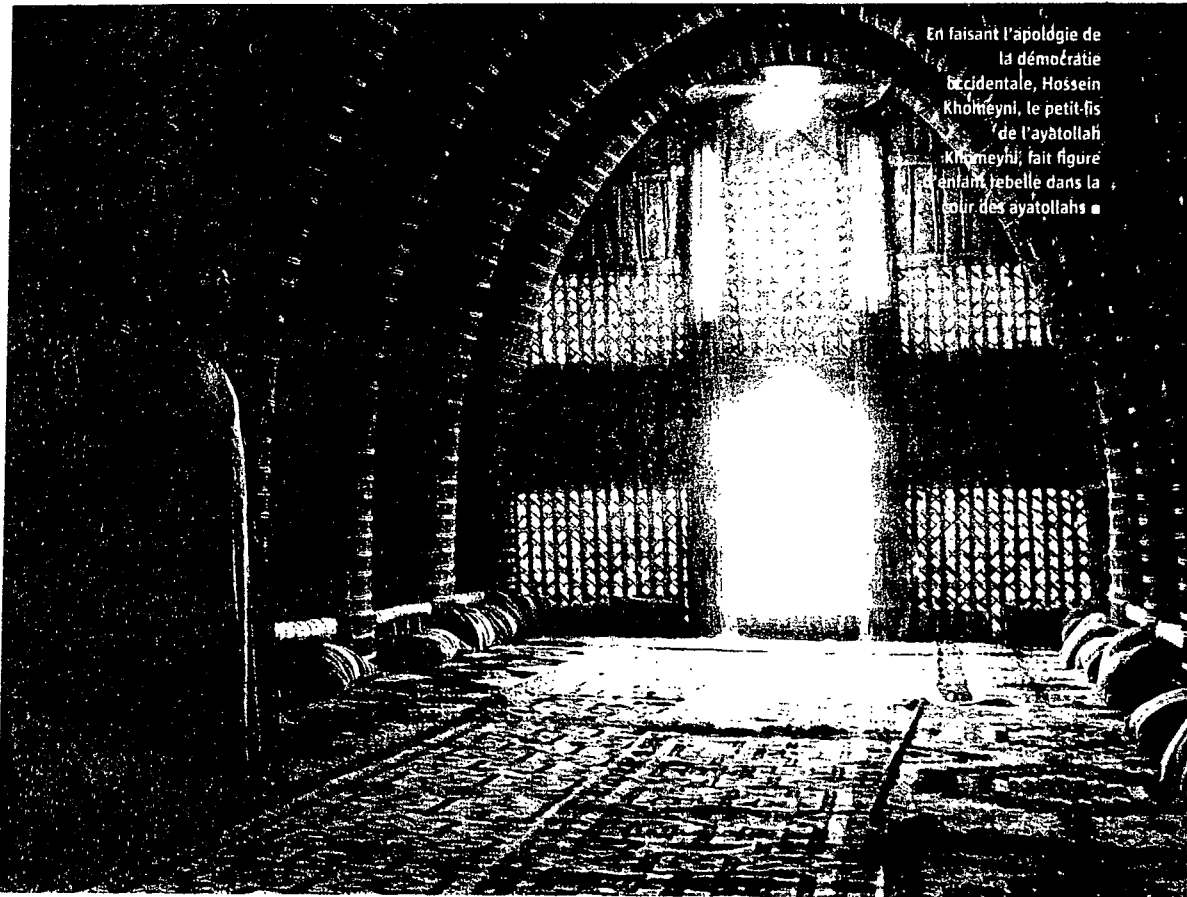
Juin 2003 Hossein Khomeyni est de retour en Irak. Il invite les Américains à intervenir en Iran ■ **D. M.**

jaf, il suit son grand-père en France à la fin des années 70. Interdit de pèlerinage sur les sites chiites irakiens sous le régime de Saddam Hussein, il s'est empressé de visiter sa maison d'enfance, non loin du tombeau de l'imam Ali, le gendre du Prophète. Mais, s'il évoque avec émotion et respect le souvenir de son grand-père, il ne cache pas ses divergences politiques avec l'illustre aïeul. Elles lui ont valu d'être contraint au silence, dans sa résidence de Qom, pendant ces années post-révolutionnaires. Aujourd'hui, il brise la glace en faisant l'apologie de la démocratie à l'occidentale, qui « *garantit la liberté individuelle* ».

C'est au bord du Tigre, dans une somptueuse villa protégée par des colosses, décorée de boiseries et de mosaïques et envahie par le chant des canaris, que le petit-fils de l'ayatollah Khomeyni reçoit ses visiteurs : journalistes étrangers, chefs de tribu, leaders religieux et officiers américains. Ils sont tous animés par la même curiosité de rencontrer le jeune contre-révolutionnaire, peut-être porteur d'un nouveau rêve pour l'Iran de demain.

Seyyed Hossein Khomeyni n'est pas du genre à mâcher ses mots. Il dit avoir constaté les « *changements positifs* » accomplis depuis le débarquement des forces de la coalition en Irak. « *Sous le régime de Saddam Hussein, il n'y avait pas de presse libre, les gens avaient peur de parler, la population était opprimée*, commente-t-il. *Aujourd'hui, le climat est propice à la liberté d'expression. L'Irak est sur la voie du progrès.* » Selon lui, les forces américaines sont perçues comme « *des forces de libération et non d'occupation* ».

Les critiques n'ont pas tardé à pleuvoir. A Téhéran, la presse conservatrice s'est déjà chargée de dénoncer la trahison du jeune clerc. Sa famille est également montée au créneau en niant les propos tenus à la presse étrangère par l'héritier. A Nadjaf, les conservateurs chiites irakiens de la Hawza (le grand séminaire chiite), privés de tribune sous Saddam Hussein, ont ressorti les posters de l'ayatollah Khomeyni. Mais ils voient dans les paroles du petit-fils « *une insulte* » à leurs projets d'établissement d'un Etat islamique en Irak. « *Ses propos n'ont aucun sens* », s'insurge le cheikh Abbas al-Rubayee, un des porte-parole de Moqtada al-Sadr, ayatollah radical de Nadjaf, qui ne cache pas son anti-américanisme. « *Il vient de débarquer ici et croit savoir mieux que les chiites irakiens ce qui est bon pour eux. Lui et ses amis n'étaient pas là pendant ces années de souffrance* », fulmine le mollah.



En faisant l'apologie de la démocratie occidentale, Hossein Khomeyni, le petit-fils de l'ayatollah Khomeyni, fait figure d'enfant rebelle dans la cour des ayatollahs ■

FRANCE KEYSER/IN VISU/CORBIS

Un ami de toujours accompagne Khomeyni junior dans son aventure politico-religieuse. Il s'appelle Eyad Djamoledin. Ce jeune mollah aux allures de dandy, amateur de cigares Cohiba, est l'hôte du petit-fils Khomeyni dans l'ex-résidence d'Ezzat Ibrahim, l'un des chefs de l'ancien régime. Eyad et Hossein se sont rencontrés il y a vingt ans au séminaire théologique de Qom. Tous deux passionnés de philosophie et de poésie soufies (Eyad est en pleine traduction en arabe des vers du poète soufi persan du XIII^e siècle Djatal al-Din Rumi), les deux jeunes religieux incarnent cette nouvelle génération favorable à un « islam personnel », en opposition à l'« islam politique ».

« Chacun doit être libre de prier, de boire, de s'exprimer », insiste Djamoledin, dont la secrétaire privée – une chrétienne irakienne – s'affiche sans foulard. « La place des religieux se trouve à la mosquée, pour enseigner la morale. Ils ne doivent pas interférer dans la vie politique », ajoute le cleric irakien, de retour d'un exil de vingt-cinq ans passé entre Téhéran, Qom et Dubaï. « La liberté de l'être humain est un droit qui surpasse tous les autres », précise, à son côté, le petit-fils.

A écouter les formules iconoclastes de Hossein

« La liberté de l'être humain est un droit qui surpasse tous les autres. »

Khomeyni, on l'imagine volontiers à la tête d'un futur parti politique d'opposition. Mais le mollah progressiste dit n'y avoir pas songé. Comme beaucoup de réformateurs iraniens, il se contente de critiquer subtilement les principes de la République islamique en s'appuyant sur des arguments religieux plus que politiques. « Un gouvernement religieux ne peut s'établir qu'après le retour du douzième imam Mehdi, l'imam caché, disparu au IX^e siècle », dit-il. De sa voix grave, le jeune Khomeyni dit qu'il rêve d'ouvrir un nouveau séminaire à Karbala – où se trouve le tombeau de l'imam Hussein, fils d'Ali, le gendre du Prophète, assassiné en 680 par l'armée des Omeyyades – pour se concentrer sur ses recherches théologiques. Il ne cache pas son espoir de voir Nadjaf récupérer ses lettres de noblesse, quitte à détrôner sa concurrente iranienne, Qom, de son statut prestigieux de première ville chiite. Des propos qui pourraient bien froisser certains ultraconservateurs iraniens.

« Je n'ai pas peur, dit placidement Hossein Khomeyni, récemment informé d'un complot visant à l'assassiner. Où qu'il soit, l'être humain est toujours en danger. Le plus important, c'est que la vérité soit enfin dite. » ■

Iraq's Kurds

Can Kurds and Arabs be reunited?

IRBIL

Kurdish doubts about reintegration

ALTHOUGH basking this week in a visit from Colin Powell, America's secretary of state, who promised that they would not be abandoned, Iraqi Kurds are beginning to question the future. America's victory could even achieve what 35 years of Saddam Hussein's rule failed to do: reintegrate the north back into Iraq.

Ever since their northern safe haven was set up in 1991, the Kurds have run their own affairs. They flew their flag over the territory they call Kurdistan, circulated their own money, and cleansed themselves of Arab influence. Now the Kurds, who alone greeted the American invasion with flowers, are being ordered to unify.

In recent weeks, they have been told to take down their flag, and begin the merger of their *peshmerga* guerrilla forces into a national army and police force. Their currency is being withdrawn. Less seriously, they are also threatened with an Arab invasion, albeit of tourists, not soldiers. Busloads of Baghdadis are flooding to the mountains on package tours that offer relief from the insecurity and the heat, and the chance to reclaim hills that have been out-of-bounds for the past dozen years.

Kurds, displaced in their hundreds of thousands by Saddam's programme of Arabisation, now wait on Arab pleasure-seekers blasting Arab pop music over Kurdish hills. Arab businessmen will follow. Communication is complicated by the lack of a common tongue. Elderly Kurds are polishing their Arabic, but since 1992, Kurdish schools have taught no Arabic to children under ten. Despite appeals from Baghdad, the Kurdish minister refuses to budge. A generation of Kurds can barely construct a sentence in Arabic, which bodes ill for those seeking to create a representative civil service in Baghdad.

Financially, unification is proving bitter. The Americans have already banned the collection of tolls at checkpoints and borders, hitherto a prime source of revenue, and curtailed the oil smuggling to Turkey, on which the Kurds got a handsome cut. Salaries will be paid from Baghdad. And though there has been toing and froing on the issue, it now appears that the Kurds' old currency, known as the "Swiss dinar", will be invalid come January.

The oil-for-food programme, under which the Kurds were guaranteed 13% of Iraq's oil revenue, is to cease on November 21st, and the unspent billions will go to Baghdad for reallocation. To sweeten this



Will Kurdish fighters be welcome in Basra?

disappointment, America is handing the Kurds the UN's oil-for-food assets in the north: the banks of cars, computers, power plants and installations are valued at billions of dollars. The Kurds have also submitted their own \$2.4 billion project budget for 2004, which they hope will be financed from unspent oil-for-food funds.

But the largesse will be one-off. In the years ahead, the Kurds will have to com-

pete with the rest of Iraq for resources, and the budget will come from Baghdad, says Stephen Mann, the Coalition Authority's financial adviser in the north.

And, for all their past praise of the *peshmergas*, the Americans are planning to merge the militias into Iraq's national army. This means that Kurds may go to Basra, but it also means that Arab troops may be back in the north. Checkpoints, ▶▶

Iraq's Turkomen

Looking for Turkish protection

KIRKUK

A small minority with a big friend

TURKISH television networks did not think much of Colin Powell hobnobbing with the Kurds. Instead, they chose a more quirky story to lead their bulletins: the congress of the Iraqi Turkomen Front in contested Kirkuk. The front, claiming to speak for the vastly inflated figure of 3m Turkomen, paraded photos of martyrs they say were killed in a post-war Kurdish push for *Lebensraum*. It seeks a strong, united Iraq and vows to keep Kirkuk, "the Turkomen heartland", out of Kurdish hands.

The 500-strong congress ousted its president, who had opposed foreign troops in Iraq, and called on Turkey to be its protector. As well as providing money, Turkey supplied the congress with military liaison, a horde of journalists and a letter from the Turkish foreign minister, Abdullah Gul. If the Kurds promote the prospects of pan-Kurdish unity, say the Turkomen, why should not the Kurds promote their own interests?

American army officers detained Turkish soldiers escorting Turkomen to the gathering. But they fear their efforts could soon be overturned by their sup-

riorities, who look for Turkish help in quelling the Sunni Arab rebellion west of Baghdad. Bringing in troops from neighbouring states will exacerbate tensions, admit the Americans, but they are not spoilt for choice.

If Turkish forces enter northern Iraq, the Kurds vow to return to arms. But, in fact, the Turks are not coming; they are there already. For years, Turkey has deployed troops in northern Iraq, and has some 40 tanks dug in up to 40km (25 miles) over the border. It has military liaison offices in all the main Kurdish cities, including Kirkuk; and some 100 Turkish officers train 250 local Turkomen in a garrison looming over the heart of Irbil. Asked to leave last May by the Kurdish regional government, Turkey repainted its barracks the colours of the Turkomen flag.

Yet, for all the foreign hands, Kirkuk still feels uncommonly relaxed. A multi-ethnic police force is being trained, to reduce the Kurdish share of policemen to 40%. And polyglot locals flick dice in the cafés unfazed, mixing Turkomen, Kurdish and Arabic in the same sentence.

disbanded after the war to ease freedom of movement, are back after the bombing of an American intelligence station in Irbil, but the Americans want them manned by the national police, not by Kurdish militias.

Will the Kurds resist? The Iraqi flag is still nowhere to be seen in the north, and the Kurds, says the regional education minister, still aspire to their own state, albeit not for now. The instability to the south has strengthened the voice of those arguing for a return to the pre-war status quo when the Kurds ruled themselves. On his office wall, a *peshmerga* commander traces progress on a map of Kurdistan that stretches in an arc from halfway down the Syrian border to south of Baghdad. He demands self-determination for the 3m Kurds: "Democracy does not mean that Arabs should decide the fate of the Kurds."

But, for all their claims, the Kurds are proving remarkably practical. Families, flocking south to reclaim homes from cities where Saddam Hussein had settled Arabs, are waging their property disputes with law suits rather than guns. In fields west of Kirkuk, returning Kurdish farmers agreed to share this year's harvest with fleeing Arabs. Many Kurds also relish the prospect of rejoining over a million of their brethren in Baghdad and Mosul.

Moreover, America's ethnic carve-up of government posts has given the Kurds a strong stake at the centre. The five ministries run by Kurds include water, Iraq's second most valuable resource, and foreign affairs. A Kurd heads the committee that has the prickly task of preparing the path to a new constitution. The battle has barely begun. As a minimum, Kurds see a federal future, in which Kurdish turf embraces oil-rich Kirkuk, and has Kurdish as its official language. With Iraq's Shia majority so divided, they hope to get their way. ■

Iran's nuclear diplomacy

It's all gone dreadfully wrong

TEHRAN

Even the European Union has lost patience with Iran

WHEN confronted with difficult questions about its nuclear programme, Iran's strategy has been to play for time. That approach backfired badly last week when the International Atomic Energy Agency (IAEA) expressed its collective exasperation with Iran's evasive attitude. Instead of buying more time, Iran now faces a deadline of October 31st to dispel doubts about its nuclear ambitions.

When the 34 other members of the IAEA's governing board adopted a strongly-worded resolution, Iran's representative, Ali Akbar Salehi, walked out of

Iraq at the United Nations

Who is to have the final say?

The question is whether the Americans or the Iraqis take the decisions

IF THE French and Germans at the UN Security Council have their way, there will be little left of the draft resolution on Iraq that America presented on September 4th—or, indeed, of America's role in post-war Iraq, except for security. That won't happen, of course. The two governments are meeting America's ally, Britain, in Berlin on September 20th to try to work out a common position. But it is also difficult, at least at this point, to see such a position emerging.

Basically, the French and Germans want the Americans to hurry up and cede all civilian control to the Iraqi interim administration, the Governing Council. The council would then have the final say, with help from the UN, on such crucial matters as oil revenues, aid and the move to democracy. The American-run Coalition Provisional Authority (CPA) would be out of the picture.

If the Americans reject these suggestions, the French are unlikely to veto the resolution. But then, they and several other well-off countries may not respond to the resolution's call for international aid for Iraq's reconstruction.

Resolution 1483, passed last May, gave the CPA control over everything. The draft American resolution would keep this control, though it allows the UN "a vital role", including the authorisation of a multinational force under unified command, and calls for international financial assistance. America's

critics worry that this force would be separate from the coalition's own troops.

On reconstruction, the French-German proposals want the Governing Council to be in charge soon, though it would still turn to, say, the World Bank for help. To this end, they ask the coalition to provide a plan of action, and a timetable, for handing civilian administration to the council. They call on the coalition to step aside, partly to bolster Iraqi independence, partly because of the suspicion that American companies stand to gain from reconstruction.

The American draft resolution invites the Governing Council to provide, in cooperation with the CPA and the UN, a timetable and programme for drafting a new constitution and holding elections. The French-German amendments agree to such a timetable, but also want a timetable for the coalition to hand over decision-making speedily to the council.

All this is strong stuff. But the French and Germans argue that, unless the CPA recuses itself, the Governing Council will continue to be plagued by legitimacy problems, and to be seen by many Iraqis (and other Arabs) as little more than an American puppet. This is a point that some of the council's members, including some of America's strongest political allies, have leapt on, arguing that there should be a quick end to America's civilian control, and a speedy handing over of power to themselves.

the proceedings in anger. He should not have been surprised. Concern over Iran's nuclear activities has been mounting on both sides of the Atlantic. France and Germany share American suspicions about the nature of Iran's programme, and the European Union has presented a united front to the government in Tehran. But Iran mistakenly pinned its hopes on non-aligned governments blocking an American-backed resolution.

The result was a diplomatic disaster for a country that has made a priority of courting Europe as a buffer against America. Muhammad Khatami's reformist government counted the improved relations with European governments as one of its few successes. But the nuclear issue has exposed the limits of its authority.

Mr Khatami's supporters pleaded with the EU to tread softly to avoid giving ammunition to their hardline opponents in the theocratic system. But there is little sign that the reformists have the final say on the

issues that matter to the rest of the world, and the gap between Iran's words and actions could no longer be overlooked.

Even the staunchest advocates of talking to Iran, such as Jack Straw, Britain's foreign secretary, are forced to question the fruits of "constructive engagement". Mr Straw has an extra little difficulty: the four successive sets of pot-shots at the British embassy in Tehran. Nobody was injured in the attacks and nobody has been arrested. The government calls them "isolated incidents", though in every case the shots were fired from a passing motorcycle.

Iran has played its cards badly. Some reformists in parliament point out that it would have been much easier to defuse the nuclear issue months ago, simply by taking the initiative and signing up for short-notice inspections. Now, saving face will be much harder. With France standing side-by-side with the Bush administration, Iran has managed to produce the seemingly unattainable: transatlantic unity. ■

IRAQ

Kurds May Lose Yet Again

By SAID ABURISH

NICE, France — A proud, often-conquered people still hoping for a national homeland, the Kurds are once again emerging as a major factor in America's vague plans to reshape Iraq and create a new political balance in the Middle East.

For centuries, Iraqi Kurds — now numbering about 5 million — have wanted to control their fate. In the years since the 1991 Persian Gulf War, they came close to that goal, living in autonomous zones within Iraq and shielded by U.S. might from Saddam Hussein. The big question now is whether the Kurds will be better off or worse off now that their former persecutor has been deposed.

Geography is both a positive and a negative factor for the Kurds. Their well-established control over defined territory within Iraq is a plus. But their position along the borders with Turkey and Iran, both countries with large and dissatisfied Kurdish minorities, makes Iraq's Kurds a target of suspicion. The United States knows that its actions with regard to the Kurds will be closely watched not only by Iran and Turkey but also by the rest of Iraq as well as Syria and the Muslim republics of central Asia, which also have Kurdish minorities.

In the Kurds, the U.S. had a reliable ally against Hussein. But the U.S. has never known quite what to do with its ally. The United States, Britain and the United Nations stopped Hussein from reoccupying the Kurds' mountainous region of northern Iraq after the 1991 Gulf War. But then, as now, the U.S. was anxious to prevent the country from splintering along ethnic and religious divides.

The United Nations, under pressure from the U.S. and Britain, gave the Kurds part of the money Iraq realized from selling oil under the oil-for-food program instituted after the Gulf War. This money, in combination with revenues from widespread smuggling and other activities, substantially improved Kurdish living conditions. In recent years, the Kurds have enjoyed a higher standard of living than the rest of Iraq.

Now the Kurds have to decide whether to support the plans for Iraq being developed by the Bush administration. The United States' lack of clear plans for a post-Hussein Iraq increases the danger that the

They want to keep their hard-won autonomous zone, but the U.S. is likely to prefer the stability of central rule.

U.S. will, in the end, ignore Kurdish concerns. Before the recent Iraq war, the U.S. needed the Kurds because they occupied a strategic area from which to operate against Hussein's power base in Baghdad. Now that the U.S. no longer needs such a base, all bets are off.

With Hussein gone and the country once more reunited, the Kurds are likely to lose some of the autonomy they had gained in recent years. The Kurds have been careful not to ask for a separate state, as the U.S. has made it clear it has no intention of breaking up the country. But they have expressed their support for a federalist system of government, in which a central authority in Baghdad would exist side by side with strong regional governments in the rest of the country.

The U.S. is unlikely to give the Kurds in northern Iraq the kind of autonomy they crave, however, fearing that such an action could both contribute to the dismemberment of the country and anger Turkey, one of the West's major allies in the Middle East. If Iraq is to remain a single state, the Kurds must cede to a central Iraqi government some of the independence they have enjoyed for more than a decade.

A year ago, according to reports in London's Arab press, Jalal Talabani, head of the Patriotic Union of Kurdistan and a prominent Kurdish leader, visited Saudi

Arabia to meet with Crown Prince Abdullah several times. Talabani wanted to know where the Saudi strongman stood on the Kurdish question, and whether he would support a federalist system for Iraq. The prince told Talabani that he had no opinion on the subject. Moreover, he made clear he would not be able to help the Kurds negotiate with the United States.

The Kurds, long an oppressed minority, have had a hard time finding justice in Iraq. Now, they may find it harder still. Since Hussein was ousted, Israel, Saudi Arabia and Kuwait no longer have much incentive to provide aid to the Kurds. In fact, the Saudis and Kuwaitis now worry about whether a strong and independent Kurdish region near their borders could point the way for dissatisfied minorities within their own countries to demand independence. Most members of the U.N. Security Council have never favored supporting Kurdish autonomy. And the U.S., long the Kurds' staunchest defender, now has other priorities in Iraq.

Today, the Iraqi Kurds' fate lies in the hands of the Bush administration. Having lost much prestige in recent weeks, as chaos swirls in Iraq, America is interested now in pursuing whatever course is most likely to bring an end to violence. The U.S. has few things it can offer the Iraqi people. If supporting a strong central government in Baghdad would bring stability — even at the expense of the Kurds — then the Kurds may once again be the losers.

Said Aburish is a journalist and author of, among other books, "A Brutal Friendship: The West and the Arab Elite."

Los Angeles Times

SEPTEMBER 14, 2003

Bush finds obstacles mounting on Iraq

Criticism is growing at home and abroad on requests for aid

By Steven R. Weisman

WASHINGTON: Everywhere he turns — from the United Nations and Congress to allied capitals and the warrens of Baghdad and Tikrit — President George W. Bush is finding major obstacles to his effort to secure and rebuild Iraq.

The problems, including money, troops and moral support, are complicating White House efforts to assure the American public that the situation in Iraq will actually improve with time.

On the ground, there has been a pause in the sort of major bombing attacks that shook the administration's confidence and forced troops to dig more trenches and put up more barbed wire, isolating themselves from the country they are occupying.

But now some defense officials are saying that the occupation force's state of siege, combined with continuing difficulties in restoring services in Baghdad, is making Iraqis increasingly hostile toward those who are supposed to be their liberators. And on Wednesday, the eighth tape purporting to be from the deposed dictator, Saddam Hussein, surfaced, urging yet more attacks.

In addition, administration officials are admitting there may be an embarrassing lack of foreign donations to re-

build Iraq. European diplomats said on Wednesday that the United States would be lucky to get \$1 billion in pledges at a donors' conference in Madrid next month — about 10 percent of what the United States wanted, according to these officials.

The donor disappointment is, in turn, stirring resentment in Congress over Bush's request for \$87 billion in military and economic assistance to Iraq in 2004. Some lawmakers are saying that one big chunk of the huge package, the \$15 billion earmarked for nonmilitary activities, may be especially scrutinized, especially if donations from other countries are only a fraction of that sum.

Finally, the United States is having difficulties negotiating a new UN Security Council resolution to give the United Nations broader authority over Iraq. Such a resolution would make it easier to entice foreign donations and foreign peacekeepers.

France remains adamant that the resolution must transfer much of the authority now held by the American-led occupation to the United Nations itself, and that an Iraqi interim government be placed in charge quickly — so quickly, in fact, that American officials say they doubt one could be ready.

Progress toward accommodation is slow, administration officials say.

"We've taken suggestions on board, and we're trying to integrate them in a way that makes sense," said an administration official.

"But we haven't even finalized language within our own councils. It's still within the Washington clearance process. We're not yet ready for prime time."

The campaign to get foreign troops is still struggling to get traction. The administration says that all it wants is about 15,000 troops so that an American division can rotate out on schedule in February or March.

U.S. officials have looked mainly to Turkey, India and Pakistan. But when a top American envoy visited India re-

cently, a senior Indian military officer publicly expressed concern that sending troops to Iraq could leave India vulnerable in the disputed state of Kashmir.

And on the economic aid front, the

European Union, which accounts for 20 percent of the world's wealth, has offered only \$250 million for Iraq next year, European and American officials say. American officials have been taken aback by what they view as a minuscule amount. But the political fact of life in Europe is that the Iraq war remains unpopular, and Bush himself is widely disliked.

Administration officials and international aid officials say the money is not flowing for many reasons. One of the biggest is that the country remains too dangerous for aid workers to go in.

Another is that there have been no solid budget numbers on what Iraq needs — apart from an unreleased 13-page laundry list of items as varied as soccer stadiums and health clinics created by the Coalition Provisional Authority, the administration of the occupation forces.

"This is a wild estimate, a wish list," said a top international economic policymaker.

The United States has made its best headway on getting recognition for the Iraqi Governing Council, the 25-member body handpicked by the American-led occupation. A month or two ago, Arab and European diplomats openly ridiculed this group as puppets for the United States. But, after strenuous American lobbying, the Arab League has recognized the council. Now the United States is trying to get the European Union to deal directly with the council. From there they hope to seat it officially at the United Nations.

If that happens, Washington says it believes it can then call on the council to set the timetable for returning to self-government at a year — and fend off French demands that it be faster.

Officials close to the Coalition Provisional Authority say that the hope now is for the respite from violent attacks to continue, for some foreign troops to be introduced and for a crash effort to bring in more Iraqis to handle security.

The Bush team does not like to change policy drastically. Its plan now seems to be to continue on the present course, get incremental amounts of help on the security side and hope that a more stable situation will open the aid spigots from abroad.

The New York Times

Bush says 'no evidence' ties Saddam to 9/11 attacks

By David E. Sanger

WASHINGTON: President George W. Bush says he has seen "no evidence" that Saddam Hussein was involved in the Sept. 11 terrorist attacks, as the White House tried to correct an assertion that Vice President Dick Cheney left extremely murky last weekend.

Cheney, on "Meet the Press" on NBC Sunday, was asked about polls showing that most Americans believed that the former Iraqi president was involved in

the attacks. "I think it's not surprising that people make that connection," said Cheney, who leads the hawkish faction of the administration.

Asked whether the connection existed, Cheney said, "We don't know."

He went on to describe Saddam's reported connections to Al Qaeda, connections that U.S. intelligence analysts have said were not very deep.

Bush, asked by a reporter on Wednesday about Cheney's statement, said, "No, we've had no evidence that Saddam Hussein was involved with Sept.

11." He went on to say, however, "There's no question that Saddam Hussein had Al Qaeda ties," and repeated the administration's assertion that a suspected member of the terror group, Abu Musab al-Zarqawi, had received aid in Baghdad during Saddam's rule.

The White House has never said Saddam was part of the Sept. 11 plot. But in describing the invasion of Iraq as part of the war on terror, Bush has drawn a loose connection, saying that after Sept. 11, 2001, the United States could no longer tolerate the kind of threat that he said Saddam posed, or the risk that Saddam's weapons could be put in the hands of terrorists.

The New York Times

September 19, 2003

The New York Times

Business starts to come to life in Kurdish areas

By Nicolas Pelham in Baghdad

A Baghdad bank is preparing to open operations in the former Kurdish safe haven of northern Iraq, in the hope of luring investors to the most stable part of the war-torn country.

"We believe the north could serve as a launch-pad for investment into Iraq," says Mowafaq Mahmood, chief executive officer of the Bank of Baghdad, on a visit

to northern Iraq's main city of Irbil.

Bank of Baghdad, which was prevented from operating in the Kurdish safe haven under the Saddam Hussein regime, will be the first private bank to open a branch in the north.

The bank's move comes as tourist numbers are rising, with people flocking to the Kurdish mountains to escape the heat and instability further south. Hoteliers in Irbil

have reported 100 per cent occupancy, with travel agents in Baghdad offering week-long package tours of Irbil and Dohuk for \$20.

Even the odd western tourist has made the journey across the border with Turkey.

"This is our best season since the 1991 Iraq war," says Schwaren Desai, manager of the Arbil Towers, the largest hotel in Irbil.

Anglo-American administrators in the north are also seeking to market the region as a halfway house to Iraq.

In Kirkuk, an hour's drive to the south, the Coalition Provisional Authority has sponsored the opening of a local business centre.

It says business could grow following the introduc-

tion of a single Iraqi currency next month.

However, despite the optimism, security worries still threaten to deter investment.

A car bomb exploded outside US government offices in Irbil this month and death threats against foreigners persist. Six US personnel and 45 Iraqis were injured.

Other local problems include limited accommodation hampering development of the tourism sector.

On top of this, pre-war travel restrictions have hit trade. For example, taxi drivers from outside Kurdish northern Iraq do not have permits to operate from Kurdish taxi ranks.

Saddam's defence minister turns himself in to US forces

Iraq's former defence minister, seen at Saddam Hussein's side in what is thought to have been the ousted leader's last public appearance, surrendered to US forces yesterday, Reuters reports from Mosul.

Sultan Hashim Ahmed is number 27 on Washington's wanted list of former top Iraqi officials and the eight of hearts in a pack of playing cards issued to US troops to help them identify fugitive leaders.

Mr Hussein himself is the ace of spades.

Mr Ahmed turned himself over to US troops in a house in the northern city of Mosul, Dawood Bagistani, a local human rights official, told a news conference.

His surrender means 40 of



Ahmed: surrender fuels speculation on Saddam's capture

the 55 most wanted former senior Iraqis have now been declared killed or in US custody.

Although regarded as a figurehead in the Iraqi army while real power rested with Mr Saddam, Mr Ahmed can be seen in footage of the former president waving to crowds said to have been taken in a Baghdad suburb on April 9, the day US forces took the city.

His surrender is bound to fuel fresh speculation about whether US forces are closing in on Mr Hussein, particularly as his sons, Qusay and Uday, were killed in a gun battle with American troops in Mosul in July.

US forces in the city have also repeatedly been rumoured to be close to capturing Izzat Ibrahim, number six on the wanted list and vice-chairman of the Revolutionary Command

Council, which was at the centre of Mr Hussein's power structure.

Mr Bagistani said Mr Ahmed had given himself up after negotiations in which the US agreed that he was innocent of "crimes". There was no immediate US comment.

"This is a moral commitment by the US government. Our role was only to transfer him peacefully," Mr Bagistani said.

"It is true he served the Iraqi government but he is an innocent man and we want you [the US] to treat him honestly."

In the 1991 Gulf war, Mr Hussein chose Mr Ahmed to head the Iraqi delegation at ceasefire talks near the border with Kuwait.

Cleric calls on Iran to refuse nuclear probe

By Roula Khalaf in London

A leading Iranian conservative cleric yesterday called on the government to defy international demands for enhanced nuclear inspections and suggested that Tehran should consider with drawing from the Nuclear non-

Proliferation treaty.

The comments by Ayatollah Ahmad Jannati, a hardliner and head of the powerful Guardian Council, reflected an intensifying domestic struggle as Tehran weighs its response to last week's resolution by the UN's nuclear watchdog. The resolution gave it

until October 31 to answer all outstanding questions about its nuclear programme.

The statements came as western diplomats confirmed that the UK, France and Britain had tried early this month to persuade Iran to agree to enhanced inspections of nuclear facilities.

A letter from the foreign ministers of the three countries urged Iran to agree to the inspections, but also held out the prospect of technology co-operation on a peaceful nuclear programme. Western diplomats who watch nuclear developments in Iran closely said Tehran had yet to decide how it would deal with the resolution passed by the govern-

ing board of the International Atomic Energy Agency.

The resolution called on Iran to provide by the end of next month the information and access necessary to convince the IAEA that it is not diverting nuclear material to weapons production. It also asked Iran to agree immediately to short-notice inspections of its nuclear facilities. Tehran insists its programme is designed for energy generation, but the US believes it is a front for developing nuclear weapons. Speaking during Friday prayers, Ayatollah Jannati said Iran should "under no circumstances" sign the "additional protocol" to the NPT, the

agreement that would allow for enhanced inspections of nuclear facilities and is demanded by the IAEA.

"[It] is imposing an extra humiliation," he said. "What's the problem about withdrawing from the Nuclear non-Proliferation treaty? North Korea withdrew. Many countries have not even signed it."

The comments - the first such open call from a cleric - contrasted with a more moderate message sent this week by the reformist government of Mohammad Khatami, the president. Gholamreza Aghazadeh, Iranian vice-president, told the IAEA that he remained hopeful Iran would meet its commitments under the new resolution.

UK officials played down sug-

gestions Iran had been offered a quid pro quo in the letter sent before the IAEA meeting - a gesture underlining that EU policy towards Iran remains committed to engagement rather than the isolation as by advocated by the US. But a western diplomat in Vienna said the exchange was an attempt to reassure Iran that alleviating international con-

cerns about its nuclear programme could lead to the sharing of technology for peaceful purposes.

Diplomats said Iran would have to signal how it would deal with the IAEA resolution before September 27, when a team of UN inspectors and centrifuge experts were planning a visit to Tehran in the first of a series of trips.

Powerless to halt the cycle of killing, the US turns to tribal leaders to restore order

Across Iraq, power is falling to tribal leaders, militias and clerics, often with US blessing, reports Charles Clover

Sitting in a grove of palm trees sipping sweet tea, the two Jordanian men seemed less than grateful to be in the company of 'Aboud Khamis al Essawi, sheikh of the Bu Essa tribe of western Iraq - and they had a good reason.

Earlier in the day, someone had stolen their car at gunpoint and robbed them, on a stretch of highway near Baghdad that passes through the Bu Essa tribe's *dtra* (territory).

Everyone knows that if you lose your car in the Bu Essa *dtra*, Sheikh 'Aboud is the man to see about getting it back. It is a bit impolite to point out why: only the Bu Essa are allowed to carjack on this stretch of road.

Sheikh 'Aboud is one of a number of local leaders across Iraq who have seen their power increase dramatically in the months of chaos that followed the removal of Saddam Hussein in April. Across Iraq, central authority in Iraq has fractured, and power has fallen into the hands of tribes, militia leaders, and clerics.

It is a phenomenon that is gaining momentum, as US troops fall under pressure to withdraw from urban areas and hand control to local security forces.

The city of Falluja, west of Baghdad, is a prime example. Since May it has been a hornet's nest of attacks against US troops, and in late July US commanders decided to pull units out of the city and leave security to local police and a militia

known as the Falluja Protection Force (FPF). US forces still patrol in Falluja, but infrequently.

"This has been very effective," said Khalid Rashid, a captain in the FPF. "The people of Falluja have rejected the American presence, and so we maintain stability. The less visible the Americans are, the more peaceful a place this is."

Lt Gen Ricardo Sanchez, chief of coalition troops in Iraq, said on Thursday the coalition would start identifying other towns and cities where the local authorities were capable of taking over security so that coalition forces could be withdrawn to the municipal outskirts.

Undoubtedly, this new strategy will pay off in lives

of coalition soldiers and short-run stability. But some Iraqis fear the resurgence of tribally based warlordism, which was only stamped out with great effort in the decades since 1920.

Many make the analogy with Afghanistan, where an American-installed government continues to rule, but not far beyond the city limits of Kabul. The country is divided into fiefdoms dominated by local strongmen.

The surge in development of local power in Iraq contrasts with stumbling attempts to strengthen central authority in Baghdad. A 25-member governing council appointed by the coalition in July as an interim governing body faces scepticism because it is seen as domi-

nated by Iraqi exiles friendly to the US.

"The governing council should be formed from people who suffered here, not from people who rode in on American tanks," said Hadi 'Aboud, a member of the city administrative council in Falluja. "We reject it because it does not represent Iraqis."

The governing council itself has few levers of control outside Baghdad, and handing over affairs to local security forces will probably erode this authority still further.

But coalition administrators are obviously tempted to rely on using local militias and tribes as a short-term fix to bring stability to troubled regions of Iraq.

In the city of Amara, for example, British coalition administrators have been reluctant to disband a local militia known as the Fawj, which took over the city when they arrived in April.

US forces in the Shia city of Najaf have struck up an uneasy working relationship with the Badr Brigades, a Shia militia that took to the streets after the August 29 bombing that killed 83 people, including their spiritual leader, Mohammed Baqir al Hakim.

Paul Bremer, the US administrator in Iraq, said earlier this month the coalition had started paying Iraqi tribes to protect important infrastructure in their territory, from electric power lines to oil pipelines.

Sheikh 'Aboud, for his part, says that in the absence of a government, it is only natural that tribes take over the running of much of the country. "We know everyone in our territory; if there is a stranger here, I know it instantly. And anyone who has a problem here knows who to come to, and that is me."



Lawlessness in Falluja last week as angry Iraqis fire into the air in the wake of the killing of eight policemen by US troops

New laws open up Iraq's economy

By Timothy L. O'Brien

DUBAI, United Arab Emirates: Iraq, in an effort to restart its economy and override security concerns, announced new laws here Sunday that remove most hurdles to foreign investment in the struggling country and offer very low tax rates for corporations and individuals.

The Iraqi announcement coincided with an annual meeting in Dubai of the world's leading financial ministers and central bankers to discuss global economic matters.

The moves are intended to make Iraq, which has the world's second-largest pool of known oil reserves, one of the most attractive venues for doing business in the Gulf region.

Yet Iraq is far from stable, and with the pace of reconstruction proceeding much more slowly than the George W. Bush administration anticipated, the announcement by the Iraqi Governing Council's finance minister, Kamel Kilani, also sought to bolster parallel efforts by the White House to drum up outside financial support for its efforts there.

"Our objective is simple to state: promote Iraqi economic growth and raise the living standards of all Iraqis as soon as possible," Kilani said Sunday in Dubai, where he is attending the conference of the World Bank and International Monetary Fund.

"We ask the world to help us," he said.

"Seize this opportunity."

The U.S. Treasury secretary, John Snow, applauded the blueprint for a new Iraq economy as "policies that make sense" but cautioned that security in a nation still facing daily violence would be a prerequisite for any substantial economic recovery.

To try to allay safety concerns and provide for rich returns to those willing to risk investing money in a war zone, Kilani said, foreign owners will be able to control as much as 100 percent of any enterprise in which they invest in Iraq; that would be a sharp contrast with most of the Arab world, where foreign ownership of locally based concerns is typically highly restricted.

The ownership rule applies to every sector of the economy except natural resources, meaning that the lucrative but still relatively dormant oil industry will remain entirely in the hands of Iraqi owners.

The new ownership laws, completed on Friday, allow investors to jump into Iraq immediately, without having to be screened by the government. All profits from such ventures can be fully and immediately remitted overseas, meaning the money does not have to be stored with an Iraqi institution.

Real estate cannot be owned by foreigners under the new law, but can be leased for up to 40 years.

For companies and individuals who set up shop in Iraq, corporate and per-

sonal income tax rates will range from 3 percent to 15 percent after a tax holiday expires at the end of the year. To increase trade, Iraq will impose a flat tariff of just 5 percent on all imports except for relief supplies like food, medicine, clothing and books, which can be imported without tariffs.

The Central Bank of Iraq has been made legally and operationally independent, and foreign banks will be allowed to open branches there. The law permits six foreign banks to buy complete control of local banks within the next five years, after which there will be no limits on foreign banks' entry into Iraq. An unlimited number of foreign banks can purchase up to 50 percent of local banks.

The banking law, should it gain traction with outsiders, would introduce competition to a market dominated by just two large Iraqi banks, Rafidain Bank and Rashid Bank.

Lending in the country is anemic, and an adviser to Kilani said he hoped that the law would encourage new banks entering the market to make loans to small businesses, which are seen as a key to future economic growth.

In an interview at his hotel, Kilani called Sunday's announcement "the most important thing we are working on. It's a message for the investors to come invest in our country and help get Iraq back on its feet."

The New York Times

International Herald Tribune
Monday, September 22, 2003

Al-Jezira et al-Arabiya sanctionnées par les responsables irakiens

Mise au pas des télévisions

Isabelle Lasserre

Vengeance contre des médias jugés trop indépendants ou décision justifiée par la préservation de l'intérêt public ? En interdisant aux deux chaînes de télévision les plus regardées en Irak, al-Jezira et al-Arabiya, de couvrir pendant quinze jours ses activités et ses conférences de presse, le gouvernement transitoire nommé par les Etats-Unis à Bagdad a révélé au grand jour un malaise qui existe depuis le début de la crise irakienne. Les deux chaînes arabes sont accusées par les responsables politiques irakiens, mais aussi par les Américains, d'incitation au meurtre de soldats de la coalition et de représentants du conseil irakien.

L'attentat perpétré la semaine dernière contre M^{me} Akila al-Hachimi, membre du conseil provisoire irakien, est la goutte qui a fait déborder le vase : al-Jezira a diffusé les commentaires d'hommes cagoulés revendiquant l'attaque et affirmant vouloir poursuivre la « résistance » aux forces américaines. Volontiers pro-Saddam pendant la guerre, les deux chaînes satellitaires ont une couverture jugée déséquilibrée de l'après-guerre, accordant une large place aux attaques anti-américaines, servant parfois de tribune aux anciens dirigeants irakiens et aux fondamentalistes.

Elles ont ainsi publié à plusieurs reprises des enregistrements de cassettes audio et des déclarations attribuées à Saddam Hussein. Ce parti pris éditorial donne l'image d'un pays

en proie à un désordre immense et permanent. Une vision, sinon partielle, du moins incomplète de la réalité. En tout cas si l'on en croit le dernier sondage de l'institut Gallup à Bagdad, selon lequel 67 % des Irakiens se disent confiants dans l'avenir et 50 % estiment que les forces de la coalition sont plus efficaces aujourd'hui qu'il y a deux mois.

Pour Donald Rumsfeld, le secrétaire américain à la Défense, ce type de couverture complique la lutte antiterroriste en même temps qu'elle renforce le sentiment antioccidental dans la région. La mesure du conseil provisoire irakien constitue, selon l'un de ses porte-parole « une étape positive pour protéger les Irakiens des poisons diffusés par les chaînes ».

Mais al-Jezira, la chaîne qui a révolutionné la télévision dans

le monde arabe, est dans le colimateur des régimes du Moyen-Orient et de Washington depuis deux ans. Critiquée par les premiers pour son indépendance éditoriale et son ton agressif, inhabituel dans la région, elle est montrée du doigt par l'Administration américaine et ses alliés irakiens, qui l'accusent d'offrir une plateforme aux terroristes.

La chaîne paye aujourd'hui le prix de son succès, selon les uns, celui de son antiaméricanisme et de sa compromission avec les milieux radicaux, selon les autres. Le 8 avril dernier, à la fin de la guerre, un missile américain avait déjà détruit le bureau de la chaîne à Bagdad. La semaine dernière, le juge Garzon a emprisonné le journaliste vedette de la chaîne, Tayssir Al-louni, qui avait interviewé Ben Laden juste après les attaques contre le World Trade Center et qui est aujourd'hui soupçonné par la justice espagnole d'être un cadre d'al-Qaïda.

LE FIGARO

25 SEPTEMBRE 2003

Iraqis plan U.S. visit to press for self-rule

Governing Council says Americans could save billions

By Patrick E. Tyler

BAGHDAD: In an effort to bypass American and British occupation authorities, leaders of Iraq's Governing Council say they will go to Congress this week to argue that American taxpayers could save billions of dollars on Iraq's reconstruction by granting sovereignty more rapidly to the 25-member interim government here.

In interviews, Iraqi leaders said they planned to tell Congress about how the staff of L. Paul Bremer 3rd, the American occupation administrator, sends its laundry all the way to Kuwait for cleaning, how it costs \$20,000 a day to feed the Americans at the Al Rasheed Hotel, how American contractors charge large premiums for the risk of working in Iraq and how, because of the high overhead costs associated with supporting and protecting a large American and British presence here, it would be more efficient to grant direct aid to Iraqi ministries, which operate at a fraction of the cost.

"The Americans are spending money here to secure themselves at a rate that is two to three times what they are spending to secure the Iraqi people," said Ahmed Barak, a human rights lawyer and member of the Governing Council. "It would be better for us if we would be in charge of how to spend this money and, of course, they could monitor how it is spent."

He estimated that in some cases, the savings could be tenfold. "Where they spend \$1 billion, we would spend \$100 million," he said.

In the spirit of demonstrating such savings, the Governing Council this month canceled the \$5,000-a-day contract that Bremer had arranged to feed the 25-member body and its staff and said it had found a cheaper supplier. Barak said he did not know the cost of the new contract.

President George W. Bush has asked Congress for \$87 billion to finance military and reconstruction operations in Iraq and Afghanistan in the coming year. Of that amount, \$20 billion is dedicated to Iraq's reconstruction.

Bremer has also returned to Wash-

ington for a round of appearances before Congress this week. His spokesman, Nabeel Khoury, said Bremer would answer questions "about what we have been doing with the money we have" as well as provide an explanation of how the occupation authority would spend the \$20 billion the White House has requested.

The strategy orchestrated by the Iraqi council reflects a political struggle between occupiers and the occupied that Iraqi officials say is inevitable and, so far, has not undermined the otherwise close working relationship that the council maintains with Bremer and his staff.

But the good will is wearing thin as the interim Iraqi leaders, most of them from the opposition groups that helped persuade the Bush administration to topple Saddam Hussein, become increasingly frustrated with the deteriorating security in the country and the impatient expectations of Iraqis to see some fruits of their "liberation."

"To proceed, we need a new political consensus among the United States, the coalition and the Governing Council itself," said Iyad Alawi, who will take over the rotating presidency of the governing body next month.

For that reason, he said, the delegation was dispatched to Washington to seek support in Congress for a more rapid turnover of sovereignty, budget resources and security responsibilities to Iraqis.

Alawi was one of the five former opposition leaders who met privately in northern Iraq last week to formulate a proposal that would call for American troops to gradually return to their bases in Iraq and turn over the day-to-day policing of the country to a national Iraqi security force under the Interior Ministry. The force would be drawn from the militia forces, but also from local tribes and police forces tailored to the security requirements of each part of the country, according to officials who attended the meeting.

One member of the delegation headed to Washington, Ahmad Chalabi, this month's president of the council, said the group would press Congress to throw its support behind a new UN mandate that would grant sovereignty to the current interim government before a new Iraqi constitution is written and before national elections are held.

"We don't want to antagonize the United States in any way, shape or form," Chalabi said before he departed this weekend. But at the same time, he said, the status quo of daily attacks on American troops, accidental assaults by U.S. soldiers on Iraqis and an overall sense of instability threatens to undermine American support for a long-term commitment to the emergence of a democratic state in Iraq.

"If we get sovereignty, the first thing we will do is ask the Americans to stay," he said.

Also headed to Washington was Adnan Pachachi, who sought unsuccessfully to convince Secretary of State Colin Powell during a meeting in

Geneva this month to endorse the council's bid for a new UN resolution ending the occupation and turning over sovereignty in the next few months.

Pachachi then took his draft elsewhere in Europe, where he found greater support among the French and Germans. Though Bush administration officials were said by Iraqi leaders to resent their lobbying efforts, the Iraqis point out that President Jacques Chirac of France has modified his earlier proposal to turn over sovereignty in a matter of weeks — something Powell dismissed as unworkable — to a matter of months.

Missing from the delegation to Washington will be Akila al-Hashemi, a Foreign Ministry worker in Saddam's government who is recovering from a gunshot wound from a team of would-be assassins.

The security committee of Iraq's Governing Council met with the commander of allied forces in Iraq, Lieutenant General Ricardo Sanchez, and other officials to work out urgent new protections for the 25 leaders as well for the council of ministers they have appointed.

Jeremy Greenstock, the top British occupation official, said after the meeting, "We're taking the current situation very seriously and there are going to be a number of measures" to forestall future attacks. An Iraqi official said Sanchez set up a new coordinating committee with officers from his operations staff to work with security chiefs for the political parties represented on the council to share intelligence and upgrade protection.

The New York Times

The New York Times

SEPTEMBER 22, 2003

Thomas L. Friedman Optimism on Iraq

I am an optimist by nature, and last week in Tel Aviv an Israeli friend told me he knew why. He said it was because I was short — and short people tend to be optimists because they can only see the part of the glass that is half full, not half empty.

These days, though, even someone at my eye level is having a hard time seeing the part of the glass in Iraq that is half full. I am still an optimist on Iraq, but a "worried optimist." My optimism is based on one big thing that has happened — and my worrying is based on two smaller things that have not.

The big thing that has happened in Iraq, which you can really feel when you're there, is that there is a 100 percent correlation of interests between America's aspirations for Iraq and the aspirations of Iraq's silent majority. We both want the same thing for Iraq — that it not become Iran, that it not become Saddam, but that it become a modern-looking Iraqi alternative. This overlap of aspirations is hugely important. This is not Vietnam.

This also explains why the remnants of Saddam's order, who want all their old privileges and powers back, have had to go to such incredible lengths — bombing the UN office and the most holy mosque in Shiite Islam. It is not easy to break apart the overlap of interests between America and the Iraqi silent majority.

It has real weight and inertia: The Iraqi Governing Council has appointed ministers, the ministers are getting the government running, normality is returning to many streets.

But here's what's worrying. The resistance from the Saddamists is getting stronger. It is becoming so strong, I would argue, that a new war needs to be mounted against the Saddamist forces in the Sunni triangle near Baghdad. Two Republican Guard divisions just melted away in this area and they still have to be defeated. The war has to be finished, but we can't be the ones to finish it. This is a purely urban fight, and if we try to finish it alone what will happen is more of what's happened in the past two weeks — fatal blunders. We just accidentally killed 10 Iraqi policemen in one town and gunned down a 14-year-old Iraqi boy in another who was part of a wedding party firing guns in celebration. Non-Arabic-speaking Americans cannot fight an urban war in Iraq. Forget it. We must get off this course immediately.

If we have many more such incidents, even the Iraqi silent majority will turn hostile. That is what the Saddamists want. Which is why I will stop worrying about this only when I see that the new Iraqi government has formed its own robust internal security force (now being discussed), with its own intelligence assets, to fight the Saddamists by the local rules. That is the only way to root them out, and only Iraqis can fight this war. If Americans have to keep killing Iraqis, we're dead.

The other thing that will make me stop being a worried optimist, is when I not only see Iraqis fighting for the aspirations we have in com-

mon, but when I hear them speaking out to defend those aspirations in public — in Arabic. Whenever senior U.S. officials tell me about Iraqis who thanked them, with tears in their eyes, for getting rid of Saddam, I have a simple response: Could you please ask those Iraqis to say it in public, in Arabic, on Al Jazeera TV? There's been way too little of that.

In part, this is because many Iraqis are still afraid that we're going to leave and Saddam will come back and punish all who worked with us. In part, this is because America is so radioactive in the Arab-Muslim world that even an America that has come to Iraq with the sole intention of liberating its people cannot be openly embraced. In part this is because while we think we've "liberated" Iraq, and deserve applause, we forget the fact that Iraqis couldn't liberate themselves is deeply humiliating for them, and our mere presence there reminds them of that. And in part, it's because while we and the Iraqis share the same broad aspirations, it doesn't seem to them that we have a workable plan to achieve them.

We need to ease those doubts, and Iraqis need to get over them, because we can't stay as long as we need to, to get the job done, without Iraqis ready to defend the progressive outcome we both aspire to.

Friedman's first rule of Middle East reporting: What people tell you in private is irrelevant. All that matters is what they will defend in public. And when I see Iraqis defending our shared aspirations — with both their words and their lives — my optimism will know no bounds and every glass will look full.

Baghdad bans Arab TV for broadcasting 'poison'

Rory McCarthy in Baghdad

Iraq's governing council banned the Arab world's two leading television channels yesterday from government offices and news conferences, accusing them of broadcasting "poison".

Iraqi officials accused al-Jazeera, the pioneering news channel based in Qatar, and al-Arabiya, based in the United Arab Emirates, of encouraging violence against the US military and Iraqi officials and of promoting sectarian divisions.

Yesterday's ban was the first against the international press in Iraq but it was a watered-down version of a decision reached in private by the US-appointed council on Monday.

A draft order had been written on Monday night to expel journalists working for the networks from Iraq for a month but it was scaled back without explanation.

Entifadh Qanbar, a spokesman for Ahmad Chalabi, the council's president, said the ban was "a positive step to protect the Iraqi people from the poisons being broadcast by the channels." He suggested that reporters from the networks were warned about attacks on US convoys. Both companies deny the allegations.

"We will not let them broadcast footage of US soldiers being ripped apart," Mr Qanbar said, warning that fines could follow.

Although the council had

voted to expel the networks, only the US and UK would have the authority to carry out such a measure, as the occupying powers in Iraq.

Paul Bremer, the US administrator of Iraq, who was in the US yesterday, can veto all the council's decisions.

The council issued a statement last night, signed by Iyad Allawi, the acting president. It said the ban was a "warning and temporary measure".

"Correspondents of the two channels will not be permitted to enter the ministries or government buildings for two weeks," it said. "The governing council reserves the right to take additional measures when necessary without prior warning."

Both al-Jazeera and al-Arabiya yesterday strongly defended their coverage of Iraq.

The two networks have a large team of correspondents and freelancers based across the country and are frequently several hours ahead of most western media in reporting attacks on the US military. Both have broadcast statements by Saddam Hussein and militant groups, some of whom have threatened the members of the governing council.

"This is going to be the first real test of the council, a group of people who call themselves democratic," said Amr El-Kahky, an al-Jazeera correspondent in Baghdad who worked for the BBC Arabic Service in London for seven years.

"We don't have views we just report what is happening on the ground. We are not enemies here, we are not part of the conflict. We try to achieve objectivity and we always will."

The Guardian Tuesday September 23 2003

Iran parades new missiles daubed with threats to wipe Israel off map

Dan De Luce in Tehran

Iran yesterday defiantly showed off six of its new ballistic missiles daubed with anti-US and anti-Israel slogans in a move sure to reinforce international concern over the nature of its nuclear programme.

At the climax of a military parade marking the outbreak of the 1980-88 Iran-Iraq war, the enormous Shahab-3 missiles were rolled out painted with the messages, "We will crush America under our feet" and "Israel must be wiped off the map."

The Shahab-3, which means

"meteor" in Farsi, underwent final tests earlier this year and has a range of about 810 miles, putting Israel and US bases in the Gulf within striking distance. It is based on the North Korean No-Dong and Pakistani Ghauri-11 medium-range missiles.

Israel suspects Iran's theocratic leadership may be planning to arm the weapons eventually with nuclear warheads. Yesterday's show of military prowess will do nothing to dispel US and European suspicions that Iran has ambitions to build an atomic bomb.

The parade marked the largest number of Shehab-3 missiles put on public display since the weapons were officially handed over to the hard-line revolutionary guard for operation in July.

An announcer called the Shehab-3 a great achievement for the Islamic republic, shouting "God is Great" as trucks towed the weapons past a review stand of military officers and dignitaries. The announcer

also said the missiles had an even longer range than previously believed but a defence ministry spokesman later said that it had been a mistake.

The UN's International Atomic Energy Agency has imposed a strict deadline, saying Iran must prove it has no nuclear weapons programme by October 31. The IAEA's governing board has also demanded that Iran suspend uranium enrichment activity and open its doors to unfettered inspections. If Tehran fails to comply, the UN security council could decide to impose sanctions.

President Mohammad Khatami, who watched the parade, said in a speech that Iran faced threats from outside enemies but would not seek to obtain nuclear weapons.

"We are opposed to the spread of weapons of mass destruction and the very existence of atomic weapons," he said.

Mr Khatami's reformist allies in parliament have urged the clerical leadership to agree to snap inspections by the

IAEA to defuse mounting international pressure. But conservative figures have called for expelling UN inspectors and withdrawing from the nuclear non-proliferation treaty.

Iran has denied it has a weapons project and says its nuclear programme is designed to meet growing domestic demand for electricity.

In his speech, Mr Khatami said Iran would insist on its right to scientific development. "We will not renounce our right to become stronger in the domains of science and technology," he said.

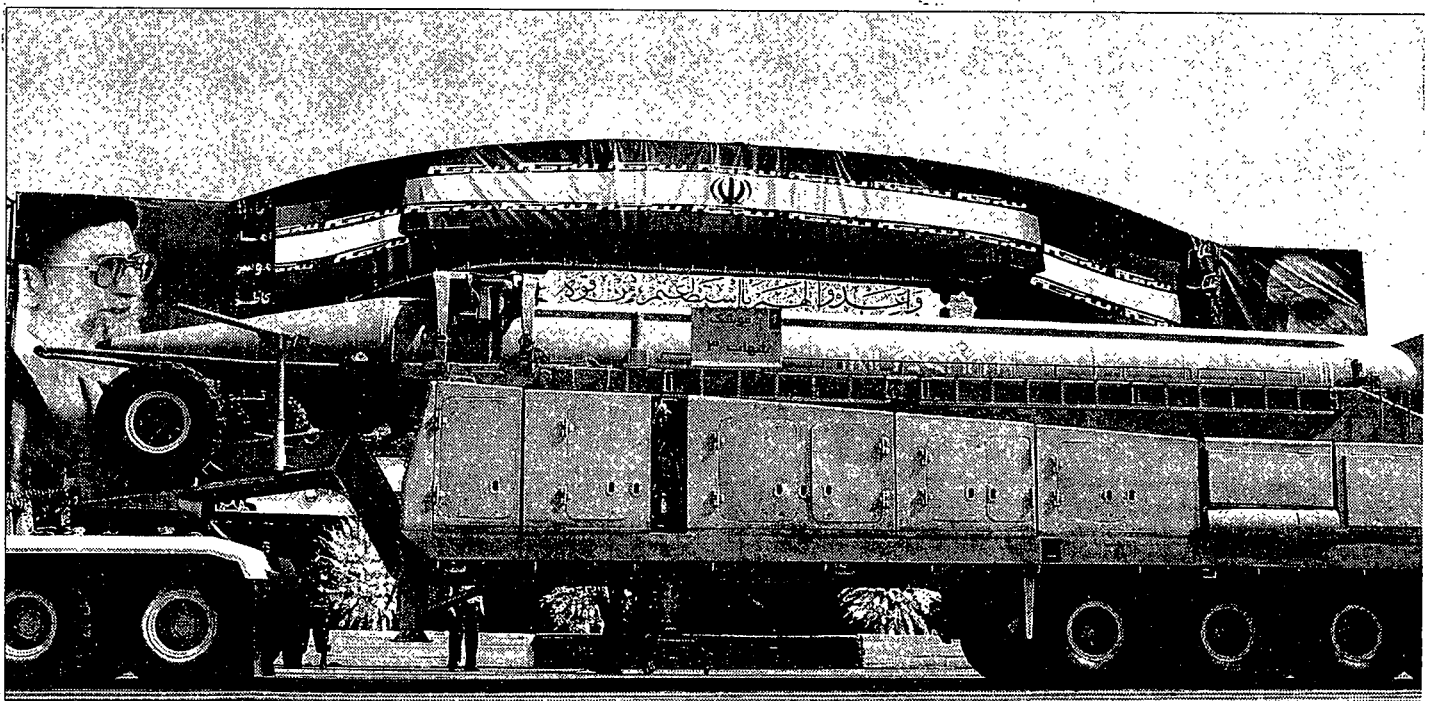
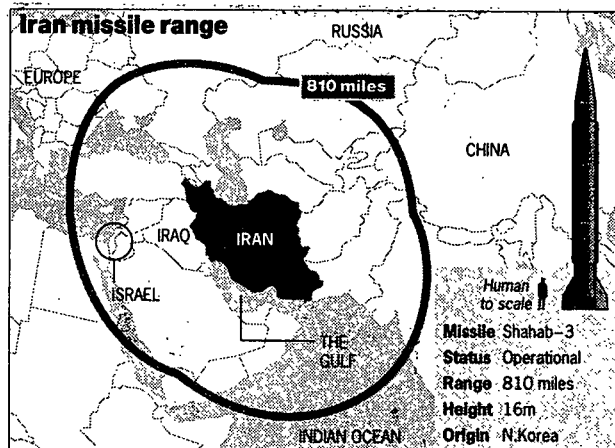
The president, who referred to Israel as the "Zionist regime", also accused outside governments of hypocrisy by tolerating Israel's "considerable atomic arsenal".

"Even if we don't give a pretext to the enemy, they will find one," Mr Khatami added.

The parade opened Sacred Defence Week, which commemorates the bloody eight-year war with the former Iraqi regime of Saddam Hussein. The conflict claimed hundreds of thousands of lives and no territory changed hands.

The televised event was held south of the capital Tehran, beside the mausoleum of Ayatollah Ruhollah Khomeini, the uncompromising founder of Iran's theocracy.

Columns of soldiers in the revolutionary guard, regular army, air force and navy goose-stepped to the sound of martial music, followed by rows of armoured vehicles and tanks.



Iran's Shahab-3 ballistic missile, which has a range of about 810 miles, putting Israel and US bases in the Gulf within striking distance.

Avant de déployer des troupes en Irak, les pays sollicités par Washington posent leurs conditions

La Turquie attend une aide américaine contre le PKK...

LE FIGARO MERCREDI 24 SEPTEMBRE 2003

Istanbul :
Éric Biegala

A six mois d'intervalle, la Turquie est confrontée au même dilemme : faut-il aider les Américains en Irak ? L'enveloppe de 8,5 milliards de dollars que l'Administration Bush vient de promettre pourrait faire pencher la balance en faveur des interventionnistes à Ankara, mais les risques d'une présence turque demeurent les mêmes qu'avant la guerre.

À la veille de l'offensive du mois de mars, Ankara avait rejeté les demandes américaines et le Pentagone avait dû renoncer à faire transiter des GI par la Turquie. Après un moment de colère, cela n'a pas empêché Washington de courtiser la Turquie, l'un des seuls pays aujourd'hui susceptible de contribuer à la relève en Irak.

Le Pentagone recherche à l'étranger l'équivalent d'une brigade (5 000 hommes) et les structures d'un quartier général de division. L'occasion est rêvée

pour la Turquie de raccommoder ses relations avec Washington.

Toutefois, selon un sondage récent, 64,4 % de la population turque s'oppose à l'envoi de troupes en Irak, d'autant que les raisons avancées pour une possible participation à la force d'occupation restent floues.

Vendredi dernier, les déclarations du Conseil de sécurité nationale n'ont mis en avant qu'une fort brumeuse « protection des intérêts nationaux » en guise de ligne de conduite sur la question irakienne. Signalant lundi, à son arrivée au siège de l'ONU, à New York, qu'une résolution du Conseil de sécurité n'était pas indispensable pour que la Turquie contribue à l'effort américain, le chef de la diplomatie Abdullah Gül a précisé qu'il attendait en revanche une action américaine plus concrète concernant le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan).

Réfugiés dans les montagnes du Kurdistan irakien, les rebelles kurdes de Turquie ont annoncé qu'ils ne respecteraient

plus le cessez-le-feu auquel ils se tenaient depuis quatre ans à partir du premier septembre. Environ 5.000 militants armés sont retranchés à la frontière irano-irakienne mais l'armée américaine n'a rien fait pour les en déloger, au grand dam d'Ankara : « L'opinion publique est très sensible à cette question », assure le ministre des Affaires étrangères.

Outre son opinion publique, ses députés et jusqu'à ses représentants patronnaux qui se sont presque tous prononcés contre une intervention militaire sans

l'aval de l'ONU, le gouvernement turc doit compter avec les Irakiens eux-mêmes qui ne semblent pas particulièrement ravis. En visite en Turquie il y a dix jours, le président du Conseil de gouvernement irakien Ahmed Chalabi s'est bien gardé d'inviter les troupes d'Ankara en Irak, ce qui était ardemment attendu en Turquie. Plus explicites, les Kurdes irakiens se sont opposés à toute participation turque à la force de stabilisation.

Certes, la Turquie semble

avoir renoncé à ses plans d'occupation militaire du Kurdistan, évoqués régulièrement depuis un an. L'irrédentisme à l'endroit de la ville pétrolière de Kirkuk, « capitale » du Kurdistan irakien, ne date pas d'hier. L'ancien président Süleyman Demirel admettait ainsi récemment qu'il avait longtemps espéré voir « avant de mourir » les soldats turcs entrer dans Kirkuk...

Un accord de principe semble toutefois arrêté pour que le contingent turc s'établisse hors du Kurdistan, plus précisément dans ce « rectangle sunnite » au nord et à l'ouest de Bagdad, où les soldats américains ont fort à faire. Si le Parlement qui entre en session le 1^{er} octobre, autorise, cette fois, un déploiement, les soldats d'Ankara risquent donc de se retrouver en première ligne.



23 SEPTEMBRE 2003

Iran: l'usine nucléaire en fonctionnement

Le représentant de l'Iran à l'Agence internationale de l'énergie atomique, Ali Akbar Salehi, a affirmé, hier, que l'usine d'enrichissement d'uranium de Natanz, au cœur des inquiétudes occidentales, était entrée « en opération à titre expérimental depuis plusieurs semaines ». L'Iran a également présenté lundi, lors d'un défilé militaire, six de ses missiles Shahab-3 qui pourraient atteindre Israël ou des bases américaines dans le Golfe.

Des responsables kurdes interpellés en Turquie

Tuncer Bakirhan, le dirigeant du Dehap, la principale formation prokurde de Turquie, et Ahmet Turan Demir, du parti Ozgur, ont été interpellés, hier en Turquie, dans le cadre d'une enquête sur un festival kurde qui s'est tenu il y a dix jours en Allemagne. Les deux leaders kurdes ainsi qu'un chanteur de rock très connu, Haluk Levent, pourraient être inculpés d'assistance à la rébellion kurde pour s'être produits devant des spectateurs, agitant des drapeaux à l'effigie d'Abdullah Ocalan, le leader emprisonné du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), une organisation interdite en Turquie et en Allemagne. Le PKK, rebaptisé Kadek, a annoncé début septembre vouloir reprendre la lutte armée, suspendue il y a quatre ans. (D'après AFP)



23 SEPTEMBRE 2003

Kurdes Un émule du dignitaire chiite radical Moqtada Sadr prône depuis quelques jours à Kirkouk l'union arabe et turcomane contre les Kurdes. Des discours qui inquiètent les autorités de cette ville du nord de l'Irak, où les tensions intercommunautaires sont palpables. Pour Hosham Dawod, chercheur au CNRS, Kirkouk est une « bombe à retardement ».

Après les Américains, les Nations unies sont aussi devenues la cible de la guérilla en Irak

Le deuxième attentat-suicide contre leur siège à Bagdad est considéré comme un avertissement

BAGDAD

de notre envoyé spécial

La voiture calcinée est en miettes. Des débris de tôle sont dispersés jusqu'à trois cents mètres à la ronde. Les policiers irakiens et les soldats américains bouclent un périmètre de sécurité. Deux heures après l'explosion, les rois sont ici de jeunes Américains habillés en civil, ou de treillis dépareillés, et équipés comme des soldats. Ils ont un look de mercenaires. Ce sont les agents de la Central Intelligence Agency (CIA) et du Federal Bureau of Investigation (FBI).

Lundi 22 septembre, le kamikaze a tenté de pénétrer dans l'enceinte de l'hôtel Canal, où de rares équipes de l'ONU, logées dans des containers et sous des tentes, travaillaient encore. Le dispositif de sécurité l'en a empêché. La procédure implique désormais, pour quiconque n'ayant pas de carte de l'ONU - visiteurs, fournisseurs -, d'être fouillé sur le parking du personnel irakien, de l'autre côté de l'avenue. L'homme, contraint et forcé, y gara donc sa voiture, une Mercedes selon un policier. Puis, au moment où un garde s'appêtait à vérifier le contenu de son coffre, il

déclencha sa bombe, vraisemblablement au moyen d'une télécommande. Le kamikaze et le garde sont morts, et 17 personnes, essentiellement des policiers et des vigiles, ainsi que deux employés irakiens de l'ONU, ont été blessés.

Pourquoi sacrifier sa vie pour ne tuer qu'un garde irakien ? Il y a bien sûr la possibilité que le kamikaze ait été mal renseigné sur les procédures de sécurité, sur ce détour par un parking presque vide, et sur l'absence quasi totale d'étrangers à l'hôtel Canal. Plus de 90 % des onusiens ont quitté l'Irak et les autres se sont réfugiés dans le bâtiment de l'Unicef au centre-ville.

PIQÛRE DE RAPPEL

Mais cette éventualité de l'amateurisme est peu crédible. Les auteurs d'attentat ont démontré leur efficacité. Et celui-là a suivi le même mode opératoire. L'autre éventualité est que l'attentat-suicide, même peu dévastateur, ait été mûrement réfléchi. A la veille de la 58^e Assemblée générale des Nations unies, le message est très clair : la guérilla ne veut pas de l'ONU en Irak. L'attentat du 19 août contre l'hôtel Canal, qui a

provoqué la mort de l'émissaire onusien Sergio Vieira de Mello et de 21 autres personnes, n'avait pas totalement découragé New York d'envoyer une nouvelle mission dans le pays. Cet attentat peut servir de piqûre de rappel. « Non seulement cet attentat est évidemment un message envoyé à Kofi Annan, commente un diplomate européen, mais il faut peut-être revoir notre interprétation de l'attaque qui a failli coûter la vie samedi à Akila Al-Hachimi. »

Le membre du Conseil intérimaire de gouvernement (CIG), grièvement blessée par des tireurs anonymes et dont l'état est désormais jugé « stable », était la responsable du dossier « ONU » au sein de l'instance politique irakienne, et s'appêtait à se rendre à New York pour l'Assemblée générale. « Tenter de tuer pour la première fois un membre du CIG, c'est bien sûr un acte marquant, et qui répond aux appels lancés par Saddam Hussein, dans ses messages diffusés par les chaînes arabes, de s'attaquer aux "traîtres" irakiens coopérant avec les Etats-Unis, dit le diplomate. Mais les terroristes ont peut-être voulu faire d'une pierre deux coups. A travers

M^{me} Al-Hachimi, c'est aussi à une volonté de présence de l'ONU en Irak qu'ils s'attaquent. »

Les Nations unies comme les Etats-Unis sont donc l'ennemi. Pourquoi ? Parce que la communauté internationale considère que seule l'ONU peut adoucir les maux de l'occupation de l'Irak ? Parce que Sergio Vieira de Mello avait prouvé que son influence et son travail acharné pouvaient mener à une crédibilité accrue du Conseil de gouvernement ?

Après deux mois d'attentats, l'évidence s'impose. La guérilla, considérée par les experts comme étant un mélange de partisans de Saddam Hussein et d'islamistes sunnites, pour certains wahhabites, ne veut pas uniquement le départ de l'armée américaine. Elle refuse aussi la présence de l'ONU, elle refuse le Conseil de gouvernement, elle refuse la police, elle refuse le développement de l'industrie pétrolière. Ce qu'elle refuse, c'est que l'Irak soit en état d'après-guerre. Le conflit doit se poursuivre sur tous les fronts. Ce qu'elle recherche, c'est le chaos total.

Rémy Ourdan

24 SEPTEMBRE 2003

Le Monde

L'Iran dit avoir mis en service « à titre expérimental » son site d'enrichissement d'uranium

Des experts de l'AIEA sont attendus à Téhéran

LE REPRÉSENTANT de l'Iran à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Ali Akbar Salehi, a déclaré, lundi 22 septembre, au quotidien iranien *Kayhan*, que l'usine d'enrichissement d'uranium de Natanz, qui est l'objet d'un important différend avec les Etats-Unis, était entrée en service « à titre expérimental depuis plusieurs semaines ». Dans cette usine, située à 250 km au sud de Téhéran, il existe, selon M. Salehi, 164 centrifugeuses, un matériel qui permet de produire de l'uranium militaire.

Mohamed Elbaradei, directeur général de l'AIEA, à Vienne, avait récemment indiqué que ses inspecteurs avaient prélevé, en février, à Natanz, des traces d'uranium haute-

ment enrichi. Ce qui renforçait la suspicion selon laquelle l'Iran violait le traité de non-prolifération nucléaire (TNP) en ne déclarant pas toutes ses activités. Les Iraniens avaient répliqué que ces traces d'uranium hautement enrichi provenaient d'une contamination, survenue avant leur importation, d'équipements achetés d'occasion par leur pays. A propos des essais en cours, M. Salehi a expliqué à *Kayhan* que l'enrichissement de l'uranium requiert un nombre plus important de centrifugeuses, en action pendant une longue période, que celles qui se trouvent à Natanz. Ces centrifugeuses, a-t-il encore affirmé, ont été construites « avec de la technologie locale ».

Le 12 septembre, l'AIEA a lancé à l'Iran un avertissement, soutenu par les Etats-Unis et par l'Union européenne, qui lui donne jusqu'au 31 octobre - sous peine de sanctions et de saisine de la question par le Conseil de sécurité des Nations unies - pour fournir des garanties qu'il n'a pas procédé à un détournement de son uranium à des fins militaires. Des experts de l'agence de Vienne doivent se rendre à Téhéran dans un avenir proche pour continuer les discussions sur la demande de la communauté internationale que l'Iran accepte des visites à l'improviste de ses installations nucléaires lors d'inspections mandatées par l'ONU.

La résolution de l'AIEA demande aussi que l'Iran suspende non seulement ses stockages de matériels pour l'enrichissement de l'uranium, mais aussi qu'il procède à l'interruption de ses activités. A ce jour, Téhéran n'a pas donné de réponse officielle, se contentant d'indiquer qu'il s'agit d'une exigence d'autant plus difficile à accepter qu'elle est perçue

Téhéran a jusqu'au 31 octobre pour prouver que son programme nucléaire n'a pas de but militaire

comme une atteinte à la souveraineté du pays. Selon certaines informations, le but recherché par les Iraniens, sur le site de Natanz, serait de pouvoir enrichir l'uranium dans des proportions - comprises entre 50 % et 60 % - qu'ils ne peuvent pas atteindre sur d'autres sites. La fabrication d'une arme nucléaire nécessiterait de porter à plus de 90 % le taux d'enrichissement et, de ce point de vue, le fonctionnement du site de Natanz - « à titre expérimental », selon M. Salehi - pourrait laisser présager, de la part de Téhéran, un développement ultérieur de ses activités nucléaires à caractère militaire. - (AFP)

Bush, at UN, stands firm on Iraq but also seeks help

By Brian Knowlton

UNITED NATIONS, New York: President George W. Bush challenged the United Nations on Tuesday to put aside its sharp differences over Iraq and to help the Iraqi people fashion a peaceful and democratic country on a timetable that made sense to them.

But he stoutly defended the U.S. rationale for the war. He suggested that the world might again need to act preemptively to prevent attacks by terrorists equipped with unconventional weapons. Such attacks could bring "suffering on a scale we could scarcely imagine," he said.

He spoke shortly after the UN secretary general, Kofi Annan, had stinging denounced exactly such an approach. Pre-emption, if widely accepted, could lead to "a proliferation of the unilateral and lawless use of force," Annan said in his strongest remarks on the matter.

Bush's somber address to the General Assembly drew a single, mild round of applause, for just over 20 seconds, at its conclusion. That stood in contrast to last year, when UN members praised him for his decision, ultimately fruitless, to ask the Security Council to grant specific authority for tough action on Iraq.

Now, as a U.S.-led victory in Baghdad has given way to a costly and violent occupation marked by the recent attack that killed 22 people at UN headquarters in Baghdad, the United States is seeking greater global contributions of money and peacekeeping troops, possibly through a new UN resolution.

"The nation of Iraq needs and desires our aid, and all nations of good will should step forward and provide that support," Bush said.

His comments come at a difficult time for the president at home, where the high costs of the war and a jobless economic recovery have depressed his popularity. He avoided any sense of triumph over the resounding military victory in Iraq. But neither did he make excuses for the current chaotic conditions there, or for the failure so far to find weapons of mass destruction there.

Bush's unapologetic words about the war and pre-emption, and comments afterward by President Jacques Chirac of France, underscored the serious gap that persists in the heart of the Security Council and seemed to offer small hope for any major contributions in the near term.

Chirac, who incurred the wrath of the Bush administration and of many Americans for leading international opposition to the U.S.-led war, has

called for a substantial turnover of authority to Iraqis within months; he said Tuesday that three, six or nine months would be acceptable. A transfer of sovereignty was "indispensable to stability and reconstruction," he said.

Bush, however, said pointedly that the transformation could not be "hurried, nor delayed," to satisfy the wishes of outsiders. Officials in his administration have suggested that it will take time to train Iraqi police and soldiers, re-establish governing institutions, write and adopt a constitution, and hold fair elections.

Self-government by Iraqis was the prime goal of the coalition, Bush said. But he added, "This process must unfold according to the needs of Iraqis."

To the discomfort of the administration, members of the Iraqi Governing Council appointed under U.S. auspices have been calling for a quicker return of sovereignty, and some have said they want no more foreign troops, contradicting the U.S. entreaties to other countries. Several of these Iraqi officials, including the Governing Council's current president, Ahmad Chalabi, were here for the annual meeting of world leaders.

Bush noted that he has asked Congress to authorize reconstruction

spending in Iraq that will exceed that of the Marshall Plan in Europe after World War II. Now, he said, others needed to join in helping to rebuild Iraq.

"Every young democracy needs the help of friends," Bush said.

He again outlined a vision for a broader role in Iraq for the United Nations, though it remains narrower than what France and many other countries seek.

The UN, Bush said, should help Iraqis develop a constitution, train civil servants and conduct elections.

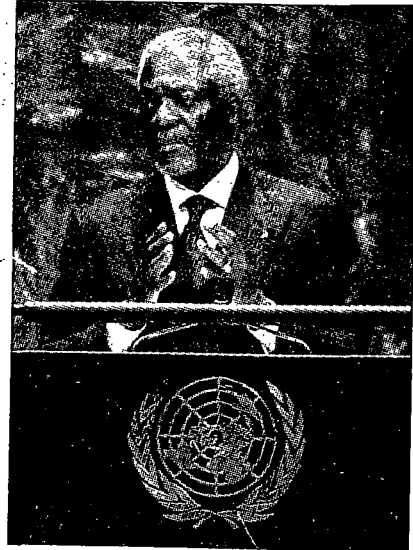
In making his plea for international support, the president couched his comments in terms of Iraqis' needs, not of Americans' wishes.

He acknowledged the differences that have divided the UN over Iraq, but said it was time now for its members to join in helping establish an Iraqi democracy that he said could serve as a model for remaking the entire region.

Yet Bush did not retreat at all from his rationale for the Iraq war. Weapons of mass destruction may not have been found there, though he said that Iraqis were still being interviewed about weapons programs, hinting that more remained to be learned.

If unconventional weapons reached the wrong hands, however, they would pose such a devastating threat that the world could not wait to act, Bush said.

Such weapons, he said, "could be used by terrorists to bring sudden disaster



Secretary General Kofi Annan urged UN reforms in his speech to the General Assembly on Tuesday.

and suffering on a scale we could scarcely imagine." He called this a "peril that cannot be ignored or wished away."

The countries of the world "must

stop these great threats before they arrive." He called on more countries to join an initiative against nuclear proliferation that recently mounted training exercises to intercept weapons shipments from proliferating countries.

And Bush urged the Security Council to adopt a new anti-proliferation resolution that would "criminalize the proliferation of weapons of mass destruction." He also spoke at unexpected length about the need to halt sex tourism and the trafficking in people, including many young women, for the sex trade. The United States was cracking down, Bush said, on practices that were akin to slavery, and other countries should do the same. The cause is popular among some conservative Christians in the United States.

While the president sought to move past the rancor over the war, neither Chirac nor Annan was prepared to do so.

Annan, speaking before Bush, denounced the U.S. logic of pre-emption. And Chirac said pointedly that "there is no alternative to the United Nations" and that only multilateralism allowed the solution of world problems, above all threats to peace.

Chirac said the United States and France had common objectives in Iraq — peace, reconstruction and democracy — but different approaches to reaching those goals.

"We very much want the Americans to succeed," Chirac told reporters after his meeting with Bush, "and we are trying to make a contribution to their thinking." But he said it was "very difficult for the Iraqis" to accept occupation, adding, "we run the risk of seeing further deterioration of the situation."

Now it is time, Chirac said, to "shift

from one foot to the other" and push for at least the beginnings of a transfer of sovereignty to Iraq. Such a transfer "cannot be abrupt," he said, hinting at movement toward the less definite transfer favored by the United States.

Chirac was asked whether he felt he and Bush had achieved some rapprochement in their meeting.

"I never felt alienated from Mr. Bush," Chirac said. "I've never felt distant from the president."

Bush will hold a series of other sensitive meetings with world leaders, most notably with Chancellor Gerhard Schröder of Germany on Wednesday.

International Herald Tribune

Poll finds optimism in Baghdad

Two-thirds expect better life in 5 years

By Patrick E. Tyler

BAGHDAD: After five months of foreign military occupation and the removal of Saddam Hussein, nearly two-thirds of Baghdad residents say the removal of the Iraqi dictator has been worth the hardships they have been forced to endure, a new Gallup poll shows.

Despite the systemic collapse of government and civic institutions, a crime wave of looting and violence and shortages of water and electricity, 67 percent of 1,178 Iraqis told a Gallup survey team

that within five years, their lives will be better than before the U.S.-led invasion.

Only eight percent of those queried said they believed their lives would be

The results show that Iraqis remain greatly skeptical about the motives of the U.S.

worse off as a result of the military campaign to remove Saddam and his Baath Party leadership.

The survey, which was conducted in late August and early September, cut across the ethnically diverse landscape of the capital. The results revealed that Iraqis in the capital still maintain a great deal of skepticism about the motives of the United States and Britain, and residents said they hold France and its president, Jacques Chirac, in higher regard than President George W. Bush and Prime Minister Tony Blair of Britain.

Chirac's rating was 42 percent favorable to Bush's 29 percent and Blair's 20

percent.

The poll results also showed that Baghdad residents were nearly evenly divided on whether the occupation authority headed by L. Paul Bremer 3rd was doing a good job, with 28 percent giving it a positive rating and 25 percent saying it is doing a poor job, on a five-point rating scale.

But half of the respondents said that the occupation authority was doing a better job now than it was two months ago, and their view of Bremer himself was remarkably positive, with 47 percent holding a favorable view of him compared to 22 percent who held an unfavorable view.

One possible explanation for the improving view of the occupation authority was its decision in July to turn over significant powers to a 25-member Governing Council of Iraqis, the Gallup findings suggested.

While 75 percent of those polled said that the council's actions were "mostly determined by the coalition's own authorities," the interim government's performance received a favorable rating from 40 percent. Thirteen percent said it was performing poorly.

The New York Times

Partners in Iraq

In the current dispute between Washington and Paris over a new UN Security Council resolution on Iraq, both sides have an obligation to transcend past resentments. A great deal is at stake for Iraq and the international community. A sound French idea should not be rejected merely because it is French.

The principal disagreements between a U.S. draft resolution and amendments proposed by France and Germany concern the timing of a transfer of sovereignty to Iraqis and the role of the United Nations in Iraq's rehabilitation. France wants to have political sovereignty conferred immediately on the U.S.-appointed Iraqi Governing Council.

Secretary of State Colin Powell has argued that sovereignty cannot be transferred until a constitution is approved in a referendum and Iraqis elect a government under that constitution. Powell has also warned that the Bush administration can

hardly ask Congress for \$20 billion for Iraq's reconstruction if the Coalition Provisional Authority, led by L. Paul Bremer 3rd, will not decide how those funds are to be spent.

But the reality is that Iraqis are losing patience with an American-led occupation that has been maddeningly slow to provide security, electricity, clean water and jobs.

Benefits may accrue to the United States if the Bush administration

transfers political sovereignty now to an interim or provisional Iraqi government. The argument of those who paint the Americans as colonialist occupiers would be undercut. At the donors' conference scheduled for late October in Madrid, countries that might be reluctant to contribute reconstruction funds to a U.S. occupation of Iraq would have no excuse not to pledge money to a sovereign Iraqi authority. And more countries would be willing to send soldiers or

help train Iraqi police.

Bremer and a sovereign Iraqi Governing Council could still cooperate on civilian administration, as they have been doing. Bremer, however, would act as adviser to the council rather than as Iraq's administrator advised by the council. As one council member, Adnan Pachachi, said, "We realize the United States has an important role to play, but it should be a partnership rather than a relationship of subordination."

There will have to be flexibility in the timetable for creation of an Iraqi constitution and the holding of elections. And there need be no hurry to implement the French request for UN control over Iraq's reconstruction. But for the sake of Iraq's future and U.S. interests, President George W. Bush should heed Iraqi pleas for partnership with a sovereign provisional government in Iraq.

— The Boston Globe

Quand les ex-ennemis d'hier, Kurdes et Arabes, forment une même compagnie



CAMP DE GHAZLANY (Irak), 24 sept (AFP) - 12h18 - Ennemis d'hier, d'anciens soldats irakiens et d'ex-peshmergas kurdes forment aujourd'hui une seule et même force, la First Bravo Company. Leur mission: garder les bases américaines près de Mossoul.

Sur leur uniforme beige, tous portent le même sigle: "JISC" pour Joint Iraqi Security Company, force paramilitaire de la Défense civile irakienne entraînée par les Américains de la 101^e division aéroportée pour garder leurs bases dans la région de Mossoul (350 km au nord de Bagdad), où les forces de la coalition sont victimes d'attaques à répétition.

Pendant 12 ans, soldats irakiens et peshmergas (combattants kurdes) se sont regardés en chien de faïence de part et d'autre de la ligne de démarcation entre l'Irak sous contrôle gouvernemental et le Kurdistan "libéré" de la tutelle de Saddam Hussein. Mais la majorité des recrues de la JISC sont jeunes et les Arabes de Mossoul n'ont pas participé à la répression contre les Kurdes en 1991.

Ils ont oublié pendant ce temps qui étaient vraiment ceux d'en face, les premiers assommés par les diatribes anti-kurdes de Saddam Hussein, les seconds bercés par les infinies souffrances infligées à leur peuple par l'ancien régime.

Aujourd'hui réunis dans une même force, ils ont pour mission d'en protéger une autre qui, pour les Arabes, a envahi leur pays et pour les Kurdes, ouvert le chemin de la liberté.

Le commandant et son second sont kurdes, les lieutenants arabes, les soldats mixtes à proportion d'un tiers de Kurdes (tous peshmergas), deux-tiers d'Arabes (pour moitié ex-soldats), qui ont appris à marcher au pas, version américaine, au camp de Ghazlany, ancienne base de l'armée irakienne à la sortie de Mossoul.

L'apprentissage a duré un mois: discipline, entraînement physique, maniement des armes, comportement à tenir aux postes de contrôle, justice militaire.

"C'était facile avec les peshmergas. Ils ont vraiment eu une bonne éducation militaire de base. Ils avaient de bons instructeurs, de bons leaders, l'expérience de la rébellion, ils savent ce que signifie se battre au sein d'une force organisée. Et par définition ils sont plus désireux de travailler avec les Américains", explique le sergent américain Hebert Murphy.

"Avec les Irakiens c'était plus difficile. Ils sont venus chacun dans son coin. Ils n'ont pas donné l'impression d'avoir eu de formation. Peut-être que dans l'armée de Saddam Hussein la discipline n'était pas bonne et ils n'avaient pas la motivation. Les meilleurs soldats irakiens étaient dans la Garde républicaine et nous ne les prenons pas", poursuit le sergent instructeur.

Mais une fois dans la JISC, plus de différences. "On leur fait comprendre qu'ils sont une équipe et qu'ils doivent agir en équipe", souligne le sergent Douglas Butler qui n'a en mémoire qu'une seule confrontation entre Kurdes et Arabes durant la formation.

Les recrues, qui finiront dans l'armée irakienne, sont encore étonnées de travailler ensemble.

"Au début, c'était un peu étrange. Nous avons une sorte de crainte vis-à-vis des Arabes. Nous ne nous étions pas parlé depuis 12 ans. Puis le dialogue s'est créé", explique le sergent kurde Jamal Darouiche. "Eux, étaient un peu hésitants: nous avons été ennemis et pendant des années, ils nous ont méprisés", ajoute le soldat kurde Salem Qadr.

Mais depuis qu'ils dorment dans les mêmes baraquements, mangent ensemble, se mettent en danger ensemble, des liens ont doucement commencé à se créer.

"Avant que les peshmergas n'entrent à Mossoul nous pensions qu'ils n'aimaient pas les Arabes, nous les imaginions comme des sauvages avides de vengeance", explique le sergent arabe Qoussaï Saleh qui a aussi pris son parti de se faire traiter de "traître" et d'"agent à la solde des Américains" par ses voisins.

UN loses patience with the 'American way'

Gary Younge
in New York

Old transatlantic wounds within the United Nations security council were reopened yesterday, as France condemned American unilateralism and demanded a rapid transition to democracy and the United States defended the war and insisted the move to Iraqi sovereignty would not be rushed.

On the face of it their positions seem to have hardened. "In an open world, no one can isolate themselves, no one can act alone in the name of all, and no one can accept the anarchy of a society without rules," said the French president, Jacques Chirac, in one of his most explicit attacks to date. "There is no alternative to the United Nations."

Meanwhile the US president, George Bush, insisted it had been right to fight the war, even raising the issue of weapons of mass of destruction and linking the former Iraqi leader, Saddam Hussein, to terrorism.

"The regime of Saddam Hussein cultivated ties to terror while it built weapons of mass destruction. It used those weapons in acts of mass murder, and refused to account for them when confronted by the world," he said.

But behind the rhetoric the battle lines were being drawn. The French were making it clear who is to blame for the mayhem in Iraq. The Americans wanted everyone to know that while they had returned to the UN for help, this was not an admission of guilt.

America has clearly lost the sympathy of an important mediator, the UN secretary-general Kofi Annan. Abandoning his usual bridge-building and fence-sitting language, he delivered a clear critique of preventive action as outlined and practised by the Bush administration, warning that it could lead to "lawlessness" and threaten "stability".

Mr Annan said the UN charter allows military action for the purpose of self-defence, but "until now it has been understood that when states go beyond that and decide to use force to deal with broader threats to international peace and security, they need the unique legitimacy provided by the United Nations.

"Now some say this understanding is no longer tenable since an 'armed attack' with weapons of mass destruction could be launched at any time.

"This logic represents a fundamental challenge to the principles on which, however imperfectly, world peace and stability have rested for the last 58 years."

The French have made it clear they have no intention of vetoing the forthcoming resolution. But along with many other security council members, they have argued that if there is to be a multilateral force there must be shared responsibility for decision-making and a greater role for the United Nations.

Mr Bush gave a nod in that direction, insisting America was keen to "expand the UN's role in Iraq. As in the aftermath of other conflicts, the United Nations should assist in developing a constitution, training civil servants and conducting free and fair elections."

At this stage, this does not appear to be enough for most members of the security council. And central to the debate is the issue of a timetable for the handover of power from the occupation forces to a sovereign Iraqi government.

"This process must unfold according to the needs of Iraqis, neither hurried nor delayed by the voices of other parties," Mr Bush said, giving a diplomatic jab to both the French and the Germans.

Both Mr Chirac and his German counterpart, Gerhard Schröder, believe that the move to Iraqi sovereignty is crucial to restoring security in the country.

"In Iraq, the transfer of sovereignty to the Iraqis, who must have sole responsibility for their future, is essential for stability and reconstruction," Mr Chirac said. Both he and Mr Schröder have said they would like to see the transition take place within months.

In all this there is little doubt about who has most to lose. Since Mr Bush's televised address in which he announced that the bill for rebuilding Iraq and Afghanistan would be \$87bn his approval ratings have been in freefall. So long as the number of casualties in Iraq keeps rising and the economy remains stagnant there is little of hope of him rebounding.

More contrition before the international community might have eased the way to a favourable resolution. It would also have amounted to an admission of failure for the foreign policy decision most likely to define his presidency.



With his domestic ratings in freefall, President Bush has much to lose from the situation in Iraq

Bush: 'Iraq needs the help of friends'

"The regime of Saddam Hussein cultivated ties to terror while it built weapons of mass destruction. It used those weapons in acts of mass murder, and refused to account for them when confronted.

The security council was right to vow serious consequences if Iraq refused to comply. And because there were consequences, because a coalition acted to defend the peace, and the credibility of the UN, Iraq is free, and today we are joined by representatives of a liberated country...

I recognise that some of the sovereign nations of this assembly disagreed with our actions. Yet there was, and there remains, unity among us on the fundamental principles and objectives of the UN.

We are dedicated to the defence of our collective security, and to the advance of human rights. These commitments call us to

great work in the world, work we must do together.

The primary goal of our coalition in Iraq is self-government, reached by orderly and democratic means. This process must unfold according to the needs of Iraqis, neither hurried nor delayed by the wishes of other parties. And the UN can contribute greatly to Iraqi self-government.

America is working with friends and allies on a new security council resolution, which will expand the UN's role in Iraq. The UN should assist in developing a constitution, training civil servants, and conducting free and fair elections.

Iraq's new leaders are showing the openness and tolerance that democracy requires, and the courage. Yet every young democracy needs the help of friends. Now Iraq needs and deserves our aid, and all nations of goodwill should step forward."

September 24 2003
The Guardian

Le « camp de la paix » réuni sous le nez de Bush

Au dernier jour de son voyage aux Etats-Unis, Jacques Chirac a rencontré hier à New York les dirigeants allemand et russe Gerhard Schröder et Vladimir Poutine pour un entretien notamment consacré au dossier irakien, sur lequel les trois membres de ce qui fut « le camp de la paix » ont, selon le président français, des vues convergentes. « Il n'y a pas l'ombre d'une divergence de vue entre la position allemande et la position française, ça c'est tout à fait clair et incontestable », a déclaré Jacques Chirac. « Nous avons une position très commune également avec les Russes, tant en ce qui concerne les problèmes européens qu'en ce qui concerne les problèmes internationaux et notamment la préparation de la discussion de la résolution sur l'Irak », a ajouté le président français.

New York : de l'un de nos envoyés spéciaux
Luc de Barochéz

Elle se craquelle mais nerompt pas : l'alliance anti-guerre conclue par Paris-Berlin et Moscou continue sur sa lancée. Jacques Chirac, Gerhard Schröder et Vladimir Poutine se sont réunis hier, en terre américaine qui plus est, pour la seconde fois en cinq mois. C'est à l'invitation du président russe, dans le grand hôtel où ils logeaient, que les trois dirigeants venus à New York pour participer à l'assemblée générale de l'ONU et rencontrer, chacun séparément, le président George W. Bush, se sont concertés.

Pour éviter de trop provoquer l'Administration américaine, Chirac, Schröder et Poutine ont gardé profil bas. Leur rencontre, dans un palace transformé en forteresse par la police américaine, n'a donné lieu à aucun communiqué ni conférence de presse commune. Mais, ultime pied de nez à Bush, Chirac a fait juste avant son départ pour la France une brève déclaration à la presse pour se féliciter d'une rencontre qui fut « cordiale, amicale et positive ».

Au lendemain de la chute de Saddam Hussein, le 11 avril à Saint-Petersbourg, les trois dirigeants avaient exigé que l'ONU tienne un « rôle central » dans la gestion de l'après-guerre. La revendication n'a pas été satisfaite, loin s'en faut. Cinq mois plus tard, le front germano-franco-russe contre la politique américaine en Irak est devenu bien fragile. Poutine et Schröder se montrent beaucoup plus

soucieux que Chirac d'une réconciliation avec Washington. Alors que l'opposition aux Etats-Unis est une posture qui reste relativement populaire en France, elle ne fait l'objet d'aucun consensus en Allemagne. Poutine, quant à lui, évite de prendre de front les Etats-Unis, dont il attend une aide pour reconstruire son pays.

Schröder a préféré mettre l'accent hier sur ce qui le rapproche de Bush, à l'occasion d'un petit-déjeuner avec le président américain puis d'un discours devant l'assemblée générale de l'ONU (voir encadré). Le chancelier fédéral a néanmoins rappelé pendant son séjour la « position commune » qu'il partage avec la France sur la nécessité d'une restitution rapide de l'Irak aux Irakiens. Chirac,

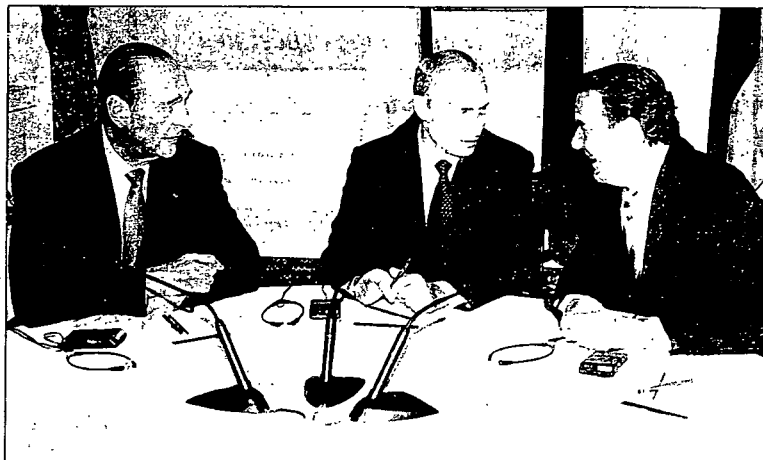
de son côté, a affirmé qu'il n'y avait « pas l'ombre d'une divergence de vue entre la position allemande et la position française ». Avec la Russie, « la position est très commune également », a-t-il dit.

Cependant, en rencontrant Poutine hier, Chirac et Schröder avaient bien d'autres soucis en tête que l'Irak. L'avenir incertain de la Russie, gigantesque pays à la charnière de l'Europe et de l'Asie, est un casse-tête pour l'Europe élargie et une source potentielle de déstabilisation. L'Allemagne et la France se préoccupent d'encourager la Russie à rejoindre

le camp des démocraties occidentales, quitte à lui faire croire qu'elle en fait déjà partie. Paris et Berlin œuvrent depuis deux ans à une relance tous azimuts du partenariat UE-Russie, dans l'espoir de favoriser les investissements occidentaux dans ce pays, d'assurer son développement économique et d'empêcher qu'il ne s'enfonce dans le chaos. Le trio Paris-Berlin-Moscou continue ainsi à prouver son utilité.

Cette politique a un revers, que les défenseurs des droits de l'Homme jugent bien sombre : les pays de l'UE ferment les yeux sur les dérives du pouvoir en Russie, les limitations des libertés publiques et le musèlement des médias. Ils critiquent de moins en moins fort les exactions de l'armée russe en Tchétchénie. Globalement, Paris et Berlin jugent leurs intérêts à long terme mieux défendus par un resserrement de la coopération avec Moscou. Ce fut essentiel pendant la crise irakienne, où l'appui de la Russie au Conseil de sécurité permit à la France et à l'Allemagne de résister à l'offensive diplomatique américaine à l'ONU. Cela reste important pour contrebalancer un pouvoir américain que les trois capitales soupçonnent de volonté hégémonique.

C'est bien pour cette raison que Washington s'efforce de rompre l'alliance tripartite. La



En marge de la réunion de l'ONU, Jacques Chirac, Vladimir Poutine et Gerhard Schröder se sont entretenus hier dans un grand hôtel new-yorkais.

tactique fut résumée au lendemain de la guerre par Condoleezza Rice, la conseillère de Bush : « Punir la France, ignorer l'Allemagne et pardonner à la Russie ». Elle a échoué puisque, si la Russie a été, au moins en partie, pardonnée, la France n'a pas été punie et l'Allemagne n'a pas été oubliée. L'Administration américaine, si l'on en croit un diplomate américain cité par le *New York Times*, tente maintenant une politique de rechange : « Parler aux Allemands, acheter les Russes et isoler les Français ».

LE FIGARO

25 SEPTEMBRE 2003

More UN workers told to quit Iraq

But Annan stops short of full pullout; reductions hinder U.S. efforts to get aid

By Brian Knowlton

WASHINGTON: The United Nations secretary general, Kofi Annan, ordered a further cut in the UN presence in Iraq on Thursday, but he stopped short of removing all international employees as his security adviser and an employees union had urged.

Annan acted after the UN headquarters in Baghdad was struck by two recent terrorist bombings, including the devastating Aug. 19 attack that killed 22 people, among them Sergio Vieira de Mello, head of the UN mission. An attack Monday killed an Iraqi policeman and wounded several UN workers.

Annan had already sharply cut the number of international UN workers in Iraq, from a high of 650 to fewer than 100. About 15 more will now leave the country, and a spokesman, Fred Eckhard, said others could follow.

The latest cuts marked a compromise between calls for total withdrawal and the international pressure for a broader UN role in Iraq. Still, the move raised questions about U.S. assurances that the country is becoming steadily more secure.

The United States expressed understanding of the cutbacks.

"We certainly understand their concerns and understand their reasons for pursuing a reduction," said Scott McClellan, the White House spokesman, "but they have a vital role to play and we want them to continue to play that vital role."

UN sources told Reuters that if security remained a serious problem, they could not rule out an eventual reduction to as few as one or two international staffers. A union representing UN workers had demanded a complete withdrawal.

"How much more can our staff take in Iraq?" the UN Staff Union asked in an angry statement.

But for now, UN spokesmen said, the planned reduction would not end the services being provided.

"I don't know that the level of our activity in Iraq will decline," said Eckhard. With 4,232 locally hired employees still at work, he said, "it is assumed they can continue carrying on essential humanitarian activities."

There are now about 42 international UN workers in Baghdad and 44 elsewhere in the country. Workers leaving Iraq will shift "temporarily" to Amman, Jordan, Eckhard said.

Still, at a time when many United

Nations member countries have called for the organization to assume a sharply broader role before they contribute troops or financial aid, the reductions further complicate U.S. efforts to secure such contributions. They also underscore continuing grave concerns about security.

World leaders, in speeches this week to the UN General Assembly, have been nearly unanimous in proclaiming the importance of a strong UN role in Iraq. President George W. Bush called on the organization to help Iraqis draft a constitution and organize elections.

On Thursday, President Vladimir Putin of Russia added his voice to such calls, saying, "The direct participation by the United Nations alone in the rebuilding of Iraq will enable its people themselves to decide on their future. "But only with the active — and I want to stress this — practical assistance by the United Nations in its economic and civil transformation, only thus will Iraq assume a truly new, worthy place in the world community."

Putin said nothing more explicit than that about what conditions Russia itself would set before joining in efforts to rebuild Iraq.

American diplomats have been working to devise language for a Security

Council resolution that would give UN authority to a multinational security force for Iraq and expand UN responsibilities in its reconstruction.

Secretary of State Colin Powell said Thursday that the major UN powers were narrowing their differences on such a possible new Security Council resolution.

"I am pleased — and I think my colleagues on the P5 are pleased — that we have seen some convergence of views with respect to the new resolution," Powell told reporters after meeting with foreign ministers of the P5, the five permanent Security Council members: the United States, Russia, China, France and Britain.

Differences over the scope of a resolution, and whether it would include the tight timetable for an Iraqi transition to sovereignty that France and some other countries want, have slowed the talks. A Bush administration official said Wednesday that it might take months to rally support for language that would lead to more foreign forces and money.

But Condoleezza Rice, the White House national security adviser, said Thursday that she remained confident that the United States would receive more international support for Iraq, including from France and Germany.

"We will get help from the international community," Rice said on ABC-TV.

"In all of our conversations this week, even with countries that did not agree with the decision to go to war in Iraq, there is universal agreement now that we have to make this work," she added, referring to meetings held on the sidelines of the General Assembly meeting in New York.

Chancellor Gerhard Schröder of Germany said Wednesday that his country was prepared to provide economic and technical assistance for Iraq, and to



President Putin of Russia, speaking at the General Assembly on Thursday, urged a direct UN role in the rebuilding of Iraq.

train Iraqi security personnel.

Eckhard, the UN spokesman, said that the latest cutback in the UN presence in Iraq followed a recommendation to Annan by the UN security coordinator, Tun Myat.

A UN official told Reuters that the latest redeployment could be quickly

reversed if security suddenly improved.

"There would be a plan to go back in at the earliest possible moment," the official said. "Plans for re-entry are already being drafted."

McClellan said that coalition forces in Iraq and the Coalition Provisional

Authority were working to increase security for remaining UN employees.

After the Aug. 19 attack, there were complaints from UN staff members that the U.S.-led coalition had done too little to provide security. Under the Geneva Conventions, an occupying power is responsible for doing so.

International Herald Tribune

Iraq's new officials eager to take charge

Communications minister lays out plans

By Patrick E. Tyler

BAGHDAD: With an advanced degree in engineering and a high technology career behind him in Britain, Hayder Awad Aabadi, Iraq's new minister of communications, smiles when asked whether Iraqis are ready to run their country again.

His confidence that Iraqi engineers, politicians, teachers and diplomats are ready to take the dominant role in post-war Iraq radiates from him as he sits in a heavily guarded ministry on the Tigris River and ticks off the particulars of his plans.

He will get the telephones working in Baghdad by the end of November, he says. He will build a state-owned mobile telephone network by piggybacking on existing infrastructure, and he is thwarting the saboteurs who have been cutting the fiber optic lines around the capital as often as six times a day.

"Iraqis are a very proud people," Aabadi said in an interview in his spare office away from the front of the building, to protect him from car bombs. "They will not be motivated in a situation where things are run by a foreign occupying power."

The Bush administration and the government of Prime Minister Tony Blair of Britain have said that the Iraqi Governing Council — reduced to 24 members by the death Thursday of one of its members of wounds she received in an ambush — and the cabinet of ministers it appointed this month are not yet in a position to take over the administration of the country from the Americans.

Saying that the Governing Council could not govern because its members would not be seen as legitimate, Secretary of State Colin Powell on Thursday compared the process of building a government to "coral rising out of the sea" — a slow process only visible when completed.

France has disputed this view, saying that a quick transfer of sovereignty is the key to stopping anti-American violence that is driven, it says, by Iraqi anger at being dominated by an occupying power.

Behind these differing approaches lie complex political, financial and strategic

calculations. One is that an election held today, many experts agree, would bring a Shiite Muslim cleric to power for the first time in Iraq's history.

Senior American and British officials say privately that they are hoping that a year of writing a constitution and preparing for an election will provide a long auditioning process from which a moderate and secular Shiite leader will emerge to head the first democratic government here. The population of Iraq is more than 60 percent Shiite.

Underlying this view are deep concerns, which some Iraqis say are exaggerated, that a Shiite leader could move the country closer to the conservative Islamists of Iran, threatening the allied goal of creating a democratic and secular state to serve as a model of transformation for the Middle East.

But impatience in Iraq is growing. Five months after Saddam Hussein's fall, many Iraqi political leaders seem to side with the French view. They are chafing at the strictures of the occupation, which, they say, has in some cases slowed reconstruction because power is centralized in the hands of the military commander in Iraq, Lieutenant General Ricardo Sanchez, and the civilian occupation administrator, L. Paul Bremer 3rd.

While Bremer makes the legislative rounds in Washington this week, the first contracts for a private cellular phone network await his signature after five months of delays. Aabadi said he could have had a network up and running 30 days after major hostilities ended. There was no independent means to verify this claim.

When Aabadi sends out armed security teams daily to repair fiber optic cables that saboteurs have been cutting, he says his men are often disarmed, abused and humiliated by American soldiers who also patrol the capital.

"You cannot blame anyone," Aabadi said. "The soldiers are doing their job. The workers are doing their jobs. But you can't run a country with a professional army in the streets."

Both sides are marshaling arguments on fundamental questions: What is sovereignty? Can it be transferred to an in-

terim government before a constitution is written and national elections held?

Who should decide where and how to spend up to \$20 billion President George W. Bush has asked Congress for Iraq reconstruction aid in the coming year?

Powell said Thursday that Iraqis would gradually gain more authority. "You'll see Iraqis doing more and more," Powell said.

He cited the investment measures announced over the weekend, a measure to create an independent judiciary and what he said was an imminent nationalities law as evidence that the Iraqis are taking significant matters into their own hands.

Bush has proposed to Congress that the United States make the largest reconstruction commitment here since the Marshall Plan helped to rebuild Europe after World War II. Senior administration officials say it goes without saying that such a "generational commitment" of treasure must be invested under American supervision.

The problem with the allied scenario is that the 23 million Iraqis may not be willing to wait.

Public opinion polls show that a clear majority in Baghdad say the current deprivation is a price worth paying for the removal of Saddam, but most Iraqis regard Bush and Blair with distrust.

There is strong support for transferring power to an Iraqi government as quickly as possible, though most Iraqis want the United States to remain long enough to ensure that a new government succeeds.

The hardened minority of Iraqis supporting the daily attacks on allied forces may grow in strength during a long occupation, Iraqi officials say.

A series of major car bomb attacks and assassinations have heightened the sense that the current security strategy that depends heavily on U.S. military domination of cities and towns is faltering.

It is clear from conversations here that the assertions in Washington and London that the Iraqis are not ready or able to govern the country between now and the first elections here cut deep into Iraqi pride.

American and British officials have been running the country, but security is far from being restored, Iraqi officials point out, and Bremer's Coalition Provisional Authority has failed to stabilize electricity supplies, end water shortages or even return normal traffic patterns in the capital.

The New York Times

IRAK *Aucun pays sollicité n'a offert d'envoyer des troupes ou de contribuer au financement de la reconstruction du pays*

Les Nations unies refusent d'aider George Bush en Irak

New York :
de notre envoyé spécial
Luc de Barochez

Ni argent ni troupes : à la fin d'une semaine décisive à l'ONU, le président américain George W. Bush mesure l'échec de sa tentative de retour vers l'organisation internationale. « *La nation irakienne a besoin de notre assistance* », a-t-il plaidé mardi devant l'Assemblée générale à New York.

Deux jours après, aucun des 191 pays représentés n'a répondu par une promesse concrète à son appel à l'aide, que ce soit sous forme de contribution financière ou de mise à disposition de contingents militaires. L'ONU a même décidé hier un retrait d'une partie de son personnel expatrié en Irak, minant encore un peu plus les efforts américains de normalisation.

La réserve des pays sollicités s'explique par leur souhait de ne pas légitimer a posteriori l'intervention américaine, par leurs craintes sécuritaires devant la multiplication des attentats, mais aussi par leur irritation devant la volonté des Etats-Unis de cantonner l'ONU dans un rôle subalterne. Beaucoup de pays sont aussi convaincus, à l'instar de la France ou de l'Allemagne, qu'un envoi de troupes supplémentaires dans un cadre d'occupation militaire ne faciliterait pas la pacification du pays.

Largement majoritaires parmi ceux qui se sont exprimés pour l'instant à la tribune de l'ONU, ces pays estiment

que seule la fin de l'occupation et la restitution de la souveraineté à l'Irak pourraient entraîner un retournement de situation.

Le président mexicain Vicente Fox, dont le pays est actuellement membre du Conseil

de sécurité, s'est ainsi prononcé en faveur « *d'une restauration rapide de la souveraineté complète et de l'indépendance du peuple irakien* ». Le chef de la diplomatie chilienne Soledad Alvear, qui a lui aussi son siège au

Conseil de sécurité, a jugé « *essentiel de fixer un calendrier* » pour la souveraineté irakienne.

Dans le même ordre d'idées, le premier ministre indien, Atal Bihari Vajpayee, a exigé hier une « feuille de route » politique pour la constitution d'un gouvernement irakien représentatif. Le président du Pakistan, Pervez Musharraf, a posé toute une série de conditions pour l'envoi de troupes de son pays en Irak, au premier rang desquelles le désir qu'elles ne soient pas des « troupes d'occupation ». Les réactions indiennes et pakistanaises sont importantes

car les responsables américains font le siège depuis deux mois de New Delhi et Islamabad, dans l'espoir d'obtenir de larges contingents de troupes, supérieurs à 10 000 hommes. Bush s'est personnellement entretenu à New York, séparément, avec Vajpayee et Musharraf. En vain.

Elle aussi sollicitée, la Turquie renâcle, malgré l'octroi d'un crédit américain de 8,5 milliards de dollars en faveur d'Ankara. « *Nous avons clairement dit que nous ne voulons pas prendre part à une occupation* », a expliqué le ministre des Affaires étrangères Abdullah Gül.

Avant son entretien aujourd'hui avec Bush à Camp David, le président russe Vladimir Poutine a fait entendre hier une voix différente, en évitant dans son discours à l'ONU d'évoquer la question de la souveraineté de l'Irak. Il a cependant réclamé une « *participation directe des Nations unies dans la reconstruction de l'Irak* ».

Les réticences internationales posent trois séries de difficultés aux dirigeants américains. D'une part, la majeure des aides financières internationales accroît l'hésitation du Congrès à autoriser le déblocage des 87 milliards de dollars réclamés par la Maison-Blanche.

D'autre part, l'absence de nouvelles troupes étrangères va sans doute contraindre les chefs militaires américains à puiser dans les effectifs de la Garde nationale et à mobiliser de nouveaux réservistes. Enfin, la passivité internationale risque d'enlever toute pertinence à la nouvelle résolution

sur l'Irak, que les Etats-Unis souhaitent voir adopter par le Conseil de sécurité pour faciliter l'envoi de troupes et la mobilisation financière.

Du coup, la résolution pourrait ne pas voir le jour avant plusieurs semaines, a reconnu un responsable américain. L'échéance est fixée au 23 octobre, date prévue d'une réunion de bailleurs de fonds internationaux à Madrid.

Mais sur le fond, les Etats-Unis restent intransigeants : le secrétaire d'Etat, Colin Powell, a expliqué à ses interlocuteurs à New York que les Etats-Unis ne céderaient le contrôle de l'Irak qu'à un pouvoir démocratiquement élu à Bagdad. D'ici à ce que des élections libres puissent être organisées en Irak, de l'eau aura coulé sous les ponts du Tigre et de l'Euphrate.

Les voix qui soutiennent la restitution de la souveraineté irakienne sont majoritaires

LE FIGARO

26 SEPTEMBRE 2003

Alors qu'Akila al-Hachimi, blessée samedi, a succombé hier à ses blessures

Retrait partiel des personnels de l'ONU à Bagdad

Sept civils irakiens ont été tués et treize blessés, hier soir, lorsqu'un obus de mortier est tombé sur une place d'un quartier populaire de Baaqouba, à 60 kilomètres au nord-est de Bagdad. L'origine du tir est inconnue.

Le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, a ordonné hier l'évacuation immédiate de 19 des 105 employés internationaux que compte encore l'organisation en Irak. Ce départ, qui fait suite au nouvel attentat perpétré lundi contre le quartier général de l'organisation à Bagdad, sera suivi d'autres évacuations.

Selon le porte-parole de l'ONU Fred Eckhard, il ne s'agit pas d'une « évacuation », « juste d'une nouvelle diminution » des effectifs, décidée par le secrétaire général sur l'avis de ses conseillers pour la sécurité. Le « redéploiement » du personnel international de l'ONU hors d'Irak pourrait d'ailleurs n'être que « temporaire », a-t-il ajouté.

La décision n'en constitue pas moins une rebuffade pour les Etats-Unis, qui affirment que la situation s'améliore en Irak sur le plan de la sécurité. Les effectifs de l'ONU, qui étaient d'environ 600 personnes avant le 19 août, avaient déjà été considérablement diminués après l'attentat perpétré contre le siège des Nations unies à Bagdad.

Akila al-Hachimi, membre du Conseil de gouvernement

Il ne s'agit pas d'une « évacuation », « juste d'une nouvelle diminution » des effectifs

transitoire irakien, blessée samedi à Bagdad dans un attentat, a succombé hier à ses blessures. « Le peuple d'Irak a perdu aujourd'hui une championne et une pionnière de la liberté et de la démocratie », a annoncé l'administrateur américain pour l'Irak, Paul Bremer, dans un message de condoléances aux Irakiens.

Akila al-Hachimi, ancienne baasiste, avait trouvé sa place dans l'administration de l'après-Saddam Hussein. Protégée de l'ancien vice-premier ministre Tarek Aziz, elle était chargée sous le régime déchu des relations internationales au sein du ministère des Affaires étrangères.

Elle avait été membre de la première délégation du conseil qui s'était rendue à l'ONU en juillet, lorsque son représentant spécial, Sergio Vieira de Mello, avait fait son rapport sur l'Irak au Conseil de sécurité. Bien que chiïte, elle ne portait pas le voile et défendait le droit des femmes. Elle a été mortellement blessée par balles le 20 septembre par des hommes armés qui avaient tiré sur son escorte alors qu'elle venait de quitter son domicile.

Hier toujours, un attentat à l'explosif a visé des journalistes étrangers à Bagdad, pour la première fois depuis la

fin de la guerre. Une bombe a explosé devant l'hôtel Aike, qui hébergeait une équipe de la télévision américaine NBC, tuant un employé et blessant deux personnes dont un preneur de son canadien de NBC. Entre 12 et 15 membres de l'équipe de télévision se trouvaient à l'hôtel au moment de l'explosion.

L'ouvrier de maintenance du groupe électrogène, de nationalité somalienne, a été tué par l'attentat, qui a provoqué des dégâts au rez-de-chaussée de l'hôtel.

A Mossoul (350 km au nord de Bagdad), sept soldats américains ont été blessés, dont trois grièvement, dans une embuscade, a indiqué un porte-parole américain, le commandant Trey Cate.

L'armée américaine a aussi annoncé hier qu'elle disculpait ses militaires dans la mort de neuf membres des forces de sécurité irakiennes et d'un garde du corps jordanien, tués par des « tirs amis » le 12 septembre à Faludja, à l'ouest de Bagdad.

(AFP.)

LE FIGARO VENDREDI 26 SEPTEMBRE 2003

Nucléaire: l'Iran menacé de sanctions

L'Agence internationale à l'énergie atomique dénonce des « signaux inquiétants ».

Prévisible depuis plusieurs mois (*Libération* du 9 juillet), la crise entre l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et l'Iran est aujourd'hui annoncée. Mercredi, le directeur de l'agence onusienne, Mohammed el-Baradei, a indiqué que Téhéran envoyait pour l'heure des « signaux inquiétants ». Et a signifié que le Conseil des gouverneurs, l'instance dirigeante, saisirait le Conseil de sécurité de l'ONU — qui a le pouvoir d'imposer des sanctions — si des doutes subsistaient quant au programme iranien une fois dépassé l'ulti-

matum du 31 octobre. Hier, George W. Bush renchérisait en menaçant d'exposer Téhéran à la « condamnation du monde entier » s'il persistait dans son programme d'armement nucléaire. Dans une interview à *USA Today* parue hier, Jacques Chirac a confirmé être favorable à l'imposition de sanctions si Téhéran ne coopère pas avec les inspecteurs de l'ONU attendus dimanche en Iran: « Si l'Iran n'accepte pas les demandes (...) de l'AIEA, alors nous sommes tout à fait d'accord avec les Américains pour que le Conseil de sécurité soit

saisi et prenne toutes les dispositions nécessaires (...) pour que l'Iran rentre dans le droit international. » Les dirigeants iraniens font aussi assaut de déclarations virulentes. Premier personnage de l'Etat, l'ayatollah Ali Khameneï a donné le ton mercredi en exhortant les Iraniens à ne pas fléchir: « L'hostilité des oppresseurs envers la nation islamique a atteint son apogée et se concentre sur la nation iranienne (...). Aucune puissance du monde ne peut casser la volonté de la nation iranienne. » La référence appuyée à la « nation iranienne » montre qu'il veut rassem-

bler au-delà de ses partisans, en faisant du nucléaire une question nationale. L'AIEA s'inquiète surtout des activités d'enrichissement d'uranium. Un site est particulièrement visé: Natanz. L'AIEA y a décelé des traces suspectes de combustible à double usage possible — civil et militaire — qui, selon l'Iran, proviendraient de fournisseurs étrangers. Hier, des diplomates cités par Reuters et l'AFP ont déclaré que l'AIEA a découvert de nouvelles traces d'uranium enrichi. A l'usine électrique Kallay, près de Téhéran ●

JEAN-PIERRE PERRIN



26 SEPTEMBRE 2003

Appel du maire de Kirkouk pour une accélération du retour des Kurdes



KIRKOUK (Irak), 26 sept (AFP) - 15h14 - Le maire kurde de Kirkouk, la ville du nord de l'Irak riche en pétrole, a exhorté vendredi le Conseil de gouvernement transitoire à agir rapidement pour permettre le retour de "centaines de milliers" de Kurdes déplacés de cette région sous l'ancien régime.

Le Conseil, mis sur pied par les Etats-Unis, devrait vite prendre une décision qui puisse permettre à "des centaines de milliers de Kurdes évincés de regagner leur région d'une manière équitable qui ne porterait pas atteinte à l'unité" de la ville formée de plusieurs ethnies, a déclaré à l'AFP Abdel Rahmane Moustapha.

La police avait arrêté jeudi soir 15 Kurdes qui avaient construit des maisons sur des terrains domaniaux après leur retour à Kirkouk, d'où ils avaient été évincés par le régime déchu du président Saddam Hussein.

Les Kurdes accusent ce régime d'avoir appliqué une politique de colonisation intensive de Kirkouk et de ses environs par des Arabes originaires du centre et du sud de l'Irak afin de changer la composition démographique de cette région.

Depuis la chute du régime de Saddam Hussein en avril, la tension monte dans cette ville de 800.000 à 850.000 habitants, englobant des Turcomans, des Assyriens, des Arabes et des Kurdes.

Des Kurdes tentent de se réapproprier leurs maisons occupées par des Arabes alors qu'un grand nombre d'habitations de Kurdes ont été détruites par l'ancien régime. Certains campent dans les stades sportifs de la ville.

Le maire a également appelé les différents groupes ethniques à dessiner un nouveau drapeau pour la ville.

Hifa: terre kurde, maisons arabes



HIFA (Irak), 29 sept (AFP) - 9h15 - Sur les murs de la mosquée, une main vengeresse a écrit: "Nous reviendrons réclamer nos droits". Dans le village de Hifa, près de Kirkouk (nord), la terre est kurde, les maisons arabes. Et tous se sentent lésés.

Ils attendent fébrilement une décision des nouvelles autorités à Bagdad appelées à se prononcer sur la question des terres kurdes arabisées qui pourrait dégénérer en conflit ethnique si elle n'est pas réglée rapidement.

Les arabes de Hifa (30 km au nord de Kirkouk) sont arrivés en 1975 sur cette terre kurde vide de construction et entourée de champs.

"En tous droits", affirme Ali Riad, 30 ans. "Nous avons des contrats à nos noms. Les Kurdes ont reçu des compensations. Ils ont eu l'argent, ont été envoyés à Erbil ou Souleimaniyah (Kurdistan), nous avons eu la terre. Nous avons construit les maisons, cultivé les champs pendant près de 30 ans. Maintenant ils reviennent, réclament leurs terres et la moitié de la récolte sans avoir fait aucun effort", s'insurge le cultivateur.

L'ancien régime avait expulsé des dizaines de milliers de kurdes de la région de Kirkouk rachetant leurs terres ou maisons une somme symbolique, pour y installer des arabes venus du centre et du sud du pays afin de bouleverser la composition ethnique de la région. Nombre de maisons kurdes ont également été détruites.

Après la chute de Kirkouk le 10 avril, des milliers de Kurdes sont venus s'emparer de leurs anciennes propriétés, souvent en s'installant dans les maisons désertées par les arabes pendant la guerre, mais aussi en usant de la force ou de l'intimidation pour les expulser.

"Nous avons demandé (aux Kurdes) de ne pas revenir" tant qu'aucune décision n'a été prise pour déterminer les ayants droit et d'éventuelles compensations, rappelle le lieutenant-colonel Randy George, commandant adjoint de la 173ème division aéroportée chargée de la région de Kirkouk. Selon lui le retour des Kurdes a été "beaucoup" plus faible que prévu.

Mais le temps passe et les deux communautés s'impatientent.

"Tous les déplacés reviennent. S'ils voient des arabes chez eux, ils les expulsent, c'est compréhensif", souligne le représentant de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) à Kirkouk, Jalal Jawar.

Ainsi, la semaine dernière, à Hifa, un échange de tirs est survenu quand une cinquantaine de Kurdes sont venus s'installer sur leurs anciens champs cultivés par les arabes. Des représentants de la coalition, du conseil municipal, des tribus ont tenté de calmer le jeu. Mais les familles arabes se sentent désarmées.

"Nous avons peur que le village soit attaqué, peur d'aller travailler les champs. Il faut vite trouver une solution. Soit nous sommes déclarés propriétaires, soit on nous donne une compensation. Dans ce cas, nous prendrons notre argent, nos meubles et on rentrera chez nous", dit un des villageois, Majid Abdel Hussein, 53 ans.

Parallèlement, à quelques km de là, à Kirkouk, 250 familles kurdes, dont les maisons ont été démolies sous l'ancien régime, campent depuis cinq mois dans le stade olympique.

"Nous avons été expulsés vers Souleimaniyah. Nous sommes revenus en mai, notre maison a été démolie, maintenant on vit comme des chiens", dit Abdel khalek Ahmed Chérif, 46 ans, responsable de 13 personnes qui vivent dans les sous-pentes du stade en attendant que les autorités leur accordent un lieu d'habitation.

La semaine dernière, 15 Kurdes qui avaient construit leur maison sur un domaine public ont été arrêtés.

Le maire kurde de Kirkouk, Abdel Rahmane Moustapha, a exhorté vendredi le Conseil de gouvernement transitoire à prendre vite une décision pour permettre le retour à Kirkouk des Kurdes expulsés "de manière équitable et qui ne porte pas atteinte" à aucune communauté ethnique.

L'envoi de soldats en Irak, vu par la presse turque

Pour inciter Ankara à répondre positivement, les Etats-Unis ont promis une ligne de crédit de 8,5 milliards de dollars

« LA TURQUIE a pris sa décision sur l'Irak... », affirme, dans le quotidien populaire *Posta*, Mehmet Ali Birand, éditorialiste vedette de la presse turque. Sous-entendu : Ankara va envoyer des troupes en Irak. Pour Birand, « le gouvernement est conscient des risques, mais ne change pas son attitude malgré tout. Les forces armées sont tout aussi déterminées ». Un aplomb étonnant, car le Conseil de sécurité nationale, l'organe de concertation consultatif réunissant les commandants militaires et les principaux membres du gouvernement, n'a pas donné un avis très clair sur l'envoi de troupes turques en Irak. Même si la carotte tendue par les Etats-Unis (8,5 milliards de prêts promis) n'est pas aussi alléchante que pendant la guerre, cela pourrait être un ballon d'oxygène pour

le gouvernement jusqu'aux prochaines élections.

« Sous condition, en plus, d'envoyer des troupes, ironise *Cumhuriyet*, on sera juste obligés de demander les autorisations des ministères des affaires étrangères, de la défense et du Trésor américains avant de retirer chacune des quatre tranches de ce prêt ! » Le quotidien kémaliste rappelle que les Etats-Unis attendent cependant de la Turquie qu'elle coopère avec eux en Irak. Et *Cumhuriyet*, toujours caustique, se demande comment se fera cette coopération : « En priant pour que moins de soldats américains soient tués ? »

Pourtant, le journal constate avec amertume que le gouvernement est déterminé à envoyer des troupes. Le quotidien s'interroge sur l'attitude que va adopter le Par-

lement, dont l'aval est nécessaire, sur l'envoi des soldats à l'étranger. « Il semble que, cette fois-ci, chacun des parlementaires de la majorité a été sermonné individuellement, ou bien le pouvoir a réussi à convaincre » l'opposition social-démocrate, écrit *Cumhuriyet*. Avant de prévenir : « Cette deuxième éventualité paraît presque impossible. Le premier parti de l'opposition, qui joue d'habitude le silence des agneaux sur de nombreux sujets, répète à chaque occasion qu'il n'a pas l'intention d'endosser la responsabilité d'envoyer les Memet relever les Johnny à un moment où en moyenne deux soldats américains sont tués chaque jour. »

Yeni Safak, quotidien proche des islamistes de l'AKP au pouvoir, craint d'ailleurs que le débat sur une éventuelle intervention en

Irak ne requinque l'opposition. Le journal rappelle que « la décision d'envoyer des soldats en Irak hérissera une opposition rationnelle alors que le pouvoir était exercé jusqu'à présent comme dans un jardin de roses sans épines ». Le même quotidien s'interroge aussi sur les éventuelles répercussions d'un envoi des troupes dans les relations avec l'Union européenne : « Le refus, le 1^{er} mars, de participer à la guerre nous a montré les avantages moraux d'une telle décision, et ceux-ci se sont répercutés favorablement sur le processus entre la Turquie et l'UE. A l'heure actuelle, il s'agit du contraire. » L'opinion publique aussi reste d'ailleurs largement hostile à un tel engagement.

Nur Dolay

U.S. sets deadline for Iraqi Constitution

By Steven R. Weisman

NEW YORK: Secretary of State Colin Powell, responding to demands from France and others for a rapid timetable for self-rule in Iraq, said that the United States would set a deadline of six months for Iraqi leaders working under the American-led occupation to produce a new constitution for their country.

The constitution, which would spell out whether Iraq should be governed by a presidential or parliamentary system, would clear the way for elections and the installation of a new leadership next year, Powell said. Not until then, he added, would the United States transfer authority from the American-led occupation to Iraq itself.

"We would like to put a deadline on them," Powell said Thursday in an interview with editorial writers, editors and reporters for *The New York Times*, referring to the Iraqi task of writing a constitution. "They've got six months. It'll be a difficult deadline to meet, but we've got to get them going."

Powell's establishment of a deadline, and his tone of urgency in general, comes as the United States tries to satisfy France and other skeptics who charge that a quick turnover of power to Iraqis must be part of any Security Council resolution expanding UN authority in Iraq.

The United States has resisted a

turnover of a month or months as suggested by France, arguing that granting authority to an unelected Iraqi government would undercut its legitimacy in the eyes of the world. On Thursday, Powell went further, saying that remnants of Saddam Hussein's government and his Baath Party would lead a rebellion against such a government.

"These are ex-Baathists," Powell said of those carrying out violence. "They would go after an illegitimate government that does not enjoy the will of the people, just as easily as they would go after us." The Iraqi Governing Council, composed of leading Iraqi politicians, was appointed, not elected.

The idea of a fixed time schedule is unlikely to be incorporated into the resolution that is being negotiated at the UN, Powell said. But he said the general principle of events like the writing of a constitution, elections and an installation of new leadership may well be in the resolution.

The secretary's comments came on another day of intensive negotiations to try to get support on the Security Council for the resolution, which the United States is seeking as a crucial step to help persuade other countries to send troops and financial assistance to secure and rebuild Iraq.

Powell said he thought the last several days at the UN General Assembly had produced some progress on getting the backing of all 15 countries on the coun-

cil, including France, the primary critic of the American approach.

The demand by the French that the turnover to Iraq be accomplished in a month, Powell said, was no longer even being discussed seriously at the council.

While rejecting the idea of an American-established timetable, Powell raised the possibility that the Iraqis themselves could set a timetable in the near future, and that this itself could widen support for the resolution.

■ EU to pledge \$230 million

The European Union's executive office said Friday it would offer \$230 million next month to rebuild Iraq, with contributions from the 15 members expected to increase that total. The Associated Press reported from Brussels.

The commission countered criticism that its offer, to be made at a donor conference in Spain on Oct. 23 and 24, was puny, compared with what Iraq needs. The Bush administration is asking Congress for more than \$20.3 billion in Iraqi reconstruction aid.

"You also have to judge what you can spend" because of the ongoing violence after last month's bombing of the UN headquarters in Baghdad and other attacks on foreign targets, EU spokeswoman Emma Udwin said. "The security situation in the country will weigh heavily on the conference."

IRAK Les discussions concernant la rédaction de la future Constitution du pays devaient commencer hier

Bagdad se cherche une assemblée constituante

Les violences ont redoublé hier en Irak où un GI a été tué et un enfant de 10 ans victime de tirs américains près de Kirkouk, alors que la diplomatie européenne s'est prononcée pour un transfert de souveraineté aux Irakiens avec un « *calendrier réaliste* ».

Bagdad :
de notre envoyé spécial
Adrien Jaulmes

Le droit constitutionnel peut être une discipline dangereuse. L'un des membres du comité chargé de préparer la future Constitution irakienne a échappé de peu hier à une tentative d'assassinat. Jalaladin al-Sagher, un religieux chiïte, a échappé de justesse aux tueurs qui l'attendaient sur la route de son domicile, dans un quartier résidentiel de Bagdad. Comme le meurtre de M^{me} al-Hachemi (pressentie pour occuper le siège de l'Irak à l'Assemblée générale des Nations unies) et comme les attentats suicides qui ont décapité l'antenne locale de l'ONU, le 19 août dernier, ce dernier attentat vise à entraver le processus de normalisation en cours en Irak.

Le Comité constitutionnel auquel appartient M. al-Sagher doit en effet remettre aujourd'hui son rapport au Conseil de gouvernement irakien. La remise de ce texte est la quatrième des sept étapes fixées par l'administrateur américain Paul Bremer pour rendre à l'Irak son entière souveraineté.

La première avait été franchie à la création du Conseil de gouvernement, entré en fonction début août et dont les 25 membres ont été choisis selon un délicat dosage ethnique et religieux. La seconde fut la formation du Comité constitutionnel auquel appartient M. al-Sagher. Et la troisième la nomination d'un cabinet de 25 ministres début septembre.

Les prochains rendez-vous sont à présent tous liés à la définition des futures institutions irakiennes. La remise du rapport du Comité devra être suivie par la rédaction de la Constitu-

tion, dans un délai fixé à six mois par le secrétaire d'Etat américain Colin Powell.

Sa ratification par un scrutin national, une première dans l'histoire de l'Irak, et l'entrée en fonctions d'un gouvernement souverain devant clore le processus. « *Mon travail consiste à ne plus en avoir* », a expliqué M. Bremer. « *Je détiens aujourd'hui la souveraineté irakienne, mais souhaite céder la place à un gouvernement souverain aussitôt qu'il sera raisonnablement possible de le faire.* »

Paul Bremer a assuré que les Etats-Unis ne s'opposeraient pas à ce que la nouvelle Constitution irakienne fasse de l'Irak un Etat islamique, aussi longtemps que la liberté religieuse et les droits des individus seront garantis, y compris ceux des femmes et des enfants.

Mais la future Constitution ne

devra pas seulement faire de l'Irak la seule démocratie de la région. Ses rédacteurs devront aussi repenser de fond en comble l'Etat irakien.

Car l'effondrement du régime de Saddam Hussein a été aussi celui de l'Irak créée par les Bri-

tanniques après la Première Guerre mondiale. Au lendemain de la grande révolte de 1920, matée à grand-peine par les premières opérations aériennes anti-guérilla, les administrateurs du Colonial Office avaient alors fondé en Irak un Etat centralisé, s'appuyant sur une armée et une administration en majorité sunnite. Les successeurs des rois hachémites protégés par Londres, depuis les révolutionnaires de 1958 jusqu'à Saddam Hussein, n'ont jamais remis en cause ce modèle.

Or ni la majorité chiïte, traditionnellement laissée pour compte de cet Etat sunnite, ni l'importante minorité kurde, alors frustrée d'un Etat pourtant

promis par les Anglais, ne sont décidées à un retour au statu

quo ante. Les chiïtes revendiquent déjà un rôle politique proportionnel à leur poids démographique. Les Kurdes sont, eux, favorables à un Etat fédéral leur laissant les coudées franches dans leurs provinces montagneuses du nord de l'Irak.

Mais les sunnites, d'où sont encore issus une bonne part des élites irakiennes et notamment les fonctionnaires, ingénieurs et militaires nécessaires à la remise sur pied du pays, n'entendent pas se laisser totalement dépouiller de leurs anciennes prérogatives.

Les rédacteurs devront donc imaginer un savant dosage institutionnel afin de garantir la viabilité du futur gouvernement irakien.

L'enjeu dépasse enfin les frontières irakiennes. La création d'un Etat démocratique et libéral en Irak est regardée comme une perspective inquiétante par les autres gouvernements arabes, pour la plupart des satrapies plus ou moins vigoureuses ou des républiques dictatoriales.

Critiqué au début du mois par plusieurs membres de la Ligue arabe pour son manque de légitimité, le Comité de gouvernement irakien a déjà rétorqué assez explicitement que les auteurs de ces commentaires n'en avaient pas beaucoup plus.



« *Je détiens aujourd'hui la souveraineté irakienne, mais souhaite céder la place à un gouvernement souverain aussitôt qu'il sera raisonnablement possible de le faire* », a expliqué Paul Bremer, l'administrateur américain. (Photo Bullit Marquez/AP.)